

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

Gérard BLANC

Docteur ès-Sciences Economiques

LA VIGNE DANS L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Essai d'analyse des phénomènes de domination et des
problèmes posés par l'accession à l'indépendance
économique dans le secteur agricole

1967

T H È S E

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Montpellier
pour l'obtention du grade de Docteur ès-Sciences Economiques

JURY :

MM. MILHAU Jules

LEVITA Max

DUBOIS André

Président

Assesseurs



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547409_0121

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ECONOMIQUES

Gérard BLANC

Docteur ès-Sciences Economiques

LA VIGNE DANS L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Essai d'analyse des phénomènes de domination et des
problèmes posés par l'accession à l'indépendance
économique dans le secteur agricole

T H È S E

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Montpellier
pour l'obtention du grade de Docteur ès-Sciences Economiques

JURY :

MM. MILHAU Jules

LEVITA Max

DUBOIS André

Président

} Assesseurs

UNIVERSITEIT DE MONTREAL

FAKULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

OLIVIER BLAND

Professeur de Droit Économique

LA VIE ÉCONOMIQUE ALGÉRIENNE

Travail d'analyse des phénomènes économiques et des
problèmes posés par l'économie algérienne
économique algérienne



1971

Présenté et soutenu par l'auteur devant la Faculté de Droit
et des Sciences Économiques de l'Université de Leiden
pour l'obtention du grade de Docteur en Droit Économique

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

FACULTE de DROIT et des SCIENCES ECONOMIQUES

LA VIGNE DANS L'ECONOMIE ALGERIENNE

THESE

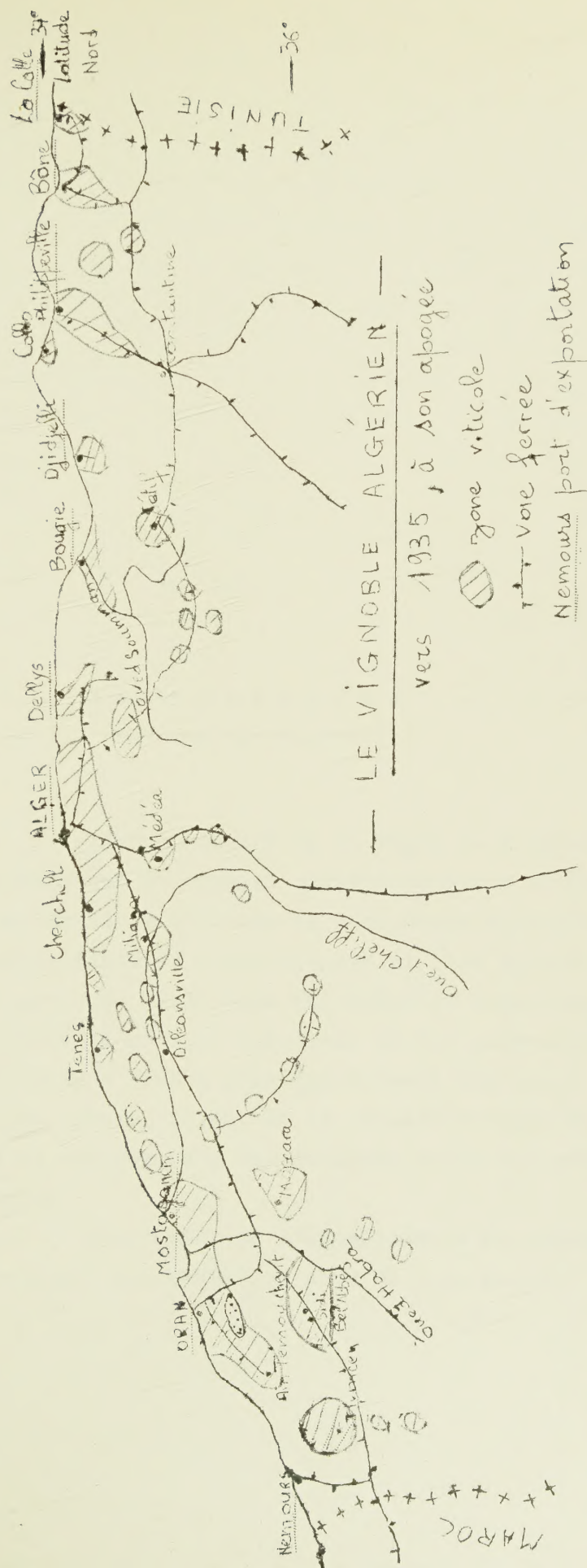
présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques de Montpellier pour l'obtention du
grade de Docteur ès Sciences Economiques,

par Mr BLANC Gérard

le 28/2/ 1967

Composition du jury président M. MILHAU Jules
assesseurs MM. LEVITA Max
DUBOIS André

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.



— LE VIGNOBLE ALGERIEN —
 vers 1935, à son apogée

I N T R O D U C T I O N

L'implantation de la vigne en Algérie offre à l'observateur un exemple particulièrement riche d'imposition d'une structure agricole et économique étrangère aux besoins locaux. L'intérêt s'approfondit si l'on considère l'ampleur du phénomène, sa vieillesse qui coïncide sensiblement avec les débuts de la période coloniale et qui permettent une analyse en profondeur d'effets particulièrement multiples et complexes sur les divers niveaux de la réalité sociale et économique du pays et des rapports asymétriques entre une métropole et sa colonie.

L'accession à l'Indépendance ne pouvait briser immédiatement les séquelles d'un si long passé .

Dans le secteur viticole comme dans beaucoup d'autres, les premières expériences depuis 1962 ont montré qu'en l'état actuel des structures économiques la valorisation maximale des produits n'est faite que dans le cadre des circuits coloniaux, toute autre solution n'aboutissant qu'à un amoindrissement de valeur .

Le problème de l'Algérie d'aujourd'hui est d'orienter sa politique agraire dans un sens ^ébenéfique au développement en utilisant au maximum dans une première phase son potentiel de production ainsi que les facilités d'écoulement offertes par la France pour toutes ses productions excédentaires (accords d'Evian). Or ces circuits coloniaux sont rapidement dénoncés non par le jeune Etat mais à l'initiative de l'ancienne métropole pressée de revenir à son protectionnisme traditionnel.

L'indépendance économique qui se construit trouve ici un motif puissant d'accélération.

L'adoption d'une nouvelle structure productive ne peut se faire dans n'importe quelles conditions, mais dans un état favorable du milieu (ressources naturelles, techniques progressives, cadre institutionnel et sociologique, etc...). Le milieu actuel est-il susceptible d'évoluer vers de meilleures opportunités agricoles mieux intégrées ?

La proposition d'une intégration dans un modèle de croissance autonome d'une activité débordant jusqu'alors sous tous ses aspects le cadre national exige prioritairement que l'analyste se livre à une recherche à caractère structurel concernant le poids de cette activité dans l'économie du pays. Cette recherche ne peut donner des résultats valables que si débordant la perspective historique elle englobe l'étude des relations et des liaisons qui caractérisent dans une période donnée, de 1950 à 1962 par exemple, le mode d'insertion du secteur étudié dans le milieu agricole global et les circuits coloniaux. Un aperçu historique, nécessaire toutefois, mettra tout d'abord en place l'environnement économique et social et son évolution.

Il serait vain toutefois de penser que cette analyse de l'intégration du secteur viticole dans l'économie algérienne conduise à des solutions évidentes. La recherche d'un nouvel équilibre cultural qui serait l'aboutissement de ce travail aura moins ici pour résultat la formulation d'hypothèses chiffrées que la définition d'une méthode d'approche et de paramètres de décision.

Notre travail comportera trois grandes parties :

1 - Aperçu historique sur le vignoble algérien et la commercialisation de ses vins .

2 - Poids du vignoble dans l'économie algérienne .

3 - Recherche d'un nouvel équilibre .

Première partie

APERÇU HISTORIQUE SUR LE VIGNOBLE
ALGERIEN ET LA COMMERCIALISATION
DE SES VINS

La création du vignoble algérien est liée étroitement au phénomène de la colonisation. Tous les auteurs qui se sont penchés sur l'histoire économique et sociologique de l'Algérie s'accordent à reconnaître que la viticulture a constitué l'assise fondamentale du peuplement européen. On pourrait à bon droit s'interroger sur le destin de cette entreprise si vers les années 1870 à 1880 l'implantation de la vigne et son extraordinaire épanouissement par la suite n'avaient eu lieu. Il y aurait eu peu de cas dans l'histoire des sociétés où la survie d'une communauté, tous les autres éléments tenus pour équivalents (peuplement hostile, nature ingrate) soit conditionnée d'une manière aussi étroite par la réussite d'une seule activité économique. Culture civilisatrice si l'on en croit certains elle a, en tout cas modelé profondément à sa mesure les traits de la colonisation.

Elle s'inscrit, en effet, dans le paysage de ce pays avec une force que l'on ne peut comparer qu'au Midi producteur de la France. De larges étendues vertes à la floraison, quadrillées géométriquement, couvrent de vastes portions des plaines littorales et sublittorales. Elle est à l'origine des structures foncières que nous connaissons à la veille de l'Indépendance, de l'organisation des exploitations, des axes de communication les plus importants, des réseaux d'échange, de l'urbanisation et de la vie de centaines de petits villages. Elle est enfin à l'origine d'un vaste courant commercial avec la métropole. Ceci est l'aspect le plus aisément perceptible.

Mais a-t-elle répondu entièrement aux espoirs que l'on avait placés en elle ?

Espoirs, ici, des administrateurs coloniaux qui y virent le moyen de développer un peuplement européen dense et d'assurer définitivement l'équilibre économique de la colonie, espoirs surtout de nouer des liens étroits avec la métropole, espoirs enfin des musulmans qui tentèrent au début sous l'impulsion des "Bureaux arabes" (1) de s'associer par ce biais aux progrès.

(1) CH. Robert AGERON " Histoire de l'Algérie contemporaine " Que sais-je ? PUF

Et d'ailleurs quel est, de la fatalité économique et naturelle ou de la volonté des hommes, le véritable responsable de son extraordinaire extension ?

Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre dans une première sous-partie consacrée à l'histoire de la production viticole algérienne .

Mais le tableau ne serait pas complet si l'on oubliait d'approfondir les incidences commerciales de ce développement viticole . Par l'étroitesse du marché intérieur, ses incidences ne pouvaient qu'être majoritairement extérieures au territoire colonial. Nous nous demanderons alors comment a pu s'organiser la rencontre des deux productions qui, à première vue, pouvaient apparaître comme concurrentielles.

Nous apprécierons, dans une deuxième sous-partie consacrée à l'historique du commerce des vins algériens , le rôle d'impulsion des premiers négociants métropolitains qui leur ont ouvert une place sur le marché français et nous verrons comment au total le renforcement et l'évolution contemporaine des structures commerciales ont pu leur être favorables.

Première sous- partie

HISTORIQUE DE LA PRODUCTION VITICOLE ALGERIENNE

Il a fallu un demi siècle pour que le vignoble prenne son extension maximum de 1880 à 1935, celle qu'on lui connaît à peu près à l'heure actuelle. Extension qui ne se fit pas d'une manière linéaire mais par grandes vagues entrecoupées de crises violentes.

C'est en adoptant un découpage chronologique couvrant toute la période coloniale que l'on peut décrire le mieux l'histoire de son développement (1).

Nous distinguerons cinq grandes périodes :

Chapitre 1 : de 1830 à 1877, Les TATONNEMENTS

Cette période faite de tentatives culturelles diverses, de réussites vite démenties, d'enthousiasme pour telle ou telle spéculation rapidement étouffé, fut une rude épreuve pour la colonisation européenne. Arrivés pleins d'illusions, tour à tour bernés, induits en erreur par l'administration ou les techniciens agricoles, quelquefois victimes de véritables mythes ou mirages, les colons s'essayèrent à toutes sortes de cultures. Des plantes typiquement tropicales, ils passèrent ^{aux} cultures industrielles, pour finalement être réduits à s'adonner aux spéculations traditionnelles des autochtones en leur empruntant leurs méthodes et leur mode d'exploitation .

(1) Les plus larges emprunts ont été faits à Mr le professeur
IGNARD H. " La vigne en Algérie " Etude Géographique.

Les essais en plantes tropicales s'avèreront rapidement vains dans un pays qui n'avait d'exotique que son éloignement de la mère patrie; les cultures industrielles (le lin, le tabac, le coton) furent un temps considérées comme la planche de salut des nouveaux agriculteurs, les céréales locales restant le pis-aller. Ce fut un échec qui eut des répercussions graves sur toute l'histoire de la colonie. Il est intéressant, pour comprendre l'évolution de l'agriculture algérienne, son orientation prédominante pour la viticulture de situer schématiquement le cadre naturel et technique de ces tentatives, leur sens et les causes des échecs.

§ 1 - Le cadre

Une série de difficultés peuvent être facilement localisées dans la conception même qui a présidé à l'implantation des premiers colons. Le régime des concessions gratuites, qui fut la première formule d'appropriation foncière et qui comportait des distributions de parcelles de 5 à 10 hectares éparpillées, constituait une poussière de petites propriétés économiquement peu rentables . Inconvénient majeur pour la culture des céréales dans un pays où elle ne pouvait être qu'extensive, ce caractère devait gêner aussi le développement des autres cultures, car il conduisait le petit exploitant à concevoir son activité dans le sens d'une auto-suffisance.

La méconnaissance des réalités de cette terre, tant pédologiques que climatiques devait en outre multiplier les erreurs de localisation. Cette méconnaissance s'étendait aussi aux modes culturels de ces spéculations nouvelles, pour lesquelles les colons n'avaient pas eu l'occasion de se faire la main dans leur pays d'origine.

Si l'on se rappelle l'état d'archaïsme des voies de communications, routes, chemins et ports, on comprend la fragilité des conditions dans lesquelles s'enrôlaient ces tentatives

§ 2 - Le sens des tentatives culturales

Les préoccupations des autorités coloniales nous semblent ici fondamentales. Admis le principe selon lequel " les colonies sont fondées pour l'utilité de la métropole et non pour la concurrence ", le souci constant des autorités fut d'asseoir l'économie algérienne soit sur des cultures typiquement exotiques, soit sur des cultures qui en tout état de cause ne pouvaient être concurrentielles. Des incitations et des pressions de toutes sortes furent utilisées pour conduire les colons vers une exploitation des terres de type complémentaire à celle de la métropole. Des missions spécialisées d'experts traversaient la Méditerranée et parcouraient la colonie pour étudier successivement les possibilités d'implantation du tabac et du coton; des rapports dithyrambiques flat - taient la puissance de production du littoral algérien, à l'inspiration du parti " exotique " qui menait grand tapage. Pour toutes les cultures on organisait de véritables campagnes d'explication et d'animation auprès des colons. Tout ces conseils n'étaient guère appuyés sur des expérimentations valables, ni sur des perspectives de marché ou de mise en valeur.

§ 3 - Les causes de ces échecs

Pour les quelques cultures qui soulevèrent le plus d'espoir, quels sont précisément les éléments qui expliquent leurs échecs ?

Des cultures exotiques, seul le coton parut un moment réussir. A son profit l'Etat organisa un système complet de protection et de soutien dès 1835. Les progrès rapides jusqu'en 1860 s'accéléchèrent à cette époque, le déclenchement de la guerre de Sécession aux Etats-Unis venant imprimer une nouvelle impulsion. Mais cette guerre fut de trop courte durée pour orienter d'une manière décisive l'agriculture algérienne vers le coton. En 1865, sa culture avec l'effondrement des prix entre rapidement en décadence. " L'abandon de la culture du coton marquera la faillite des théories de l'acclimatation et du projet d'organiser en Algérie une agriculture tropicale " (1).

Le tabac fut introduit en Algérie dès 1834 sur l'initiative de l'autorité coloniale. Il connut, lui aussi, un développement brillant dans les toutes premières années et même de 1851 à 1859, la Régie en vint à orienter ses achats vers l'Algérie. En 1859 le tabac couvre 6.800 hectares du Sahel et de la Mitidja et constitue cette année là, la principale richesse de la colonie. Subitement en 1860, la part de l'Algérie dans les achats de la Régie tombe de moitié; celle-ci, ayant modifié sa politique, exige tout à coup des tabacs bruns renfermant beaucoup de gomme et refuse les tabacs grossiers, herbacés, à hauts rendements de la colonie. On observe, à l'inverse, que la production métropolitaine a doublé pendant les dernières années, ce qui peut expliquer ce brusque retournement. Ce coup du sort fut fatal pour cette culture techniquement intéressante notamment du point de vue de l'assolement biennal de type blé-tabac.

La culture du lin démarre en 1862 et, à l'exemple du tabac, est l'objet d'un enthousiasme d'autant plus fort qu'il est passager. Sur la lancée, il se crée des usines de teillage dans la Mitidja à CHEBLI, AIN-TAYA, BOUFARIK, MONDOVI. En 1870, l'exportation du lin teillé atteint 4 millions de kg. Le lin présentait un double intérêt : il induisait une petite industrialisation et il offrait du point de vue assolement une option très valable dans le type triennal lin-blé-orge. L'ouverture du Canal de Suez qui amène les toiles indiennes transformera vite en déroute cette tentative.

Ces échecs pèseront d'un poids énorme sur l'avenir de la colonie; dès lors les jeux étaient faits, les cultures industrielles ne tiendront jamais qu'une place modeste dans les formes de colonisation, elles ne connaîtront plus que des extensions très limitées et temporaires en s'intercalant partiellement dans l'assolement de quelques exploitations. Bien plus tard le tabac connaît une certaine extension en culture indigène et de même, le coton suscitera de multiples tentatives de la part des européens dont la dernière en date se situera entre 1952 et 1956 avec près de 10.000 hectares de plantations.

Le blé restait pour ainsi dire le refuge de ces petits exploitants soumis à la douche écossaise. Cette culture était traditionnelle dans le pays, les habitants l'ayant toujours pratiquée selon un mode archaïque et extensif. Face aux contraintes du milieu et compte tenu de leurs faibles connaissances techniques, les colons qui s'y adonnaient n'ont pu qu'imiter les premiers occupants. Une conduite sans fumure, sans système de culture réparateur sera leur lot dans ces conditions le repos, la jachère morte, devenaient le seul remède à l'appauvrissement des terres. La production à l'hectare ne pouvait qu'être extrêmement faible, la rentabilité insuffisante et les ressources limitées.

La vigne commençait dès cette époque à se développer lentement dans les plaines de la Mitidja et de l'Oranaïs à l'initiative d'anciens viticulteurs immigrés. Mais la majeure partie de ce vignoble naissant se situait dans les coteaux et les montagnes où il était apparent. Les montagnes et notamment Miliana, et les plateaux de Saint-Eugène, de Saint-André et de l'Elancé faisaient un quart du vignoble, le reste occupait le Sahel.

L'excellence des conditions naturelles était contrebalancée par une sécheresse insupportable.

Il y eut, en premier lieu, l'hostilité des pouvoirs publics et notamment celle tout à fait personnelle de EUGÈNE et de MOLL. La raison essentielle de cette hostilité résidait dans le principe que puisque les colonies étaient fondées pour l'utilité de la métropole et non pour la concurrencer, la vigne qui pourrait porter préjudice à la production métropolitaine devait être écartée. Sans aller jusqu'à une interdiction légale, les moyens à débattre les colons de cette culture furent employés. En dehors du dénigrement systématique des qualités obtenues, on établit volontairement une inégalité juridique entre les deux productions.

Il y eut tout d'abord la législation douanière en vertu de laquelle les vins français entraient en franchise dans la colonie dès 1835, sans que la réciprocité soit vraie et qui permit non seulement d'intendre le marché français aux vins algériens mais aussi de réserver celui de la colonie aux vins français.

" Protégés contre la concurrence étrangère par les tarifs douaniers de plus en plus élevés, les vins français s'emparèrent du marché algérien " (1). Quant aux vins algériens qui malgré tout auraient pu être exportés sur la France, ils furent soumis jusqu'en 1867 aux tarifs appliqués à l'entrée des marchandises étrangères. Le tarif de 1851 libéra un certain nombre d'exportations de la colonie vers la métropole mais maintint la prohibition concernant le vin. Il faudra attendre la loi du 17 juillet 1867 consacrant la liberté complète de transaction pour que ces dispositions illogiques soient abrogées.

Le deuxième frein, nous croyons le trouver dans le manque de main-d'oeuvre en général et surtout de main-d'oeuvre qualifiée pour les travaux très spécialisés comme la taille. Ce frein qui n'est pas propre à l'économie viticole se révèle à cette époque suffisamment dramatique pour susciter des plaintes indignées des européens contre la politique des " Bureaux arabes " tendant à séparer d'une manière draconienne les deux communautés. A contre coeur, on libéralisa ce système et on organisa aussi une immigration temporaire d'Espagnols, de Marocains, et plus spécialement d'ouvriers tailleurs du Midi. Comme on peut le penser cette main-d'oeuvre saisonnière revenait très cher.

Toutes ces difficultés expliquent aisément le faible développement des superficies viticoles en cette période de 1830 à 1877. Pourtant, on constate que la tentation était souvent grande pour ces premiers colons souvent originaires de régions viticoles, de planter malgré tout quelques parcelles de vignes avec les cépages qui leur étaient familiers au moins pour satisfaire leurs besoins personnels. Le milieu naturel était favorable et si l'ambiance n'y était pas, si les difficultés à surmonter étaient énormes, la vigne avec ces premiers essais familiaux apparaissait déjà aux plus lucides comme la spéculation la plus lucrative dans les conditions algériennes.

(1) H. ISMARD op. cité page 29

Envers et contre tout, on note donc un petit développement des superficies viticoles :

1860	6.500	hectares
1865	10.500	-
1870	13.000	-
1880	24.000	-

Est-il possible de déterminer durant cette première phase les parts respectives revenant aux musulmans et aux colons?

Jusqu'en 1864, d'après ISNARD, on ne connaît que les grandes lignes du développement, les statistiques ne distinguant pas alors les vignobles respectifs. A cette date, les premières estimations donnent 3.148 hectares pour les musulmans et 6.567 pour les européens. Le premier croîtra lentement, avec quelques brusques reculs, jusqu'en 1875 (7.862 ha), après cette date il connaîtra un effondrement brutal (en 1878 - 2.214 ha). " A l'inverse, le vignoble européen se développe sans à-coups, à partir de 1864, comme une entreprise méthodiquement construite " ISNARD. L'effondrement du vignoble musulman paraît être dû au resserrement territorial imposé par la colonisation officielle. Plus tard l'imperméabilité du secteur traditionnel aux mécanismes capitalistes scellera définitivement ce retard du vignoble musulman.

Quels sont les traits essentiels de ce premier développement viticole ?

Dans les premières exploitations où elle est timidement introduite, la vigne est menée culturellement d'une manière artisanale en s'intégrant techniquement et économiquement dans un système tourné vers la satisfaction prioritaire des besoins familiaux ou des marchés locaux. La forte concurrence menée par les vins métropolitains lui eut d'ailleurs interdit toute autre ambition.

Du tableau des premières difficultés des colons, il ressort que trente ou quarante ans après le débarquement des premières troupes d'occupation, l'équilibre économique de la colonie reste à établir, le sort même de cette entreprise reste en question.

Le déficit de la balance commerciale s'élève à 75 millions de francs en moyenne de 1851 à 1870, ce qui est énorme pour l'époque. En 1867, la colonie épuisée par une succession de mauvaises récoltes, traversa une crise terrible et il devint absolument nécessaire de réduire le déficit commercial. C'est cette raison fondamentale qui est à l'origine du revirement de l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis de l'opportunité de la vigne dans la colonie. On en vint à souhaiter maintenant que, pour réduire ces charges, la production locale satisfasse les besoins vitaux de la colonie. Il s'y ajoute le souci, politique cette fois-ci, d'assurer grâce à cette culture que l'on pare tout à coup des qualités les plus extraordinaires, un élargissement du peuplement européen qui avait tendance à se stabiliser. A ce propos, on souligne la série d'effets bénéfiques qui découleraient d'une large implantation de la vigne: multiplication des petites propriétés familiales, accentuation du sentiment d'attachement à la terre, diffusion d'une certaine aisance.

Dès 1860 une campagne de presse avait été amorcée dans ce sens, campagne qui avait pris pour prétexte la signature d'un accord commercial entre la France et l'Angleterre. On se proposait expressément, pour ne pas effrayer les intérêts viticoles métropolitains, de supplanter sur le marché anglais les vins capiteux originaires d'Espagne et du Portugal. " Le gouvernement qui ne pouvait résister au mouvement portant l'Algérie vers la vigne l'admit comme une fatalité " (1). Les encouragements semi-officiels succédèrent alors aux projets de prohibition. D'ailleurs à cette époque le réflexe protectionniste national avait été émoussé par la récente crise de l'oïdium ayant dévasté le vignoble (en 1854 moins de 11 millions d'hl).

(1) ISNARD H. op. cité page 32

La loi douanière de 1867, précédemment citée, venait consacrer l'égalité administrative des deux vignobles et ouvrait véritablement les voies de l'expansion à la viticulture algérienne, par son débouché naturel, le marché français.

Dans quelle mesure les espoirs placés alors dans cette culture ont-ils été satisfaits ?

Du point de vue de la substitution aux importations de vins de la production locale, les efforts entrepris n'ont pas été entièrement couronnés de succès, puisqu'en 1878 encore, l'Algérie ne couvre que la moitié de ses besoins (1)

En fait de développement, il en est de même, les superficies concédées annuellement aux colons s'accroissent plus vite que la population européenne. En fait, en ses débuts, le progrès de la colonisation ne semble avoir reposé que sur la culture des céréales. En effet, malgré le renversement psychologique et les perspectives de débouchés, l'accroissement des superficies viticoles reste dérisoire pendant une dizaine d'années en raison surtout de la précarité des techniques et du manque de capitaux.

Chapitre 2 : de 1877 à 1907, L'IMPLANTATION DU VIGNOBLE

C'est la période d'implantation du vignoble de masse, époque où le mouvement de croissance change de nature malgré la persistance de nombreuses difficultés. Les voies légales et administratives étaient ouvertes, les voies techniques l'étaient moins.

La première poussée du vignoble était presque passée inaperçue ne donnant lieu à aucun grand défrichement ni à la mise en valeur de terres incultes, la vigne se contentant de grignoter çà et là le domaine des autres cultures pour atteindre 24.000 ha en 1880. Pour cette nouvelle période on relève les croissances suivantes :

1882	-	45.000	ha	1890	-	110.000	ha
1884	-	56.000	-	1895	-	122.000	-
1886	-	80.000	-	1901	-	167.000	-

(1) H. ISHARD op. cité page 61

La dernière poussée se fait donc sur un rythme accéléré. Grâce au bouleversement des ressorts économiques et malgré la persistance de certaines difficultés techniques, l'implantation du vignoble s'accroît et se diversifie.

§ 1 - Le bouleversement des ressorts
.....
économiques
.....

Ce bouleversement se manifeste à la fois dans le brusque élargissement du marché, consécutif à l'effondrement temporaire de la production métropolitaine et dans le renouvellement des techniques du crédit agricole le mettant à la portée de tous.

A. L'ouverture du marché métropolitain

La crise phylloxérique métropolitaine met à la disposition des vins algériens un grand marché de consommation dans un pays dont jusqu'ici la production viticole propre avait largement couvert les besoins. En 1875, la métropole, avec 84 millions d'hl, avait battu ses propres records. Douze ans après, en 1887, la production s'effondre à 24 millions d'hl. Entre 1888 et 1890, la moyenne de production n'est que de 29,5 millions d'hl, alors que la consommation taxée s'élève à 45 millions d'hl. Les superficies viticoles diminuent parallèlement de 2.430.000 ha à 1.816.000 ha en 1890.

La contraction brutale des disponibilités qui s'en suivit provoqua une brusque poussée des cours des vins. A lui seul, le vignoble national ne couvre que les 3/5 des besoins, le reste provient de la fabrication de vins artificiels à base de raisins secs, de marcs et de sucre ainsi que des importations. Dans ces importations l'étranger se taille encore la part du lion avec plus de 12 millions d'hl. La colonie dépasse légèrement le million d'hl, mais cela suffit pour ouvrir dans l'esprit des colons des perspectives de profit vertigineuses et un engouement extraordinaire pour cette culture. La vigne se révèle capable de donner des bénéfices plus considérables que les céréales (300 francs à l'hectare pour ces dernières contre 400 à 2.000 francs pour la vigne suivant les rendements).

" On planta de la vigne partout même dans les plus mauvaises terres et dans les endroits dépourvus de voies de communications, tout le monde s'y mit, mêmes les capitalistes les plus ignorants des travaux de la terre créèrent d'importants vignobles " (1).

Le souci général de cette période fut de produire vite et beaucoup; le commerce demandait la quantité, des vins de grosse consommation et il les payait presque autant que les vins de qualité supérieure, ce qui poussait les colons à choisir les cépages à hauts rendements et les terres les plus productives. Ces exigences commerciales expliquent en grande partie le déplacement géographique du vignoble que nous verrons plus loin.

B. Le renouvellement des techniques du crédit agricole

La culture en grand de la vigne exige des immobilisations considérables de capitaux (chai- matériel vinicole - plantations) et donc l'assimilation de comportements capitalistes (crédit - marché - profit-spéculation etc...).

Dans la première période étudiée, en raison de l'hostilité des pouvoirs publics, le colon qui se lançait dans la culture de la vigne ne pouvait compter ni sur les primes, ni sur les encouragements de toutes sortes que l'Etat prodiguait libéralement pour assurer le succès des cultures exotiques puis industrielles. Il ne pouvait guère non plus emprunter à bon marché. Les prêts hypothécaires étaient trop onéreux (15 à 18 %) et le siège social du Crédit Foncier, dont le privilège avait été étendu dès 1860 à la colonie, était trop éloigné pour que le colon puisse y avoir régulièrement recours. Enfin la Banque d'Algérie, dans une politique strictement orthodoxe, refusait, de son côté tout papier d'origine agricole. Si bien que sans organisation véritable d'un crédit local à bon marché le vignoble aurait été condamné à demeurer une velléité.

(1) TRABAT. "Algérie agricole "1906, cité par ISFARD pour coût de la création d'un vignoble voir " La viticulture algérienne " de BERTRAND 1889 à la Bibliothèque nationale d'Alger.

Le Gouvernement le comprit et entreprit de soutenir les colons par la mise sur pied de nouvelles structures de crédit plus adaptées aux besoins ainsi que par une orientation nouvelle imprimée aux vieux établissements.

Cette étroite liaison entre l'extension viticole et le libéralisme du crédit, est une caractéristique essentielle du processus d'implantation du vignoble algérien qui l'opposera à son homologue métropolitain. Après la crise phylloxérique, le vignoble languedocien fut reconstitué par autofinancement des vignerons alors qu'en Algérie, au contraire, il ne dut sa création qu'à une injection massive de crédits à caractère inflationniste avec la complaisance des autorités (1). Ainsi la Banque d'Algérie, institut d'émission, n'obtint le renouvellement de son privilège en 1880 qu'avec l'engagement formel de prêter un large concours à l'agriculture (2). La Banque pour distribuer les crédits créa 24 comptoirs d'escompte. Par ce moyen l'agriculture reçut environ de 80 à 100 millions de francs par an, crédits dont le vignoble fut le plus grand bénéficiaire.

1885	-	82,4 millions	1888	-	91 millions
1886	-	86,1 -	1889	-	95 -
1887	-	89,4 -	1894	-	100 -

Le portefeuille de la Banque atteignait déjà 626 millions en 1885 avec une large masse de crédits à l'agriculture immobilisés.

Cette politique de largesse assez imprudente, comme on aura l'occasion de le voir, fut suivie par les autres grands établissements bancaires présents dans la colonie, le Crédit Foncier et agricole d'Algérie, le Crédit Lyonnais avec ses agences d'Oran et d'Alger.

(1) La charge de la reconstitution est évaluée à 1.800 milliards de francs-or en France. voir ORIZET.L " Les vins de France " PUF Que sais-je ? page 91

(2) Conformément à son engagement, la Banque délégua un certain nombre de techniciens qui développèrent dans les différents centres la théorie du Crédit Mutuel. Une société anonyme fondée par de grands propriétaires reçoit le papier des colons, l'endosse et le présente à l'escompte.

§ 2 - Les difficultés techniques
.....
demeurent
.....

La fièvre viticole qui s'était emparée des colons leur fit oublier que tout n'était pas parfait. Deux groupes de freins exercèrent en permanence leurs effets et furent à l'origine de crises mémorables.

Le premier frein se situe dans la nature essentiellement spéculative de cette production assise sur un endettement grandissant des producteurs. L'injection massive de crédits par les grands organismes prêteurs devait, à la longue, à l'occasion d'un quelconque effondrement des cours à la propriété, même temporaire, provoquer des faillites en chaînes et mettre en péril la colonie toute entière. Nous étudierons ces phénomènes plus loin lorsque nous traiterons, à propos de la dépendance économique externe, des crises viticoles dans la colonie (1).

Le deuxième frein, permanent lui aussi, concerne la précarité des techniques viticoles en cette fin de XIX^e siècle notamment dans les moyens de lutte contre les parasitoses et dans les méthodes de vinification.

A. Les attaques parasitaires en Algérie

Jusqu'en 1890, le vignoble algérien ne connut pratiquement que quelques maladies cryptogamiques d'ailleurs peu graves (Oïdium, Black-Roth, et surtout le Pérospora ce dernier pouvant être combattu par un simple choix judicieux des plants). Les insectes nuisibles qui sévissaient en métropole étaient inconnus en Algérie, sauf l'Altise. Dès 1885, le phylloxéra fit son apparition dans la région de Tlemcen mais son extension fut extrêmement lente contrairement à ce qui s'était passé en France. Il faudra attendre 1898 pour le trouver dans le vignoble oranais ainsi qu'à Mascara et Bône et 1907 dans la Mitidja . On doit cette longue immunité à la réaction de défense vigoureuse des viticulteurs qui, comprenant le danger, s'unirent pour imposer une législation de contrôle très sévère.

(1) 2^e partie , 2^e sous-partie.

B. La technique de vinification inadaptée

Ce fut là une grave difficulté de la viticulture algérienne qui tâtonna de nombreuses années avant de mettre au point une méthode de vinification valable pour un pays aux températures extrêmes. Lorsque les moûts au travail atteignaient ^{en} une certaine température, la fermentation s'arrêtait et il en résultait un vin sucré faiblement alcoolisé. En période de forte demande, ces vins là même arrivaient à se vendre. La solution ne fut trouvée que plus tard avec les procédés mécaniques ou chimiques de réfrigération (anhydride sulfureux qui est un antiseptique modérateur de levures) (1).

§ 3 - L'implantation du vignoble s'accroît et se diversifie

Les premières plantations s'étaient faites sur les coteaux et les montagnes avec des cépages importés de métropole, les conditions naturelles aidant, on aurait pu, de ce fait, obtenir une production acceptable si les méthodes de vinification avaient été moins rudimentaires.

Comment se fit le développement du vignoble en cette époque ?

La vigne conquérante gagne maintenant sur les superficies jusqu'alors consacrées au blé en descendant des Sahels dans les plaines (2). Au sud, elle gagne par les vallées les hautes plaines de l'Atlas Tellien à Médéa et à Sétif mais cet accaparement de nouvelles terres ne signifie pas l'abandon des anciennes; déjà la vieille loi qui veut que toute terre acquise par la vigne n'est plus abandonnée, se vérifie. La vigne, dans la colonie, fait rapidement la preuve qu'elle est la spéculation la plus capable de mettre en valeur les terres même les plus rustiques.

(1) Depuis 1887 la technique de réfrigération des moûts était connue mais peu utilisée. voir J. DESPOIS,

" L'Afrique du Nord " PUF 1964

(2) PERRIN dans " La civilisation de la vigne "

GALLIMARD 1938

Depuis cette période, le centre de gravité du vignoble se situe dans les plaines et dans les vallées. Appelée par la demande, cette nouvelle structure du vignoble influencera, naturellement, sur la qualité des vins obtenus.

Plus précisément, comment se localise ce vignoble dans les trois grandes régions algériennes ?

	<u>1878</u>	<u>1888</u>	<u>1897</u>	<u>1914</u>
ALGER	41 %	33 %	38 %	43 %
ORAN	43 %	37 %	47 %	48 %
CONSTANTINE	16 %	30 %	15 %	9 %
Total superf.	17.614 ha	103.408 ha	129.354 ha	176.678 ha

On note, en 1888, un brusque accroissement temporaire de la part du Constantinois coïncidant avec une accentuation du peuplement européen dans cette région. Par la suite, l'Oranais prit largement la tête.

A cette époque, comme le souligne le professeur ISMARD (1), la carte viticole reproduit fidèlement la carte de la colonisation officielle, aux régions anciennement occupées par les européens, ^{trois} en 1842 et 1848, correspondaient les plantations les plus anciennes.

Entre 1889 et 1897, on relève un certain ralentissement de la cadence de la colonisation dû à des difficultés multiples notamment à la violente attaque de mildiou de 1881, la découverte du phylloxéra en 1885 et les restrictions de crédit(2). Sur le plan de la production, ce ralentissement fut fatal au vignoble constantinois ~~dont~~ qu'il accéléra la recherche des hauts rendements.

Après 1898, les plantations repriront plus activement encore sauf dans l'Est du pays. Le cheminement même de la crise phylloxérique contribua à accentuer le déplacement vers l'Ouest des forces vives de la viticulture alors que simultanément les reconstitutions sur porte-greffes américains poussaient à rechercher les plaines de préférence.

(1) H. ISMARD op. cité page 132

(2) voir 2^o partie, 2^o sous-partie

Pendant ce temps la viticulture musulmane s'essouffait et ne connaissait qu'un faible développement, en 1888 elle ne couvrait que 6.142 ha selon les statistiques de l'époque.

§ 4 - Les résultats

Il est utile de dresser un bilan de cette première poussée du vignoble et de voir si elle a répondu aux espoirs de ses partisans.

A. L'équilibre économique

Si la production des vins ne cessa d'augmenter malgré quelques reculs temporaires, la viticulture n'a pas mis fin aux difficultés économiques de la colonie. Elle les aggrava au contraire; ses propres crises venant s'ajouter à la crise générale latente pour passer même au premier plan à partir de 1900 (1). L'exportation vinicole ne résorbe pas entièrement le déficit commercial et de plus vient grever le commerce algérien d'un fort élément d'incertitude.

L'évolution des productions s'établit ainsi:

1889	325.525	hl	1904	7.630.157	hl
1888	2.761.178	hl	1914	9.310.970	hl
1891	4.018.969	hl			

Ces résultats sont dus à la fois à l'extension des superficies et à l'amélioration des rendements et des techniques. Ainsi dans la décennie 1904 à 1914 le rendement annuel moyen atteint plus de 47 hl/ha contre 23 hl/ha les cinq années précédant cette période.

B. Le commerce des vins

L'initiative de ce commerce revient aux maisons importatrices situées en métropole. Les effets de cette intervention exogène sont particulièrement frappants dans l'orientation qu'elle imprima à l'encépagement du jeune vignoble. Elle encouragea, en effet, dès qu'elle fut prépondérante les plantations des variétés ordinaires par ses demandes massives de vins courants et de vins premiers.

(1) Comme le Languedoc de 1900 à 1907 l'Algérie a subi une longue crise coupée de rémissions. La crise débute en 1900, s'atténue en 1902 et 1903 pour reprendre à l'automne 1904.

La reconstitution hâtive et désastreuse du vignoble métropolitain viendra par la suite dévier la demande vers les vins de coupage.

Dans les premières années, les exportations d'Algérie qui ne couvraient qu'une faible partie des besoins métropolitains, restèrent peu sensibles aux variations importantes des importations françaises. Les restrictions apportées en 1892 à l'entrée des vins algériens ne réduisirent le volume et l'importance relative des exportations algériennes (1). Ces dernières devinrent, alors, secondaires aux besoins du commerce. Les tarifs douaniers de 1901 réservèrent le marché français à l'Algérie. Alors qu'en 1879 les vins algériens ne couvraient que 0,18 % des importations françaises de vins, ce pourcentage monta à plus de 57 % en 1899 et plus de 98 % en 1907. La production algérienne atteignait donc là un des buts que ses partisans lui avaient assigné dès 1870, assurer un approvisionnement régulier de la métropole.

Il apparaissait cependant déjà que la régularité de cet approvisionnement pouvait justement entraîner des crises aiguës lorsque le marché métropolitain serait saturé par sa production propre.

Quant aux essais d'écoulement à l'étranger et notamment en Angleterre comme on se plaisait à l'espérer au début du développement du vignoble, ils ne furent guère probants. Déjà il était évident que la colonie serait éternellement handicapée dans sa recherche de débouchés étrangers par l'impossibilité de conclure des arrangements économiques directs.

C. La viticulture et la colonisation

Comme la création du vignoble coïncide avec un vaste programme de colonisation officielle, il est difficile de faire le départ de ce qui lui revient en propre. En fait, il ne semble pas que la vigne soit plus responsable du peuplement européen que ne l'a pu être le blé. D'ailleurs le développement de la colonisation ne se traduisit pas par une augmentation sensible de la population rurale européenne.

(1) H. ISNARD op. cité page 444

D. La viticulture et les musulmans

L'engouement pour la vigne ne gagna pas les musulmans dont le vignoble atteignait 4.038 ha en 1914 pour 3.698 viticulteurs ce qui donne une superficie moyenne des exploitations de 1,09 ha (1). Leur production vinicole n'atteint que 0,85 % de la récolte globale, la majeure partie des raisins étant consommés frais ou vendus à des vinificateurs européens.

Chapitre 3 - de 1907 à 1935, CO-SOLIDATION et EXTENSION

C'est dans cette période que le vignoble algérien devient vraiment adulte en prenant définitivement le visage que nous lui connaissons aujourd'hui, avec ses traits techniques et économiques bien définis (vignoble de masse, complémentaire de celui de la métropole). Le temps des difficultés culturelles et des problèmes de vinification est révolu. Les solutions sont trouvées ou en voie de l'être, grâce à l'adoption de méthodes originales proprement algériennes (tailles adaptées, travaux spéciaux de culture, utilisation intensive des fumures, réfrigération des moûts). Du point de vue de la production, on s'oriente vers des cépages teinturiers et de forts degrés qui aident à l'écoulement des vins peu colorés et faibles de métropole. Cette spécialisation se confirmera dès le début de cette période avec les premières reconstitutions et ensuite avec les plantations nouvelles.

§ 1 - La reconstitution après les ravages phylloxériques

Une période acharnée de renouvellement des plantations s'ouvre après le passage du phylloxéra jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, bien que les données économiques aient changé, le vignoble français ayant retrouvé son ancien niveau de production (1905 - 56 millions d'hl).

(1) Ces chiffres bien que donnés par les statistiques officielles de l'époque sont sujets à caution.

Le développement d'une concurrence acharnée résultera de la confrontation des deux vignobles. De surcroît, la viticulture algérienne ne trouve plus auprès des structures bancaires l'appui libéral d'autrefois. Les prix du vin, s'ils ne sont plus ce qu'ils ont été, demeurent quand même suffisamment rémunérateurs.

La reconstitution du vignoble algérien a bénéficié des travaux de recherches et d'expérimentation réalisés en France (sélection des cépages les plus résistants aux ennemis de la vigne par exemple). Les premières pépinières, gage d'une future autonomie, s'installent à BONE en 1902, puis dans l'Algérois en 1911. Le renouvellement du vignoble suivit, en quelque sorte, le chemin emprunté par la maladie. Il commença en 1900 dans la région de MASCARA ainsi qu'à BONE, en 1911 dans le département d'ALGER atteint par le mal beaucoup plus tard . " Cette reconstitution fut menée dans une collaboration étroite entre les colons, les spécialistes et les pouvoirs publics, ces derniers créant tout un réseau de stations de recherche et d'expérimentation"(1). Comme en France, on s'oriente activement vers l'utilisation des porte-greffes américains sans toutefois copier exactement l'encépagement métropolitain.

L'intensité du renouvellement peut être saisie dans les chiffres qui suivent, la rubrique " non en rapport " recouvrant les vignes de moins de trois ans.

	<u>non en rapport</u>		<u>en rapport</u>	
1908	5.052	ha	153.597	ha
1909	4.542	-	154.427	-
1910	6.496	-	145.633	-
1911	10.961	-	147.736	-
1912	17.345	-	148.731	-
1913	26.354	-	148.561	-
1914	30.067	-	151.640	-

(1) " Algérie Economique " de V. DEMONTES Imp. algérienne Alger
1922-1930 Tome 6 : Un siècle de colonisation.

En 1914, la vigne couvre 180.000 ha au total, soit 20.000 ha de plus qu'en 1901. Le renouvellement, lui même, s'accompagne donc d'une certaine extension.

A cette date, la propriété européenne s'étend sur 1.148.956 ha consacrés aux cultures suivantes :

- céréales	75,4 %
- vignes	14 %
- tabac	3 %
- produits alimentaires	2,8 %
- prairies artificielles	2,7 %
- autres cultures	3,8 %

La vigne avec 14 % des superficies cultivées par les européens représente une valeur vénale considérable; elle est estimée en 1910 à 44 % de la valeur vénale du domaine foncier européen alors qu'elle couvre 6 à 7 fois moins de surfaces que les céréales.

Ajoutons qu'à cette époque, sauf en quelques années de crises, la viticulture bénéficie d'une extraordinaire prospérité; les recettes brutes et nettes faisant un bond considérable ce qui transparaît à travers la balance commerciale (1).

§ 2 - Les plantations d'après guerre
.....
précisent les caractères du
.....
vignoble
.....

La première guerre mondiale entraîne la stabilisation de la superficie viticole aux environs de 170.000 ha jusqu'en 1922. Après ce temps d'arrêt, elle continue de s'étendre mais lentement jusqu'en 1929.

1913	180.000 ha
1916	206.000 -
1928	221.000 -
1929	226.000 -

A partir de 1929, les perspectives d'interdiction des plantations provoquent un accroissement très rapide des superficies complantées.

(1) H. LEMARD op. cité pages 410 et 478 donne la valeur des exportations viticoles dans les exportations algériennes totales pour les années 1905 à 1914. Nous donnons un semblable rapport pour les années 1925 à 1930 plus loin.

Le rythme d'accroissement est de:

45.000 ha en 1930
40.000 ha en 1931
40.000 ha en 1932
22.000 ha en 1933

Le vignoble atteint le plafond absolu qu'il ne devra plus dépasser avec 399.512 ha en 1935.

Ces plantations nouvelles ont accentué le déplacement vers l'Ouest du vignoble déjà constaté dans la période antérieure. Une loi générale semble se dégager, la densité viticole est inversement proportionnelle à la pluviométrie. La vigne progresse largement dans les plaines et sur les coteaux d'Oranie où les pluies moyennes limitent sa productivité, mais où le climat, sec, chaud et ensoleillé mûrit parfaitement ses fruits et la met souvent à l'abri des attaques cryptogamiques.

	<u>Sup. totale</u>	<u>ORAN</u>	<u>ALGER</u>	<u>CONSTANTINE</u>
1860	6.500 ha	46 %	44%	10%
1925	200.000 -	54 %	38 %	8 %
1938	400.000 -	65 %	29 %	6 %
1947	327.000 -	67 %	27 %	6 %
1956	360.000 -	70 %	25 %	5 %

§ 3 - Le flot vinicole

A. La production et les rendements

Cette période enregistre l'expansion maximum de la production des vins de consommation courante, avec en 1934: 22.042.768 hl.

De 1904 à 1924, la récolte oscille entre 7 et 9 millions d'hl, avec deux campagnes à forte production, 1913, 10.131.500 hl et 1914, 10.124.700 hl et deux années de mildiou, 1915, 5.138.600 hl et 1916, 5.011.400 hl.

Après 1924, la production se maintient au-dessus de 10 millions d'hl, sauf en 1926 et 1927; deux récoltes dépassent 18 millions d'hl, celles de 1934 et 1935, une enregistre plus de 20 millions celle de 1934.

Les autres productions viticoles ne se développent pas en Algérie. Les conditions naturelles auraient pu certainement favoriser l'élaboration de vins liquoreux, par exemple, mais une opposition législative discriminatoire a bloqué toutes les tentatives (1).

C'est dans cette période que l'on note le plus fort mouvement de concentration: en 1938, 10 % seulement des viticulteurs produisent 70 % du vin de la colonie. Cette concentration semble être due à l'intense motorisation qui a suivi les années 1920 et/à déséquilibré bien des budgets d'exploitations.

C'est aussi la période qui enregistre le record des rendements avec 61,8 hl/ha en 1915. Comme la production, les rendements oscillent fortement avec un minimum de 18,5 hl/ha et un maximum de 61,8 hl/ha, soit une variation du simple au triple. Les rendements extrêmes sont toutefois peu nombreux: 4 ont dépassé 55 hl/ha et 7 ont été inférieurs à 30 hl/ha.

On peut considérer que le rendement moyen obtenu dans cette période, soit 40 hl/ha, constitue le potentiel normal du vin noble algérien quand il est suivi dans sa reconstitution.

B. L'écoulement

Des avant la première guerre, on notait la prépondérance écrasante du marché métropolitain qui prenait 98,3 % des exportations de la colonie.

Entre 1914 et 1918, la part de la France fléchit cependant à 96 % et celle de l'étranger et des colonies atteint 4 %. Mais il ne s'est agi là que d'une orientation temporaire en rapport avec le déplacement des troupes françaises à l'étranger (EGYPTE, GRECE, MAROC). Les courants redevenaient ce qu'ils étaient après guerre avec un certain déplacement des circuits d'acheminement des ports méditerranéens vers ceux de l'Ouest et du Nord de la France.

(1) Une loi de 1898 autorise les départements des Pyrénées Orientales et de l'Hérault à ajouter aux moûts produits par certains cépages 10 % d'alcool sans que les vins liquoreux ainsi obtenus soient grevés de droit sur l'alcool que l'on y a mélangé. Cette disposition ne fut jamais étendue à l'Algérie.

Comment expliquer schématiquement ici cette orientation exclusive qui nous retiendra souvent dans notre travail ?

Le vignoble algérien a été créé sous la poussée des besoins français, c'est ainsi que ses vins ont purement et simplement comblé le vide dû à la carence du vignoble métropolitain pendant la crise phylloxérique. " l'éclipse du vignoble français, pendant quelques 35 années, fournit le prétexte à la création de vignobles de masse à l'étranger, et plus précisément en Algérie "(1). Dès lors une orientation avait été prise, une impulsion donnée qui ont eu des conséquences définitives sur la nature des vins produits, la localisation du vignoble et les catégories d'encépagement. Il eut été difficile et coûteux de revenir en arrière. Le maintien de l'union douanière intégrale et du monopole de pavillon ont cristallisé le phénomène économique et brisé toute velléité d'exportation sur les autres marchés.

4 - Bilan de la période

A. Le commerce vinicole domine les échanges de la colonie

La décennie 1900 - 1910 a vu l'accession à la première place de la conjoncture viticole. Cette prépondérance ne fit que s'amplifier jusque vers les années 1930 - 1934. Voici comment a évolué, en effet, la part des exportations vinicoles dans le total des exportations algériennes (2):

<u>Campagnes</u>	<u> Valeur des export. vinicoles (millions de francs)</u>	<u>Part des export. vinic. dans les export. totales</u>
1925 - 1926	2.518	28 %
1926 - 1927	4.015	39 %
1927 - 1928	3.522	41 %
1928 - 1929	4.324	37 %
1929 - 1930	3.877	43 %

Renforcement donc de l'importance de l'écoulement du vin, mais aussi par là même renforcement de la sujétion économique de la colonie à la métropole qui en absorbe plus de 98 % .

(1) ORIZET L. " Les vins de France " op cité page 18

(2) chiffres donnés par GALTIER " Le vignoble du Languedoc et du Roussillon " Causse, Montpellier Tome 3 page 130

Cette double prépondérance n'est pas allée sans inconvénient pour l'équilibre économique de la colonie, équilibre que l'on avait cru quelquefois pouvoir atteindre.

B. La viticulture fonde la grande colonisation

A travers les crises viticoles qui se succèdent apparaît un nouveau type d'exploitation de la vigne, le grand domaine. Le caractère spéculatif de l'activité viticole imprime de violentes transformations aux structures agraires. Si les premières grandes exploitations de la fin du XIX^e siècle avaient été le fait de capitaux métropolitains, celles qui suivirent furent surtout la manifestation d'une réussite locale et individuelle (Borgeaud, Laurent , Torrès, Gersain).

Ainsi en 1914 le nombre des viticulteurs européens (12.480) est nettement inférieur à celui de 1885, alors qu'entre ces deux dates le vignoble a plus que doublé. De 1914 à 1931, la superficie moyenne en vigne de l'exploitation passe de 14,5 à 24,7 ha. Ensuite elle retombe curieusement à 16,7 en 1935 et même à 12,4 ha en 1939. Selon GALTIER (1), on peut croire que ce brusque retournement est une réaction aux lois viticoles de 1931 et 1935 qui, en frappant les plus grosses récoltes, ont eu pour conséquence de multiplier les déclarations fictives, les grands colons ayant divisé leur propriété entre les membres de leur famille. La tendance fondamentale à la concentration n'est donc pas infirmée.

C. La viticulture et les musulmans

Nous avons déjà dit que l'engouement pour la vigne ne gagna pas les musulmans et ceci pour les raisons suivantes: d'une part, la production des raisins de table, la plus compatible avec leurs croyances, ne pouvait trouver, en raison de la faiblesse des niveaux de vie et de l'archaïsme des moyens de transport, qu'un débouché familial, d'autre part les conditions dans lesquelles s'est opéré le financement du vignoble ne leur ont pas été favorables.

(1) GALTIER "Le vignoble du Languedoc et du Roussillon "
op. cité page 131

La répartition du vignoble entre les européens et les musulmans paraît avoir été la suivante (1):

<u>Année</u>	<u>musulmans</u>	<u>européens</u>
1900	2 %	98 %
1914	2,6 %	97,4 %
1935	8 %	92 %
1938	7	93 %

C'est surtout par ses besoins en main-d'oeuvre que la vigne a intéressé la population musulmane, la mise en valeur des terres viticoles ayant accéléré le mouvement de prolétarianisation et provoqué d'importantes migrations internes à caractère saisonnier. Selon ISHARD (2) les revenus salariaux distribués par la vigne auraient largement compensé les pertes que les musulmans enregistraient avec les expropriations.

Dans les périodes qui suivent, de 1935 à 1955 et de 1955 à nos jours, l'évolution des problèmes viticoles sera simplement retracée en gros traits, l'appréciation de l'importance de la viticulture dans l'agriculture et l'économie algérienne constituant l'objet d'étude de toute notre 2^e partie.

Chapitre 4 - de 1935 à 1955, La STABILISATION

§ 1 - Le statut viticole et ses conséquences en Algérie

A. La marche au statut

La décennie 1920 - 1930 fut une période de haute conjoncture en matière viticole. Les cours du vin sont en hausse continue et deviennent de plus en plus lucratifs (1925, 82 francs l'hl; 1926, 189 francs; 1928, 193 francs; 1930, 183 francs).

(1) PEYRONNET " Le vignoble Nord Africain " Peyronnet edit.
Paris, 1950 page 146

(2) ISHARD M. op cité page 53:

Cependant, les superficies s'accroissent peu jusqu'en 1929. Par contre les rendements s'élèvent d'année en année, grâce à l'amélioration des techniques culturales. Dès le début de la décennie, les disponibilités totales (métropolitaines et algériennes) dépassent les besoins sauf pour les deux campagnes: 1926/27 et 1930/31. Le maintien du niveau élevé des cours du vin devait cependant à la longue pousser à la reprise des plantations.

A partir de 1929, une véritable fièvre reprend les viticulteurs algériens, qui entraîne d'abord une accentuation du déséquilibre du marché puis un effondrement catastrophique des prix, (1930, 183 francs l'hl; 1931, 121 francs; 1933, 117 francs; 1935 63 francs).

La ruine de nombreux viticulteurs et plus particulièrement des plus petits du Midi métropolitain devient inévitable. L'intervention de l'Etat dans le domaine viticole qui avait déjà eu l'occasion de se manifester à plusieurs reprises (1) fut alors exigée par tous

B. Le statut et ses aspects algériens

Une série de mesures furent prises de 1931 à 1936 qui tendaient à réglementer l'écoulement du vin et la production afin d'atteindre un équilibre du marché et un niveau de prix rémunérateurs pour tous. C'est cet ensemble de mesures constamment amendé et inégalement appliqué que l'on appelle le statut viticole. Sans entrer dans le détail, nous citerons les prescriptions techniques fondamentales qui eurent une influence énorme sur le vignoble algérien.

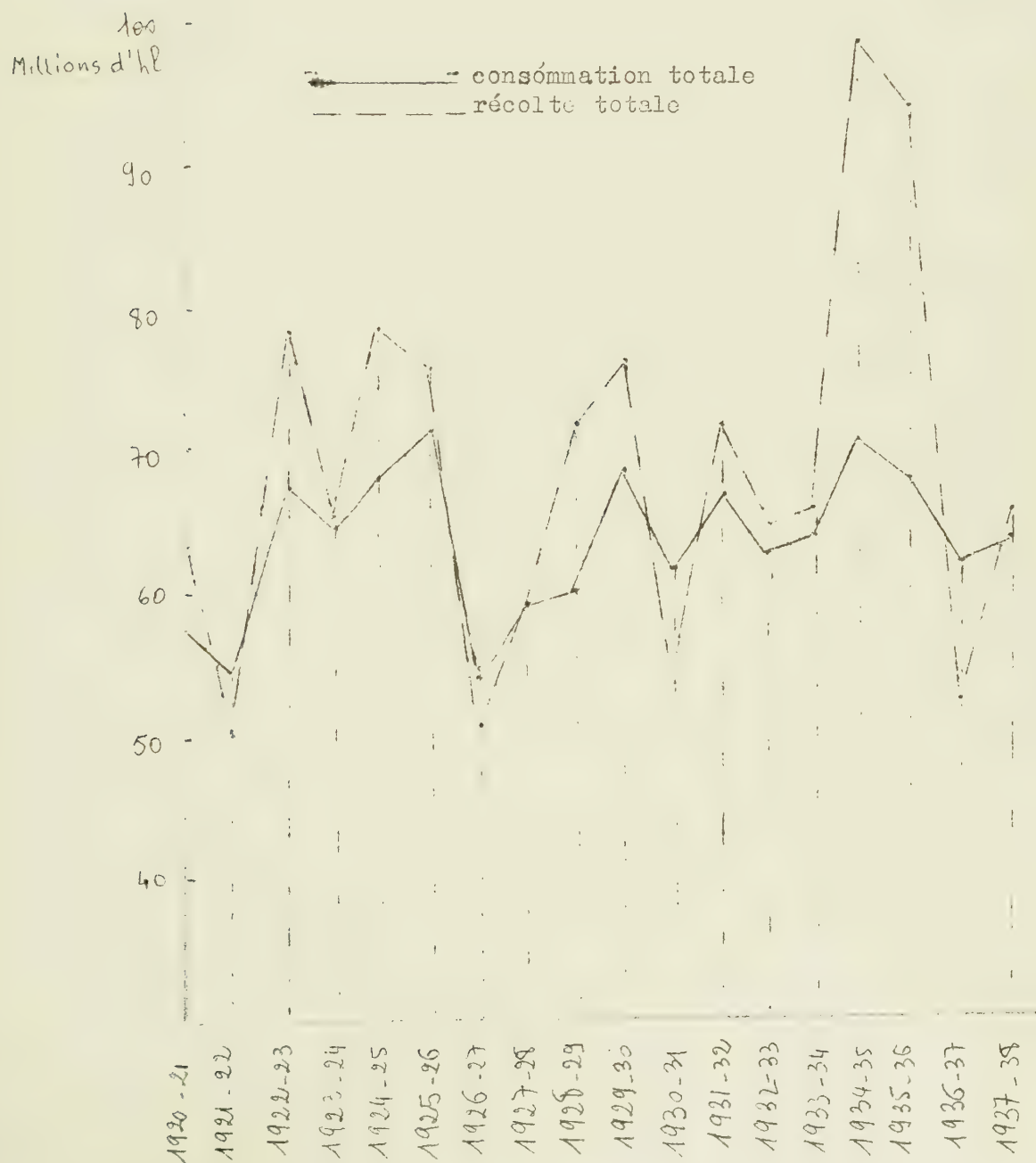
Les mesures qui s'appliquaient sur les deux bords de la Méditerranée, étaient les suivantes:

- interdiction des plantations nouvelles sauf dans des cas extrêmement limités,
- pénalisation des hauts rendements,
- blocage des vins dits excédentaires dans les chais

(1) La première intervention de l'Etat en matière viticole date de 1907 où la répression des fraudes, l'obligation de déclarer les récoltes, la réglementation de la préparation des piquettes et des vins de sucre ont été mises en place.

Récoltes et consommations des vins (France + Algérie)

Source I.V.C.C.



- incitation financière à l'arrachage.

Les mesures propres à l'Algérie prises par arrêtés gubernatoriaux: - définition particulière des vins loyaux et marchands,
- niveau de taxation beaucoup plus bas qu'en France.

C. Les conséquences du statut viticole sur le vignoble algérien

La viticulture de la colonie a particulièrement souffert des mesures restrictives établies par les lois de 1931 et de 1933. Le blocage y touchait 17 % de la production contre seulement 4,5 % en métropole. En outre la limitation des plantations, par la force des choses, empêchait l'apport d'un capital algérien, encore en création, qu'une richesse métropolitaine pour ainsi dire stabilisée depuis longtemps. Cette interdiction de plantation, doublée d'une incitation à l'arrachage réussirent à stopper la croissance du vignoble.

§ 2 - L'après guerre et le problème
de la reconstitution

En Algérie, de 1939 à 1946, les surfaces en vignes diminuent de 70.000 ha environ. Le rendement moyen de l'ordre de 45 hl/ha, les toutes dernières années, tombe à 27 hl/ha (18 hl en 1943). Il est couramment estimé à cette époque que pour retrouver son potentiel de production, l'Algérie devrait reconstituer 200.000 ha en dix ans (1). Comme nous le verrons, les réalisations n'ont pas été très éloignées de ce chiffre et ceci malgré des difficultés de toutes sortes.

En premier lieu, les formalités administratives (le système des droits de replantation, les relevés cadastraux etc..) s'avéraient très complexes et les charges financières assez lourdes. Ensuite l'insuffisance des bois et plants de vigne et l'orientation à donner au vignoble reconstruit (vins de consommation courante, vins complets, vins liquoreux etc..) posaient d'autres problèmes d'ordre économique et technique. Les solutions choisies surtout dans ce dernier domaine furent la plupart du temps des solutions de facilité. On reprit simplement ce qui s'était fait avant guerre. L'avenir du marché vinicole qui s'annonçait menaçant à moyen terme, surtout pour les productions courantes, était mal apprécié.

(1) ALDEBERT, "Journée de l'Agriculture Nord Africaine " 1947

La pénurie consécutive à l'effondrement de la production avait permis, en effet, le retour à la liberté des prix, or ceux-ci se fixèrent malgré les menaces de surproduction à des niveaux très élevés.

Chapitre 5 - de 1955 à nos jours, La RÉGRESSION

Les années 1955 et 1956, troublées par les convulsions de la guerre et la crainte de l'avenir, marqueront historiquement le véritable début du déclin du vignoble. Les superficies viticoles font, de plus en plus, l'objet d'un véritable désinvestissement d'abord par l'incidence des arrachages volontaires (1) et de la surproduction organisée ensuite par l'abandon et le non renouvellement. Les difficultés économiques propres à la mauvaise tenue des cours se joignent à l'insécurité pour inciter à l'abandon de certaines parcelles trop exposées ou trop coûteuses (2). Nous analyserons plus loin les conséquences de cette évolution (3).

Peut-on apporter une réponse aux questions que nous nous posions au début de cette brève étude historique ? De la fatalité économique et naturelle ou de la volonté délibérée des administrateurs coloniaux, quelle est la raison fondamentale du développement viticole algérien ?

Pendant toute la période où les pouvoirs publics furent opposés à son développement et où ils prirent des mesures discriminatoires à son égard la vigne ne connut qu'une faible extension. Ce fut l'inverse lorsqu'elle fut placée à égalité de condition et de traitement avec les autres productions. L'égalité juridique n'eut pas pour effet immédiat d'accorder des chances équivalentes à l'éventail des productions techniquement possibles. Les phénomènes de marché et le poids des structures psychologiques et sociales interviennent à tout moment pour privilégier l'une d'entre elles. Ainsi la vigne paraît avoir été favorisée, entre autres raisons, par le fait que la colonisation a été essentiellement l'oeuvre de peuples méditerranéens.

(1) O. J. A. T. C. A. "La viticulture algérienne et le marché Commun" rapport multi-graphié M. J. A. T. C. A. 1956

voir (2) et (3) page suivante

Les autres tentatives culturelles ont rapidement avorté malgré un soutien direct que parce qu'elle n'ont pas été accompagnées d'un aménagement rationnel du milieu (protection permanente contre la concurrence internationale, développement concerté des activités dérivées etc...) (1), tous éléments dont bénéficiait d'emblée la viticulture. Ce n'est donc pas l'égalité que l'on a accordée mais bien la participation de la viticulture algérienne à ^{un} statut privilégié.

En outre ne convient-il pas de souligner que l'explication du retournement de l'opinion provient aussi d'une illusion sur le soi-disant rôle spécifique favorable que pouvait jouer la production viticole algérienne dans la colonie et l'ensemble français ?

Ainsi dans la colonie, l'élargissement du peuplement européen, la participation musulmane aux progrès économiques, l'équilibre financier du territoire n'ont pas suivi systématiquement l'expansion du vignoble (2).

rappels de la page 35

(2) " le ralentissement de la production n'a cependant pas pris un tour catastrophique. Les colons algériens se refusant à envisager jusqu'à la fin la possibilité de leur départ " BABILLOT Janine " Essai d'analyse des phénomènes de consommation dans les sociétés en voie de développement " Thèse Alger 1965 ronéotée. page 111

(3) voir les contraintes qui s'exercent sur le vignoble 3^e partie

(1) voir 2^e partie , 1^o sous-partie; l'incitation du marché.

(2) " La vigne n'a pas réussi dans la colonisation agricole. Elle qui devait peupler l'Algérie de petits viticulteurs à la française ne fit d'abord que prolonger la survie économique des colons officiels céréaliculteurs; puis la grande colonisation céréalicole ou viticole absorba les concessions et rejeta les hommes " " La colonisation rurale perdait toute justification coloniale, elle tarissait le peuplement français et concurrençait les producteurs métropolitains " AGERON CH. R. " Histoire de l'Algérie contemporaine " op. cité page 54

Si crédit il y a, le seul incontestable serait d'avoir doté l'Algérie d'un secteur agricole d'apparence moderne mais qui malheureusement s'est trouvé impuissant à disperser les effets d'entraînement que l'on attendait de lui.

Dans l'ensemble français, les effets de l'expansion viticole algérienne ont été désastreux. Le cadre de la complémentarité des productions, au sens étroit du mot, voulu au début mais mal compris techniquement, ayant été rapidement dépassé, il en est résulté un déséquilibre permanent entre l'offre et la demande des vins courants.

La production algérienne a très rapidement dépassé les besoins locaux de consommation et comme il s'agissait aussi, du moins au début, de combler le déficit métropolitain ces vins prirent naturellement le chemin du marché français. Mais on ne prévoyait pas un rétablissement aussi rapide et aussi complet de la production métropolitaine, ni d'ailleurs ce développement extraordinaire de la production coloniale.

Au fil des ans, les deux productions sont apparues de plus en plus concurrentielles sur un marché de consommation pratiquement statique, concurrence rendue de plus en plus aiguë de par l'évolution simultanée des deux vignobles. C'est ainsi, tout d'abord, que l'apparition de ce concurrent eut des répercussions immédiates sur la structure du vignoble métropolitain. Durant la phase de reconstitution française, après l'invasion phylloxérique, les surfaces de vignes ne retrouvent plus les mêmes places. Les zones septentrionales ne sont plus compétitives face au vignoble algérien d'une part et devant le développement du vignoble du Sud d'autre part. Aussi voit-on l'afflux des nouveaux vins contribuer à la disparition de certains crus du bord Est viticole et de beaucoup de zones de l'Ouest et du Sud-Ouest qui ne peuvent plus lutter que par l'utilisation intensive des hybrides producteurs directs. Parallèlement le Sud se spécialise dans la production de vins de faible degré avec un encépagement productif (aramon).

En Algérie, le rôle du négoce métropolitain fut fondamental dans la période de formation du vignoble. Il faut souligner, en effet, que ce ne sont pas les producteurs algériens qui s'ouvrirent directement les marchés qui leur étaient indispensables. Il n'y avait pas, au début, de commerce d'exportation installé dans la colonie si bien que la pénétration commerciale ne se fit que grâce à l'initiative des maisons traditionnelles de métropole. Naturellement, celles-ci ne virent dans cette nouvelle production qu'une source d'approvisionnement supplémentaire qu'il convenait d'orienter à des fins purement commerciales. Elles poussèrent le nouveau venu à sortir du cadre prévu à l'origine en exagérant ses facultés naturelles pour la correction des vins de faible valeur œnologique. On aboutissait alors rapidement des deux côtés de la Méditerranée à créer deux vignobles incomplets à production difficilement consommable en l'état.

Si l'analyse historique de la production a fait ressortir à gros traits les responsabilités mêlées des interventions administratives et du jeu des lois économiques dans le développement du vignoble algérien, celle des circuits commerciaux soulignera la responsabilité du négoce dans l'acquisition de ses principales caractéristiques techniques.

Deuxième sous-partie

LA COMMERCIALISATION DES VINS ALGERIENS EN FRANCE

L'écoulement du vin algérien sur le marché français est ancien, presque aussi vieux que le vignoble algérien lui-même. Les courants ^xauxquels il a donné naissance, construits dans le cadre d'une union douanière intégrale, ont connu un énorme développement. D'abord le fait de quelques importateurs métropolitains plus audacieux que les autres, c'est plus tard celui des grandes maisons nées à la suite du renouvellement général des techniques de distribution. Les vins algériens et les vins français ont toujours, grosso-modo, emprunté les mêmes circuits de commercialisation, si bien que vouloir décrire les circuits empruntés par les premiers revient à étudier l'ensemble des canaux commerciaux de la production vinicole.

Cette étude des circuits, tout en privilégiant les importations algériennes, embrassera l'ensemble du marché des vins dans la mesure où cet élargissement viendra compléter notre connaissance du sujet. Elle s'articulera en trois grands chapitres:

- les circuits physiques,
- les modalités économiques et juridiques,
- la place du vin algérien sur le marché français.

Chapitre 1 - Les CIRCUITS PHYSIQUES

Une perspective historique nous amène à distinguer deux types de circuits correspondant à deux étapes distinctes de l'évolution des structures commerciales, l'un, long, aux stades multipliés entre le producteur et le consommateur et que nous appellerons traditionnel, l'autre, plus court, que nous appellerons moderne.

§ 1 - Le circuit traditionnel

Dans le circuit long, les participants aux divers stades de la commercialisation sont :

- le négoce de gros des places de production (en France),
- le négoce de demi-gros situé sur ^{les} lieux de consommation,
- les auxiliaires du commerce, courtiers, représentants, et commissionnaires,
- les détaillants indépendants, spécialisés ou non dans la vente des vins et les débitants de boissons.

Tel est le schéma ancien de la distribution du vin tant en ce qui concerne les vins d'origine algérienne que métropolitaine. Il est resté prépondérant jusque vers les années 1930, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition sur les places de consommation d'un certain nombre de grandes maisons fortement capitalistes qui l'ont complètement bouleversé.

Avant l'introduction des vins algériens, la part des vins du Midi dans la production des vins courants était en importance telle que les expéditeurs méridionaux étaient les maîtres du marché. Ils élaboraient sur place divers types de vins, destinés à des régions déterminées et livraient en vrac un produit qui ne devait plus subir de transformation. Une partie d'entre eux, les plus puissants, située dans les ports trouva très vite avantageux d'importer des vins nord-africains. Ce n'était pas pour ces expéditeurs une spécialisation totale, car ils continuaient d'intervenir sur les marchés méridionaux. Néanmoins, ils jouirent pendant longtemps d'un véritable monopole dans l'offre des vins maghrébins ce qui leur permit, avec l'évolution des goûts favorables à ces vins, de dominer pendant un demi-siècle l'ensemble du marché.

Il est normal que le circuit traditionnel tel qu'il existait avant 1930 soit centré dans ses mécanismes sur l'activité et les intérêts de ces négociants importateurs.

Leur prépondérance tenait aussi à la faiblesse des autres maillons de la chaîne qui portait le vin du producteur algérien au consommateur français.

En amont, le contact avec les propriétaires était pris par des commissionnaires à leur solde dont le rôle consistait à prélever des échantillons et à collecter après agréage les quantités de vins désirées.

En aval, c'est-à-dire du côté de la distribution, les représentants salariés du négoce portuaire contactaient le commerce de demi-gros des places de consommation, de petite surface financière, sans matériel important de stockage et de manipulation et qui assurait le relais vers les détaillants et les débits de boissons. Le rôle du commerce de demi-gros était extrêmement limité, il ne participait en aucune façon à l'élaboration du produit, se contentant parfois, à une échelle restreinte, de mettre en bouteilles. Le plus souvent, il ne faisait que remettre aux détaillants les vûtes livrées par les fournisseurs.

A. Le négoce expéditeur

Ce négoce représente l'offre dans le circuit. Implanté en totalité sur les places de production, une partie de celui-ci, notamment les maisons sèteises, a très tôt fait appel à la production algérienne. Quelles ont été les motivations de ces maisons ? Quel rôle technique jouent-elles ? Quel rôle économique ?

a) Motivations

La période qui va de 1880 à 1925/1930, période qui voit la fin de la crise phylloxérique métropolitaine et qui est dominée par la reconstitution du vignoble méridional, la plantation de ceps hybrides plus résistants aux maladies, connaît la montée en flèche des rendements et une série de crises de surproduction. C'est aussi l'époque où le gros expéditeur des régions viticoles s'affirme comme le maître du marché par sa technique du ramassage, du stockage, par son art du mélange et ses méthodes d'expédition.

Dans cette conjoncture excédentaire, ce négoce affirme sa présence en devenant le banquier de la profession, tant de ses fournisseurs que de ses clients. Les maisons les plus dynamiques conscientes de l'amélioration qualitative de la production algérienne, à laquelle elles avaient eu recours dans les temps de déficit, assumeront les risques de faire venir d'au-delà de la Méditerranée les vins forts qui servent la matière première de leurs coupages.

1/ amélioration de la qualité en Algérie

De longtemps, le commerce nétois et marseillais s'était spécialisé dans l'élaboration de vins types. Nous l'avons vu, au début de ce siècle, les vins algériens étaient médiocres, car les techniques de vinification étaient inadaptées à un pays à température aussi élevée, et leur écoulement n'était possible que grâce à leur mélange avec des vins de pays. Par la suite, un mouvement contradictoire d'amélioration de la qualité en Algérie et de baisse de qualité en France après l'adoption des plants américains changea complètement l'optique du mélange. Les vins importés eurent désormais pour rôle de cacher la faiblesse alcoolique et l'acidité des vins de pays. Le besoin de correction qualitative venait de succéder au simple besoin quantitatif, aléatoire. Dès lors, le trafic allait se développer sur une vaste échelle, d'autant mieux que les cours pratiqués en Algérie pour un vin de même facture s'avéraient bien plus intéressants.

2/ les cours plus avantageux en Algérie

Les cours à la propriété en Algérie, sur la base du degré-hectolitre, ont été constamment inférieurs à ceux de métropole. Cette différence tenait :

- à la faiblesse des prix de revient algériens, résultat d'une concentration foncière poussée et d'un rendement élevé obtenu par l'application des techniques les plus modernes,

- et surtout à la compression du poste main-d'oeuvre.

Malgré le transport, le coût de la fûtaille, les pertes, les retours à vide, les manutentions, la différence demeure importante.

3) rôle traditionnel

C'est le rôle traditionnel classique du commerce expéditeur, le ramassage, le stockage, le coupage et l'expédition sur les centres de consommation.

Dans le circuit d'importation, le ramassage est assuré par des commissionnaires qui parcourent l'Algérie, cherchant les bonnes caves, envoyant des échantillons, groupant et expédiant sur la métropole. Déjà avant 1914, les vins algériens empruntaient de préférence le circuit par ROUEN, une fraction importante gagnant les ports de la Méditerranée et une part insignifiante les ports du Nord (DUNKERQUE). Cette répartition était le résultat d'une longue évolution au cours de laquelle s'organisa le marché français d'importation des vins. ROUEN conquiert progressivement la première place, il faisait 0,76 % des exportations d'Algérie en 1885 et 30,31 % en 1895. Après 1905, la proportion dépasse définitivement les 50 % (1). Les vins de table étaient acheminés par la basse Seine, et les vins de coupage par MARSEILLE et SETE. Ce dernier port se présente néanmoins comme un centre d'étude privilégié dans la mesure où les traits les plus typiques du circuit traditionnel peuvent y être relevés.

Stockage et coupage sont les fonctions essentielles du commerce importateur qui ne lui seront ravies que bien plus tard. Le commerce sétois bénéficiait de par sa position géographique, d'une place de choix pour sélectionner, importer, assembler et élaborer des types de vins originaux à partir de différentes sources. La plus grande partie des maisons de négoce de la ville (une centaine) s'y consacrait. Le transport s'effectuait au moyen de futailles qui encombraient les quais et dont la maintenance, la fabrication et l'entretien étaient la base d'une activité locale florissante.

Quel vin recherchait-il en Algérie ?

Le rôle essentiel de ces maisons était de combiner des mélanges spécifiques harmonieux, capables d'asseoir pour longtemps la réputation d'une enseigne commerciale. Ayant à leur disposition l'immense arrière pays viticole dont elles connaissent aisément les bons terroirs et leurs défauts (faiblesse du degré ou acidité) leurs besoins en vins algériens seront très diversifiés.

(1) LEBLANC, op. cité page 448

Ce commerce s'étoit est contraint de rechercher en Algérie des vins originaux, intéressants de par quelque qualité spécifique d'ordre organique ou gustatif, pouvant se combiner avantageusement avec les vins méridionaux. Il nous faut garder en mémoire cette première orientation de la demande car nous verrons que de nos jours, les utilisateurs héritiers du commerce d'importation ont tendance à revenir à cette diversification sous la pression des événements. Outre ces achats de vins courants, le commerce s'étoit aussi l'importation de mistelles et de vins doux pour le ravitaillement des grandes marques d'apéritifs.

Ce trafic d'importation ne constituait donc pas la totalité des activités de ces maisons, elles reçoivent également d'importants convois de l'arrière pays. Toutes les sources locales et étrangères sont fondues dans un ensemble pour donner le vin de saison. L'expédition sur les grands centres de consommation, à destination du commerce de demi-gros, s'effectue essentiellement par voie ferrée.

c) rôle économique

Dans le circuit des vins, ce négociant importateur représente ce que l'on peut appeler l'offre. En gros, il a la charge de faire entrer le vin dans le cycle de la commercialisation. Il supporte de par sa position de très lourdes charges financières; d'une part, il est obligé pour faire face aux à-coups de la production, comme pour des raisons strictement techniques (longueur de l'élaboration) d'entretenir des stocks importants, d'autre part il est le véritable banquier de la profession par les avances qu'il consent aux producteurs, les délais qu'il accorde à ses propres clients.

Il constitue un relais indispensable tant sur le plan technique que sur le plan financier. Ce rôle dans ses multiples aspects ne pourra être assuré que bien plus tard par les expéditeurs algériens, les coopératives vinicoles ou les utilisateurs des places de consommation.

B. Le négociant utilisateur

L'expression de négociant utilisateur que nous avons adoptée ici exagère considérablement le rôle du négociant des places de consommation en cette période. Nous verrons qu'elle sera mieux adaptée plus tard. Bien que l'on puisse dire, déjà à cette époque, qu'il représente la demande dans le circuit, il n'est constitué que de maisons de gros et demi-gros dont le rôle principal est de réceptionner les marchandises soit directement à la clientèle, soit aux détaillants et détaillants de boissons.

a) rôle technique

Du point de vue technique, son intervention est extrêmement limitée. Il revend en l'état les vins reçus en les gardant en entrepôt le moins de temps possible. Il ne réalise aucun mélange. Quelquefois, il pratique la mise en bouteille, mais le plus souvent, le vin est livré en fûts pour être distribué à la clientèle.

b) rôle économique

Quant à la maîtrise des coûts de production et de la répartition sur le coût de revient, son rôle économique est plus important, bien qu'il soit passif, l'initiative étant au vendeur ou aux représentants du commerce portuaires qui le contactent à domicile. Sur le plan financier, constitué en affaires familiales, il vit des crédits qui lui sont accordés par ses fournisseurs, alors que lui-même est peu enclin à en accorder à ses propres clients.

C. Les auxiliaires du commerce

De tous temps, le commerce a été et est une véritable pyramide d'intermédiaires de toutes catégories. En général, les situations sont floues et complexes. De multiples catégories juridiques se cachent sous des noms pittoresques.

Dans le circuit traditionnel, nous relèverons en gros trois catégories d'auxiliaires, le commissionnaire, le courtier et le représentant.

a) le courtier

Le rôle classique du courtier en droit commercial est de rapprocher les deux parties contractantes en n'assumant aucune responsabilité, sauf par convention expresse de *ducroire*.

Leur intervention a été toujours précieuse et importante dans le commerce des vins du fait de la fluidité de la demande et de l'offre, et de la non homogénéité des produits. Le courtage en cette matière est un courtage de confiance; le plus souvent, il n'y a aucun écrit, simplement une correspondance d'affaires. Le courtier intervient entre le producteur et la maison expéditrice, entre l'importateur et le demi-grossiste ou entre maisons d'un même stade, d'une même place ou de places différentes.

b) le commissionnaire

Celui-ci est également un intermédiaire très important. Dans le circuit traditionnel, nous l'avons vu, il jouait le rôle de représentant de l'importateur dans la colonie auprès des producteurs. Les affaires se traitaient selon deux méthodes, soit à la commission simple, soit à la commission forfaitée avec prédominance de la première.

c) le représentant

Les représentants qui pouvaient être soit exclusifs, soit à représentations multiples, étaient de véritables salariés chargés de contacter la clientèle, c'est-à-dire le commerce de demi-gros des places de consommation pour le compte des maisons expéditrices.

§ 2 - Le circuit moderne

Le commerce des vins a connu depuis une trentaine d'années une évolution qui a profondément modifié sa structure antérieure.

Cette évolution a pris les formes suivantes :

- transfert vers les places de consommation d'une large part des fonctions assumées précédemment sur les places de production où les ports de débarquement.

- développement des grandes entreprises de distribution vendant le vin en bouteilles,
 - tendance à la concentration verticale et horizontale.
- Des tendances d'ordre économique et technique ont conditionné cette évolution ;
- l'accroissement et l'orientation de la production algérienne,
 - les pénuries consécutives à la deuxième guerre mondiale,
 - les progrès techniques en matière de transport et de conditionnement,
 - la hausse continue des prix de revient qui a amené les négociants à s'approvisionner sur les places de production d'une manière directe auprès des producteurs et à procéder eux-mêmes aux coupages des vins.

Ces transformations se sont traduites par une baisse continue du nombre des négociants, évolution qui à l'heure actuelle a connu une brusque accélération. Pour l'ensemble de la profession, ce nombre aurait fléchi de plus de la moitié en trente ans (28.000 en 1930 contre 13.000 en 1962).

L'activité du négoce importateur a été affectée non seulement par l'intervention des négociants des places de consommation, mais aussi par la croissance d'un négoce exportateur en Algérie même. Dans la pratique, ces maisons ont presque toutes été évincées dans ce nouveau type de circuit tout au moins sous leur ^{forme} primitive d'affaires familiales (72 maisons importatrices à SETE en 1950 contre 40 actuellement); ROUEN, qui à la faveur du bouleversement du circuit a accaparé les 2/3 du volume importé, ne possède pas de commerce d'importation.

Dans le négoce distributeur, les grands litreurs (entreprises vendant le vin en bouteilles) comprenant aussi bien des maisons spécialisées que des entreprises du commerce d'alimentation, exercent une concurrence extrêmement vive à l'encontre des petites et moyennes entreprises.

Dans le circuit moderne ou court, les participants aux divers stades de la commercialisation sont:

- le négoce expéditeur algérien,
- le négoce utilisateur des places de consommation, les marques et les entreprises du commerce d'alimentation,
- des auxiliaires du commerce du vin.

Avant d'examiner les caractéristiques des différents intervenants dans le fonctionnement de ce circuit, il faut mettre en évidence les raisons qui, à notre sens, sont à l'origine de son développement.

A. Les raisons de la croissance de ce circuit.

Ce qui a permis et contraint ce développement extraordinaire des grandes marques et ce raccourcissement du circuit d'écoulement des vins, c'est essentiellement la révolution des moyens techniques et l'intensification de la concurrence.

a) révolution dans les moyens techniques

1/ le transport

C'est d'abord dans les moyens de transport que s'est réalisée une véritable révolution avec l'introduction du transport en vrac. Jusqu'en 1935, l'utilisation des futailles était la règle. Elle entraînait des charges énormes de manutention, d'entretien, d'immobilisation de capitaux et de consommation (perte).

Les premières tentatives de transport en vrac se situent en 1933 avec l'adjonction de quelques petites citernes sur les cargos des lignes d'Algérie. Fin février 1934, le " Tunisie ", premier navire entièrement citerne d'une contenance de 10.000 hl fut mis en service à Tunis, suivi en 1935 du " Bâchus " (contenance 18.000 hl équivalents à 3.000 fûts).

Ces premières expériences consacrent, d'après les estimations de l'époque, une diminution des frais de transbordement et de main-d'oeuvre d'environ 98 %, le vin étant pompé directement du tanker dans les cuveries de transit et les péniches citernes ou les wagons-réservoirs. Ces expériences consacrent aussi la déchéance définitive des ports méditerranéens par rapport à ROUEN dont l'équipement en cuveries et pipe-lines put plus facilement être réalisé en raison de sa liaison fluviale avec PARIS.

Au total, la généralisation du transport en vrac, tant dans le transport maritime que ferroviaire, fluvial et routier, réduisit considérablement les coûts, et fut fatal aux ports méditerranéens trop éloignés des centres de consommation. ROUEN malgré son handicap initial en cuveries détrôna SETE parce qu'elle était moins enclavée et disposait d'un arrière pays fortement consommateur.

2/ le conditionnement

La fabrication du vin de " marque " en quantités énormes ainsi que le développement des ventes en bouteilles, exigent un matériel de chai ultra moderne et un ensemble de chaînes d'embouteillage, de lavage et de rinçage des plus perfectionnées. Pour y faire face, des investissements importants sont nécessaires, que n'ont pu supporter que les maisons bénéficiant d'une large assise financière.

Le chai proprement dit, comporte un tableau centralisateur avec lequel le maître de chai dirige, par un système complexe de vannes, toutes les opérations de filtrage, égalisation, coupage etc... Le reste de la mécanisation comporte des chaînes pouvant livrer jusqu'à 100.000 bouteilles dans une seule journée. Les plus grosses maisons disposent de 6 à 7 de ces chaînes travaillant en permanence auxquelles il faut ajouter les machines de lavage, tirage, capsulage et étiquetage.

3/ l'information

La transparence du marché a été fortement améliorée entre les partenaires des deux bords de la Méditerranée par l'utilisation de plus en plus répandue des moyens de communication traditionnels téléphoniques et postaux et plus modernes comme la radio et le téléscripneur. Les grosses maisons ont des liaisons permanentes privées avec leurs correspondants algériens par télétype, ce qui permet aux responsables des achats d'intervenir chaque jour dès l'ouverture du marché.

b) l'intensification de la concurrence

La crise générale du négoce s'est manifestée par un double processus, un processus de concentration et un processus de " déspecialisation ";

1/ le processus de concentration

Nous avons vu que la profession s'était dégonflée de moitié en 30 ans. Pour la seule région parisienne et le syndicat unique qui la recouvre les adhérents sont tombés en dix ans de 997 à 377 .

Chaque crise viticole, comme chaque période de blocage des prix au détail, emporte son contingent de grossistes. Ce qui se traduit par :

- l'élimination des plus faibles qui n'ont pu moderniser à temps leur structure et comprimer suffisamment leur coût unitaire,
- le renforcement des plus forts favorisés par l'efficacité de leur organisation, l'étalement de leurs risques, tant sur le plan national et régional, que grâce à leur activité diversifiée. Ils ont, de plus, la possibilité de recourir au marché financier ou au soutien des banques et des groupes de la haute finance. Ces gros sont enfin favorisés par la législation économique et fiscale. La cartellisation ou le blocage des prix au détail leur réservent du fait de leur productivité une marge nette appréciable alors que s'asphyxient les petites entreprises.

L'adoption de la capsule-congé (1), entraîne des charges fiscales immédiates mais, en supprimant l'obligation de la vente préalable à l'enlèvement, rend la prospection du détaillant plus souple au seul bénéfice des grandes marques.

2/ le processus de " déspecialisation "

Dans le commerce de gros, les grandes entreprises tendent à diversifier la gamme de leurs produits. " Préfontaines ", par exemple, assurait, en 1961, l'écoulement de plus de 660 produits différents avec, entre autres, les apéritifs, les sodas, l'huile Lesieur, les eaux minérales .

(1) Normalement les taxes sont dues par le dernier grossiste de la chaîne de distribution, avec le système de la capsule-congé, elles sont dues par le négociant embouteilleur quel que soit le client (grossiste ou détaillant)

D'autres font à la fois le vin de consommation courante et l'appellation contrôlée sous la même marque. Certaines, enfin, font venir du whisky d'Ecosse ou du Porto; "Nicolas" commercialise même du café. Le souci principal de ces maisons est de rentabiliser au maximum leur lourde organisation distributrice.

Dans le commerce de détail, le même processus de "déspecialisation" du grossiste, sous l'impulsion logique de la concentration. L'ensemble du commerce alimentaire tend à s'organiser et cela conduit à étendre ses activités jusque dans le domaine du conditionnement du vin.

Dans le cadre du grand mouvement de regroupement du commerce, on observe les tendances suivantes: l'ancien commerce indépendant s'unit en "groupements d'achat", le commerce groupé s'organise en "chaînes volontaires". De même, les sociétés succursalistes comme Casino, par exemple, se dotent d'un organisme central dont le rôle s'apparente à celui du grossiste. Ainsi Casino dispose de ses propres usines et pour le vin traite directement avec les producteurs et les coopératives vinicoles. Un bon nombre de ses sociétés succursalistes se concentrent entre elles (Locéda, Cédà, Paridoc) et se donnent ainsi de nouveaux et puissants moyens d'intervention dans tous les domaines. Les coopératives de consommation suivent aussi le même mouvement. Enfin, le secteur intégré des "Grands Magasins" et "Magasins populaires" (Groupes Printemps, Prisunic, Galeries Lafayette, Monoprix, Uniprix), passe ses commandes à travers de puissantes centrales d'achat.

Pour tout ce secteur "organisé" du commerce de détail, il ne suffit plus de vendre une série limitée de produits mais de disposer sur ses étagères la gamme complète de tous les produits courants, or ce commerce répugne de plus en plus à traiter avec des intermédiaires dont il pense pouvoir assumer économiquement la fonction. A l'inverse les sociétés anciennement spécialisées dans la vente de boissons à emporter débordent sur les autres produits alimentaires; ainsi, pour "Viniprix" les vins qui représentaient encore 65 % du chiffre d'affaires en 1960, n'en font plus que 47 % en 1961.

B. Les caractéristiques générales

Tel qu'il apparaît dans son état actuel, le circuit moderne de distribution du vin est le résultat:

- de la concentration déjà citée et de l'émergence de quelques grosses maisons,
 - de la croissance en Algérie d'un important commerce
 - du processus d'adaptation suivi par les intermédiaires.
- a) la concentration et l'émergence de quelques grosses maisons (1)

Dans le marché du vin à l'heure actuelle, l'offre et la demande ne sont plus guère atomistiques. La demande présentée par les consommateurs passe par les détaillants et les grossistes avant d'atteindre les transformateurs et les producteurs. L'offre suit le trajet inverse. Demande et offre se rencontrent à travers 425 firmes environ, dont quelques unes ont une part prépondérante. Le marché viticole ne comporte en outre ni transaction, ni information transparente et le produit lui-même n'est pas homogène. La demande a subi une double concentration à la fois horizontale et verticale.

1/ l'intégration horizontale

Cette intégration peut être définie comme la coordination sous l'autorité d'un centre de décision unique, des phases identiques d'une activité productive ou commerciale; l'entente de plusieurs caves coopératives viticoles dans le cadre d'un oligopole constitue un exemple d'intégration horizontale. Au niveau du commerce distributeur, la proportion des ventes en bouteilles n'a cessé de croître depuis la fin de la guerre, plus particulièrement dans la région parisienne au détriment de la vente en fûts ou chez les détaillants de la vente à la tireuse. Le vin de consommation courante est devenu un produit de série sous emballage.

(1) Voir à ce sujet un article de J.C. MONTICAUD sur " Les répercussions sur les marchés viticoles de l'évolution en cours dans le secteur commercial " Economie Rurale, n°63, Mars 1965

Dès lors, les conditions techniques d'une forte concentration commerciale se trouvaient réunies au bénéfice des grandes entreprises livrant le vin en bouteilles, pour le stockage et le traitement de la production, l'utilisation de vastes installations, la mise en oeuvre de matériel automatique et de moyens de transport considérables, un effort permanent de publicité.

Douze grandes maisons livrent le vin en bouteilles (dénommées couramment "litreurs" ou "embouteilleurs") et traitent 70 % environ des vins de consommation courante vendus dans la région parisienne. Il s'agit des marques suivantes: NICOLAS, PREFONTAINES, POSTILLON, VINS des ROCHERS, PRIMIOR, GAYBOR, PICARDY-LEHILLONS, GRAP, BELLIER, LEDLANC, AGAP, VIEILLE-GAROE. Certaines se spécialisent dans un type ou deux de vins, par exemple le 10° et le 11°. D'autres traitent un important pourcentage de vins fins. Cette spécialisation n'est pas sans importance, car le 10° étant un article intéressant l'indice du coût de la vie, et le premier touché par les mesures de blocage des prix. Si l'on ajoute à ces douze maisons, sept autres d'importance moyenne, on arrive à un ensemble écoulant environ 10.500.000 hl, près du quart de la consommation taxée nationale. Le mouvement de concentration se poursuit c'est ainsi qu'en 1953 la "Compagnie générale des produits DUBONNET, CINQUANO, BIRRH" ou C.D.C. a pris le contrôle des établissements PRIMISTALES (1) et que peu de temps après, PREFONTAINES, filiale de C.D.C. a fusionné avec les établissements BRASSEUR VINI-GRAP.

La distribution de ces grandes entreprises à l'origine axée sur la région parisienne couvre aussi, dans un rayon qui s'élargit d'année en année, la province; D.M.S., PREFONTAINES, par exemple, livre en bouteilles dans un rayon de 60 kilomètres, et en vrac au-delà. Cette entreprise a ouvert des entrepôts à LILLE en mai 1951, à BORDEAUX, SETE et LYON en 1952.

(1) " Vie Française " du 15-8-1953

A mesure que s'améliore l'emprise des grosses maisons, leur structure juridique change. Les maisons à caractère familial telles que NICOLAS et les établissements COMBASTET et Cie cédant du terrain devant les sociétés par actions dont la plus importante est C.D.C. Le grossiste ou demi-grossiste devient une espèce en voie de rapide disparition.

La concentration générale et l'emprise des groupes financiers sont couronnés par la concertation au sommet au sein du groupe "STELL" qui réalise une entente tacite.

- En province, le marché est dominé par trois grands groupes:
- les unions des coopérateurs qui écoulent 5 à 6 millions hl
 - le groupe PARDOC
 - quelques sociétés succursalistes.

Ces trois catégories font environ 44 % de la consommation.

Au niveau du commerce importateur, la transformation n'était pas moins brutale. Sous la pression du commerce distributeur, un certain nombre d'anciennes maisons ont purement et simplement disparu. D'autres ont aliéné leur indépendance en travaillant à la commission et en commercialisant de simples services. Il en est resté très peu qui soient encore des affaires familiales autonomes, quelques unes cependant comme SAPVIN, SCAMK, GRAFOUILLOT ont su prendre de l'ampleur et demeurer suffisamment compétitives dans le circuit national.

2/ L'intégration verticale

Cette intégration peut se définir comme l'exécution sous un centre de décision unique d'opérations successives qui se rapportent à une même activité économique. La distribution du vin est le théâtre d'une lutte acharnée entre deux types d'intégration verticale, l'intégration ascendante et l'intégration descendante.

La première se manifeste lorsque la firme, à la recherche de débouchés, intègre les échelons d'aval. C'est la politique de NICOLAS (388 dépôts à PARIS et 987 concessionnaires en province) ce genre de maison ayant un écoulement assuré spéculer rarement.

La deuxième prend corps lorsqu'une firme prend le contrôle des échelons amont, par exemple le contrôle du commerce de gros par un groupement de détaillants. Ainsi, les magasins à succursales multiples possèdent leurs propres chais, coupent leur vin et achètent directement aux producteurs (DAMOY, FÉLIX-POTIN, coopératives et sociétés du groupe PARIDOC).

Au total, ce genre d'intégration a abouti à l'éviction du circuit de l'ancien négoce importateur et de l'ancien négociant expéditeur (pour ce qui concerne la production nationale) au profit des gros utilisateurs (marques et commerce alimentaire) par absorption^r de leurs fonctions économiques et techniques.

- fonctions économiques

Les grandes entreprises de distribution aussi bien que le commerce alimentaire "organisé" renoncent aux services du négoce expéditeur pour une partie de leurs achats en France en traitant directement avec les producteurs ou les coopératives par l'entremise de courtiers ou de bureaux d'achat. De la même manière pour leurs besoins en vins algériens, elles écartent définitivement le négociant importateur. Ce processus a été facilité par les maisons d'exportation établies en Algérie qui octroient de larges facilités de paiement dont on verra plus loin l'importance pour ces grandes entreprises. Il n'en a pas été de même pour les achats en France où ces grandes maisons ont dû prendre en charge les acomptes traditionnellement accordés aux producteurs par le commerce.

Les motivations de ces nouveaux venus dans le circuit d'importation diffèrent quelque peu de celles des anciens. Ces maisons dans la mesure où elles sont fortement intéressées et disposent d'un vaste réseau de détaillants, spéculent rarement, et sont par conséquent moins obsédées par les cours à la production . Leur souci majeur est de s'assurer un approvisionnement régulier d'un vin de qualité constante que seule l'Algérie, pays d'encoloillement permanent, peut leur procurer.

- Fonctions techniques

Le négoce distributeur assure traditionnellement l'approvisionnement du public dans les centres de consommation. Dans le circuit moderne, les grandes entreprises exercent une activité qui déborde largement le rôle de simple intermédiaire et qui leur donne les fonctions de transformateur, fonctions qu'elles ont assurées autrefois le négoce expéditeur. Mais en changeant de mains le caractère du conditionnement s'est modifié radicalement. La technique industrielle s'est substituée aux coupages savants, à l'élaboration artisanale des "vins de maison" du négoce traditionnel. L'objectif poursuivi est de mettre sur le marché un produit standard obtenu de manière simple et uniforme. En conséquence ces maisons sont amenées à acheter de très grosses quantités de vins de diverses sources qu'elles mélangent afin de pouvoir présenter une gamme de produits de qualité suivie (degré-alcoolique, saveur uniforme, limpidité, coloration identique, bonne conservation).

Tout ce commerce est basé sur la technique fondamentale suivante: chaque année, les utilisateurs achètent la totalité de la production médiocre et acide des régions du Centre et de l'Ouest, qu'ils obtiennent à bon prix, et mélangent à 50 ou 60 % avec un vin algérien gras, coloré et fort qui couvre le tout.

b) le commerce exportateur algérien.

Depuis une trentaine d'années, un commerce de gros tendait à se développer en Algérie (dans les ports notamment) où il trouvait des conditions très favorables à son épanouissement.

A l'origine de ce négoce, l'on trouve soit d'anciennes maisons métropolitaines qui ouvrent un établissement, soit certaines grosses exploitations désireuses d'élargir leur champ d'activité en intégrant la fonction commerciale. Quelques maisons sont nées d'anciens courtiers qui, en prenant de l'ambition et de l'ampleur se sont transformés successivement en commissionnaires puis en négociants.

Dès leur apparition, ces maisons obéissent au même réflexe de raccourcissement du circuit que nous avons décelé chez les utilisateurs. Elles dépêchent en métropole des représentants prospecter directement la clientèle dans les centres de consommation et parfois c'est le chef de maison lui-même qui se déplace. L'évolution commerciale tend donc à mettre en contact direct les exportateurs avec les utilisateurs en court-circuitant les maisons d'importation des places portuaires métropolitaines.

Ces nouveaux venus se spécialisent dans l'élaboration de vins très typés qu'ils seront à même de livrer par grandes quantités et d'une manière uniforme conformément aux besoins des utilisateurs. Très éloigné du travail methodique et autonome de l'ancien négociant leur activité s'apparente beaucoup plus à du travail à façon. Ce commerce, grâce à sa soumission aux desiderata des utilisateurs, a pu s'implanter solidement et devenir un partenaire incontournable.

Globalment le rôle de ce commerce consiste à opérer un pré-conditionnement par la collecte et le mélange des vins bruts soumis à leur agrément par les courtiers de la place. La recherche d'un vin de type donné (correspondant au besoin de son partenaire embouteilleur) est poursuivie dans une plus ou moins longue série de dosages délicats sous le contrôle de cavistes compétents ou même d'oenologues diplômés.

c) les auxiliaires dans le circuit moderne.

Le circuit moderne n'élimine pas les auxiliaires du commerce, les courtiers, transitaires, commissionnaires, négociants chargeurs, représentants etc..

Le rôle de certains d'entre eux peut même s'être accru, ainsi les commissionnaires et les transitaires (agréés en douane) élargissent souvent leurs activités en accomplissant des opérations qui étaient autrefois du ressort de l'importateur ou du négociant expéditeur, comme le ramassage, le groupage et l'expédition. Pour ces services, ils pratiquent soit la commission simple soit la commission exclusive. D'ailleurs, bien que les anciens négociants se sont eux-mêmes mis à travailler à la commission pour au moins une part de leurs activités.

La survie du négociant chargeur des places de production reste pour le moment assurée. En effet, même si le service qu'il rend devient de plus en plus discutable sur le plan technique, le service reste important sur le plan économique et financier. Il sort, en effet, de relais financier pour l'établissement des traites et surtout le chargeur spéculateur. Il intervient ainsi, bien involontairement, dans la viscosité des cours.

De toute façon, il est bien rare encore que les gros utilisateurs aient des contacts directs avec la production. Si les contrats d'achat à long terme entre secteur "organisé" de la distribution et union de coopératives viticoles sont inscrits dans l'avenir, à l'heure actuelle il y a très peu de réalisations. Certaines maisons, cependant, ont constitué des antennes sur les lieux de production (POSTILLON à Narbonne). D'autres détiennent depuis peu des établissements dans les ports, comme PRÉFONTAL à Sète ou POSTILLON à Saint-Louis du Rhône.

Chapitre 2 - LES MODALITÉS ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

§ 1 - Les modalités économiques

Le négoce du vin se singularise au sein de la distribution commerciale des produits alimentaires par l'importance du financement externe, la multiplicité et le poids des charges mais aussi sa maîtrise du marché.

A. Le problème du financement (1)

Le problème du financement du négoce du vin est lié à l'importance du fonds de roulement et des divers besoins financiers de l'entreprise.

a) Le besoin général de fonds, correspond:

- au poids financier des stocks,
- aux autres charges commerciales.

(1) Les renseignements chiffrés seront tirés de la Fiens de documentation "Négoce du vin" rédigé par la Direction Générale des Etudes et du Crédit de la Fédération Française des Vignerons, document interne de juillet 1962.

1/ le poids financier des stocks

Le grand commerce des places de consommation dans sa politique de stockage doit tenir compte de deux impératifs:

Il doit s'assurer un approvisionnement régulier en vins nécessaires à l'élaboration des types qu'il déverse sur le marché, c'est-à-dire qu'il doit tenir compte dans ses achats prévisionnels de la qualité des vins dans le but de détenir en magasin les matières premières indispensables à ses coupages. Dans ce but, il passe commande, lorsqu'il estime opportun de se couvrir pour faire face aux demandes de la clientèle.

Il doit ^tsurtou/prévoir telle ou telle pénurie qui pourrait apparaître suivant le degré ou les autres qualités organiques des vins. Il se préserve de l'avenir en maintenant en permanence un stock différencié suivant l'ensemble de ces qualités et conforme à ses besoins.

Par ailleurs comme les prix de vente sont étroitement cartellisés et parfois même bloqués, il cherche à s'assurer, pour une longue période, un approvisionnement à prix stables. L'attitude est différente dans le négoce traditionnel où l'on préfère saisir l'occasion d'une bonne affaire, même si pour cela il est nécessaire de bousculer quelque peu, par des manoeuvres spéculatives, les cours à la production.

De toute manière, les deux attitudes se rejoignent dans la nécessité où se trouve le négoce tout entier de disposer en permanence de stocks abondants.

Dans les moyennes entreprises du négoce distributeur, les actifs de roulement sont constitués par une assez large proportion de stocks (30 à 40 % du bilan ou 11 à 12 % du chiffre d'affaires).

Dans les grandes entreprises, les stocks représentent 45 à 70 % du total des bilans ou 20 à 30 % du chiffre d'affaires.

Pour la région parisienne, le stockage des V.C.C. depuis l'achat jusqu'à la vente, représente en ce qui concerne les moyennes entreprises 2 à 3 mois et pour les grandes entreprises 3 à 3 mois et demi.

Pour les quantités globales en stocks (voir tableau n° 1) au 31 Août de chaque année, il est intéressant de constater sa presque parfaite stabilité, c'est ainsi que même dans les années 1961 et 1962, le stock global France-Algérie ne diminue que d'un peu plus de 1 million d'hl pour le regagner très rapidement dès 1963 en France seule. Ce report de stock souligne la stabilité des besoins commerciaux en ce domaine.

Tableau n°1

Importance du stock commercial au 31 Août , en milliers d'hl, Source I.V.C.C.			
Années	France	Algérie	Total
1954	10.220	1.844	12.064
1955	11.284	2.206	13.490
1956	12.352	1.588	13.940
1957	12.391	1.603	13.994
1958	12.789	1.918	14.707
1959	10.244	1.080	11.324
1960	11.555	1.569	13.124
1961	12.415	2.381	14.796
1962	13.476	-	13.476
1963	14.604	- (1)	14.604
1964	15.000	-	15.000
1965	15.200	-	15.200

2/ les autres charges commerciales

Pour le négoce expéditeur en Algérie, spécialisé dans l'élaboration de vins types, on constate l'importance des stocks détenus (plus de 2 millions d'hl en 1962). Ses autres charges pou-
varier
vaient/considérablement selon qu'il était acheteur de vendanges ou simplement acheteur de vins.

Pour les charges d'approvisionnement, elles comportaient, en ce qui concerne les premiers, des acomptes importants à payer tout au long de la campagne et pour les seconds un acompte de 20 à 25 % à la passation du contrat, le reste étant payé à la " retiraison ".

(1) chiffres incertains.

Les délais de règlement accordés par ce négoce à la clientèle métropolitaine pouvaient atteindre 45 à 60 jours.

Le négoce importateur, lui, bénéficie à l'approvisionnement de ces dernières facilités et, à la revente, est obligé d'octroyer, à sa clientèle d'utilisateurs, des délais de 30 à 90 jours.

En ce qui concerne le négoce utilisateur, les besoins de fonds sont différents suivant la taille des firmes:

- dans les moyennes entreprises, la rotation des actifs de roulement a pour coefficient 4 à 7 et les charges de trésorerie ne sont pas très importantes. Jusqu'à maintenant, l'échelonnement des approvisionnements, la rapidité des expéditions et la régularité des ventes permettaient à la plupart de ces entreprises moyennes de n'entretenir que des stocks limités, le plus fréquemment, 1 mois et demi de vente à deux mois à PARIS.

Les crédits accordés à la clientèle sont plutôt courts dans l'ensemble. Les ventes d'autres négociants à des grandes entreprises d'alimentation sont réglées par traites de 30 à 90 jours, auprès des détaillants, le délai maximum accordé est de 15 jours. Le financement repose essentiellement sur le crédit des fournisseurs, celui-ci couvrant 50 à 70 % des stocks et souvent plus.

- dans les grandes entreprises, la rotation des actifs est plus lente et donne un coefficient de 3,5 à 5 car ce genre de commerce a des dépenses d'exploitation très élevées, et entretient des stocks importants. Pour leur financement, ces grandes entreprises font aussi très largement appel au crédit fournisseur.

b) Les modalités de financement

1/ le financement extra-bancaire comportant le crédit des fournisseurs, dont nous avons déjà souligné l'importance, et les facilités des obligations cautionnées.

- Le crédit des fournisseurs joue à l'approvisionnement. Pour l'approvisionnement en bouteilles, les fabricants accordent des délais de règlement de 30 à 90 jours. Actuellement la pratique généralisée de la consignation empêche que le renouvellement des stocks de bouteilles n'entraîne de véritables difficultés financières.

Dans les achats à la propriété, pour l'approvisionnement en vin, il y a deux méthodes, soit les achats aux producteurs effectués sans l'intervention financière des courtiers, soit avec leur intervention .

En Algérie, les acheteurs de vendanges qui réalis^{ai}ent une partie de la production de vin servaient de banquiers aux petits exploitants musulmans qui n'avaient pas accès aux organismes de crédit et à leur tour, pour faciliter le financement des acomptes, ils pouvaient obtenir des crédits de campagne dont le montant dépendait du volume de raisins traité. Ces crédits étaient généralement relayés après vinification par des crédits gagés sur les vins. Les tirages des viticulteurs sur les acheteurs de vendanges n'étaient pas admis au réescompte de la Banque d'Algérie. A l'inverse, les tirages des autres producteurs (viticulteurs, coopératives et acheteurs de vendanges)étaient admis sous certaines conditions.

Toujours en Algérie, lorsque les courtiers intervenaient, ces derniers tiraient des traites de 30 à 60 jours avec 25 % d'acompte à la commande.

Dans les achats entre négociants, les traites de 30 à 90 jours sont usuelles. Elles se pratiquaient suivant trois mécanismes :

- . la maison exportatrice tirait sur son acheteur,
- . la maison importatrice (en France), si elle était importante mobilisait des traites sur elle-même pour lesquelles elle obtenait de meilleures conditions d'escompte,
- . la maison importatrice tirait sur son client dès l'embarquement des vins en Algérie et les banques, malgré certaines réticences, escomptaient ce papier qu'elles devaient d'ailleurs garder en portefeuille, cette opération n'étant pas admise par la Banque de France.

- Les obligations cautionnées constituaient, elles aussi, un moyen commode et peu onéreux de financement. Le Trésor français accorde aux entreprises assujetties au paiement des taxes spécifiques frappant le vin, la possibilité de s'acquitter envers lui par obligations cautionnées à échéance de 4 mois. Lors de la vente, les entreprises qui ont recours à ce système facturent les taxes à leur clientèle. L'adoption des capsules-congés retire aux clients grossistes de l'embouteilleur la possibilité de recourir aux obligations cautionnées, qui est ^{un} appoint financier appréciable, comme, en contrepartie, les taxes sont incluses dans leurs achats, il arrive qu'ils soient obligés de demander des délais de règlement plus longs.

2/ le financement bancaire

En matière d'approvisionnement et de stockage, les crédits de campagne sous forme de billets croisés sont assez peu utilisés, de même l'escompte des effets des fournisseurs par leur clientèle. De plus, la profession fait un appel modéré aux découverts non mobilisables.

Pour le vieillissement des vins, très peu pratiqué dans le circuit d'importation, le négoce "éleveur" utilise des crédits de stockage garantis sur les vins détenus.

Quant à la mobilisation des créances commerciales, on constate qu'elle est surtout le fait du négoce expéditeur (70 à 80 % des ventes), les distributeurs étant le plus souvent réglés par chèques ou espèces y ont moins recours (moins de 10 % des ventes).

Dans l'ensemble, tant pour les grosses que pour les moyennes entreprises du commerce de distribution, il est fait un appel modéré au crédit bancaire, l'essentiel du financement reposant sur les facilités offertes par les obligations cautionnées et sur le crédit des fournisseurs. Pour les moyennes entreprises, ces derniers atteignent 50 à 70 % des stocks et les dépassent parfois. Le rapprochement des conditions de paiement des achats et de l'importance des stocks fait ressortir des crédits de fournisseurs allant de 30 à 90 jours pour un montant de stock n'excédant pas 1 mois à 1 mois et demi de chiffre d'affaires.

Dans les grandes entreprises, il en est de même, le financement bancaire ne représente que 6 à 7 % des chiffres d'affaires annuels, avec la considération supplémentaire que les stocks représentent près de 3 mois de vente.

Les crédits de fournisseurs sont, dans l'un et l'autre cas, des éléments déterminants de leur financement, nous aurons à en tenir compte lorsque nous examinerons les modalités de commercialisation entre l'Algérie socialiste et les importateurs français.

B. Les éléments du prix de revient

Nous examinerons ici le coût d'acheminement du vin de la cave de l'exportateur algérien au distributeur parisien.

L'utilisateur, pour l'acheminement des lots importés, a, en gros, le choix entre deux circuits principaux qui représentaient en 1962 plus de 70 % des apports extérieurs de vins, SETE ou ROUEN.

Outre la différence des coûts entre les deux circuits, qui n'est cependant pas, aux dires des utilisateurs, très importante, d'autres considérations interviennent:

- la disposition dans un port d'un chai d'accueil, c'est le cas évidemment des importateurs sétois, mais aussi le cas de certaines maisons parisiennes. D'une manière générale le port de SETE n'est utilisé que dans la mesure où les distributeurs respectent encore le circuit traditionnel. C'est donc en ayant recours aux vins conditionnés par les négociants de ce port qu'indirectement ils sont à l'origine de son trafic.

- le port de SETE situé au milieu de la viticulture méridionale reste soumis aux pressions de celle-ci, il y a danger en période de tension à faire séjourner dans cette région des lots très importants.

Nous examinerons exclusivement le prix de revient du circuit sétois car nous n'avons pu obtenir de renseignements sur le circuit de ROUEN .



a) Les frais du négoce importateur

Prix de revient moyen d'un vin en 1964

12°	ALGER	prix d'achat propriété	70	Fr l'hl
13°	ORAN	" " "	90	"

(communiqué par la commission syndicale du négoce à SETE)

libellés	Alger	Totaux	Oran	Totaux
1° Frais en Algérie				
- courtage	0,50		0,50	
- commissionnaire	1,80		1,80	
- camionnage à quai	1,75	4,05	2,75	5,05
2° Frais de quai à bord Alg.				
- transit, formalités	0,20		0,20	
- pompage tanker	0,50		0,50	
- taxe de sortie				
1,5 % + 2 %	1,25		1,50	
- taxe sortie alg.	3		3	
- péage Algérie	0,20	5,15	0,20	5,40
3° Frais de bord Alg. à quai Sete				
- assurance maritime	0,15		0,15	
- débarquement	0,45		0,45	
- transit	0,25		0,25	
- taxe d'importation	0,20		0,25	
- taxe syndicale, divers	0,25		0,25	
- péage Sete	0,07		0,07	
- manquants degré 1/10	0,70		0,80	
volume 0,4%	0,35	2,42	0,40	2,62
4° Fret		2,40		3,10
5° Financement à l'achat				
- du jour de l'achat à l'entrée en chais		0,70		1
(60 jours à 6 %)				
6° Entrée en chais				
- stationnement en cuverie	0,90			
- camionnage et pompage	0,35	1,25		1,25
A. Total des frais d'importation		15,97		18,42

libellés	Alger	Totaux	Oran	Totaux
Report des frais d'importation		15,97		18,42
7° Frais de séjour en magasin				
- traitement, collage	0,50		0,50	
- filtrage	0,50		0,50	
- consume degré 1/10	0,90		1,08	
volume 0,3%	0,27		0,33	
- immobilisation (60 jours à 8 %)	1,14	3,31	1,44	3,85
8° Frais à la vente				
- mise en gare (camion)	0,35		0,35	
- agios à la vente	0,57		0,72	
- assurance crédit	0,35		0,45	
- représentant	1		1	
- charges représentants	0,50	2,77	0,50	3,02
B. Total frais de séjour à la vente		6,08		6,87
<u>Frais de l'importateur portuaire</u>				
A + B		22,05		25,29
C. Frais généraux salaires, charges, impôts amortissements		X		X
D. Rémunération de l'entreprise		X		X

Les frais généraux et la rémunération de l'entreprise étant à la discrétion de chaque maison, les frais d'importation s'élèvent comme il apparaît dans le tableau ci-dessus à 22,05 francs l'hectolitre le 12° et à 25,29 francs le 13°. Il s'agit là de moyennes, en fait, la concurrence est extrêmement vive et prend appui sur quelques postes de coûts qui peuvent énormément varier suivant les intéressés.

C'est le cas des postes " manquants " (degré et volume) ainsi que du " consume " qui sont des risques dont il est loisible de tenir plus ou moins compte.

D'autres éléments sont sujets à fluctuations, notamment l'assurance. En effet, le transitaire qui assure l'ensemble des opérations de quai à quai, lors de l'établissement du forfait, a deux possibilités : faire souscrire par son mandant,

- soit une assurance F.P.A. risque de perte totale du bateau.
- soit une assurance sur la perte en degré ou en quantité quelle que soit la perte réelle.

Le plus souvent, il propose la deuxième possibilité plus onéreuse mais en fait, lui même , ne s'assure que F.P.A. S'il manque du degré ou de la quantité à l'arrivée au port, il s'arrange pour faire le complément.

Un autre facteur qui, à l'heure actuelle, surcharge les coûts est l'achat des bons de répartition (nous verrons plus loin à quoi ils correspondent) qui se négocient en sous-main à 8 francs et même 10 francs l'hectolitre (1964).

b) Les frais de l'utilisateur

Ils comprennent d'abord les frais d'importation stricto sensu , plus les frais de l'importateur et sa marge brute qui couvre les frais généraux et la rémunération de ce même importateur.

D'après les déclarations des négociants, cette marge s'élève, en 1964, en moyenne à 2,40 francs par hectolitre. Sur ces 2,40 francs, le négociant aurait à payer le camionnage, le courtage et le représentant .

De SETE, les vins importés partent par fer (environ 70 %) sur les centres de consommation. D'après la S.N.C.F., les frais de transport en réservoirs ou containers sont de:

- 56,93 Fr la tonne sur PARIS (si l'on utilise un train complet on obtient une ristourne de 15 à 20 %),
- 60,02 Fr la tonne sur REIMS,
- 60,02 Fr " " sur STRASBOURG,
- 57,06 Fr " " sur NANCY.

Rendu à Bercy, les frais de l'utilisateur s'élèveraient donc, en moyenne, pour le 12° d'Alger:

- achat à la propriété	70,00	Fr
- frais et marge de l'importateur	24,45	-
- transport par fer	5,00	-
Total	99,45	Fr

pour le 13° d'Oran

- achat à la propriété	90,00	Fr
- frais et marge de l'importateur	27,69	-
- transport par fer	5,00	-
Total	122,69	Fr

Si l'utilisateur est le dernier négociant en gros de la chaîne ou s'il utilise les capsules-congés, il doit payer les droits spécifiques.

Les prix de revient totaux s'établissent alors ainsi:

<u>12° Alger</u>	<u>13° Oran</u>
99,45 Fr	prix de revient à l'achat 122,69 Fr
23,30 -	taxes 23,30 -
122,75 Fr	Total 145,99 Fr

Le même calcul sur un 11° acheté 5,60 Fr le degré donne rendu Paris 102,30 Fr l'hectolitre. Rappelons que ces prix sont ceux de 1964, en 1965 et 1966, l'augmentation du fret et de l'assurance a été compensée par une forte diminution des prix d'achat à la propriété. C'est ainsi que pour les frets nous avons pu obtenir les chiffres suivants, en 1965 (1)

- sur la Méditerranée

.à partir d'Alger, Bône, Philippeville: 2,5 Fr l'hl contre 2,40 Fr en 1964

.à partir d'Oran, Mostaganem, Béni-Saf: 3,5 Fr " contre 3,10 Fr,

- sur l'Atlantique

. de Bordeaux jusqu'à Brest 5,20 Fr l'hl

(1) chiffres communiqués par la Compagnie nationale de navigation

. à destination de Rouen, Dunkerque, Boulogne, Cherbourg,
5,40 Fr

Soit, si l'on tient compte que les 2/3 des quantités de vins empruntent les ports de l'Atlantique, une moyenne de 4,5 Fr l'hl.

C. Le comportement du marché

a) Les conditions générales dans le déroulement d'une campagne

L'étude des statistiques montre aisément que les prix du vin en France, passent par un minimum en Décembre, Janvier et Février et s'élèvent en Juin et Juillet. En période de taxation évidemment, les pointes de la courbe disparaissent et les prix sont stabilisés pour les douze mois. L'organisation de la campagne telle qu'elle est conçue actuellement tend à obtenir le même résultat en s'efforçant de faire respecter un prix indicatif.

Dans le courant de la campagne, divers éléments interviennent sur le niveau des cours.

Du côté de l'offre:

- le montant global de la récolte composé jusqu'à l'indépendance des deux productions algérienne et métropolitaine.
- la qualité des vins: selon les années, les vins de ports degrés font primes sur les vins de petits degrés, parfois c'est le contraire.
- en outre, sur le déroulement d'une campagne pèsent les prévisions quantitatives et qualitatives de la récolte suivante ainsi que les intentions gouvernementales en matière de déblocage, le gouvernement, en effet, tente par la régularisation et la mise hors marché, de faire respecter le prix de campagne(1).

(1) au sujet de cette dépendance des prix envers les caractéristiques de la récolte suivante nous rappellerons la formule du professeur MILHAU " c'est le vin nouveau qui fait le prix niveau " Etude économétrique du prix du vin en France. Causse, Graille et Castelnau, Montpellier 1936.

Du côté de la demande, ce sont les prévisions d'utilisation qui importent, or ces utilisations et notamment, la consommation taxée, la variation des stocks, se sont révélées remarquablement stables depuis quelques années particulièrement pour les moyennes annuelles.

C'est donc du côté des disponibilités qu'il faut rechercher l'élément important et perturbateur.

b) Les conditions spécifiques du marché des vins algériens

Au tout début de la campagne, les vins algériens primeurs sont recherchés pour rafraîchir les stocks de vieux vins. Ensuite le négoce poursuit ses achats pour procéder à des coupages avantageux avec les vins du Centre de la France. Ce n'est qu'en janvier que la demande se retourne vers les vins du Midi.

Les cours sur les places algériennes et pour le vin algérien rendu en France ont toujours dépendu assez étroitement de la qualité de la récolte française. Si celle-ci s'annonce médiocre en qualité, les vins forts font prime et par conséquent les vins médecins algériens sont particulièrement recherchés, dans le cas inverse les cours s'alourdissent.

Est-ce à dire que les importations n'ont pas quant à elles d'influence notable sur la tenue du marché ?

Il semblerait à travers le calcul des corrélations entre le volume des importations de chaque campagne et la valeur de l'indice réel des prix sur les principales places qu'elles aient peu d'influence(1). Ceci peut s'expliquer d'abord par le fait que ces importations ne peuvent agir sur les cours moyens car les viticulteurs ignorent leur valeur exacte en début de campagne, seules des estimations peuvent à ce moment là influencer les cours. D'autre part, le volume des importations, avant l'Indépendance a relativement peu varié si bien que cette corrélation, s'il y en a une, est difficilement perçue et noyée dans les autres dépendances.

(1) J. DUBOS " L'articulation et la mesure des variables qui influencent le marché vinicole et leur utilisation à la prévision " Revue GESTION septembre 1966 ed. DUNOD.

Depuis une quinzaine d'années, la primauté des vins algériens est une constante du marché. C'est ainsi que l'on peut noter la persistance d'un phénomène qui irrite considérablement les viticulteurs méridionaux, celui de la dissociation des cours de deux vins de qualité semblable selon qu'ils étaient d'origine algérienne ou métropolitaine. En 1953/1954, les cours relevés sur la place de Sète révèlent un écart atteignant presque 100 anciens francs le degré-hecto entre le prix des vins de pays et celui des vins d'Algérie de degré comparable. Près de dix ans plus tard durant la campagne 1962/63, un 12° concentré vaut 66 francs l'hectolitre franco-chai du commerce, le 12° naturel du Midi 73 francs, le 12° d'Algérie 85 à 90 francs.

Si l'on fait la part des manoeuvres spéculatives dont nous aurons l'occasion de reparler, il est néanmoins certain que la raison de cet écart doit être cherchée principalement dans l'inélasticité relativement plus forte de la demande des vins algériens.

c) Le négoce peut contribuer à amplifier les variations des cours

Dans les trois ou quatre mois qui précèdent une nouvelle campagne, les prévisions du commerce jouent sur l'estimation de la qualité et de la quantité de la récolte à venir.

Selon ses estimations, le commerce fait varier son stock en se portant acquéreur de forts ou de faibles degrés ou adopte une position attentiste. Dans le cas où il prévoit une récolte abondante et de faible degré, il tend à s'approvisionner en forts degrés, dans le cas contraire, il pratique la manoeuvre inverse. C'est là son rôle normal de tampon qui malheureusement ne recouvre pas toutes les actions de la profession. Le petit commerce surtout ne néglige pas de créer des situations de pénuries artificielles qui sont la base de certaines spéculations fructueuses.

§ 2 - Les modalités juridiques

Par modalités juridiques on entend :

- l'étude des cadres généraux dans lesquels s'inscrit l'écoulement des vins algériens en France,

- l'étude du statut juridique des importations
- l'étude de la fraude à laquelle ces importations donnent lieu

A. Les cadres généraux

La commercialisation des vins algériens en France est réglementée :

- à l'intérieur, par l'organisation de marché française
- à l'extérieur, depuis l'Indépendance, par les accords commerciaux passés entre les deux Etats.

a) L'organisation du marché

Tout l'intérêt du débouché français pour l'Algérie repose sur le fait qu'il est le seul à bénéficier d'une organisation de marché ceinturé d'un protectionnisme rigoureux. Ce marché, de plus, offre l'avantage de pratiquer des cours qui sont près du double de ceux pratiquement retenus dans le commerce international.

Jusqu'à l'Indépendance, la production algérienne a constamment bénéficié des mêmes mesures d'intervention, et du même soutien que le vin d'origine métropolitaine. C'est ainsi que pour lutter contre une continuelle surproduction, les mesures tendant à réduire la surface du vignoble ou à limiter les rendements étaient appliquées simultanément dans les deux territoires comme plus tard le blocage et la distillation obligatoire.

Le décret du 20 janvier 1950 clôt une brève période de liberté. Ce décret qui fut la première intervention d'après guerre sur le marché du vin, resta lettre morte par suite de l'effondrement des cours de la campagne 1950/1951.

Le décret du 30 septembre 1953, complété en 1954 et 1955, fixait, d'une part, des mesures d'intervention immédiate sur le marché du vin de consommation courante, en vue de l'organisation et de l'assainissement de ce dernier, d'autre part, des mesures à plus longue échéance, en vue de l'orientation de la production. L'application de plusieurs dispositions importantes de cette réglementation a été suspendue à partir de la campagne 1957/1958, en raison du déficit des récoltes 1957 et 1958.

Le régime prévu par le décret du 16 Mai 1959 dit " plan viticole " se rattache à deux préoccupations fondamentales:

- la régularisation et le soutien des vins de consommation courante,
- l'amélioration de la qualité.

Cette réglementation est précisée dans un décret de Juillet 1962 et reprise en Algérie, alors indépendante, par une ordonnance de l'Exécutif provisoire. A quoi tendait cette organisation ?

L'idée générale est de faire venir sur le marché les quantités nécessaires pour que les cours réels du vin se maintiennent proches d'un prix de campagne fixé à l'avance. Pour cela, on répartit la récolte en deux fractions, le quantum et le hors-quantum qui n'ont pas les mêmes facilités d'accès sur le marché et on fixe des règles d'écoulement.

Le quantum, précisé chaque année avant le 1er Août correspond aux besoins prévisibles du 1er Septembre au 31 Août (besoins de consommation, production d'eaux de vie et diverses utilisations industrielles). Au regard de ces besoins, les ressources sur lesquelles va s'imputer le quantum sont la production nationale de V.C.C., de A.O.C. et V.D.Q.S., et les importations (1).

Le décret de 1962 prévoit expressément que le quantum correspond " aux quantités de vin estimées nécessaires pour assurer l'approvisionnement du marché, compte tenu des prévisions d'importation " (2) . Les apports algériens sont donc repris, tout au moins pour une partie négociée, dans le quantum français.

Le hors-quantum comprend le reliquat de V.C.C., certains vins obtenus par des rendements trop élevés, des A.O.C. et des V.D.Q.S. déclassés ainsi que le reste des importations n'entrant pas dans le quantum.

(1) V.C.C. vins de consommation courante
A.O.C. vins d'appellation d'origine contrôlée
V.D.Q.S. vins délimités de qualité supérieure

(2) c'est nous qui soulignons.

Pour les vins du quantum d'origine française, trois genres de commercialisation sont prévues :

- une commercialisation normale; une petite partie étant libérée en début de campagne, le reste en 4 tranches tous les deux mois,
- une commercialisation accélérée; correspondant à la libération de plusieurs tranches à la fois,
- une commercialisation retardée; comportant le report de libération d'une tranche et son stockage sous contrat.

Pour les vins algériens du quantum, leur écoulement en France depuis l'Indépendance a été soumis à une réglementation particulière. Leur admission est depuis lors soumise à une autorisation de déblocage sous forme " d'avis aux importateurs " paraissant au journal officiel. Normalement la libération de ces vins, à l'image des vins d'origine nationale, suit un rythme bimestriel.

En ce qui concerne le hors-quantum, le décret de Juillet 1962 prévoyait pour ces vins une autre destination que le marché auquel ils pouvaient cependant avoir accès, soit par la procédure de compensation (1), soit par la procédure du stock-régulateur(2).

Cette organisation a été bouleversée par le décret du 31 Août 1964. Nous verrons, dans la troisième partie de ce travail, l'originalité de cette nouvelle réglementation.

b) Les négociations entre la France et l'Etat Algérien

Des négociations d'Etat à Etat ont été rendues nécessaires par l'accession de l'Algérie à l'Indépendance, la rupture des anciens circuits et la confrontation des deux territoires douaniers désormais autonomes.

-
- (1) La procédure de compensation ou volant compensateur comporte: une partie du hors-quantum national et la totalité du hors-quantum importé sont mis en volant compensateur. Pour être commercialisés, ces vins doivent faire l'objet d'une opération de transfert, c'est-à-dire que le négociant ou l'importateur qui veut commercialiser de ces vins doit obligatoirement acheter un droit de transfert. Ce droit de transfert est un certificat délivré par l'administration aux exportateurs pour chaque hl de vin exporté; les prix de ces droits sont libres
- (2) Le stock régulateur correspond à un stockage volontaire du hors-quantum national et importé avec l'aide financière de l'Etat.

Ces négociations s'inscrivent, cependant, dans un contexte de coopération bilatérale ayant pour base les accords d'Evian, qui dans leur article 6, précisent que la France s'engage " à offrir des facilités d'écoulement aux productions excédentaires de l'Algérie " . Il semble, dès lors, que la France continuera à admettre sur son territoire la totalité ou presque de la récolte algérienne. Des difficultés ne tarderont pas à apparaître, car la France ne s'engage, que parce que la fiction du vin français à travers la propriété des colons est encore soutenable alors qu'à l'opposé, l'Algérie entend conserver son entière liberté du point de vue de la réforme agraire et des transferts de capitaux.

La dégradation des rapports est perceptible dès le deuxième semestre 1962. Il s'agit des premières mises en "biens vacants " d'autorité, ou sous protection de l'Etat, de propriétés dans lesquelles " l'exploitation par les anciens colons risque de créer des troubles ". La France qui se déclare, en principe, non opposée à une reprise en mains par des nationaux algériens, voudrait que des garanties soient offertes, qu'une négociation d'ensemble s'engage sur une procédure respectueuse des intérêts de tous. Sous la pression des colons expropriés ou ayant fui l'Algérie, la France adopte les premières mesures de rétorsion en n'admettant que les vins dits "français" et en rejetant la production des premières vignes socialistes. Du côté algérien, la période de flottement prend fin avec les décrets de Mars 1963 qui prévoyaient la nationalisation de toutes les propriétés foncières coloniales. Cette mesure ne prendra effet qu'au 1er Octobre de la même année.

Au début de la campagne 1962/63 et pour contrôler l'origine des vins introduits sur son territoire, la France met en place le système des certificats d'origine visés par les consuls.

Avant l'expropriation totale d'octobre 1963, l'Algérie prend l'engagement de laisser le bénéfice de cette dernière récolte aux exploitants français et aussi à permettre un transfert équitable de son produit en France à condition qu'aucune discrimination ne soit faite entre les deux vins quant à leur admission sur le territoire français.

En fait, les vins d'origine socialiste continuent à être saisis judiciairement par les colons repliés à l'arrivée dans les ports français, d'un autre côté, les promesses de transfert ne sont pas tenues.

Des négociations s'engagent en Novembre 1963 d'où il ressort que la France absorbera un contingent de vins d'Algérie de 8.750.000 hl pendant l'année civile 1963 . Ce contingent est pluri-annuel mais dégressif sur 5ans pour atteindre 7 millions d'hl en 1967 (1). Pour la première année d'application de l'accord, il est fixé en outre un pourcentage défini de vins encore sous la propriété des colons et de vins socialistes qui devront être admis.

Cet accord bouleverse complètement les données traditionnelles du marché viticole français et algérien. Le marché français retrouve l'autonomie perdue en 1867 et la viticulture algérienne de solide qu'elle était, apparaît sous un jour nouveau, elle devient une construction artificielle, fragile , entièrement tournée vers l'extérieur. Il a fallu l'Indépendance pour que les viticulteurs français obtiennent ce qu'ils ont cherché de tous temps à imposer, le contingentement .

Les prix d'achat n'avaient pas été réglés par l'accord de Novembre. La France qui garde les yeux sur ses cours intérieurs fixe unilatéralement des prix plafonds pour les vins de 11° et 12° qui resteront en discussion jusqu'en Janvier 1964.

La première année d'application de l'accord donna lieu à quelques tiraillements, les vins des colons ayant été acheminés plus rapidement que les vins socialistes. D'autres difficultés temporaires surgirent quant à la situation du reliquat des vins français non compris dans le contingent (38 %) (2) .

-
- (1) En vertu de l'accord, 75 à 80 % du contingent annuel sera commercialisé aux prix intérieurs français (quantum), le reste soit 20 à 25% sera assujéti au paiement de la moitié des droits du T.E.C. (tarif extérieur comau)

Ce contingent sur 5 ans se répartit ainsi

année 1963	8.750.000 hl	année 1966	7.250.000 hl
" 1964	8.250.000 -	" 1967	7.000.000 -
" 1965	7.750.000 -		

Revue O.N.A. (Office des nouvelles algériennes) Juillet 1964

- (2) La situation des vins français ne fut épurée que par l'autorisation d'importation de 300.000 hl hors contingent le 23 décembre 1964.

Des frictions d'un autre ordre intervinrent à partir de 1964. On constatait, en effet, du côté français, que les mécanismes de soutien des cours qui limitaient les quantités commercialisables des vins métropolitains étaient mis en échec par des importations algériennes à des cours anormalement bas, (rendus possibles par des fraudes sur le degré-alcoolique auxquelles se prêtaient exportateurs algériens et importateurs français) . Le gouvernement français exige désormais en 1966 que l'importation se limite à des vins titrant au moins 12°, à des prix planchers départ Algérie voisins du prix minimum d'intervention.

B. L'organisation juridique des importations

A l'intérieur des cadres généraux précédemment décrits, l'écoulement du vin algérien sur le marché français, après la courte période anarchique de la campagne 1962/63, a fini par être réglementé très étroitement .

L'ouverture de la campagne 1962/63 est précédée d'une période d'affolement où les colons et les importateurs activent leurs opérations. Pour répondre aux premières expulsions des colons, la France interrompt ses importations qui restent immobilisées dans les chais portuaires et sur les navires .D'autre part, la récolte française de 1962 est exceptionnelle puisqu'elle atteindra 73 millions d'hl. Le gouvernement et les viticulteurs français font leurs calculs; si l'on continue d'importer la totalité de la récolte algérienne soit en moyenne 13 millions d'hl, le stock à la propriété risque de s'élever à 30 millions d'hl en Août 1963.

D'un autre côté, des courants commerciaux doivent être respectés et la solidarité nationale exige que les vins des colons soient écoulés.

C'est dans cette atmosphère tendue que s'élaborera en 1963 le régime des importations. Des déblocages partiels se succèdent au gré de la conjoncture politique et de la tenue des cours français.

Conformément aux principes de l'organisation de marché, alors en vigueur, la distinction interne entre vins librement commercialisables et vins hors marché est appliquée aux importations. Les vins qui sont classés hors marché sont affectés automatiquement au volant compensateur. Chaque ouverture de tranche par " avis aux importateurs " fait l'objet d'une affectation expresse.

Le contingent est réparti entre les bénéficiaires d'une manière administrative au moyen de bons d'attribution. En effet, à partir du moment où on limite l'importation d'un produit très recherché à un certain volume ne couvrant pas les besoins, il devient nécessaire de le répartir entre les demandeurs de la manière la plus équitable possible. La préoccupation principale est ^{de} respecter évidemment les courants commerciaux déjà établis en affectant à chacun des demandeurs un pourcentage de réduction égal sur la base de ses antériorités. Par suite, on a été amené à créer un système de bons de répartition que l'on a fait attribuer par l'intermédiaire d'un organisme professionnel (la Confédération Nationale des vins et Spiritueux, C.N.V.S.).

L'attributaire, en recevant sa quote-part, souscrit un certain nombre d'engagements:

- pour la campagne 1963/64, l'importateur s'engage à ne faire venir que des vins titrant au moins 11° et à respecter certains prix plafonds; 5,60 Fr le degré-hecto pour les 11°; 5,80 Fr pour les 11°6 et 6 Fr pour les 12°
- ces derniers prix sont entendus FOB Algérie c'est-à-dire toutes taxes algériennes comprises.

Si l'importateur ne respecte pas ses engagements, il peut être obligé de recéder ses vins au Groupement d'achat créé par la CNVS. De même si le gouvernement le juge nécessaire pour la stabilité des prix, il peut être obligé de les recéder, aux prix plafonds indiqués, au groupement d'achat .

L'importateur s'engage, enfin, à respecter les courants commerciaux, c'est-à-dire dans son cas, à réserver à chacun de ses clients lui ayant acheté en acquit de ces vins durant les trois campagnes de référence, un pourcentage équivalent à celui qui lui est attribué en fonction de ces propres antériorités.

La mise à la consommation des vins importés en quantum est libre. Il en est de même pour les vins du volant compensateur re-placés dans le quantum par l'achat des bons de transfert .

En gros, les vins importés ont deux sortes d'écoulement:

- un écoulement en l'état, faible en volume et qui répond à certains goûts très particuliers de la Bretagne et du Nord de la France,

- un écoulement sous forme de coupage, très généralisé, le Code du vin l'ayant admis pour les vins d'origine algérienne alors qu'il le proscriit expressément pour ceux de l'étranger. Cette disposition n'a pas été modifiée par l'accession de l'Algérie à l'indépendance (1).

C. La fraude à laquelle donnent lieu ces importations

La complexité de la législation viticole a toujours réservé d'importantes possibilités de fraude et de trafic fructueux au commerce des vins et notamment dans le secteur l'importation. Cela tient fondamentalement à ce que les vins algériens et métropolitains, tous deux indispensables à l'élaboration du produit fini, restent, même à équivalence de degré, deux produits distincts répondant à des besoins différents. D'où tentation de fraude sur la provenance et de manipulations artificielles des cours. De plus, la récente législation crée l'occasion de nouveaux trafics tels que ceux des bons de répartition et des droits de transfert que nous signalons sans plus nous y attarder.

(1) Les associations viticoles demandent à l'heure actuelle l'abrogation de cette disposition; voir "le Monde " du 2juillet 1966 compte-rendu du Congrès de la FAV (Fédération des associations viticoles).

a) Le détournement de provenance (1)

Lorsque le mélange, vin algérien-vin français, est vendu pour ce qu'il est, c'est-à-dire soit sous marque sans autre précision que le degré, soit sous simple dénomination de vin ou de vin de coupage, il n'y a rien à redire. Par contre, il y a détournement de provenance et fraude toutes les fois où il est laissé croire, même sans le dire expressément, qu'un vin est entièrement d'origine algérienne alors qu'on y a incorporé pour partie des vins métropolitains. Ces détournements ont porté sur des quantités énormes, plusieurs millions d'hectolitres durant la dernière décennie et ont gravement influencé la tenue du marché. Les dossiers de la Confédération Générale des vignerons du Midi sont extrêmement fournis en affaires de ce genre. En métropole, le service de la répression des fraudes a dressé des procès-verbaux d'infraction où la proportion des vins français dans les mélanges dits " vins algériens " atteint 20 à 85 %. On a même constaté des mouvements insolites de vin de France vers l'Algérie dans la période 1949-1953 (en 1952/53 on relève 417.783 hl pour lesquels la Journée vinicole écrit " les dits volumes reviennent dans la métropole, mais sous la forme de vins à haut degré ").

A Rouen, l'une des plus importantes maisons d'importation vend 220.000 hl de vins frauduleux, comprenant 20 à 30 % de vins du Midi, et 10 % à 15 % de vins de l'Ouest. Dans les seules années 1952 et 1953 pour 8 firmes commerciales de la région sétoise, les reventes frauduleuses ont porté sur 524.200 hl de vins sous dénomination "vins d'Algérie" " vins d'Oranie " "Mascara" etc... Les Cours de Montpellier et de Nîmes ont plusieurs affaires de ce genre chaque année.

b) La manipulation artificielle des cours

C'est une pratique habituelle du commerce importateur de pousser à la constitution d'une côte fictive des vins algériens(2).

(1) COMBES D. brochure sur la "Fraude et le prix du vin" extraite du Bulletin trimestriel du Centre Régional de la Productivité et des Etudes Economiques, Montpellier 1955

(2) Les commissions interprofessionnelles chargées de relever les cours des vins sur les grandes places de cotation n'enregistrent, en fait, que les cours prévus dans les contrats qui....

Il est courant, en effet, de constater pour deux vins de même degré et de qualité semblable mais d'origine diverse, des différences énormes de prix (plus de 100 anciens francs le degré-hecto). Nous avons déjà dit que ce phénomène pouvait s'expliquer en partie par la structure de la demande mais les manoeuvres frauduleuses n'en sont pas moins réelles.

Cette manipulation qui s'exécute sur contrat fictif entre deux maisons comparses, intéresse les importateurs à un double titre; d'une part, elle entraîne un bon bénéfice sur la différence entre le prix de revient réel et les cours officiels quai-arrivée, surtout si l'opération s'accompagne d'un trafic sur la provenance, d'autre part, elle permet d'influer sur le rythme des autorisations d'importation tout en dépréciant les vins métropolitains .

Nous citerons, pour ce dernier aspect, deux exemples:

- En juillet 1962, les maisons d'importation ont trouvé à acheter sur les marchés italiens et espagnols des vins de bonne qualité à 2,1 francs le degré-hecto. Pour inciter le gouvernement à accorder des autorisations d'importation exceptionnelles et leur permettre de renter ces vins déjà payés, ces maisons poussent à la hausse les forts degrés pour leur faire crever le prix plafond de la campagne

- De même en Mai-Juin 1964, il y a eu une manoeuvre tendant à déprécier les vins métropolitains par le ralentissement des achats et la non "retiraison" des stocks déjà achetés dans les chais des producteurs, manoeuvre doublée d'une poussée sur les forts degrés pour que de nouveaux contingents soient ouverts, qui aboutirent en Mai 1964 à l'ouverture d'un contingent marocain.

Chapitre 3 - PLACE du VIN ALGERIEN sur le MARCHE FRANCAIS

§ 1 - Bilan quantitatif

.....

..... suite de la page 80

.... leur sont communiqués, c'est-à-dire une fraction non déterminée et souvent peu représentative de l'ensemble des transactions.

Nous mettrons en évidence les tableaux suivants:

A. Productions françaises et algériennes (en milliers d'hl)

Tableau n° 2

années	France(1)	Algérie(2)	Total
1953	56.924	18.287	75.211
1954	58.807	19.297	78.104
1955	60.068	14.267	74.335
1956	50.451	18.430	68.881
1957	32.500	15.286	47.786
1958	46.145	13.827	59.972
1959	58.276	18.601	76.877
1960	61.192	15.850	77.042
1961	46.714	15.631	62.345
1962	73.477	12.278	85.755
1963	56.082	12.575	68.657
1964	60.800	10.910	- -
1965	66.500	16.300 (3)	- -

Moyennes France seule: 1953 - 1962 sur 10ans 54.371

France+Algérie : 1953 - 1962 sur 10ans **70.630**

1959 - 1963 sur 5 ans 59.148

B. Apports extérieurs sur le territoire français(milliers hl)

Tableau n° 3

campagnes	Algérie (1)	Tunisie-Maroc	divers	Total
1953/54	13.313	685	38	14.036
1954/55	16.147	1.162	51	17.870
1955/56	13.582	1.793	45	15.420
1956/57	14.412	2.074	54	16.540
1957/58	14.199	2.359	3.332	19.890
1958/59	11.758	2.556	1.828	16.142
1959/60	13.482	2.371	55	15.908
1960/61	13.391	1.894	50	15.335
1961/62	14.299	2.360	51	16.710
1962/63	9.298	2.443	77	11.818

(1) Source I.V.O.C

(2) Tableaux de l'Economie algérienne 1960 et Ministère de
l'Agriculture et de la Réforme agraire (MARA)

(3) Ministère des Finances (statistiques douteuses)

Moyenne des apports extérieurs

1954 à 1963 sur 10 ans : 15.970.000 hl
1959 à 1963 sur 5 ans : 15.182.000 -

Moyenne des apports algériens

de 1953/54 à 1961/62 sur 9 ans : 13.842.000 hl

La corrélation calculée entre la production annuelle de la France métropolitaine et les apports algériens n'est pas du tout significative (sur les 9 ans, elle égale 0,023).

§ 2 - Bilan qualitatif

.....

A. Caractéristiques de la production française

a) La production des vins A.O.C.

Source I.V.C.C.

Tableau n° 4

années	A.O.C.	autres vins	Rapport AOC autres vins
1954	6.519.000	52.289.000	13.2 %
1955	8.028.000	52.040.000	15.4 %
1956	4.699.000	45.752.000	10.2 %
1957	3.925.000	31.275.000	12.5 %
1958	6.227.000	39.918.000	15.5 %
1959	6.587.000	51.689.000	12.7 %
1960	8.643.000	52.549.000	16.4 %
1961	6.649.000	40.065.000	16.5 %
1962	10.088.000	63.089.000	15.9 %
1963	8.922.000	47.160.000	18.9 %
Moyennes	7.028.000	47.613.000	14.7 %

b) La production des V.D.Q.S.

Source I.V.C.C.		Tableau n°5	
années	France	Algérie	Total
1954	1.397.338	840.138	2.237.476
1955	2.129.359	1.051.190	3.180.549
1956	2.447.102	803.458	3.250.560
1957	1.876.695	1.034.024	2.910.719
1958	2.506.512	834.970	3.341.482
1959	1.029.086	741.765	1.770.851
1960	1.939.005	929.706	2.868.711
1961	2.775.458	930.571	3.706.029
1962	3.234.188	-	-
1963	3.348.543	-	-

c) Les vins de consommation courante, V.C.C.

Sur dix ans, la production en V.C.C. représente une moyenne de 45,314.600 hl auxquels il faut ajouter les A.O.C. et V.D.Q.S. déclassés. Dans cette période, le commerce a déclassé environ 11.939.000 hl d'A.O.C., c'est-à-dire une moyenne annuelle de 1.193.000 hl.

Les vins de mauvaise qualité et qui sont potentiellement destinés à être coupés sont ceux des régions dites périphériques. De plus, certaines années de pluies ou de maladie ayant empêché le mûrissement, c'est aussi une importante partie des vins du Midi qui appellent le mariage avec les vins de l'Oranie ou de l'Algérois.

Quels sont plus précisément les vins destinés à être ordinairement coupés avec les vins algériens ?

Par suite de la pénurie consécutive à la guerre de 1939/1945, en raison aussi des prix élevés à la production qui l'ont suivie, on a assisté à un développement important des surfaces consacrées à la vigne dans des régions qui n'avaient pas une vocation naturelle pour cette culture.

Les vins produits dans ces régions sont légers, acides, de qualité médiocre, et de conservation malaisée. Un débouché intéressant leur était cependant assuré grâce à leur coupago avec des vins médecins algériens.

Ces vins ont pour origine les régions suivantes:

	<u>Production moyenne</u>
- Sud-Ouest (Gers, Haute-Gar, Tarn et Gar; Lot et Gar,).	3.800.000 hl
- Vallée de la Loire et Ouest (Loir et Cher, Loiret, Vendée, Deux-Sèvres, Loire Atlant, Maine et Loire)	3.300.000 hl
- Haute et moyenne vallée du Rhône (Ain, Ardèche, Isère)	1.700.000 hl
- Centre (Allier, Aveyron, Cher, Indre, Puy de Dôme, Loire)	1.100.000 hl
- Charentes (Charente, Charente Maritime)	3.300.000 hl
Total	13.200.000 hl

D. Les besoins du marché français

Pour la couverture de ses besoins, tant pour les utilisations internes que pour l'exportation, le marché français faisait appel à la production algérienne.

a) La consommation taxée

Sur une consommation taxée de 46 à 47 millions d'hl, la part des vins algériens s'élèverait à 12 ou 13 millions d'hl si l'on déduit les vins algériens qui passaient à l'exportation. Au total donc le 1/4 de la consommation est d'origine algérienne.. Sur ces 13. millions d'hl, une partie était bue pure ou presque, notamment les V.D.Q.S. Signalons toutefois que bien avant l'Indépendance, les VDQS algériens tendaient à disparaître en tant que tels du marché où l'on procédait à leur banalisation dans des proportions de plus en plus importantes.

Pour les vins coupés, le pourcentage des vins algériens dans les mélanges croissait régulièrement en allant du Sud au Nord . Ce pourcentage était très faible au-dessous de la Loire, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines même industrielles comme la région de Saint-Etienne avec un maximum de 15 à 20 %. Il s'élevait rapidement au Nord de la Loire pour atteindre et dépasser 50 % au-dessus de la région parisienne. Les antériorités déclarées pour la délivrance des premiers bons de répartition donnent pour les années 1960/61 le total moyen de 5,5 millions d'hl algériens pour Paris. Dans le Nord (complexe Lille, Roubaix, Tourcoing, Dunkerque) ce pourcentage atteint 60 % et même 70 % en Bretagne, dans les centres industriels (Morbihan, Finistère, Vendée).

b) L'exportation

Les exportations françaises de vin se sont élevées à une moyenne de 3 millions d'hl pendant les dix dernières années.

Il est impossible de savoir quelle est la contribution exacte du vin algérien dans ces exportations. Les milieux professionnels la chiffrent environ à 80 % des vins de consommation courante, c'est-à-dire qu'il faut déduire des chiffres des exportations, les A.O.C. et les vins destinés aux utilisations industrielles qui seraient en principe d'origine française.

CONCLUSION de la 1er partie

Avant l'Indépendance, le vin algérien entraînait pour un quart dans l'ensemble de la consommation taxée métropolitaine et constituait la part la plus importante des mélanges offerts aux consommateurs de la région parisienne, du Nord et de Bretagne. Une telle place n'a pas été acquise d'emblée; elle est cependant moins le résultat d'un effort de pénétration des producteurs coloniaux que d'une série de facteurs favorables.

Résumons les brièvement:

- l'évolution simultanée des deux vignobles qui, mis en contact, perdent leur autonomie respective. Le déclin qualitatif est net en France, mais il est, en un certain sens, non moins sensible en Algérie où la production devient de moins en moins commercialisable sans le secours de l'oenologie corrective.

- les révolutions techniques dans le transport, le conditionnement, l'information,

- les différences dans les prix de revient à la propriété,

- l'élévation générale du niveau de vie et la standardisation des goûts,

- l'apparition de nouvelles régions consommatrices,

- la généralisation des méthodes industrielles qui, en s'introduisant dans le négoce du vin, entraîne la recherche de processus de fabrication de plus en plus simplifiés.

Mais notre propos est plus ambitieux. Il est utile de préciser ce qui à nos yeux constitue l'élément décisif du succès des vins algériens afin de juger si ce trafic correspond à un besoin précis et permanent du marché français. La place que nous avons accordée aux questions commerciales souligne déjà l'optique qui nous apparaît la plus propre à expliquer ce phénomène. En effet, la logique seule des impératifs commerciaux suffit largement à éclairer ce dernier.

Dans l'ancien système traditionnel, les premiers recours à la production algérienne nous apparaissent rétrospectivement comme une opération de survie face à l'effondrement de la production nationale et à la concurrence menée par les fabricants de vins artificiels étrangers au monde du négoce. Ces vins importés uniquement pour compenser le déséquilibre quantitatif, en raison de leur qualité médiocre durent être coupés avec des vins locaux avant d'être commercialisés. Le négoce portuaire dont c'était la fonction traditionnelle, opéra normalement le mélange suivant ses propres techniques. Le déséquilibre quantitatif put être résorbé par ce biais et la substitution des approvisionnements s'opérer apparemment sans conséquences importantes.

La reconstitution fit néanmoins apparaître de larges trous sur la carte du vignoble ainsi qu'une dégradation des qualités dans les régions de tradition viticole tout ceci s'opérant d'ailleurs avec un accroissement de la production. Si l'on peut imputer aux arrivages algériens une part de responsabilité dans l'apparition des crises de surproduction, il semble difficile de leur attribuer, du moins au début, la dégradation catastrophique des qualités. Cette dernière semble plutôt être due à l'engouement généralisé pour les cépages hybrides hautement productifs d'origine américaine ainsi qu'à l'apparition des vignes dans les basses plaines. A l'inverse, les colons en apprenant à vinifier maîtrisaient rapidement le dernier handicap freinant l'écoulement de leur production et, par ailleurs, opposaient une louable résistance à l'envahissement des cépages trop productifs.

Le négoce devant ces évolutions qualitatives contradictoires est conduit à modifier le principe de ses coupages et à utiliser les vins algériens pour couvrir les qualités médiocres qu'il acquiert sur le marché national. La différence des prix d'achat à la propriété est suffisamment importante en elle-même pour expliquer la continuité du trafic malgré les frais d'approche. Les besoins en vins de forts degrés se précisent avec la croissance des gros acheteurs parisiens et leur apparition sur les places de production. La demande, de ce fait, prend une forme de plus en plus massive, le système du paiement au degré de la marchandise encourageant les producteurs coloniaux à se spécialiser dans la production de vins médecins à degrés élevés.

L'entrée dans le circuit de distribution des grands embouteilleurs parisiens a amené l'installation sur une échelle industrielle d'un système qui n'avait été qu'esquissé par les anciennes maisons importatrices et à le pousser jusqu'à ses conséquences ultimes. Désormais, il leur apparaît inutile et onéreux de se livrer à des manipulations compliquées, les imperfections les plus criardes pouvant être gommées par un apport plus ou moins considérable de vins nord-africains.

Mais dira-t-on, l'évolution des goûts n'a-t-elle pas facilité cette substitution ?

Il est certain que l'élévation du niveau de vie général a fait apparaître une nouvelle couche de consommateurs sans grande expérience, ne répugnant pas à acquérir des produits de série prévenus par la publicité, et conditionnés à n'apprécier que la couleur et le degré. C'est par exemple le cas des populations bretonnes récemment acquises à cette consommation. Mais le négoce a consciemment flatté les tendances naturelles qui, en uniformisant les goûts, permettaient d'aborder les productions de masse et d'améliorer la rotation et le rendement des capitaux. Cette évolution des techniques a entraîné un processus généralisé de concentration à l'image du mouvement qui emportait l'ensemble des activités de distribution. Les vins algériens ont constitué la matière de base sur laquelle s'est bâti cet empire.

Que peut-on mettre à l'actif et au passif d'une telle évolution ?

Il n'est d'abord pas niable que cette technique a permis une certaine pénétration commerciale en élargissant socialement et géographiquement le marché de consommation. Cependant, ces dernières années, les perspectives d'accroissement ont été fermées par l'inéluctable saturation des besoins et surtout l'élévation trop marquée des prix de vente, ceux-ci se trouvant de plus en plus grevés de taxes et de frais tertiaires surpassant largement les prix de revient. Les répercussions plus graves sur les structures de production tant en France qu'en Algérie ont déjà été signalées. On conçoit qu'il puisse exister, au niveau de ces grandes maisons, un besoin important de vins médecins sous peine de voir remettre en cause toute une stratégie de fabrication et de commercialisation. Mais l'importance de ce besoin réel, incompressible, n'est évidemment pas du niveau atteint par les volumes achetés avant l'Indépendance.

S'il en a effectivement coûté au commerce de perdre près de la moitié de ses approvisionnements traditionnels, on peut constater qu'il n'en a guère souffert dans son chiffre d'affaires. En ce qui concerne les exigences des consommateurs habitués aux vins nord-africains on peut estimer qu'il existe un seuil au-delà duquel la substitution pourrait devenir difficile. On comprend qu'il ne s'agit là que d'estimations personnelles rendues vraisemblables par l'évolution de ces quatre dernières années.

La transformation accélérée des structures commerciales est venue renforcer les enchaînements économiques élémentaires dont il faut maintenant faire l'analyse afin de nous donner les voies d'une remise en cause du statut colonial et plus avant du statut de dominé.

Les lois économiques ne peuvent être interprétées que dans un cadre spatial et structurel donné (grandeur et évolution de l'espace économique, politique économique, échelle des stimulations des diverses activités etc...). Notre deuxième partie aura pour objet l'étude de ces points qui reflètent fondamentalement les raisons ayant motivé l'expansion de la viticulture coloniale, étude qui débouchera tout naturellement sur l'examen des conséquences de cette expansion sur le milieu lui-même.

Deuxième Partie

POIDS DU VIGNOBLE DANS L'ECONOMIE ALGERIENNE

La viticulture a accusé par son système de production et par ses effets sur le milieu les caractères fondamentaux du statut colonial, le déséquilibre structurel interne et l'enchaînement à l'économie dominante.

Première sous-partie

LE DESEQUILIBRE STRUCTUREL

ou le déséquilibre interne.

Chapitre 1 - RAISONS de la PREDOMINANCE VITICOLE

§ 1 - L'incitation du marché

.....

Nous pensons que pour être éclairante l'analyse de la structure agricole algérienne et l'explication de la prédominance viticole, doivent être placées au niveau des relations entre les deux territoires, des stimulations et des contraintes propres à l'espace économique franco-algérien pris dans son ensemble. Il ne sert à rien de se limiter aux données naturelles ou économiques locales dans un système d'interpénétration des marchés. Dans un tel système le contenu des plans des ressortissants du territoire étudié peut largement déborder les lieux où sont groupés les moyens personnels et matériels dont ils disposent (1).

(1) PERROUX F. " Quaterly Journal of Economics "N° 1 1950

" L'espace économique se caractérise: par le système de relations qui constitue le contenu des plans de ses ressortissants et qui débordent les lieux où sont groupés les moyens dont ils disposent, par les relations d'homogénéité "

Ainsi lorsque nous considérons l'agent économique algérien, qu'il soit individu ou entreprise, son comportement ne peut être compréhensible économiquement que si nous le replaçons à l'intérieur du véritable champ de forces qui s'exercent sur lui. Cette remarque nous offre d'ailleurs la seule approche valable de la distinction entre secteur moderne et secteur traditionnel. Les agents du secteur moderne sont des agents qui oeuvrent dans l'espace économique total, qui en subissent les incitations et qui en retour y répondent logiquement. Les agents du secteur traditionnel sont tous ceux qui sont en marge de cet espace économique et oeuvrent dans un champ plus restreint (famille, douar, commune, marché local). Ceci ne veut pas dire que ces derniers ne subissent pas certaines contraintes de l'espace économique global, mais ils n'y répondent pas positivement se souciant peu de s'y adapter d'une manière rationnelle. Cette distinction ne recouvre pas exactement la distinction classique entre économie monétaire et économie de subsistance et à fortiori moins encore celle d'économie européenne et musulmane. A ce titre, il est incontestable que les activités viticoles font intégralement partie du secteur moderne.

A. L'espace économique franco-algérien

La formation d'un espace économique cohérent comme l'espace franco-algérien, n'a pas résulté automatiquement du débarquement des troupes d'invasion en Algérie. Il a été le résultat d'une série de mesures administratives et de politique économique tendant d'une part à créer, dans le territoire envahi et au profit de l'envahisseur, un cadre institutionnel homologue au cadre métropolitain, d'autre part à lier ce territoire entier à l'économie dominante en l'incluant dans son cordon douanier. De la première intention relève l'assimilation officielle des législations civiles et commerciales (droit de propriété, liberté d'entreprise); de la deuxième, relève la suppression des obstacles aux échanges dans les deux sens (1).

(1) Rappelons que les productions algériennes entrent en franchise en métropole dès 1854. L'union douanière intégrale date de 1884 et le monopole de pavillon de 1889.

Ces considérations théoriques sur la notion d'espace économiques nous ont paru nécessaires afin d'introduire une distinction intéressante et que nous emprunterons au professeur MILHAU (1); c'est la distinction entre les produits qui bénéficient ou non d'un marché national.

Un produit peut avoir un marché international, national ou local. Les frontières géographiques d'un marché sont rarement quelque chose d'éternellement stable, elles dépendent de la technique du moment(transport, conditionnement) et de la politique douanière. Si nous prenons le blé, par exemple, on constate qu'au XIX^e siècle son marché peut être qualifié d'international. Les prix intérieurs ne sont séparés des prix mondiaux que par le faible écart des droits de douane. A partir de 1929, avec le renforcement de ces mêmes droits, les prix intérieurs français décrochent des prix mondiaux, le marché du blé devient alors un marché national. Si nous prenons maintenant le vin, nous constatons qu'il a toujours été, sauf en de très courtes périodes un marché national (2) à la fois pour des raisons de protectionnisme mais aussi parce que la France constitue, pour ce produit, un centre exceptionnel de production, de consommation et de transactions.

De ces phénomènes réglementaires, techniques et économiques, il résulte que l'on peut toujours classer les produits dans une période donnée, soit sous l'étiquette de marché national, soit de marché international (ou simplement local). Cette possibilité qu'a le pouvoir économique de lier à volonté les prix des produits aux prix internationaux ou de les décrocher selon son bon vouloir du moment, est un élément important de l'effet de domination.

La notion géographique de marché est en somme une application, produit par produit, de la notion plus large d'espace économique. Elles ne se recouvrent pas entièrement, ou plutôt l'addition des marchés de tous les produits ne donnera^{pas} exactement la notion d'espace; celle-ci plus féconde intègre les phénomènes hors marché (structures d'encadrement et structures mentales).

(1) MILHAU J. " Traité d'Economie Rurale " P.U.F. 1954

(2) MILHAU J. " Traité d'Economie Rurale " page 239 Tome 2

Nous utiliserons la notion géographique de marché plus maniable pour analyser les raisons de la prédominance viticole dans l'économie agricole algérienne, par l'étude des limites et du champ de forces du marché du vin et des marchés des autres produits.

Le problème que nous soulevons n'est autre que celui de la plus ou moins grande intégration des parties composantes de l'agriculture algérienne à l'économie nationale et régionale. La notion de marché doit être précisée et peut parfois signifier liaison technique directe entre les " outputs " de l'agriculture et l'industrie. Cette intégration peut être analysée aussi bien au niveau local (colonie) que national.

B. Limites et champ de forces du marché du vin

a) les limites géographiques

Nous l'avons dit, le marché du vin a été un marché national sauf en de très courtes périodes, continuellement protégé par des barrières contingentaires et fiscales. Seuls ou presque, les vins algériens ont été admis en franchise dès 1867. Notons d'ailleurs, que ces dispositions libérales furent prises avec retard par rapport aux autres produits, admis dès 1851. Pour les vins étrangers, la période phylloxérique et la pénurie qui s'en suivit, entraîna le gouvernement à baisser les barrières douanières . Dès que la détente se fit sentir, on en revint à la protection par les lois douanières de 1888 et de 1892. Par la suite, il n'y eut plus de disposition aussi libérale et surtout de caractère aussi général. On note simplement l'ouverture de contingents de faible volume en faveur des autres pays maghrébins et à l'occasion de soudures difficiles l'ouverture de quelques contingents pour les vins étrangers.

b) L'offre et la demande

A ce stade de notre travail, l'offre et la demande ne seront saisies que dans leur évolution très générale.

La crise phylloxérique ayant ravagé le vignoble français, un écart impressionnant s'était créé entre les disponibilités^{les} et les besoins. Forts de cette constatation, les producteurs algériens poussèrent leurs avantages. La reconstitution du vignoble métropolitain sur plants à hauts rendements, leur propre crise phylloxérique vinrent ralentir leur élan. La période qui va de 1900 à 1907/8 est caractérisée par de profondes crises de surproduction qui jettent le désarroi tant en Algérie que dans le Midi viticole. Ensuite s'ouvre une période d'euphorie qui durera jusqu'en 1930. Durant cette dernière période, le marché est à peu près équilibré, la production franco-algérienne étant absorbée par les besoins intérieurs. Le vignoble se reconstitue rapidement dans la colonie et conquiert de nouvelles superficies. A partir de 1930, le déséquilibre apparaît de nouveau d'une manière endémique. Au tout début, ce déséquilibre est masqué par une succession de mauvaises récoltes métropolitaines de 1930 à 1932. Cependant, la production algérienne dont la moyenne était de 7 à 8 millions d'hl de ^{vins}mauvais jusqu'en 1922 double en dix ans pour atteindre 20 millions d'hl de vins de bonne qualité (1). Dans ces conditions, il était normal qu'apparaisse en fin de compte, alors que la demande commençait à s'essouffler, une période de surproduction indéfinie.

c) Liberté ou taxation

On peut trouver, selon le professeur MILHAU (2), deux périodes où le marché du vin fut un exemple presque parfait de marché concurrentiel atomistique, de 1919 à 1933 et de 1947 à 1951. Il fut aussi à d'autres périodes un excellent exemple d'interventionnisme poussé à l'extrême, parfois incohérent et contradictoire dans ses objectifs et qui couvrit de longues années de 1933 à 1947 et de 1951 à nos jours.

(1) les surfaces doublent aussi 1925, 200.000 ha; 1935, 400.000 ha

(2) MILHAU J " Traité d'Economie Rurale " op cité

En période de liberté, les prix connaissent d'amples et brutales variations et qui, il faut bien le souligner, furent plus douloureuses pour les viticulteurs métropolitains, faibles et inorganisés que pour les colons. Ces pulsations conjoncturelles eurent, cependant, des effets importants; concentrations, recours au marché financier, diversification des cultures et notamment le maintien des céréales comme élément stabilisateur même dans les exploitations modernes furent les résultats les plus apparents.

En période d'interventionnisme, les procédures de stabilisation utilisées en agissant, soit sur la production, soit directement sur les prix ont eu pour but principal le maintien d'un cours avantageux à la production suffisamment rémunérateur pour les viticulteurs socialement intéressants (ceux du Midi); les récriminations qui s'élèvent^{alors} dans la colonie contre le statut viticole ne furent pas sans objet puisque ce statut aboutissait à stopper l'extension du vignoble et à pénaliser les hauts rendements. Du point de vue de l'intérêt général de la viticulture comme du point de vue de l'intérêt bien compris de l'Algérie, on ne peut en dire autant. C'est en effet à ce "monument de malthusianisme" que l'Algérie doit, à l'heure actuelle, de n'avoir pas un vignoble de 600.000 ha à liquider ce qui accroîtrait singulièrement les difficultés.

Les procédures d'intervention ont été examinées dans le chapitre consacré à la commercialisation. Soulignons simplement que l'inélasticité presque absolue de la demande, aliée aux variations de grande amplitude des conditions naturelles desquelles découlent les rendements, ont rendu illusoire les techniques habituelles de taxation. Le malthusianisme si décrié par ailleurs, reste la seule solution efficace et a donc dû, dans ce domaine très particulier du vin, se survivre à lui-même. Le professeur MILHAU le souligne " la taxe, quand elle n'est pas assortie de mesures économiques complémentaires, est impuissante à assurer l'équilibre du marché ".

d) Le mécanisme de la formation des prix

1/ les réactions des prix à l'offre

Quelques observations sur le marché de la production vinicole font apparaître la liaison entre l'offre et les prix comme fondamentale (1). Cependant il convient ici de préciser. La corrélation calculée entre l'offre globale (récolte + stocks à la propriété) et l'indice des cours réels du vin est beaucoup moins significative que la corrélation entre la récolte en début de campagne et ces mêmes cours réels (2). Les stocks à la propriété jouent un rôle "inerte". Dans cette liaison, l'offre joue le rôle de variable indépendante et le prix le rôle de variable dépendante. Les prix, en période de liberté, manifestent une forte flexibilité qui répond aux mouvements de l'offre. Ainsi chaque mouvement de hausse de l'offre se traduit par un mouvement de baisse des prix plus ou moins profond, suivant l'importance réelle ou apparente de la récolte.

Au début, l'effort supplémentaire de l'Algérie a été absorbé par le marché français dont la demande se développe grâce à :

- l'accroissement de la population active,
- l'enrichissement général,
- la propagande en faveur du vin.

Ensuite, les récoltes déficitaires de 1930 à 1932 ont différé l'ère des grosses difficultés. Les premières mesures malthusiennes qui datent de 1931, ne suffisent pas pour enrayer la chute des cours (35 francs l'hl en 1935). A ce prix, tous les producteurs étaient en perte et l'on dut avoir recours à un interventionnisme acharné pour enrayer le mouvement (échelonnement des ventes, blocage, pénalisation des hauts rendements, distillation obligatoire, arrachage). La guerre vient ensuite transformer la pléthore en pénurie par les chute des rendements qu'elle provoque. Le retour à la liberté du marché avait fait apparaître, en 1947, des prix rémunérateurs; on atteint alors un taux de renouvellement de 2 % par an (France + Algérie), le plus fort du XX^e siècle.

(1) FIRECELLI J. " Le revenu des Agriculteurs" marché du vin
Matériaux pour une théorie de la répartition
éditions GENIN Lib. Médicis 1960 Paris

(2) DUBOS J. Revue "GESTION" sept 1966 article cité

Sur toute la période 1949 - 1955, la récolte s'accroît avec certains à-coups et les prix baissent progressivement en dessous du niveau de 1949. Le coefficient de corrélation établi par FIRECELLI entre les récoltes et les prix pour la période 1948/49 à 1952/53 ressort à -0,88.(1). Sur la période 1950 à 1959, DUBOS l'a estimé à - 0,915, (2).

A partir de 1950, la demande tend à se contracter en raison des transformations suivantes:

- la clientèle rurale diminue car dans les régions de polyculture on produit désormais du vin,
- la structure démographique se modifie, la proportion des adultes diminuant,
- la structure de la consommation évolue au détriment du vin, en raison de l'importance de la politique des transferts de revenus qui profite aux familles chargées d'enfants.

2/ les réactions de l'offre aux prix

Les réactions de l'offre aux mouvements de prix se manifestent sous deux formes, essentiellement, une réaction immédiate concernant les stocks, une réaction plus lente sur les surfaces. Les stocks ont normalement pour effet d'amortir les variations des prix mais ce jeu rééquilibrant est cependant limité, l'accroissement continu de la récolte de vin aboutit à un accroissement continu du stock et fait peser sur le marché un risque d'effondrement encore plus brutal. Les répercussions des variations des prix sur les surfaces sont par ailleurs infimes et si l'on peut constater une certaine élasticité à la hausse des prix, surtout en Algérie, par contre la baisse des prix n'engendre aucune réaction perceptible dans les surfaces.

3/ les effets de la réglementation de marché sur ces mécanismes

(1) FIRECELLI J. " Le revenu des Agriculteurs " op cité

(2) DUBOS J. GESTION op cité

Il a été calculé par DUBOS (1) pour les premières années de la réglementation de marché (après la récolte de 1959) les rapports de variations annuelles relatives des prix aux variations correspondantes des récoltes. On constate à partir de cette année une perte de "flexibilité" des prix due à l'organisation du marché. " Les prix se sont rigidifiés, ce qui montre que le but poursuivi par les auteurs des décrets d'organisation du marché peut être considéré comme atteint ".

Tout au long du XX^e siècle le vin a bénéficié d'une conjoncture nationale autonome, conjoncture qui n'a pas toujours été favorable loin de là mais qui l'eût été encore moins si un protectionnisme attentif n'avait veillé continuellement sur l'équilibre du marché et si les interventions répétées de l'Etat n'avaient pas artificiellement réduit les différentes crises qui se manifestaient. L'organisation de marché actuelle n'est que le point d'aboutissement d'une longue évolution. Elle semble cependant être la seule forme d'intervention qui ait abouti enfin à calmer les trop fortes pulsations des prix.

Dans les vieux pays industrialisés, la survivance de nombreuses spéculations agricoles est liée au degré de protectionnisme et de soutien qui leur est accordé. Nous verrons que l'échec des autres cultures intéressant l'Algérie tient à l'absence de politique claire à cet égard.

C. Les marchés des autres produits

Nous avons eu déjà l'occasion, dans la partie traitant de la production pour la période 1830/1877, de signaler quelques tentatives culturelles intéressantes dans le domaine des cultures industrielles (tabac, lin, coton). Pour ces trois spéculations, on relève la même séquence d'événements:

1^o phase : encouragements de l'administration, aides et prix soutenus, marché protégé soit par cordon douanier soit par absence de concurrence étrangère,

2^o phase : extension rapide des cultures,

(1) DUBOS J. Gestion sept. 1966 op cité

3^o phase : retournement de la conjoncture, les aides sont supprimées, la concurrence étrangère se développe (sauf pour le tabac), les prix décrochent.

Le lin et le coton sont caractérisés par le passage d'une structure favorable du marché à une structure défavorable (marché international) sous l'effet d'une simple révolution technique (transports par Suez).

Le tabac offre un caractère particulier car bien que bénéficiant constamment de la protection du marché national, c'est la préférence soudaine accordée à la production métropolitaine qui lui fut fatale, comme nous l'avons montré plus haut.

Les cultures industrielles n'ont d'ailleurs pas été les seules à être handicapées par ce problème des débouchés, ce fut le cas aussi des agrumes pendant un certain temps. La superficie de cette dernière spéculation, stabilisée depuis 1928 aux alentours de 8.000 ha, ne connut une extension que lorsque les pouvoirs publics se décidèrent à réserver le marché national à la production de la colonie (1) en 1932. La guerre civile espagnole en réduisant les possibilités concurrentielles de ce pays vint à point nommé donner un nouveau coup de fouet. Les superficies passent de 11.000 ha en 1938 à 22.000 en 1943 et 32.000 en 1953. Les agrumes sont parfois entrés en compétition avec la vigne et d'une manière générale là où les rendements de la vigne sont élevés les agrumes ont été sérieusement freinés mais par contre la vigne a cédé du terrain dans les périmètres irrigués (2).

Nous nous pencherons plus spécialement sur deux cultures, le coton dont l'alternance est liée aux fluctuations des cours mondiaux et que l'on peut qualifier de prototype des "cultures à éclipses", et les céréales.

a) La culture du cotonnier en Algérie

L'Algérie se trouve à la limite de l'aire de culture économique du cotonnier qui n'est possible que dans des zones très restreintes (plaine de Bône pour la culture en sec et plaines basses sublittorales du Chélif, de la Mina et de l'Habra en culture irriguée) et grâce au choix d'une qualité adéquate.

(1) GALTIER "Le vignoble du Languedoc et du Roussillon" op cité

Le cotonnier couvrait 4.000 ha en 1866 (époque marqué par la guerre de Sécession qui avait provoqué une brusque flambée des cours). Le sommet de l'expansion est atteint en 1926 avec une superficie de 5.700 ha et un prix de 2.000 francs le quintal. Mais les cours mondiaux s'effondrent à partir de 1930 de telle manière que le cotonnier a complètement disparu en 1933. Les adversités culturelles, l'absence de discipline chez les planteurs et la mauvaise politique cotonnière des pouvoirs publics sont d'autres éléments qui peuvent expliquer cette chute brutale.

Le gouvernement de Vichy a adopté en la matière une série de mesures plus favorables notamment en se faisant l'instigateur d'un accord entre les industries textiles métropolitaines et les producteurs (Convention tripartite d'Alger 1941 qui accorde à ces derniers une garantië de prix). Le débarquement allié entraîne la rupture de l'accord et l'alignement des prix à la production sur les cours internationaux, le coton couvre alors 200 ha en 1945.

On note une légère reprise , en 1948, due au relèvement des cours mondiaux et aux incitations provenant de la Régie des Tabacs soucieuse d'éviter la culture des tabacs de mauvaise qualité . En 1954, le cotonnier couvre 10.000 ha et l'on estime ses possibilités d'extension jusqu'à 20 ou 25.000 ha. Mais , après ce sursaut, le coton périclité rapidement; en 1960, 1.700 ha seulement ont été cultivés en coton (1).

L'alternance de la conjoncture cotonnière a été fortement préjudiciable à l'Algérie; d'une part, le coton se prête admirablement à un assolement avec la luzerne, le sorgho, la betterave ou le maïs, d'autre part sa culture exige une main d'oeuvre abondante (les travaux de binage et de récolte nécessitent à eux seuls suivant les cas 50 à 100 journées de travail). A l'avenir, l'obstacle que représente cette instabilité des débouchés devrait pouvoir être éliminé avec le développement de l'industrie textile en Algérie.

b) La culture des céréales

Pour ce qui concerne particulièrement les blés, l'examen du mouvement de longue durée montre que la production algérienne n'est pas nettement ascendante.

(1) " Le cotonnier en Algérie" Bulletin 171, Documents et renseignements agricoles

" L'instabilité de la production est due aux fluctuations des cours mondiaux (le cours du coton varie de plus de 18% par an

Il a été tracé par Mme MOLLARD (1) une courbe des périodes d'extension ou de contraction de la production de blé qui est en rapport étroit avec celle des prix. Ainsi/la hausse des prix entraînée de 1851 à 1860 par la loi douanière de 1851 et la guerre d'Orient, correspond une augmentation des emblavures. Avec la baisse des prix due à la crise agricole de 1876 à 1900, coïncide une forte diminution de la culture du blé. Au contraire, la stabilisation des cours de 1900 à 1915, entraîne une reprise de la progression des emblavures. La crise consécutive à la guerre 1914-18 se traduit par une diminution des étendues ensemencées et il faut les mesures de réglementation et la hausse consécutive des prix pour amener à partir de 1933 un nouveau progrès des emblavures.

La comparaison de la courbe des prix en Algérie et de la courbe des prix en France permet de constater la dépendance du marché algérien par rapport au marché métropolitain.

Jusqu'en 1875, les fluctuations assez fortes que l'on peut observer sont uniquement dues à des facteurs locaux ou européens. A partir de 1875 les fluctuations se font plus amples en embrassant des périodes de 10 à 15 ans, sous l'influence de facteurs d'ordre international (moyens de transport et entrée des pays neufs). Dès cette époque et malgré un renforcement progressif des mesures de protection (loi Méline et suivantes), la courbe du prix du blé reste constamment inférieure à celle du coût de la vie. Le relèvement ne se manifeste qu'à partir de 1931 et surtout de 1936. L'Office des céréales qui a garanti l'écoulement et les prix est l'aboutissement de la dépréciation intenable des cours internationaux. Sans cet Office, il est à craindre que les superficies emblavées, se seraient considérablement réduites. On constate, au contraire depuis lors, un accroissement de ces superficies, une lente amélioration des rendements et de la production globale qui reste néanmoins insuffisante pour couvrir les besoins algériens.

(1) MOLLARD G. " L'évolution de la culture et de la production du blé en Algérie de 1830 à 1939 " Editions Larose 1950

voir aussi un article de M. PERRIN dans " Cahiers Méditerranée " janvier- mars 1961.

Si avant guerre, avec une production moyenne de 17 millions de quintaux, l'Algérie couvrait ses besoins et arrivait à exporter 1 million de quintaux, ce n'est plus le cas dans les années 1950. L'accroissement des besoins (croissance démographique) a fait qu'elle est devenue importatrice d'environ 500.000 quintaux et ce, malgré une production actuelle moyenne de 21 millions de quintaux. La production n'a pas pris un développement suffisant parce que, dans les conditions algériennes, les prix fixés à la vente par l'Office des céréales n'étaient pas suffisamment rentables (métropole 22 qx/ha en moyenne, 11 qx/ha dans le secteur moderne algérien, 5 qx/ha en secteur traditionnel) (1). La céréaliculture a souffert de la comparaison avec les rentabilités dégagées par les autres cultures concurrentes (vigne et arboriculture), et l'inanité de tout effort en ce domaine était tellement ancrée dans les esprits que le Plan de Constantine lui-même admettait une réduction des superficies emblavées (de 3.370.000 ha moyenne de 1955-1959 à 3.150.000 ha en 1964-65). Il est vrai qu'en compensation, une amélioration des rendements était espérée, pouvant accroître légèrement la production.

Mais l'accroissement des rendements malgré la nécessité ne saurait suffire pour que l'Algérie puisse couvrir ses besoins. La consommation par tête dans les années 1955-59 s'élevait à 150 kg. Si l'on voulait l'accroître raisonnablement de 50 %, c'est-à-dire la porter à 225 kg par personne pour une population estimée à 10 millions, les besoins humains s'élèveraient à 22 millions de quintaux auxquels il faudrait ajouter 4 à 5 millions de quintaux pour l'affouragement du cheptel, soit au total de 26 à 27 millions de quintaux.

Malgré l'intérêt que pouvaient présenter ces cultures, du point de vue de leur impact sur la petite industrie agricole et alimentaire ou de la simple satisfaction des besoins locaux, la morphologie du marché de par ses distorsions artificielles ou naturelles leur a été fatale.

(1) LEBEAU " Agriculture algérienne " Alger Baconnier 1954

Si avant guerre, avec une production moyenne de 17 millions de quintaux, l'Algérie couvrait ses besoins et arrivait à exporter 1 million de quintaux, ce n'est plus le cas dans les années 1950. L'accroissement des besoins (croissance démographique) a fait qu'elle est devenue importatrice d'environ 500.000 quintaux et ce, malgré une production actuelle moyenne de 21 millions de quintaux. La production n'a pas pris un développement suffisant parce que, dans les conditions algériennes, les prix fixés à la vente par l'Office des céréales n'étaient pas suffisamment rentables (métrépole 22 qx/ha en moyenne, 11 qx/ha dans le secteur moderne algérien, 5 qx/ha en secteur traditionnel) (1). La céréaliculture a souffert de la comparaison avec les rentabilités dégagées par les autres cultures concurrentes (vigne et arboriculture), et l'inanité de tout effort en ce domaine était tellement ancrée dans les esprits que le Plan de Constantine lui-même admettait une réduction des superficies emblavées (de 3.370.000 ha moyenne de 1955-1959 à 3.150.000 ha en 1964-65). Il est vrai qu'en compensation, une amélioration des rendements était espérée, pouvant accroître légèrement la production.

Mais l'accroissement des rendements malgré la nécessité ne saurait suffire pour que l'Algérie puisse couvrir ses besoins. La consommation par tête dans les années 1955-59 s'élevait à 150 kg. Si l'on voulait l'accroître raisonnablement de 50 %, c'est-à-dire la porter à 225 kg par personne pour une population estimée à 10 millions, les besoins humains s'élèveraient à 22 millions de quintaux auxquels il faudrait ajouter 4 à 5 millions de quintaux pour l'affouragement du cheptel, soit au total de 26 à 27 millions de quintaux.

Malgré l'intérêt que pouvaient présenter ces cultures, du point de vue de leur impact sur la petite industrie agricole et alimentaire ou de la simple satisfaction des besoins locaux, la morphologie du marché de par ses distorsions artificielles ou naturelles leur a été fatale.

(1) LEBEAU " Agriculture algérienne " Alger Baconnier 1954

Les exemples que nous avons choisis démontrent l'impossibilité de mener à bon terme une politique d'intégration totale de l'agriculture à l'économie nationale dans le cadre d'un marché ouvert.

Mais cette condition valable à l'échelle nationale l'est encore plus au niveau régional ou local. A ce niveau, la désarticulation entre l'agriculture et l'industrie, les productions agricoles et les besoins locaux sont aussi une résultante du libre jeu économique entre la région et le reste de la nation. Ainsi, si la viticulture algérienne représente, du point de vue national un exemple presque parfait d'intégration réussie, il n'en va pas de même à considérer l'intérêt exclusif de la colonie. Nous aurons l'occasion par la suite d'examiner en détail les répercussions de cette orientation viticole prédominante sur les moteurs de la croissance en économie pré-capitaliste.

Dans l'immédiat, voyons quelles ont été les répercussions de ces distorsions de marché sur les échelles de prix et de revenus.

§ 2 - L'incitation des profits

Quels sont les avantages monétaires que le viticulteur algérien des années 1950, retire de la culture de la vigne ? Sont-ils suffisamment stables et importants pour expliquer l'attachement profond des agriculteurs de la colonie au maintien de cette spéculation malgré d'incessantes difficultés de commercialisation ?

D'une manière générale, l'entreprise agricole française a perdu le sens originnaire du profit (récompense du risque et de l'innovation) si elle l'a jamais eu. En viticulture plus qu'ailleurs, l'institutionnalisation des prix a accru la part des rentes structurelles sans pour cela enlever tout jeu aux lois, dites naturelles, qui jouent à l'intérieur d'une marge de tolérance fixée par les pouvoirs publics. La prévision des recettes et dépenses ne se réduit pas, pour autant, à un calcul économique simple. En effet, le viticulteur même plus ou moins assuré de ses prix de vente, comme tout agriculteur, n'est pas maître de son rendement, trop d'éléments physiques et biologiques restent imprévisibles.

La proportion qui est de règle dans l'industrie entre les frais engagés et les rendements ne joue plus ici " la quantité de travail absorbée annuellement par l'exploitation apparaît comme une constante et ressemble beaucoup plus aux charges fixes qu'aux éléments variables des coûts " (1). Cette remarque peut être étendue, dans une certaine mesure aux postes engrais et produits de traitements. Le viticulteur est donc amené à se désintéresser, par la force des choses, de son prix de revient au profit de sa marge nette à l'hectare mis en production (2). Cette marge nette est commandée par les prix, les rendements et les frais de production. De ces trois éléments, seuls les rendements sont presque parfaitement aléatoires. Nous nous limiterons donc à suivre l'influence des charges et l'influence des prix sur les revenus viticoles.

A. L'influence des charges sur les revenus viticoles

Ces charges varient suivant :

- les conditions climatiques locales,
- la situation du vignoble,
- le type de vin produit,
- le système de culture,
- l'importance de l'exploitation et le nombre de salariés,
- la mécanisation,
- les circonstances climatiques de l'année.

La multiplicité, la diversité de ces facteurs et l'amplitude des variations dont ils sont causes, nous obligent à négliger, dans une première étape les moyennes générales et à étudier quelques exploitations de situation géographique et économique différente. Nous nous appuierons sur l'enquête lancée en 1956 par l'IVCC en Algérie et dont le but était d'établir à travers l'examen des comptes de 6 exploitations tests, 4 en Oranie et 2 dans l'Algérois, le prix de revient du vin pour la même année viticole en l'occurrence 1955-56 (3).

(1) MILHAU J. " Traité d'Economie Rurale " op cité

(2) L'agriculteur ne peut pas comme l'industriel, faire son prix de revient à partir du produit, la dépense du viticulteur est une dépense par hectare .

(3) voir dans archives de l'IVCC à Alger, enquêtes sur les prix de revient du vin (1956) à la demande de l'OIV (Office international de la vigne et du vin) :

a) L'entretien du vignoble

Les frais d'entretien courant du vignoble seront analysés en détail dans deux exploitations que nous considérons comme représentatives d'une grande partie du vignoble algérien; la première concernera la viticulture de coteaux et la seconde la viticulture de plaine sèche soit 27 et 47 % de l'ensemble . Ces deux exemples auxquels nous adjoindrons les conclusions tirées par l'IVCC sur les autres exploitations, nous permettront d'introduire quelques considérations sur la structure des coûts en viticulture .

1/ Exploitation n°1 : viticulture de coteaux

- vignoble situé dans la région de Mahelma, Département Alger
- exploitation de polyculture à dominante viticole.
- entretenue par son propriétaire avec un ouvrier permanent et 10 à 12 ouvriers saisonniers.
- vignoble de 6 hectares en 3 parcelles de coteaux.
- mode de conduite non palissée.
- attelage : 2 mulets
- qualité du vin, consommation courante 11°

C'est le type des vignobles du Sahel algérois où la culture est plus ou moins mécanisée, mais ne peut pas être motorisée du fait notamment de la pente et aussi des faibles écartements entre les plants.

Dépenses de production à l'hectare

1. Frais d'exécution des travaux d'entretien de culture et de récolte.

Tableau n° 6 -I

Nature des travaux	Homme journées	Traction animale journées	Produits		Dépenses par rubriques
			prix	quantités	
	1	2	3	4	5
Fumure	4	16	2.100	15	33.220
Entretien	2		40	25	1.860
Travail du sol	83				52.490
Taille palissée (à la tâche)	4		150	2	9.020
Mildiou	26		X	X	30.670
Oidium	9		X	X	10.770

	1	2	3	4	5
Eudémis	4		X	X	45.680
Vendanges (à la tâche)	.			}	11.800
Surveillance du vignoble	3				
Totaux	135	16			195.510

2 Charges annuelles

Elles ont été évaluées assez approximativement en raison de de l'ancienneté du vignoble et de l'avilissement des prix provoqué par les événements.

- Impôts et taxes		17.500	francs
- Primes d'assurances		1.800	-
- Amortissements		24.000	-
- Service des capitaux.....		50.000	-

Total 93.300 francs

Le total des dépenses brutes de production à l'hectare a été évalué à

- Frais	195.510	francs
- Charges	93.300	-
	288.810	francs

A ces frais de production, s'ajoutent les dépenses de vinification (environ 120 francs l'hecto) soit 9.600 francs pour 80 hl. Pour ce rendement, les charges s'élèvent à:

$$288.810 + 9.600 = 298.410 \text{ francs}$$

L'hectolitre de vin de 11° se vendant alors 4.976 francs, la recette brute à l'hectare est de 398.080 (4.976 X 80) et le revenu net ou profit de 99.670 francs (398.080 - 298.410).

2/ Exploitation n°2: viticulture de plaine sèche

- vignoble situé dans la région d'Aïn Témouchent.
- exploitation à dominante viticole.
- propriétaire absentéiste .
- 1 gérant, 12 permanents, 6 saisonniers plus 48 vendageursⁿ
- vignoble de 80 ha non irrigué, sans support

- traction, 9 mulets, 1 tracteur à chenille 50 CV
- qualité du vin, consommation courante 12°8

Dépenses de production à l'hectare

1. Frais d'exécution des travaux d'entretien de culture et de récolte.

Tableau n° 6 - II

Nature des travaux	Homme journées 1	Animal journées 2	Tracteur journées 3	Produits		Dépenses rubrique 6
				Qx 4	Prix 5	
Fumure	0,66	0,15		2,66	750	10.000
Travail sol	8,12	7,12	1			19.460
Taille	7,5					6.210
Défense	1,68	0,98		X	X	9.850
Vendanges	11,25	3,87				11.370
Totaux	29,21	12,12	1			56.890

2. Charges annuelles

- Impôts, taxes et assurances		10.000 francs
- Amortissements		11.850 -
- Service des capitaux		37.850 -

Total 59.700 francs

Le total des dépenses brutes de production par hectare égale:

- Frais	56.890 francs
- Charges	59.700 -

116.590 francs

Pour un rendement cette année là de 68 hl/ha, qui est assez au-dessus de la moyenne, les dépenses de vinification s'élèvent à 6.800 francs (200 francs l'hl, la vinification privée revient nettement plus cher que la coopérative), soit un montant de dépenses pour la production d'un hectare de 123.390 francs (116.590 + 6.800).

L'hectolitre de vin de 12°8 étant estimé en 1957 à 5.500 francs, la recette brute est de 374.000 francs et le revenu net ou profit de 250.610 francs (374.000 - 123.390).

Ramené à sa production normale à l'hectare (44 hl/ha) le profit n'est plus que de : 121.010 francs.

A la même époque la Fédération des vignerons d'Alger estime les charges de production par hectare à :

- plaine sèche (Palestro - Bouïra)	208.431	francs
- coteau sec (Médéa - Miliana)	212.432	-
- plaine humide (Mitidja)	240.728	-
- coteau humide (Sahel)	246.735	-

Il semble y avoir une certaine concordance entre les charges annoncées par la première exploitation et les estimations de la Fédération d'Alger, ce qui semblerait prouver que ces évaluations sont supérieures à la réalité, les viticulteurs ayant pour attitude constante d'exagérer leurs charges aux yeux des pouvoirs publics. LAUNAY dans son étude de 1960 arrive par contre, pour la région d'Oran, à des chiffres anormalement bas, 64.000 à 100.000 francs (1). Les évaluations les plus raisonnables sont celles qui sont fournies par les anciennes C.A.P.E.R. et notamment la CAPER de BOU-BERAK qui donne en 1958, 158.956 francs l'hectare (2)

3/ caractéristiques d'ensemble

Pour que la structure des coûts puisse être interprétée, il est bon, en premier lieu, de rappeler quelques particularités relatives au mode d'exploitation en Algérie.

- le faire valoir direct est le plus généralement rencontré en matière de vignoble. Cette forme a l'avantage d'accorder beaucoup plus de soins au fond (plantation, bâtiments d'habitation et d'exploitation, matériel), ce qui se traduit en contrepartie par des dépenses accrues sur certains postes.

- un encadrement important est nécessaire pour obtenir un travail bien fait par une main-d'oeuvre parfois peu qualifiée, aussi ce poste vient-il grever de façon plus sensible les frais à l'hectare dans les exploitations de moyenne importance, où cette maîtrise ne peut pas toujours être utilisée à plein.

(1) LAUNAY M. " Paysans algériens " Seuil 1963

(2) archives de l'IVCC Ministère de l'Agriculture Alger

Ceci dit, les données dont nous pourrions disposer (1) pour l'évaluation des charges de la production par hectare sont trop fragmentaires et trop contradictoires pour espérer une généralisation correcte. Nous avouons notre impuissance à démêler dans beaucoup de travaux agricoles faits (ou prétendus faits) ceux qui, compte tenu des caractéristiques de la campagne ou de la situation particulière d'une exploitation, ne sont ni essentiels, ni directement rentables.

Etant données les différences énormes entre exploitations (conditions climatiques, moyens de travail du sol et nombre de traitements nécessaires), il est même difficile d'établir les frais de main de main-d'oeuvre, le nombre de journées de travail à l'hectare variant de 50 en moyenne en Oranie à 140 dans les montagnes de Médéa. Dans les deux exploitations étudiées, les quantités de travail sont de 175 dans la première (en ajoutant l'équivalent du travail à la tâche, soit 40 jours) et de un peu plus de 29 dans la seconde.

Si nous prenons les frais d'entretien, de culture et de récolte, l'enquête de l'IVCC permet de déterminer pour la campagne étudiée les pourcentages des frais nécessités par les postes suivants (travail et fournitures compris):

	<u>Oranie</u>	<u>Algérois</u>
- soins aux ceps	15 %	10 %
- fumure	25 %	12 %
- travail du sol	35 %	38 %
- lutte antiparasitaire	15 %	28 %
- récolte	10 %	12 %

Des différences importantes sont à noter sur les postes fumure et lutte antiparasitaire. L'explication en est la suivante: en Oranie, les exploitations mettent du compost et du fumier dans les vignes et dans l'Algérois, les traitements contre le mildiou et l'eudémis sont beaucoup plus nombreux.

(1) -enquêtes de l'IVCC 1956 archives de l'IVCC Alger
-études CAPER 1956/57 archives de l'IVCC
-rapport HERBAULT au Congrès de l'OIV Athènes archives IVCC
-rapports d'élèves conservés dans les archives du Laboratoire
de l'Institut Agricole d'Algérie etc....

63

En ce qui concerne les frais de production à l'hectare, l'enquête IVCC nous donne les dissociations suivantes :

	<u>Oranie</u>	<u>Algérois</u>
- frais d'entretien,		
culture, récolte	30 à 40 %	50 à 60 %
- charges annuelles		
(frais généraux)	30 %	20 à 30 %
- service intérêts des capitaux	35 %	20 %

Ce qui nous permet de faire l'hypothèse, vraisemblable, que dans la majorité des cas, les vignobles importants (ceux de l'Ouest) reviennent moins chers en frais cultureux que les petites exploitations, mais nécessitent par contre des investissements importants pour permettre de travailler à meilleur compte. Mais même ici, il est difficile de dire quelle est la rentabilité exacte des investissements, par exemple de la motorisation.

Quelles économies l'introduction du tracteur permet-elle d'espérer ? Faisons une approximation sur l'exploitation n°2.

Dans les conditions physiques de ce domaine, le poste " travail du sol " sans motorisation s'écrit à peu près ainsi:

- journées d'homme	60
- journées d'animal	20

Le prix de revient moyen de la journée d'homme (toutes charges comprises) s'élève à 830 anciens francs et le prix de la journée d'animal (pour 220 jours de travail dans l'année) à 472 francs environ. Sachant que le prix de la journée de tracteur est estimé à 8.400 francs, le poste "travail du sol" sans motorisation s'élèverait à 59.240 francs au lieu de 19.460 francs par hectare.

b) Les frais de plantation

La vigne montre , en Algérie, une longévité moyenne de 30 ans (souvent moins) ce qui fait qu'établie pour une longue durée, elle est l'objet de soins particuliers au moment de sa plantation. Mais les frais de plantation, à l'image de l'entretien courant, présentent d'énormes différences suivant les exploitations. Ainsi en 1956 les frais de plantation pour l'exploitation n°2 s'élèvent à 300.000 francs environ contre plus de 400.000 pour la première.

D'une manière générale ces frais sont moins élevés qu'en métropole en raison du coût moindre de la main-d'oeuvre et surtout du nombre moins élevé de plants nécessaires (espacement plus grand entre les ceps). L'importance relative des fournitures et travaux se présente ainsi en moyenne (1):

- fournitures diverses (fumure, tuteurs, plants, produits anticryptogamiques...)...	43 %
- travaux de plantation (nivellement, défonce- ment, drainage, tracé, etc..)	20 %
- entretien sur 3 années	
1 ^o année	7 %
2 ^o année	16 %
3 ^o année	14 %

B. L'influence des prix sur les revenus viticoles

La constatation d'évidence que l'on peut faire, compte tenu de ce que nous avons dit des charges et notamment des charges fixes, c'est que le revenu tiré de la vigne va être extrêmement sensible aux fluctuations de la conjoncture. Toutes les mesures interventionnistes sur le marché du vin, à travers la formation des prix, ont eu pour objet la stabilisation de ce revenu à un niveau considéré comme raisonnable.

Dans les archives de l'IVCC, on trouve aussi une estimation des rendements nets en francs-or de l'hectare moyen de vigne couvrant la période 1938-1955. Bien que cette notion d'hectare moyen puisse prêter à discussion surtout en matière viticole, cette référence doit suffire à souligner les liens étroits existants entre les prix et les revenus de la vigne.

Ces rendements nets établis à partir de statistiques bancaires (Crédit Agricole) et des cours moyens annuels de l'hectolitre de vin, ont été convertis en francs-or (1 franc-or égale 0,290323 gramme d'or fin) par référence au cours moyen annuel du lingot de 1 kg sur le marché libre de l'or.

Par élimination de l'influence des rendements sur les revenus, à l'aide d'un coefficient correcteur (toutes les années ayant par hypothèse un rendement égal moyen de 40 hl/ha), on obtient une série de produits nets qui ne tient compte que des effets de la conjoncture (voir tableau n°8 et histogramme vigne)

(1) Fiche de documentation Banque de France op. cité

Produits nets de la vigne en francs-or

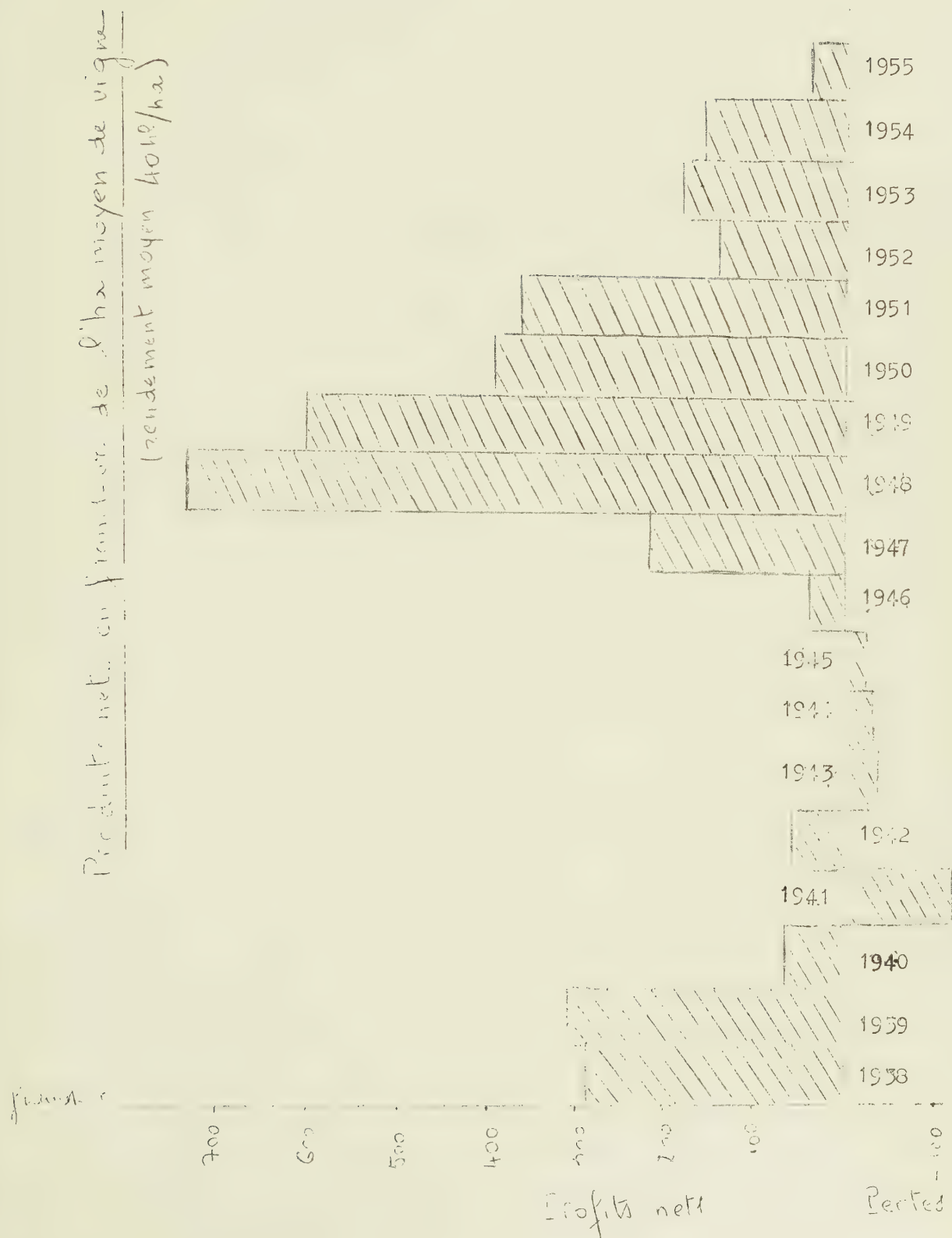
Tableau n°7

Année	Produits nets réels	Produits nets 40 hl/ha
1938	400	296
1939	350	308
1940	60	67
1941	- 170	- 119
1942	50	61
1943	- 90	- 41
1944	- 50	- 33
1945	- 40	- 27
1946	30	43
1947	140	222
1948	690	745
1949	650	610
1950	400	392
1951	350	368
1952	120	144
1953	230	186
1954	190	160
1955	30	43

Même après élimination de l'influence perturbatrice des rendements, les écarts d'une année à l'autre restent considérables. L'évolution des prix de vente de l'hectolitre peut annuler complètement le bénéfice certaines années. Il est vrai que l'annulation totale du profit n'a plus eu lieu depuis 1945, mais à partir de 1950, le marché du vin entre dans un tel marasme que ce bénéfice s'est amoindri d'année en année pour ne se relever qu'avec la reprise des prix en 1956

C. Synthèse sur les revenus viticoles

Il est donc impossible d'avoir une image nette des revenus tirés de la vigne. Les raisonnements qui s'appuient sur une moyenne globale, le revenu de l'hectare moyen, négligent la complexité des facteurs qui font qu'une partie du vignoble, dans des conditions données est excessivement rentable alors qu'à l'opposé une autre ne l'est pas du tout. C'est une constatation traditionnelle qui a été maintes fois faite, à propos du Midi viticole et que l'on peut reprendre ici.



Ainsi les premiers projets d'organisation des marchés furent basés sur la détermination du prix de revient, principe initial de tout dirigisme économique. Mais, comme nous l'avons dit, la notion de prix de revient en agriculture est des plus complexes en raison de l'extrême dispersion des coûts pour un même produit agricole et du caractère déterminant des charges fixes (1).

Pour les deux exploitations étudiées les charges de production à l'hectare varient du simple au double et les prix de revient de l'hectolitre sont respectivement en 1, de 3.212 francs et en 2, de 1.814 francs. Les différences dans les rendements n'arrivent pas à compenser la dispersion des charges. Le gouvernement a d'ailleurs été conduit à abandonner cette notion imprécise de prix de revient pour se cantonner à soutenir les cours aux alentours d'un "prix social" du vin.

Les revenus viticoles sont, par conséquent, extrêmement dissimilaires d'exploitation à exploitation et d'année à année. On trouve trace de ces contradictions à travers les estimations officielles:

ainsi à l'hectare, le revenu moyen net est en francs nouveaux

- de 550 Fr pour la Commission agricole du Plan de
Constantine

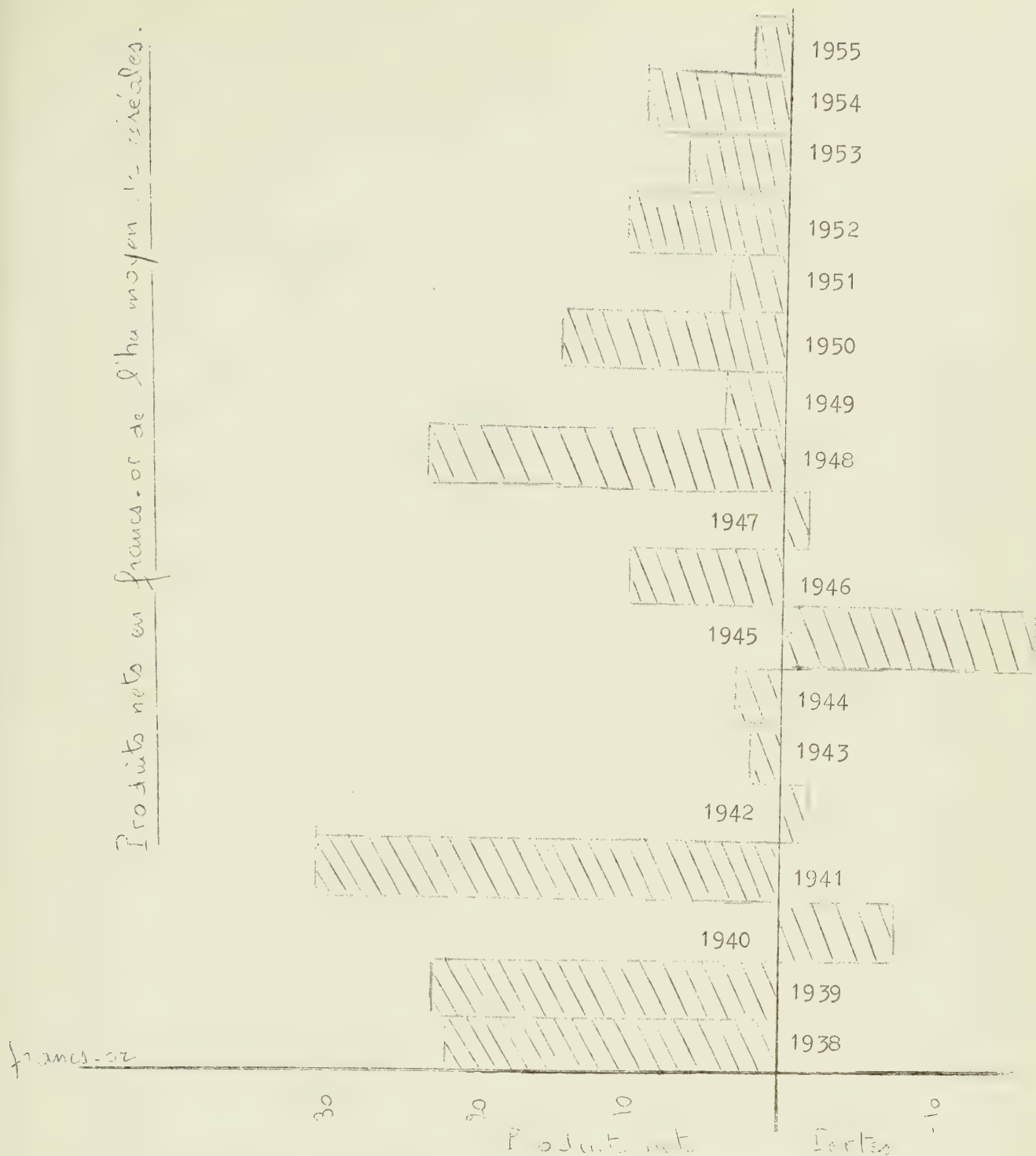
- de 1.800 Fr pour les auteurs des Perspectives Decennales (2).

Quoiqu'il en soit les revenus tirés de la vigne apparaissent, en moyenne, comme bien plus importants que ceux tirés d'une spéculation facilement substituable comme les céréales (3). Nous donnons à titre de comparaison les revenus tirés de l'hectare moyen de céréales en Algérie dans un histogramme où la correction des rendements n'a pas été faite. Les autres spéculations qui pourraient à la rigueur concurrencer la vigne sur ce plan ne concerneraient qu'une superficie infime du vignoble (essentiellement celle qui pourrait être consacrée aux primeurs). Nous aurons l'occasion lorsque nous traiterons des problèmes de reconversion, de revenir sur ce point et de situer plus exactement les superficies où les substitutions pourraient être avantageuses. A ce propos, nous nous demanderons si le critère de rentabilité peut être maintenu.

(1) MILHAU J. T.E.R. op cité page 135

voir (2) et (3) page 117

Profits nets en francs-or de l'ha moyen des vignes.



rappels de la page 116

(2) " Rapport sur les perspectives décennales de développement de l'Algérie " Ministère de l'Algérie Impr du GG 1958 Alger

(3) " En 1953, si les 379.000 ha de vignes avaient été semés en blé tendre, ils auraient produit 2.842.500 qx (7,5 qx/ha et 3.750 francs le quintal) représentant une valeur de 10.659 millions de francs soit 40.993 millions de moins que la vigne "

GALTIER " Le vignoble du L. et du R. " Tome 3 page 200

Chapitre 2 - Les CONSEQUENCES

§ 1 - Sur la structure du revenu agricole

A. Importance du revenu agricole dans la production intérieure brute totale

Globalement, la production agricole représentait vers 1930 la moitié de la production totale. Entre 1950 et 1956, malgré un accroissement en valeur absolue, la production agricole ne représente plus en moyenne qu'un tiers de la production intérieure brute. En 1957, en dépit des hauts prix du vin, elle est tombée en dessous du tiers pour n'atteindre en 1958 et 1959 que le quart. Ces proportions sont, cependant loin de rendre compte de l'importance relative de l'agriculture si l'on considère l'énorme part que tiennent les services et l'ensemble du tertiaire dans cette production intérieure brute (en 1958 et 1959 un peu plus de la moitié) et plus encore si l'on prend en compte l'importance de la population rurale (70 % de la population totale en 1959).

On sait qu'une telle diminution de la part agricole peut être un excellent symptôme si elle coïncide avec une croissance industrielle plus rapide que la croissance agricole. Il ne semble pas que cela soit ici le cas, la modification de la structure du produit national n'étant due qu'à une simple disparité entre l'augmentation des prix des biens industriels et des services et celle, plus lente, des prix agricoles. On ne peut donc en faire un symbole de croissance.

Composition de la production intérieure brute

(Source: tableaux de l'Economie algérienne 1960)

Tableau n° 8

Secteurs	1950	1954	1955	1956	1957	1958
Agriculture	37 %	33,5 %	31 %	33,5%	31,5%	26 %
Industrie	27 -	27,5 -	27 -	25,5-	25 -	27 -
Services	36 -	39 -	41 -	41 -	43,5-	47 -

B. Composition de ce revenu agricole

Source : Tableaux Economie algérienne

Tableau n° 9

(en milliards de francs courants)							
	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
Céréales	36,1	51,9	46,8	62,5	52,2	66,7	53,3
Légumes secs	3,3	2,9	2,7	3,3	2,7	2,4	2,1
Vins	95,1	88,1	124,4	137,5	102,5	127,3	111,9
Cultures fruit.	21,1	36	22,5	24,4	35,5	23,6	22,1
Cultures maraich.	18,5	18,5	18,4	20,3	19	21,3	21,2
Cultures ind.	6,2	7	9,4	6,7	6,6	3,4	4,8
Végétaux	180,3	204,4	223,2	254,7	218,5	244,7	215,4
Viandes	25,7	26,9	24,8	25,6	28,5	28,2	24,6
Produits laitiers	18,8	19,1	19,2	18	21,1	19	18,8
Laine	1	1,2	1,2	2	2	2	2,2
Bocuf, divers	13,7	13,7	13,7	12,4	10,1	10,1	10,2
Animaux	59,2	60,9	58,9	58	61,7	59,3	55,8
Revenu brut	239,5	265,3	282,1	312,7	280,2	304	271,2

On observe dans le tableau n° 9, les points suivants :

- la production animale apporte un peu moins du quart du produit. Elle procure environ le sixième de l'emploi agricole (26 millions de journées sur 156 millions selon le Plan de Constantine) en occupant la moitié des surfaces. En France métropolitaine, elle intervient pour plus de la moitié dans la formation du produit agricole.

- la production végétale elle-même est constituée approximativement par 1/4 de céréales, 1/2 de vins, 1/4 d'autres produits.

Le vignoble sur 3 % de la surface agricole donne le tiers en moyenne du revenu. En France, la vigne, dans la même période, ne donne que 9 % du revenu brut total de l'agriculture.

Les chiffres qui suivent, extraits de la fiche de documentation de la Banque de France (1), donnent, par campagne agricole, l'évolution des recettes brutes procurées aux agriculteurs par le vin et le pourcentage qu'elles représentent à l'intérieur du revenu agricole.

(1) op. cité

(en millions de NF)

	1938/39	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59
Recettes viticoles	23	560	780	1.050	850
% dans le revenu agricole	-	28 %	29 %	39 %	32 %

En 1959/60, les recettes viticoles s'élevaient à 1.300 millions soit 48 % du revenu brut agricole.

§ 2 - Sur les moteurs de la croissance

Toute activité économique implique une distribution des forces productives qui peut être jugée du point de vue de ses effets sur la croissance globale de l'économie. C'est dans le rôle des flux viticoles vis-à-vis des quatre fondements de l'expansion économique et sociale que l'on peut juger de leur efficacité.

Ces quatre fondements de l'expansion sont:

- le taux d'investissement net et son rendement
- le taux d'emploi
- le taux de croissance démographique
- le taux de financement externe, autrement dit le déficit extérieur supportable.

De l'harmonieuse évolution de ces quatre éléments dépend la croissance du pays, et le seul qui soit difficile de rattacher en apparence à la viticulture est le taux d'accroissement démographique (1).

Sans entrer, la plupart du temps, dans une formulation chiffrée, soit parce qu'il s'agit d'une recherche difficile et originale, soit faute de statistiques précises, nous chercherons à établir la contribution de la vigne à la solution du problème de l'emploi, du problème de l'investissement, notamment de l'investissement dans la petite industrie complémentaire, et du problème posé par l'insuffisance des productions vivrières locales.

(1) " De nombreuses études de tous genres ont, depuis de longues années, souligné le parallélisme qui existe de manière à peu près constante entre le développement du vignoble et celui de la population " PEYRONNET "Le vignoble Nord africain " p. 161 cette idée est reprise par GALTIER op. cité

A. L'emploi et les revenus viticoles

a) le sous-emploi agricole

La population active agricole au 31 octobre 1954 s'élevait à 2.600.000 personnes (1), dont 33.000 européens et 1 million de femmes aides familiales.

Cette population se répartissait environ 158 millions de journées de travaux par an (2), estimation basée sur le nombre de journées théoriquement nécessaires pour chaque type de spéculation .

	<u>emploi en millions de</u> <u>journées</u>
- céréales, légumineuses, jachères	48
- cultures maraîchères	16
- cultures fruitières	35
- cultures industrielles	3
- vignoble	30
- terres de parcours, prairies, élevage	26

Rapporté aux seuls membres masculins (1.600.000 environ) de la population, ce total ne représente par personne que 98 jours de travail dans l'année. Le vignoble avec ses 3% de la surface agricole et ses 6% de la surface cultivable donne le cinquième des journées d'emploi et la majeure partie des salaires agricoles.

b) l'emploi viticole

Si on considère le tableau précédent, on constate que les cultures maraîchères, fruitières et industrielles donnent à elles seules le tiers de l'emploi total pour une superficie occupée d'environ 200.000 ha (il est vrai en majorité irriguée). L'analyse au niveau global nous permet donc déjà de dire que la vigne n'est certainement pas la spéculation qui emploie le plus de main-d'oeuvre à l'hectare. Le Plan de Constantine estime ce besoin en main-d'oeuvre entre 60 et 120 jours, les enquêtes de l'IVCC, dont nous avons fait état, le chiffrent de 30 à 160 selon les régions.

(1) Tableaux de l'Economie algérienne 1960

(2) Plan de Constantine, Rapport général, Imp. officielle du GG 1959 voir aussi " Rapport sur les perspectives décennales..." op. cité

De nombreux auteurs ont voulu démonter^r, de ce point de vue, l'importance de la vigne. Les plus objectifs tels que ISNARD et GENDARME (1) ont abondé dans le même sens en compagnie des ultras de la viticulture comme PEYRONNET. Les estimations des uns et des autres tournent autour de 80 à 100 jours. LAUNAY (2) aurait relevé dans la région d'Aïn Témouchent des chiffres de 50 journées et même moins, ce qui est parfaitement vraisemblable nous l'avons vu dans l'étude de la deuxième exploitation mais ne doit pas être généralisé au-delà de cette région.

Pour nous, à la lumière de l'enquête de l'IVCC et de la confrontation de ces divers points de vue, il ressort qu'une moyenne de ce type tirée à l'échelon national n'a que peu de signification. Chaque terroir, pour ne pas dire chaque exploitation, a ses exigences particulières. Nous garderons, en première approximation, les 30 millions de journées du Plan de Constantine qui correspondent à une moyenne de 80 journées à l'hectare environ. La viticulture n'est donc pas le remède si efficace que l'on a dit, au sous-emploi agricole.

c) les salaires viticoles

Sur les bases précédentes nous allons calculer la masse salariale viticole et le pourcentage de cette masse par rapport aux revenus globaux du vignoble. Nous utiliserons les salaires minima journaliers des travailleurs agricoles en Algérie (SMAG algérien). Cette technique est utilisable car en Algérie contrairement à la métropole, l'écart entre le SMAG et les salaires réels a été aussi réduit que possible.

On relèvera ces salaires minima dans les " Tableaux de l'Economie algérienne". Ces derniers donnent trois séries de chiffres correspondant à des zones d'abattement. Le vignoble étant presque exclusivement situé dans les zones couvertes par les séries 1 et 2, nous prendrons les moyennes de ces deux séries.

(1) GENDARME R. " L'économie de l'Algérie " A. Colin 1959 Paris

(2) LAUNAY M. " Paysans algériens " Seuil Paris 1963 op. cité

Masse salariale viticole

Tableau n° 10

Années	Moyenne Z.1 et Z.2	Masse sal. viticole (en millions d'anciens francs)	Revenu brut de la vigne	% des salair. sur rev brut
1955/56	403	12.090	56.000	21,5 %
1956/57	502	15.060	78.000	19,3 %
1957/58	527	15.810	105.000	15,0 %
1958/59	628	18.840	85.000	22,1 %
1959/60	653	19.590	130.000	15,0 %

d) autres revenus distribués par la vigne

La vigne fait appel à de nombreuses corporations artisanales pour l'entretien et le renouvellement de son petit matériel ainsi qu'à d'autres activités agricoles (pépiniéristes) et commerciales (transporteurs). Il est malheureusement impossible de donner une estimation même grossière de l'importance de ces parties prenantes. Tout au plus pouvons nous signaler qu'avec la mécanisation des travaux viticoles nombre de ces professions annexes ont disparu.

B. L'industrialisation

" Le développement est aux yeux de l'économiste moderne, le déclenchement et l'entretien de processus cumulatifs,... Seul est décisif, l'investissement induit par des secteurs relativement actifs sur des secteurs relativement passifs " (1).

Poser le problème des rapports de la viticulture avec l'industrialisation de l'Algérie, c'est se demander dans quelle mesure cette culture a été favorable à un début d'industrialisation ou au contraire si elle lui a été défavorable.

Une production agricole déterminée peut être à l'origine directe d'un processus de petite industrialisation soit par ses besoins (matières premières, engrais, petit ou gros outillage), soit par ses produits (qui peuvent exiger une transformation ou un conditionnement compliqué avant d'être portés à la consommation ou enfin ces produits peuvent être par eux-mêmes une matière première industrielle).

(1) PERROUX F. " L'Economie du XX^e siècle " PUF page 201 et 209

Une autre distinction doit intervenir: les effets industrialisants, s'il y en a, peuvent jouer dans le territoire ou à l'extérieur. Dans le cas particulier de l'Algérie, une culture sera industrialisante si ses approvisionnements suscitent le développement d'une petite industrie locale ou si ses produits font l'objet d'une transformation sur le territoire.

Nous distinguerons les effets industrialisants en amont et en aval de la culture.

a) les effets industrialisants en amont

La viticulture fait appel à des produits industriels par ses consommations intermédiaires et par ses investissements.

Les consommations intermédiaires comprennent essentiellement les engrais et les produits anticryptogamiques. Pour les anticryptogamiques, la consommation algérienne est élevée, mais dans leur presque totalité ces produits sont importés de métropole. Cette importation s'élève aux environs d'une vingtaine de milliers de tonnes de soufre et de 12.000 tonnes de produits cupriques. De même près des 3/4 des composés et spécialités ^{cupriques} ainsi que la totalité de l'appareillage destiné à la protection antipéronosporique sont importés.

En ce qui concerne les engrais, il n'est pas possible de déterminer la part de la viticulture dans les quantités d'engrais chimiques consommés par l'agriculture. Mais on peut dire que dans la vigne la fumure est à peu près générale et se pratique sur environ 85 % des surfaces. Seules, sont connues les quantités produites, exportées et importées et, par déduction, les consommations en engrais de l'agriculture. On peut avancer que le vignoble prend 70 à 80 % des engrais utilisés par l'agriculture (c'est l'approximation donnée par la Banque de France, rapport cité).

Mouvement des engrais (1)

(en milliers de tonnes)

Tableau n° 11

Années	Superphosphates		Composés prod.	Naturel import.	Azotés import.	Phosph import.	Potass import.	Mixtes import.	
	Prod.	Export.							
1953	94	17	77	95	4,7	25,5	6,9	15,4	28,5
1954	124	9,5	114,5	95	8,5	34,4	10,1	21,1	28,4
1955	118	4,8	113,2	83	6,4	36,4	13,3	18,0	21,8
1956	79	6,2	72,8	80	1,7	34,3	13	15,1	9
1957	101	8,1	92,9	75	1,4	48,9	15,2	19,9	30,4
1958	101	2,2	98,8	94	0,8	58,2	20,6	26,0	48,0
1959	94	1,9	92,1	"	0,9	53,9	17,2	21,9	38,5
Total			661,3	522	24,4	291,6	96,3	137,4	204,6
Consommation moyenne ensemble agriculture			94,4	87	3,4	41,6	13,7	19,6	29,2

Les superphosphates et les engrais composés sont produits en Algérie le reste est importé.

Pour les investissements, il s'agit ici uniquement de la mécanisation (2). En Algérie, le nombre de tracteurs utilisés exclusivement à des travaux viticoles ne peut être déterminé. Les grandes exploitations sont pratiquement toutes équipées. Dans l'ensemble, la moitié au moins de la surface du vignoble peut être considérée en 1961 comme motorisée (3).

La culture de la vigne demande encore de nombreux instruments aratoires, notamment du matériel d'épandage d'engrais et des produits de traitement, matériel qui est importé en presque totalité ainsi que les appareils de chais (fouloirs, égrappoirs). Toutefois, tout le petit matériel de vinification (appareils de soutirage et de collage, filtres, outils de tonnellerie...), ainsi que la " vaisselle vinaire ", est fabriqué en Algérie et entretient une grande activité plus proche cependant de l'artisanat que de la petite industrie.

(1) Source: "Tableaux de l'Economie algérienne 1960 "

(2) L'infrastructure fixe (cuveries, bâtiments) est assimilable à la construction de type courant.

(3) " Fiche de documentation Banque de France " op. cité

Dans l'ensemble, par ses "inputs" directs le vignoble n'a pas eu d'effet industrialisant notable sur le territoire algérien. L'essentiel de ses besoins en produits fortement capitalistiques (produits chimiques et gros outillage) a été couvert par la métropole.

b) les effets industrialisants en aval

L'effet industrialisant se situe dans ce que l'on peut appeler l'ensemble des industries dérivant de la vigne et qui fait plus généralement partie du secteur des industries agricoles et alimentaires dont il constitue, en Algérie, un élément fondamental.

1/ les industries dérivant de la vigne

Deux sortes d'industries que l'on peut classer dans les industries agricoles et alimentaires dérivent de la vigne; ce sont les industries utilisant les moûts et celles qui sont à base de dérivés et de sous-produits.

les industries utilisant les moûts (1)

L'oénologie est la branche qui a pour but de transformer le jus de raisin en vin après une fermentation particulière (ferment alcoolique) suivie et dirigée spécialement.

L'Algérie comptait 3.221 caves de capacité moyenne de 6.000 hectolitres, ce qui classe cette activité plutôt dans le secteur artisanal que dans le secteur proprement industriel. On estime qu'elles utilisaient en moyenne 31.000 ouvriers dont 2.400 permanents et distribuaient en une année pour 1.616 millions d'anciens francs de salaires. En 1957, leur activité se diversifiait ainsi sur une production de 15.285.588 hl:

V.C.C.	452.796	hl	de blancs
	7.873.607	hl	de rouges et rosés
Appellation	396.212	hl	de blancs
	6.562.953	hl	de rouges et rosés

On note un accroissement sensible des vins d'appellation d'origine au cours des années et donc une amélioration qualitative de cette activité (en 1954, 2,1 millions hl d'appellation, contre 7,4 millions hl en 1958).

(1) S.E.D.I.A. Institut pour l'étude et le développement de l'Industrie en Algérie "Le secteur algérien des industries agricoles et alimentaires" Sept.Oct. 1959 Tome 3; voir SAINT GERMES "Economie algérienne" La maison des livres 1955

L'oenologie dans sa recherche de la qualité a été essentiellement freinée par les capacités trop faibles des unités de production. Il eut été préférable de l'organiser dans des caves plus importantes de type industriel.

Notons aussi la présence, en Algérie, de cinq installations de coupage et de conditionnement faisant un chiffre d'affaires de 770 millions d'anciens francs et utilisant 90 ouvriers à temps plein.

En dehors de l'oenologie ordinaire se trouve, l'industrie de la concentration des moûts qui s'est spécialisée dans la fabrication des vins spéciaux et des spiritueux, ainsi que dans l'édulcoration des vins blancs, des vermouths et des apéritifs à base de vin. Cette branche, quasiment inexistante avant 1940, a connu un certain développement en Algérie depuis la fin de la guerre.

Les vins spéciaux et spiritueux comportent :

- les vins vinés, destinés en principe à l'exportation vers les pays chauds (on admet pour assurer la conservation des vins pendant le transport d'augmenter leur degré alcoolique par incorporation d'alcool). L'Algérie a exporté en 1957 pour 117.905 hl de vins vinés.

- les vins concentrés, (par le froid et sous vide) dans le même but que précédemment pour amener les vins à 21° d'alcool. Lorsque ces vins passent à la consommation, ils sont dilués. Cette fabrication est très variable et disparaît complètement certaines années

- les vins mousseux ne sont pas fabriqués en Algérie

- les vins liquoreux qui comprennent: les vins liquoreux naturels, les vins doux naturels et les vins de liqueur. Seuls les deux derniers sont réalisés en Algérie. Les vins doux sont fabriqués à partir des vins encore sucrés titrant 14° naturellement et dont on renforce le degré alcoolique. Les vins de liqueur sont des moûts de vendange auxquels on ajoute une importante quantité d'alcool (23°). Si l'on opère avant fermentation, on obtient une mistelle. Ces mistelles sont à la base des apéritifs et des vermouths qui sont ensuite aromatisés.

Les apéritifs locaux ont pratiquement disparu sous l'effet de la concurrence des grandes marques métropolitaines. En 1957, l'Algérie exporte pour 14.432 hl de vins de liqueur, 47.073 hl de mistelles et 2.880 hl de vermouths algériens.

Exportations en valeur: vins spéciaux et spiritueux
(source Annuaire Statistique de l'Algérie)(milliers NF)

Tableau n° 12

	1956	1957	1958	1959	1960
Moûts, mistelles	8.904	5.375	4.709	2.013	1.824
vins de liqueur et apéritifs	3.470	2.520	2.131	1.245	719
vins vinés	4.019	6.562	5.263	2.423	2.205
Total	16.393	14.457	12.103	5.681	4.748

On comptait en 1955, 35 concentrateurs sur le territoire algérien qui ont traité en 1954 dans les 124.000 hl de vin. A ces maisons doivent être ajoutées environ 24 entreprises spécialisées dans les boissons anisées et les liqueurs. Ces dernières ont accusé un chiffre d'affaires de 2.376 millions de francs en 1957 et employé environ 284 ouvriers à temps plein. Quant aux eaux de vie, elles ne sont pratiquement pas fabriquées en Algérie et on ne relève aux exportations qu'un faible volume de 800 à 900 hl par an (1).

les industries utilisant les dérivés et sous-produits de la vigne et de la vinification

Ces industries sont de deux catégories, les distilleries fixes ou ambulantes et les fabriques de vinaigre.

Les distilleries ont pour but de retirer l'alcool des marcs fermentés et des lies (2). Toute leur production est achetée par l'Etat.

(1) Les pénuries de la deuxième guerre mondiale ont multiplié temporairement la diversité des fabrications à base de sucre de raisin pour les confitureries, les fabriques de pain d'épices, les fabriques d'apéritifs, des vins de liqueur et de produits pharmaceutiques.

(2) Un hectolitre de vin laisse après vinification 11 kg de marc et 6 kg de lies

- le marc donnant 5 litres d'alcool par quintal

- les lies donnant 10 litres d'alcool par quintal.

La production algérienne d'alcool monte à:

1955/56	205.000 hl	1957/58	168.000 hl
1956/57	242.000 hl	1958/59	150.000 hl

On relève en 1955 une exportation de 125.035 hl qui représentaient une rentrée de fonds pour l'Algérie de 1.371 millions de francs de l'époque. On recensait deux grands groupes de distillateurs, des coopératives au nombre de 6 et des entreprises privées au nombre de 70. Ces dernières pratiquaient la distillation soit à poste fixe, soit avec des alambics ambulants.

Dans le premier type, la distillation fixe, il fallait compter une 1/2 journée de travail par hectolitre d'alcool traité alors que, dans la seconde catégorie, la moyenne tournait autour de 1 journée de travail par hectolitre. De meilleure productivité, les distilleries fixes avaient en outre la possibilité de traiter toute une série de sous-produits qui valorisaient leur activité à un point tel que leur production d'alcool apparaissait comme secondaire; ces traitements comportaient la récupération des pépins de raisins à partir du marc pour la fabrication de compost, la préparation d'engrais organiques à partir de marc épépiné, l'essorage des lies et la production de tartrates, la production de lies sèches pour engrais organiques (46 entreprises travaillaient sur un plan industriel).

En 1957, le chiffre d'affaires de la branche, distilleries, s'élevait à 2.192 millions, elle employait 2.462 ouvriers dont 1.163 permanents et distribuait une masse salariale estimée à 343 millions d'anciens francs (1).

Il y avait, en Algérie, quelques fabriques de vinaigre dont 5 relativement importantes et modernes. Cette production de vinaigre était entreprise pour 1/4 à partir du vin et 3/4 à partir d'alcool. La fabrication était réalisée selon le procédé classique par ruissellement et aération du vin ou de l'alcool, en cuves de bois sur copeaux de hêtre (procédé allemand). En 1957, le chiffre d'affaires de cette branche s'est établi à 166 millions de francs pour un effectif de 113 ouvriers. Le vinaigre produit était surtout utilisé principalement pour la fabrication de semi-conserves au vinaigre (60.000 hl en 1957).

(1) Nous verrons dans la 3^e partie, 3^e sous-partie les perspectives actuelles de ce secteur: Incidences sur l'économie nationale.

Au total, dans le domaine des utilisations industrielles des produits de la vigne, l'Algérie, pays de grande viticulture, n'a jamais eu une place de premier choix .

D'importantes possibilités ont été sous-utilisées comme la fabrication de compost et d'engrais à partir des marcs et des pépins, d'autres ont été complètement négligées comme la fabrication d'huiles à partir des pépins (jusqu'à l'huile de consommation).

Nous reprenons dans un tableau récapitulatif les données quantitatives essentielles des industries dérivant de la vigne.

Industries dérivant de la vigne

Tableau n° 13

Branches	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires (en millions A.F.)	Masse salariale	Effectifs
Oenologie	3.221	-	1.616	31.000
Coupage et conditionnement	5	770	-	90
Concentrateurs	35	-	-	-
Boissons anisées et liqueurs	24	2.376	-	284
Distilleries	76	2.192	343	2.462
Vinaigreries	5	166	-	113

2/ situation des industries dérivant de la vigne dans l'ensemble des industries agricoles et alimentaires

Les industries dérivant de la vigne représentent avec celles qui dérivent du blé les deux secteurs les plus importants des industries agricoles et alimentaires.

Oenologie comprise, les industries dérivant de la vigne comptent, en 1957, 3.301 établissements pour 4.072 entreprises des I.A.A. et leur chiffre d'affaires dépasse le tiers de celui de la branche (96 milliards anciens pour 248 milliards) (1).

(1) S.E.D.I.A. " Le secteur algérien des industries agricoles et alimentaires " Tome 1 op. cité

Les effectifs salariaux des industries viticoles comptent à peu près pour la moitié dans les effectifs totaux (33.947 personnes pour 69.088 au total) mais, du fait de l'importance des saisonniers, les salaires que la branche verse, ne représentent que le 1/6 des salaires globaux payés par les I.A.A. (2.201 millions pour 13.625 millions).

Que représente le secteur algérien des industries agricoles et alimentaires dans l'économie du pays ?

Beaucoup si on le replace dans l'ensemble des activités du pays. A lui seul, il fait environ le 1/3 du volume d'affaires des différents secteurs de production et de transformation en Algérie (280 à 300 milliards pour 875 milliards au total). Les industries dérivant de la vigne s'inscrivent, quant à elles , pour un peu moins du 1/9 dans ce résultat (96 milliards pour 875).

Peu de chose si on considère ce secteur dans sa contexture faite de petites et moyennes entreprises de type artisanal et correspondant à un prolongement banal et indispensable de la production (l'oenologie est à mettre sur le même plan que la boulangerie etc...)

D'une manière générale, l'on constate que l'industrialisation agricole en Algérie est, en fait, bien moins poussée qu'elle aurait pu l'être et n'a pas offert à l'agriculture les débouchés stables qui lui eussent été nécessaires. Ceci résulte de ce qu'elle n'a été conçue que comme un moyen de dépannage en cas d'effondrement des cours extérieurs et qu'elle n'a su s'imposer ni sur les marchés internes, ni à l'exportation.

Les industries dérivant de la vigne présentent cependant des traits particuliers comme elles accusent profondément certains défauts communs à tous les secteurs de la branche.

Si l'oenologie s'est développée, nous l'avons dit, elle le doit uniquement à son caractère mécanique et indispensable, à ce titre, elle n'est donc pas un moyen de dépannage mais une étape essentielle de l'activité viticole.

Les autres possibilités concernant l'utilisation des dérivés et sous-produits de la vigne et de la vinification ont connu une exploitation modeste en raison de la dispersion des établissements, de leurs prix de revient élevés provenant généralement d'une insuffisance d'équipement et surtout de l'absence de débouchés. Seule la production d'alcool parce que le marché était organisé a pu prendre un certain développement. (1).

C. L'équilibre alimentaire

Il est habituel d'entendre dénoncer la vigne en Algérie comme une absurdité car il serait possible sur les terres consacrées à cette spéculation de cultiver des produits pour lesquels le pays est déficitaire.

On peut d'abord se demander quel est le pourcentage des terres réellement à double ou triple vocation. S'il est relativement exceptionnel qu'une vocation agricole soit unique, encore est-il difficile souvent de dégager les options culturelles les plus favorables, tant sont complexes les facteurs d'ordre naturel qui interviennent. Le choix vient, de plus, se compliquer dans la pratique d'interférences sociales et économiques. C'est ce problème de choix qui nous retiendra lorsque nous traiterons plus loin des possibilités de reconversion du vignoble.

On peut aussi remarquer que l'exportation des produits de la vigne permet justement d'acquérir à l'extérieur ces denrées dont le pays est déficitaire (2). Mais pour que le pays y trouve son compte, il faudrait prouver d'une part, que la productivité et les prix viticoles sont tels qu'à l'échange il est plus avantageux pour l'Algérie de se spécialiser dans la culture de la vigne, autrement dit, qu'un hectare de terre (supposé à multiple vocation) consacré à la vigne rapporte par l'intermédiaire de l'échange, plus de blé, plus de maraîchage...etc..que la production directe de ces denrées.

(1) Les perspectives d'évolution des industries de la vigne dans le cas d'un resserrement de l'assiette du vignoble et d'une meilleure contribution au développement général seront examinées plus loin : 3^e partie, 3^e sous-partie;

(2) "...il faut que l'agriculture fournisse un surplus dont la nature physique corresponde aux exigences du développement... un pays, de par sa spécialisation agricole, peut se trouver dans l'obligation de vendre son surplus ... de l'échanger "

Il faudrait, en outre, démontrer pour que les choses soient égales, que le revenu de la vigne est réparti d'une manière suffisamment large au sein de la population pour que l'importance des achats et leur structure soit, grosso modo, équivalente à ce que aurait pu être la consommation locale face à la production viticole locale. Si l'on raisonne en chiffres bruts on s'aperçoit facilement que la vocation viticole de l'Algérie, dans les conditions économiques et sociales du moment, ne peut être contestée.

C'est ainsi que si l'on prend l'exemple du blé on voit que le pouvoir d'achat de l'hectare de vigne exprimé en blé peut être de 8 à 9 fois plus élevé que la production directe de cette denrée (pour un rendement en blé d'environ 10 qx/ha).

Pouvoir d'achat de l'hectare moyen de vigne
exprimé en quintaux de blé

Tableau n° 14

	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Rendement moyen de l'ha de vigne	51,9	38,7	51	42,6	38,8	53,3
Prix de l'hl 11° propriété en AF	2.976	3.100	3.588	4.976	8.355	5.765
Prix du Ql de blé	3.400	3.400	3.760	3.350	3.596	3.800
Pouvoir d'achat en qx de blé de l'ha de vigne	45,4	35,2	48,6	63,2	90,1	80,9

D'autre part, même si les revenus issus de la vigne sont fort mal partagés, comme nous l'avons vu dans le paragraphe consacré à l'emploi et aux salaires viticoles, il n'est pas certain qu'avec ses 10 journées de travail, l'hectare de blé donne une répartition proportionnellement plus équitable. En tout état de cause, le pouvoir d'achat total distribué par la vigne est plus fort que celui qui est distribué par le blé.

Les autres productions à forte intensité de travail, là où elles sont possibles, maraîchage, arboriculture, élevage, du point de vue de l'importance globale du revenu distribué comme du point de vue de sa dispersion pourraient être avantageusement comparées à la vigne en certaines conditions.

Nombre moyen de journées de travail par an et par hectare

- Céréales d'hiver (blé, orge, avoine).....	10 à 15
- Vigne	80 à 120
- Arboriculture (figuiers, oliviers)	100
(Agrumes, autres arbres fruitiers)	100 à 200
- Fourrages artificiels (consommés en sec)	80
- Cultures maraîchères	200 à 300
- Cultures industrielles (lin, coton, géranium, betterave, tabac)	130 à 200
- Céréales d'été (sorgho, maïs, riz)	30 à 60

Le choix entre produit vivrier et culture d'exportation peut donc être un problème secondaire. La véritable question qui se pose est de savoir quel est le mode d'exploitation qui est adopté et quel type de distribution des revenus. L'exploitation en grandes unités fortement spécialisées et rationalisées ne peut induire quelle que soit la culture entreprise, une répartition des revenus très dispersée. Il y a contradiction entre la maximisation du revenu net et la recherche de la plus grande dispersion, comme on peut avoir une opposition entre cette dernière et la maximisation du produit brut. Le problème ne peut alors être résolu qu'à un échelon plus élevé, celui de la formation et de la répartition des bénéfices en dehors des mécanismes économiques traditionnels, insoluble dans l'économie coloniale.

Au niveau de l'économie algérienne, l'option échangiste a des répercussions graves sur la balance commerciale, répercussions que l'on peut saisir à travers les flux de produits alimentaires (voir tableau n° 15). On voit que la progression des importations est continue depuis 1950.

I M P O R T A T I O N S

(Milliers de NF)

	1956		1957		1958		1959	
	Quant.	Valeurs	Quant.	Valeurs	Quant.	Valeurs	Quant.	Valeurs
	10 ³	10 ³	10 ³	10 ³	10 ³	10 ³	10 ³	10 ³
Bovins têtes 1 000:	9,7	8 924	11,8	11 481	62,7	13 706	22,7	24 700
Viandes bovines	26,3	10 103	106,2	33 551	31,2	15 865	68,8	31 463
Viandes porcines	25,1	7 130	13,5	7 105	24,1	11 617	18,1	9 512
Lait en conserve	125,6	22 375	165,7	30 563	193,3	38 158	187,2	41 563
Beurres	50,8	20 663	60,6	23 123	82,2	29 655	74,3	42 944
Fromages	135,5	18 211	161,2	58 703	185,2	72 251	182,6	82 264
Pommes de terre	1 337	21 186	1 567,8	25 556	1 924,3	46 820	1 788	44 691
Légumes secs	109,2	7 791	118,1	9 023	295,2	23 707	243,8	21 516
Pommes & Poires	116,4	8 407	75	7 468	151,2	12 620	163,1	15 607
Blé dur	160,6	6 217	200	7 467	227,8	7 539	202,3	85 895
Blé tendre	572,3	17 519	303,3	9 240	852	31 399	2 995,6	105 602
Préparations et								
Conserves viande	84,6	34 802	114,1	47 860	126	55 533	112,5	52 888
Sucres	1 673,7	124 775	2 103,5	157 808	2 030	167 294	2 026,8	171 028
Biscuits secs sucrés	36,7	10 366	49,6	13 992	63,3	18 975	74,6	23 181
Conserves légumes	115,5	14 881	173,5	24 169	236,6	32 108	215,8	29 346
Tabacs bruts	57,3	12 062	73,1	16 335	81	18 995	80,4	21 056

SOURCE : Annuaire Statistique de l'Algérie.

Tableau n° 15

Si les achats de l'intendance militaire ont accentué l'évolution de certaines courbes, notamment celles de légumes secs et de conserves de fruits, l'ensemble comme le souligne le Plan de Constantine, marque bien une tendance générale " la production agricole algérienne n'a pas répondu dans ces dernières années à l'appel de plus en plus important de la consommation qui aurait pourtant dû la stimuler ".

Nous avons repris dans le tableau n°15 les importations alimentaires les plus "anormales" des années 1956 à 1959. Ce tableau fait apparaître l'importance en valeur (1) des importations de produits dérivés de l'élevage (lait, beurre et fromages) et de certaines productions que l'on ne s'attendrait pas à trouver théoriquement dans un pays agricole (pommes de terre, blé tendre et même blé dur et légumes secs).

Dès avant l'Indépendance, la reconversion du vignoble algérien était à l'ordre du jour dans le souci de mieux satisfaire la demande locale. Toutes les conditions étant égales par ailleurs (débouchés, prix), la question se résumait ainsi, est-ce que les autres possibilités culturelles offertes par les terres à vigne supplanteraient aisément à moindre coût social la viticulture ? La rigidité des situations acquises et la coalition des intérêts ont empêché que ce problème soit posé en termes clairs. Mais il était déjà évident que si les débouchés extérieurs et les prix venaient à se détériorer gravement la reconversion apparaîtrait de plus en plus nécessaire.

On repère à partir de 1940 un certain recul de la vigne dans les périmètres irrigués (2) face aux agrumes et au maraîchage.

Superficie de la vigne en hectares.

	1940	1942	1944	1946	1949
Bas Chélif (3) 22		39	4	0	0
Mina 225		135	43	40	11
Habra (3) 197		177	127	26	0

(1) plus du quart de la valeur globale de la production en Algérie

(2) GALTIER op. cité page 202

(3) on note curieusement en 1965 des plantations de vigne dans ces deux périmètres; Bas Chélif 46 ha, Habra 3.000 ha voir ENERGOPROJEKT, enquête 1965 sur les périmètres irrigués voir tableau n° 31

Les contraintes naturelles mises de côté, la première tâche de l'agriculture d'un pays sous développé doit être de pourvoir aux besoins de sa population, mais surtout de satisfaire les exigences du développement. L'équilibre alimentaire est certainement l'une de ces exigences déjà soulevée par les auteurs du Plan de Constantine " la recherche d'une alimentation plus rationnelle est beaucoup plus importante que l'évaluation d'un revenu statistique fictif ou même que la disposition d'un revenu monétaire effectif ", si les satisfactions doivent se payer durement au niveau de la collectivité (notamment par un déséquilibre structurel, le sous-emploi et la sous-alimentation). Ils ajoutaient: "il est illusoire de penser que l'Algérie puisse un jour se suffire à elle-même, mais à emploi et revenus égaux (tous les coûts étant pris en compte), les productions vivrières doivent l'emporter sur les productions exportables!"

D. La viticulture erreur économique ?

En économie de marché, ce sont les profits qui orientent les forces productives (travail, technique, capital). Les théories libérales ajoutent qu'un pays ou une région de pays, a intérêt à se laisser guider par les indications du marché et que les choix productifs automatiques sont les plus avantageux.

En l'occurrence, l'agriculture algérienne en s'orientant spontanément vers la culture de la vigne, a obéi à cette loi et d'un point de vue libéral cette spécialisation est la meilleure à court terme comme en longue période.

Qu'est-ce qu'une spécialisation optimale ?

C'est la spécialisation qui obéit au principe de meilleure rentabilité, qui, en termes monétaires, apporte le plus d'avantages. Cela est parfaitement irréfutable dans une optique statique. Mais on ne peut affirmer que cette spécialisation se révélera aussi la plus favorable à la croissance (1).

(1) " il y a le plus souvent conflit entre les spécialisations immédiates et les spécialisations plus reculées "

Il faudrait pour pouvoir apporter une réponse affirmative constater que :

- le rapport des taux de profit en deux spécialisations différentes(céréales et vigne par exemple) traduit exactement le rapport de leurs "avantages" en courte période.

- réellement après analyse de toutes les relations et liaisons d'entraînement, cette spécialisation est aussi la plus avantageuse en longue période.

Le rapport des taux de profit (entre la vigne et une autre spéculation) traduit-il exactement le rapport des "avantages"?

Retenons, tout d'abord, que le rapport des profits dans deux activités ne bénéficiant pas d'un même degré de soutien ne peut être que faussé. Si les pouvoirs publics ont constamment tant au Nord qu'au Sud de la Méditerranée protégé l'agriculture nationale dans son ensemble, les répercussions de cette action ont été en pratique extrêmement différentes selon les secteurs agricoles. Nous avons vu (1) que dans les faits le degré de soutien avait varié pour certaines spéculations de période en période alors que la vigne avait pu se développer continuellement en vase clos. De plus, cette dernière entraînait d'emblée dans un marché exceptionnel de production et de consommation, ce qui n'était pas le cas des autres cultures dont les marchés dominants se trouvaient situés à l'extérieur du territoire national. Pour contrebalancer ces disparités il eut fallu aller au-delà d'une simple protection et déboucher sur une politique active d'encadrement et de direction de l'agriculture. En son absence, on aboutissait à un type de concurrence imparfaite, à fausser les prix de la majeure partie des produits agricoles, et ce qui est plus grave encore, à déplacer les rapports de prix entre les divers produits en favorisant artificiellement les uns par rapport aux autres.

(1) 2° partie, 1° sous-partie: Incitation du marché.

Enfin le rapport des taux de profit, même non faussé, ne traduit pas nécessairement le rapport des "avantages" au niveau de la colonie.

Il y a " avantage " à ce niveau quand le choix d'une spéculation amène une élévation proportionnellement plus forte de la production intérieure brute que ne l'aurait fait tout autre choix. Cette production intérieure brute de la colonie étant comprise au sens de la comptabilité nationale française comme la somme des valeurs ajoutées dégagées par les activités situées sur son territoire. La maximisation de la valeur ajoutée (profit + salaires + autres revenus) devient le critère économique fondamental.

Pour que cet "avantage" soit vraiment opérant il faut au surplus qu'il induise, en longue période, un développement continu des forces motrices de l'économie (investissement-consommation) . Ces liaisons dépendent des parties prenantes, de l'utilisation, du milieu de propagation et de la stabilité du courant de revenu.

a) la dissociation selon les parties prenantes du revenu brut viticole.

En 1956, si les salaires journaliers sont de 500 francs pour le manœuvre et de 700 francs pour le tractoriste, le prix de revient pour l'exploitant d'une journée de travail est d'environ selon un calcul de l'IVCC, de 800 à 830 francs en incluant les charges d'assurances, de sécurité sociale, de logement, de nourriture et autres.

Prenons 830 francs, dans les deux exploitations étudiées plus haut (1), les ouvriers reçoivent donc directement ou indirectement 28 % de la recette brute dans le premier cas et seulement 6 % dans le second cas, le Budget de la colonie quant à lui perçoit par la fiscalité 4 % et 2 %.

Les organismes financiers prélèvent (assurances contre les calamités et remboursement des prêts) 15 % et 10 %.

(1) 2° partie, 1° sous-partie: Incitation des profits.

Les charges correspondantes aux engrais et fournitures diverses sont d'environ 23 % et 4 % (1).

Cela fait un total de frais de 70 % dans la première exploitation et 22 % dans la seconde. Le profit brut dans un cas est de 30 % de la recette brute et de près de 80 % dans l'autre cas (2).

Ce qui profite directement à l'Algérie en gonflant les revenus de ses ressortissants est dès lors facile à repérer, ce sont les charges salariales et les charges fiscales soit 32 % et 8 % du revenu viticole. La majeure partie des prélèvements financiers (assurances notamment) est, elle, transférée en métropole. Il faudrait ajouter cependant une partie correspondant aux achats d'engrais produits en Algérie (essentiellement les superphosphates). Au total les revenus distribués qui se situent définitivement dans la colonie ne doivent pas excéder 40 % dans un cas et 10 % dans l'autre.

Du point de vue des liaisons d'entraînement la culture de la vigne menée en petite exploitation et selon des techniques rudimentaires apparaît bien supérieure à la grande exploitation mécanisée.

Mais dira-t-on, les profits, n'ont-ils pas par définition vocation à s'investir et à susciter un développement multiplié des revenus ?

Ce n'est vrai que s'ils sont utilisés dans les secteurs productifs.

b) l'utilisation des profits

D'une manière générale c'est à la viticulture que l'on doit les exploitations agricoles modernes et hautement rentables. Elle a créé et mobilisé les épargnes les plus considérables, mais ces épargnes se sont le plus souvent réinvesties dans des opérations spéculatives (achats de terres, constructions de résidences secondaires etc...) ou ont simplement choisi de s'employer à l'extérieur du territoire.

(1) sont calculés à partir des frais par rubriques d'où l'on a soustrait la contribution en main-d'oeuvre et en traction animale

(2) Ce chiffre est donné aussi par LAUNAY " Paysans algériens " op. cité pour la même région d'Aïn Témouchent.

Une fois atteint un haut degré de technicité dans leur exploitation, les viticulteurs ou les sociétés n'ont pas cherché à employer leurs liquidités dans des opérations industrielles situées sur le territoire colonial. Seule une faible partie a servi au lancement de cultures nouvelles d'ailleurs elles-mêmes spéculatives et orientées uniquement vers l'exportation (agrumes et primeurs).

Il est difficile de préciser faute de documents et de statistiques l'ampleur de ces tendances. L'exemple du colon Germain est néanmoins frappant à cet égard. Actionnaire prépondérant de la Société anonyme du Kéroulis (1350 ha de vignes), il possède aussi des exploitations dans les communes voisines de Lafferrière et de Rio Salado. Son empire s'étend jusque dans l'Algérois où il domine d'autres sociétés (agrumes, primeurs) ajoutant 4.500 ha de vignoble au total. L'ensemble de ces sociétés a des sucurs hors d'Algérie, au Maroc et en France (1) notamment où Germain possède un domaine de 280 ha d'arbres fruitiers.

Comment expliquer ces tendances ?

Elles tiennent, au premier chef, à l'appropriation privée et à la concentration entre un nombre restreint de mains de cette importante source de revenus. Nous avons vu que les taux de revenus nets à l'hectare étaient considérables et les versements aux apporteurs de travail peu élevés (entre 6 et 28 % du revenu brut). Sensibles aux incitations du marché qui limitent les possibilités d'investissements rentables dans le secteur agricole et industriel, les capitalistes agriculteurs s'orientent tout naturellement vers les immobilisations somptuaires ou les opérations commerciales avec passage des épargnes du secteur primaire vers le tertiaire. On a soutenu (ISNARD) (2) que les profits tirés de la viticulture avaient permis le financement de nouvelles cultures.

(1) voir " Revue Economie et Politique " de novembre 1955

(2) et aussi GALTIER op. cité page 200 pour les agrumes.

S'il est certain qu'une large assise financière était nécessaire à l'expérimentation, à la mise au point de nouvelles spéculations, à la couverture des aléas tenant à l'inconsistance des débouchés et des structures commerciales, l'origine de ces nouvelles cultures doit être recherchée, en priorité, dans les limitations draconiennes imposées aux plantations de vigne. Sans ces mesures, il est probable que la vigne aurait continué à accaparer l'essentiel des imaginations et des capitaux.

c) l'extension de l'économie monétaire

En économie sous-développée, l'ampleur des revenus tirés d'une activité importe moins que leur dispersion. On connaît le mécanisme du multiplicateur. Il ne peut guère jouer dans une économie, tournée prioritairement vers une activité justement peu apte à disperser ses effets.

Dans l'étude sur l'économie oranienne (1), entreprise dans le cadre des travaux préparatoires au Plan de Constantine, il est dit que cette région (viticole par excellence) " subit avec intensité les contre-coups de certaines crises extérieures alors que les événements favorables n'y peuvent exercer leur plein effet" . On constate qu'un effet stimulant, comme une bonne récolte de vin ^{cesse} pratiquement en même temps que sa cause, il en est d'ailleurs de même d'un programme de travaux publics ou de l'édification d'une grosse unité industrielle. Il est notamment précisé dans cette étude que sur 1.000 francs dépensés dans la région près de 600 en sortaient immédiatement soit pour importer directement un objet, soit pour acquérir certaines matières premières nécessaires à sa fabrication sur place, soit pour payer des impôts, bénéfices ou autres redevances à des organismes sis à Paris ou ailleurs. Le multiplicateur y est estimé à 1,7 (contre 6 pour la France).

d) l'instabilité de la conjoncture viticole

L'extrême instabilité de la conjoncture et des revenus tirés de la viticulture multiplie encore les inconvénients.

(1) S.E.D.I.A. " Etude du développement économique de l'Ouest algérien " 1959

Il en est ainsi globalement de toutes les activités agricoles où l'instabilité des revenus tient essentiellement au caractère dominant des charges fixes.

Dans la culture de la vigne, cet élément a des effets plus graves du fait des aléas innombrables de cette spéculation. De la maturation du raisin à l'élaboration définitive du vin dans les chais, les assauts des ennemis naturels (insectes, champignons, coups de chaleur, etc...) sont répétés et inéluctables. Cela conduit le vigneron à multiplier les mesures préventives (sulfatages, soufrages) qui apparaissent comme autant de charges incompressibles quelles que soient l'année de production et l'ampleur de cette production. Nous avons conclu dans l'étude des charges d'exploitation que l'unité viticole se rapproche des entreprises à grosses charges fixes. Cette rigidité la rend très vulnérable aux fluctuations conjoncturelles des prix qui sont exceptionnellement amples en matière de vin.

En définitive, la viticulture n'a pu jouer un rôle fondamental dans la croissance de l'économie algérienne, en raison :

- des caractères propres de cette culture et notamment de ses effets insuffisants sur l'industrialisation et l'emploi,
- de l'instabilité des prix et des revenus,
- de la faible dispersion des revenus et de la mauvaise utilisation des profits,
- de l'atonie du milieu de propagation
- du placement des épargnes dans les cultures spéculatives et le rejet des cultures vivrières ainsi que dans le tertiaire.

§ 5 - Sur les structures foncières et sociales

L'implantation de la vigne, comme nous le verrons plus loin, causa de graves dommages aux structures sociales traditionnelles, en contrepartie elle donna sa stabilité économique à la nouvelle société en formation, qui put ainsi se structurer suivant un régime agraire enraciné dans cette terre nouvelle.

A. Les structures foncières coloniales

Un panorama général des structures foncières avant l'Indépendance sera d'abord dressé. Nous ferons suivre ce rappel d'une étude des modalités suivant lesquelles s'intègre la culture de la vigne dans la structure des exploitations.

a) structures foncières et mode d'utilisation des sols (1)

" La structure agricole représente un ensemble de relations qui, dans un milieu donné (institutionnel, historique, technique et géographique) et une période donnée, caractérise divers types d'utilisation des ressources naturelles " (2).

Les exploitations européennes au nombre de 22.000 couvrent une superficie approximative de 2,7 millions d'ha. Si nous considérons comme profondément colonisées les régions dans lesquelles les exploitations européennes dépassent 50 % de la superficie totale et des exploitations agricoles, on constate que les premières se répartissent dans le Tell mais se groupent de préférence dans un certain nombre de zones privilégiées (3).

1/ sur la façade maritime, comprenant les zones littorales et sublittorales aux terres profondes ou humides (vignes, légumes, primeurs, agrumes).

. Dans le Constantinois avec deux petits noyaux (centre de la plaine de Bône, basse plaine de Saf-Saf).

. De part et d'autre d'Alger où la propriété coloniale couvre de 75 à 90 % de la surface des exploitations avec comme culture principale, la vigne ou les agrumes qui vont souvent de pair pour les plus grandes, et pour les plus petites exploitations, les cultures maraîchères.

. La vallée du Chélif, 55 à 80 % en est colonisé.

(1) Tableaux de l'Economie algérienne. Enquête entreprise à la demande de la F.A.O. dont les résultats sont consignés dans 4 volumes des presses de l'Imp. off. du GG recensements de l'agriculture Alger, Oran, Constantine 1956.

(2) RULLIERE " Localisations et rythmes de l'activité agricole " Essai d'analyse économique de la notion de structure agricole . A. Colin 1956 Paris.

(3) ISNARD H. dans revue "Méditerranée" janvier-mars 1961.

. Depart et d'autre d'Oran où parfois plus de 90 % de la superficie agricole appartient aux colons et où le fondement économique de la propriété est la viticulture.

2/ vers l'intérieur

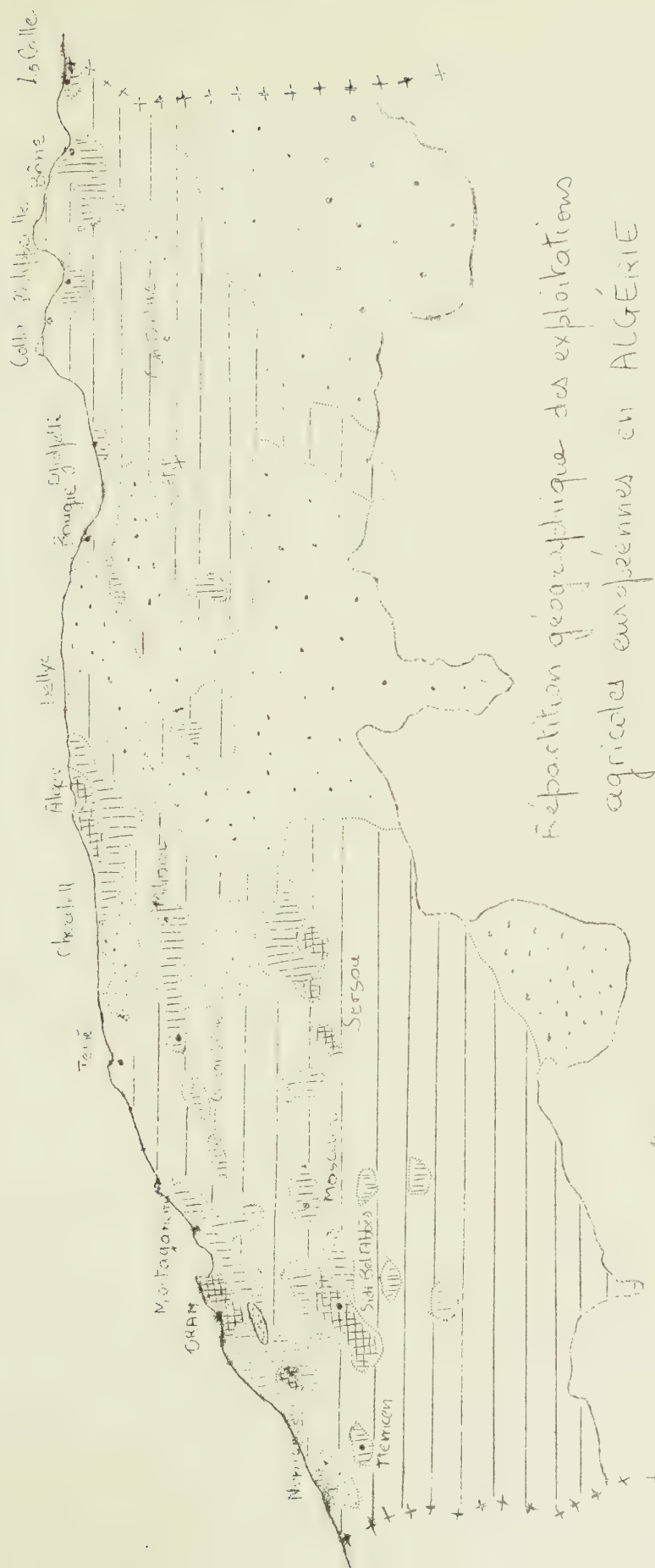
. Dans l'Est, la plaine de Constantine est faiblement colonisée avec comme cultures principales les céréales, un peu de vigne et l'élevage.

. Sur le plateau du Sersou où l'agriculture européenne naguère en débâcle a été sauvée par l'introduction du dry-farming.

. Vers l'ouest dans les plaines de Mascara, de Sidi-Bel-Abbès et de Tlemcen avec comme spéculations dominantes le vignoble et l'arboriculture.

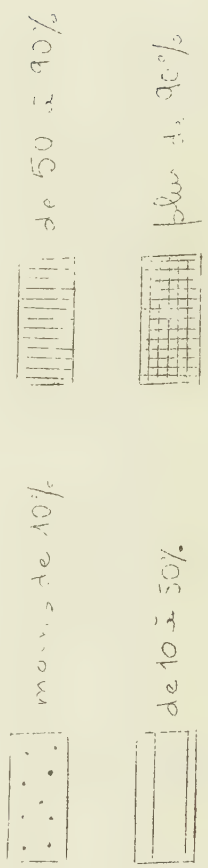
Si rarement la colonisation accapare plus de 90 % des terres, on relève cependant un net accroissement d'intensité d'Est en Ouest avec des taux vers ici qui approchent de ce maximum et dans quelques endroits le dépassent. Cette emprise de plus en plus poussée est incontestablement en relation étroite avec l'implantation viticole. " Une évolution liée au développement de la viticulture en Algérie a abouti à l'accumulation dans l'Ouest des forces vives de la colonisation " ISNARD.

En règle générale, l'agriculture européenne qui ne pouvait se développer qu'en combinant un système rémunérateur de cultures, céréales, vignes, arboriculture, élevage, s'est implantée dans les plaines les plus riches, dans les axes de pénétration formés par les vallées et seulement en dernier ressort sur les hauts plateaux où n'était praticable que la culture à grande mécanisation. Cette implantation différenciée a créé en Algérie des disparités régionales lourdes de conséquences politiques, économiques et sociales pour la survie de la colonisation .



Répartition géographique des exploitations agricoles européennes en ALGÉRIE

(Les pourcentages expriment la part des exploitations européennes dans la surface totale des exploitations agricoles)



En ce qui concerne le mode d'utilisation des sols, l'agriculture musulmane traditionnelle a conservé l'essentiel des structures qui lui permettent de consacrer la meilleure part de ses récoltes à l'autoconsommation familiale. L'agriculture européenne, quant à elle, est à peu près uniquement conçue en vue du marché. Dans cette agriculture, on relève essentiellement comme spéculations:

- les céréales qui couvrent 55 % des terres cultivables si l'on tient compte des jachères soit un peu plus de un million d'hectares et qui sont pratiquées par 12.300 colons environ,

- la vigne qui couvre dans les 360.000 hectares soit 13 % des superficies pour 12.000 exploitations environ. On retrouve à peu près ce même nombre pour les exploitations qui combinent leur système de culture (les viticulteurs musulmans sont plus nombreux, 19500 environ; mais ne détiennent que 10 % du total du vignoble). La superficie moyenne des plantations de vigne en culture européenne dépasse 30 ha par exploitation (contre 2 ha chez les musulmans).

- les légumes secs sont pratiqués par quelques colons sur les terres semi-arides,

- les cultures maraîchères dans les terres humides du Nord ainsi que les cultures fruitières,

- les cultures industrielles qui couvrent 20.000 ha,

- l'élevage qui est peu important.

b) la structure des exploitations et le mode d'insertion de la vigne dans leurs activités.

Les petites exploitations des débuts de la colonisation se donnaient avant tout pour but d'assurer la subsistance de la famille (d'où une distribution parcellaire comprenant des lots de vignes, de céréales, de jardins dispersés sur les différents terroirs des villages).

A la veille de l'Indépendance, on pouvait considérer que le morcellement avait disparu en culture européenne:

- 10.600 exploitations (48%) groupant environ 800.000 ha sont d'un seul tenant. Ce sont surtout les petites et moyennes exploitations.

- les grandes exploitations ont, au contraire, pu garder, sans trop de difficultés, de vastes parcelles séparées.

Comment s'organise la culture de la vigne dans les divers types d'exploitation ? Quel rôle joue la vigne dans leur équilibre économique ? Quelles sont les combinaisons culturales les plus fréquentes ?

C'est à ces questions que nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse.

On peut définir grossièrement trois types d'exploitations agricoles qui intègrent la vigne dans leurs systèmes cultureux. Ainsi on peut distinguer le grand domaine d'exploitation intensive à forte mécanisation, ensuite la moyenne propriété également mécanisée mais de gestion familiale et enfin la petite exploitation familiale soit musulmane soit européenne orientée pour partie vers le marché et pour partie vers l'autoconsommation.

A l'inverse de la France, le vignoble algérien est caractérisé par la prédominance des grands domaines, moins de 4.000 exploitations assurant environ 70 % du total de la production (le vignoble n'intéresse qu'un nombre limité d'exploitations, 32.000 au total contre 1.300.000 en France).

Proportion des déclarants ayant	Oran	Alger	Constantine
de 0 à 20 ha	86 %	78 %	70 %
de 0 à 50 ha	94 %	92 %	90 %
plus de 50 ha	6 %	8 %	10 %
moins de 5 ha	79 %	46 %	38 %

1/ le grand domaine

. formation et évolution de ces grands domaines

Sont catalogués grands domaines, suivant les normes algériennes ceux qui comprennent plus de 100 hectares de vignoble. Ils couvrent environ 65 % de la superficie viticole totale et chacun d'entre eux vend pour plusieurs milliers d'hectolitres de vin. Certains sont très vieux et leur constitution date des débuts de l'implantation du vignoble, dans la période d'afflux des capitaux métropolitains. D'autres sont nés des mouvements de concentration qui suivirent chaque crise viticole.

Avant 1914, la très grande exploitation viticole était encore l'exception. Les premières apparaissent dans le Constantinois, avec l'implantation des sociétés à capitaux lyonnais et marseillais ainsi que sur la côte de Bougie. Les autres ont suivi dans le Sahel et la Mitidja. Chaque crise en fait apparaître de nouvelles et d'autre part l'évolution rapide de la culture de la vigne due à l'emploi d'engins mécaniques n'a fait qu'accélérer la réunion des terres au profit des colons les plus riches. Les lots prévus par la colonisation officielle en Algérie se sont vite révélés insuffisants sans pour autant que soit entièrement supprimée la petite propriété toujours possible en matière viticole. En fait, les superficies moyennes des exploitations augmentent au rythme même du développement du vignoble(1).

(1) Selon GALTIER " Le vignoble du Languedoc et du Roussillon", op. cité tome 3, voici quelle serait l'origine des grands domaines en Algérie: certaines exploitations représentent l'accroissement du patrimoine d'un colon qui n'a eu d'autres activités que la vigne ou la culture en général (propriété Delorme, Torrès), d'autres représentent un investissement de capitaux gagnés dans le commerce (tissus pour Borgeaud, charbon pour Laurent de Château Romain). Ces grands propriétaires possèdent plusieurs exploitations disséminées en Algérie.

a) dans la plaine de Bône, 8 grandes sociétés possèdent plus de 200 ha chacune

. société des Etablissements Bertagna	1.000 ha
. " des fermes françaises et algériennes	1.475 -
. " des vignobles de la Méditerranée	1.241 -
. " des fermes d'Aypone	347 -
. " Latrille	369 -
. " Germain	828 -
. soc Chapeau de Gendarme et soc Augerau	?

b) dans la Mitidja soc Saint Charles 770 -

c) en Oranie soc du Kéroulis 2.300 -

Parallèlement à ce mouvement d'expansion, toutes ces exploitations tendent à accroître l'importance de la vigne dans leur patrimoine sans que cette tendance aboutisse jamais d'ailleurs à la monoculture intégrale. Les grands domaines ont été touchés plus sévèrement que les petites exploitations par les restrictions du statut viticole qui les^a amené dans une certaine mesure à renverser la vapeur et à accorder un intérêt soudain pour d'autres cultures rémunératrices.

. leurs systèmes cultureux

La grande exploitation est toujours polyvalente mais elle^a tout de même ses préférences culturelles. Elle s'adonne en priorité à la vigne, aux céréales, aux légumes secs, aux agrumes et aussi quelquefois à l'élevage du mouton. Suivant les régions, les colons demandent soit aux céréales, soit à la vigne, l'essentiel de leurs revenus (ceci est valable aussi pour les exploitations de moyenne importance). Les cultures maraîchères et fruitières ne se sont développées que depuis une trentaine d'années. Les grandes exploitations ne pratiquent pas les cultures intercalaires (entre les rangées de ceps) que l'on retrouvera dans les unités modestes, mais le plus souvent la culture en pleine terre sous irrigation. La légère poussée que l'on a pu enregistrer vers les cultures concurrentes de la vigne et des céréales s'explique en partie par les limitations du statut viticole déjà signalées **mais** aussi par l'importance du revenu dégagé par certaines d'entre elles. Les grandes exploitations ne sont pas les dernières à saisir l'intérêt économique de certaines tentatives culturelles⁽¹⁾ Voyons pour chaque grande culture la part qui revient aux gros domaines de plus de 100 hectares à la veille de l'Indépendance.

- pour les céréales plus de 80 % des ensemencements leur appartiennent. L'assolement biennal simple, blé -jachère cultivée, prépondérant en Algérie, suppose des domaines importants, car il n'y a jamais de récolte que sur la moitié des terres, au-dessous de 200 ha les frais généraux sont trop élevés.

(1) " La plupart des progrès techniques proviennent des expériences faites par les grands domaines " DESLOIS J.

- pour la vigne, nous l'avons dit, 65 % des surfaces leur sont attribués.

- pour les cultures industrielles (lin, tabac, coton etc...); 18 % de leurs surfaces appartiennent aux grandes exploitations. Ce faible pourcentage explique que ces cultures aient eu peu d'influence sur le type de colonisation, les grands domaines ayant peu goûté leurs cours généralement capricieux.

- pour l'élevage, la prédominance est encore plus nette que dans les céréales et la vigne, les grandes exploitations possèdent 93 % des terres d'parcours, 70 % des cultures fourragères et 80 % des prairies naturelles(1)

. organisation et gestion

Très généralement, l'étendue, l'aspect et l'organisation des exploitations dépendent en partie du type de culture adopté et en partie de leur structure juridique. Nous emprunterons à LAUNAY (2) sa description du domaine de Kéroulis (2.300 ha cultivés dont 1.350 en vigne). Ici on voit comment la petite colonisation a cédé la place à une colonisation de cadres. Dans ce domaine constitué sous forme de société, la hiérarchie permanente est extrêmement bien définie et peut servir de modèle. Au sommet, se trouve le directeur du domaine, grand commis souvent originaire de métropole, puis viennent le sous-directeur, le gérant responsable de tous les "chantiers" (travail, hommes et bêtes). Le reste du personnel est composé d'ouvriers et ouvrières permanents payés au mois à majorité européenne, (une famille européenne pour 30 à 50 hectares de vignoble environ), d'ouvriers et ouvrières agricoles d'origine musulmane logés hors du domaine et qui n'ont d'assuré qu'une centaine de journées de travail dans l'année. Il faut ajouter une armée de saisonniers que l'on embauche pour la période des vendanges. Des comptables tiennent à jour la comptabilité maison suivant des techniques empruntées aux entreprises industrielles.

(1) Ces chiffres tirés d'ISNARD dans Bulletin géographique Aix Marseille s'entendent par rapport aux superficies totales de l'agriculture européenne. 1958

(2) LAUNAY M. " Paysans algériens" op. cité

. équilibre financier et rentabilité des exploitations.

Dans ces catégories d'exploitations, la combinaison choisie des trois facteurs de production, travail, capital et terre est fondamentalement soumise à l'impératif de rentabilité. Les sources de financement pour les achats de terres et les gros investissements sont multiples, elles peuvent être soit la fortune personnelle du propriétaire ou le fonds social, soit les bénéfices de l'exploitation, soit enfin le recours plus ou moins périodique aux prêts agricoles. Dans le cours de la campagne, la production agricole soumise par nature à un rythme saisonnier, donc à un décalage constant entre les décaissements (travaux d'hiver, vendanges, moissons) et les entrées de fonds, exige un financement supplémentaire à court terme. Notons que pour le vin, les charges sont alourdies du fait de l'étalement obligatoire des ventes tout au long de l'année, ce problème est d'autant plus grave pour les grandes exploitations qui détiennent d'énormes stocks. Il y a donc généralement un problème de financement des stocks ne pouvant être résolu par le seul domaine quel que soit sa puissance financière et qui revêt une importance considérable. Pour répondre à ces besoins des crédits de campagne et des warrants leur sont accordés généreusement par les Caisses régionales de Crédit Agricole sans critères d'emploi bien définis et sous la seule garantie que représentent leur puissance financière et l'étendue du patrimoine foncier. Enfin ces grands domaines sont quasiment les seuls à pouvoir obtenir des prêts à long terme de la Caisse des Prêts Agricoles de création récente.

2/ l'exploitation de moyenne importance

Bien des traits du grand domaine sont applicables à l'exploitation moyenne (en matière de choix des cultures, d'organisation et de financement) c'est pourquoi nous nous attarderons moins sur elle.

La moyenne exploitation se définit, toujours selon les critères algériens, comme une exploitation ayant de 50 à 100 hectares de vignoble ou plus de 100 hectares de blé.

. formation et évolution.

Elles sont les héritières directes des premières petites exploitations coloniales, elles mêmes issues de lots de concessions ou des achats des petits pionniers. D'orientation essentiellement vivrière au tout début, elles sont passées progressivement à la culture presque exclusive des produits de marché. Les spéculations riches y tiennent une grande importance comme dans les grands domaines sauf en ce qui concerne l'élevage et les ensemencements de moindre rapport et de culture extensive peu à leur portée.

. organisation et gestion

En matière d'organisation de la production et de gestion l'exploitation moyenne s'apparente fort au grand domaine. Cependant la gestion directe par le propriétaire aidé de quelques grands commis y est plus fréquente, l'absentéisme étant plus rare. Les deux types d'exploitation ont atteint un degré de mécanisation comparable.

. équilibre financier et rentabilité.

Le souci de rentabilité est aussi élevé que dans le grand domaine, l'équilibre financier^{est assuré} à peu près dans les mêmes conditions. On peut seulement faire remarquer que la fortune personnelle du propriétaire joue un plus grand rôle. Sur le plan du financement courant elle obtient les mêmes facilités que les grandes exploitations.

3/ la petite exploitation

Nous définirons, toujours selon les critères algériens, la petite exploitation en disant qu'elle possède moins de 50 hectares de vigne c'est-à-dire la superficie optimale de culture d'une famille européenne moyenne. Mais cette définition recouvre des réalités absolument différentes. Il est impossible d'assimiler le petit colon disposant de 40 ha de vigne et le fellah qui n'en possède que deux.

Le petit colon se caractérise en définitive moins par l'extension de sa propriété que par le fait qu'il conduit lui-même son tracteur. Soutenu par le groupement syndical, le crédit mutuel et la coopération, il travaille dur de ses mains avec l'aide de quelques ouvriers permanents. Encore faut-il souligner qu'il s'agit le plus souvent de populations d'origine étrangère, Espagnols, Italiens et Maltais. Les plus petites exploitations de moins de 10 hectares sont la majorité et ne sont parfois que des parcelles de propriétés plus grandes.

Généralement le petit colon consacre ses parcelles à la vigne aux arbres fruitiers et surtout aux primeurs d'exportation. Quelquefois aussi, mais plus rarement, la vigne est associée à des cultures d'arbres plantés entre les ceps, arbres fruitiers dans le Sahel d'Alger, oliviers à Sidi-Bel-Abbès et parfois des légumes autour d'Alger. Rarement le petit viticulteur fait son vin lui-même, le plus souvent il le porte à la coopérative du village (le réseau coopératif comprenait 188 caves en 1960). Les Banques et les caisses de Crédit agricole mutuel ont été le soutien des coopératives qui se sont multipliées à partir de 1930, la crise ayant fait ressortir aux yeux des petits viticulteurs la nécessité de se grouper.

La propriété du petit colon est rentable mais le passage de l'attelage à la motorisation a été une rude épreuve qui n'a pu être surmontée que par le relèvement artificiel des cours du vin. En règle générale ses besoins financiers sont assez faciles à déterminer, ses garanties raisonnables, il a donc la possibilité d'emprunter directement aux Caisses de Crédit agricole. Les S.A.P. (sociétés agricoles de prévoyance) dont ce n'était pas la fonction à l'origine lui octroient des crédits de campagne avantageux, et s'il est adhérent à une coopérative il reçoit des acomptes échelonnés sur la base des raisins livrés.

La situation du fellah est tout autre. Il y a une vingtaine de milliers de petits viticulteurs musulmans possédant en moyenne 2 hectares de vigne. Malgré l'introduction de cette culture, ce genre d'exploitation reste en définitive tourné vers l'autosuffisance. D'ailleurs, les terres sont médiocres et ne permettent pas de consacrer les autres parcelles à d'autres cultures dites riches. La survie de ces paysans est donc entièrement conditionnée par la recette viticole à la différence de toutes les exploitations européennes. Bien des fellah ont une propriété trop exigüe pour espérer pouvoir changer le vieil araire de bois qui égratigne le sol, contre la charrue métallique.

Cette condition misérable est accentuée par le fait qu'il n'a que très rarement accès aux coopératives et que ne sachant et ne pouvant vinifier lui-même, il est une proie facile des acheteurs de vendanges auxquels il vend sa récolte sur pied. Sa faible surface financière, l'absence de garantie, souvent l'indivision du fonds lui interdisent d'accéder aux formes habituelles de crédit. Sa seule ressource est d'obtenir quelques prêts à court terme des SAP et des avances des acheteurs de vendanges à des taux qui sont, trop souvent, pour ces derniers, usuraires.

B. Les structures sociales

Le choc des deux civilisations, moderne et traditionnelle, feutré jusqu'alors est devenu violent avec l'implantation du vignoble de masse. De 1830 à 1880, la petite colonisation à progrès lents s'installe en Algérie, en s'ingéniant surtout à imiter le mode d'exploitation des natifs du pays. Pauvres en capitaux, complètement ignorants des possibilités réelles de cette nouvelle terre, soucieux avant tout d'obtenir une récolte dans l'année, les premiers colons se réfugient dans la culture des céréales. Par la force des choses, ils adoptent les techniques archaïques en usage dans le pays (jachère morte) et orientent leurs exploitations vers l'autoconsommation familiale.

En cela, ils ne se différenciait^{en} guère des musulmans et l'on peut dire que les points de friction pour ce qui concerne le mode de travail et de vie étaient réduits au minimum. Les algériens, abstraction faite de la guerre de refoulement, peuvent voir chez les nouveaux venus le reflet de leurs propres conditions de vie soumise aux aléas naturels et misérable.

L'implantation du vignoble détermine une brusque mutation de la colonisation. Les tâtonnements sont finis, l'utilisation à plein des techniques et des ressources européennes (ainsi que la force armée) accélère la prise de possession des terres et la maîtrise grandissante des éléments naturels. La vigne en exigeant l'organisation rationnelle des facteurs de production bouscule les mentalités traditionnelles, détruit l'économie de subsistance en intégrant de force ceux qui s'y lancent, dans le circuit des échanges économiques.

C'est dans l'ère triomphante de la viticulture que s'est forgée la psychologie propre aux européens d'Algérie, en même temps que le paysage rural, la structure sociale et régionale de la campagne algérienne prenaient leur forme contemporaine.. Les premiers colons émigraient essentiellement pour vivre mieux qu'en Europe; avec la réussite de la viticulture, aux pionniers défricheurs de terres, s'ajoutent les entrepreneurs capitalistes qui consacrent des fonds de toutes origines à l'achat des sols, à l'accroissement^r de leurs moyens de production et font venir de métropole directeurs, gérants et techniciens. Il n'est pas jusqu'à la petite exploitation viticole algérienne qui n'ait marqué la société coloniale. Le vignoble de petite propriété a permis l'habitat concentré, stabilisé des villages coloniaux autour de la cave coopérative.

" C'est ainsi que l'européen crée un environnement qui lui renvoie son image et qui est la négation de l'univers ancien où l'algérien finit par apparaître étranger "(1).

(1) BOURDIEU P. " La sociologie de l'Algérie " PUF Que sais-je ? Paris

La viticulture exigeant une main d'oeuvre abondante, les fellahs dépossédés et les anciens khammès pénétrèrent cet univers en devenant les ouvriers des colons. Le caractère saisonnier des travaux joint à la continuelle amélioration des techniques et à l'emprise grandissante de la mécanisation ont limité cette forme salariée d'intégration (faiblesse du nombre des ouvriers permanents dans les domaines).

Les progrès de l'agriculture coloniale coïncident avec une régression nette de l'agriculture autochtone; au fur et à mesure que l'européen s'insère et étend son emprise, la société algérienne se désagrège. Lorsque les bases économiques sont mises en question, l'équilibre fragile entre les ressources et l'organisation sociale traditionnelle est rompu(1)

En quoi les bases économiques de l'agriculture musulmane furent-elles touchées ?

D'une part, la paysannerie musulmane qui pratiquait une agriculture intensive, ressentit durement le resserrement territorial qui lui fut imposé. En dépit d'une légère amélioration des méthodes culturales les rendements diminuèrent, les céréales étant emblavées sur de moins bonnes terres que celles qui avaient été accaparées par la vigne.

D'autre part, cette paysannerie ne pouvait pas entièrement vivre à l'abri des circuits économiques européens, la commercialisation archaïque des grains et du bétail (ventes à bas prix de la récolte et rachats en période de soudure) la rendait particulièrement vulnérable aux crises de conjoncture aggravées par la pratique de l'usure traditionnelle. Peu à peu, à l'effet des variations climatiques (famines périodiques), s'ajouta l'effet des crises économiques dont la viticulture fut longtemps la principale responsable.

(1) MANDEL E. dans son "Traité d'économie marxiste" Tome 2 page 114 donne l'exemple de l'artisanat " Le nombre d'artisans indigènes en Algérie est tombé de 100.000 au milieu du XIX^e siècle à 3.500 en 1951 "

Or la viticulture souffrit de multiples crises n'ayant que peu de rapports directs avec ses conditions locales de développement. Cette dernière considération nous introduit à l'étude des effets de la prédominance viticole sur le deuxième volet du déséquilibre économique, externe celui-là et qui s'est manifesté par une étroite dépendance de la colonie à la métropole.

Deuxième sous-partie

L'ENCHAINEMENT A L'ECONOMIE DOMINANTE

ou le déséquilibre externe.

Les relations de dépendance et les effets de domination qui caractérisent les rapports franco-algériens, constituent le point d'arrivée de la plupart des études économiques consacrées à l'Algérie. De ce point de vue, l'analyse des échanges et des circuits viticoles peut apporter une vision peut-être trop spécifique mais cependant éclairante de la genèse de ces phénomènes.

Chapitre 1 - La DEPENDANCE CONJONCTURELLE

La production viticole en imposant sa propre conjoncture a contribué d'une manière excessive à accroître la dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis de la métropole. Il nous paraît nécessaire de distinguer deux périodes, de 1880 à 1940-45 et de 1945 à nos jours, périodes qui se distinguent par la plus ou moins grande prépondérance du cycle viticole dans l'évolution économique de la colonie.

Dans la première période, cette primauté est incontestable. Bien que rarement pratiquée en monoculture, la vigne est de loin l'élément essentiel de l'équilibre des exploitations les plus dynamiques. Dès lors tout effondrement du prix du vin se répercute brutalement par leur intermédiaire sur l'ensemble du secteur agricole moderne et ensuite sur l'économie tout entière.

Dans la deuxième période, des modifications institutionnelles et structurelles ont permis à la conjoncture algérienne de se détacher progressivement de la conjoncture viticole mais non de la dépendance métropolitaine (1). En effet, l'organisation du marché du vin atténue les fluctuations des prix et des revenus, et le développement d'autres cultures riches d'exportation modifie, dans une certaine mesure, l'assise productive des exploitations qui restent néanmoins prioritairement tournées vers l'extérieur.

En dehors de ces éléments de fragilité perpétuels un autre trait venait accentuer, dans les premiers temps du vignoble, la précarité de l'agriculture algérienne. Nous avons vu que la création et la reconstitution du vignoble s'étaient faites grâce à d'énormes injections de crédits de caractère inflationnistes. A intervalle régulier, le problème de la liquidation de ces dettes se posait, la crise s'ouvrait alors, lorsque la liquidation et la chute des prix coïncidaient. La surproduction et les guerres sont à l'origine des autres effondrements.

§ 1 - Le rôle prédominant du crédit
.....
dans certaines crises antérieures
.....
à 1914
.....

A. La crise de 1879-1887

Cette première crise eut pour cause principale les mesures conservatoires prises par le Crédit Foncier et la Banque d'Algérie. Pour cette période, l'ampleur des charges pesant sur la viticulture est impossible à préciser mais selon ISNARD la majeure partie des plantations avait été faite sur des fonds empruntés. La découverte des premiers pieds phylloxérés, en 1885, incite les organismes financiers à ralentir tout à coup les prêts de renouvellement ce qui entraîne la faillite d'un grand nombre de viticulteurs. Dans le même temps la chute des cours consécutive à une poussée de la concurrence espagnole et italienne accentue la crise.

(1) " Rapport du groupe d'études des relations financières entre la France et l'Algérie " Imp. off. du GG juin 1955

B. La crise de 1893-1894

La reconstitution du vignoble métropolitain sur plants à haut rendement s'accélère de 1881 à 1889. A nouveau, les organismes bancaires s'émeuvent et tentent d'assainir leurs portefeuilles composés en majeure partie de papiers de crédit agricole. La crise se déclenche parallèlement sous l'effet de mauvaises conditions climatiques qui ont empêché une vinification normale, auxquelles s'ajoutent les répercussions d'une violente campagne de presse métropolitaine qui déprécie fortement les vins algériens.

C. La crise de 1900-1901

La production métropolitaine ayant fait un énorme bond en avant, on enregistre une chute brutale des cours qui frappe surtout les vins de plaine. Le vignoble algérien est encore à cette date grevé d'un lourd passif hypothécaire. C'est à cette époque d'ailleurs que l'on ressentit le besoin d'organiser sur des bases saines le crédit agricole.

D. La crise de 1904-1907

La mévente des vins fut une constante du marché pendant la période 1900 à 1907. A partir de 1904, la crise s'aggrave, l'Algérie continue malgré tout à maintenir ses exportations sur la métropole mais souffre énormément de la baisse des prix selon le mécanisme explicité jusqu'ici. Les difficultés empirent par le fait que la France désormais n'accepte de recevoir des vins algériens qu'avec un degré d'alcool supérieur à celui des vins du Midi.

§ 2 - Le rôle de la surproduction et
.....
des guerres dans les autres
.....
effondrements
.....

Nous parlerons rapidement des conséquences des deux guerres mondiales sur le déroulement de la conjoncture viticole. Deux fois coupé du marché métropolitain pour ses approvisionnements et son écoulement, le vignoble algérien dégénère rapidement surtout en 1940-45.

Dans les petites et moyennes exploitations on enregistre un retour à des pratiques d'autosuffisance. De plus, l'entretien et le renouvellement normal des plantations sont abandonnés (manque de main-d'oeuvre, de plants, d'engrais et de produits de traitement). A chaque fois, on note donc une baisse brutale des rendements et de la production totale. A l'inverse, les deux guerres furent suivies d'une phase de hauts prix du vin poussant à la reconstitution et à l'élargissement des plantations. Les sommes consacrées à ces assainissements diffusaient à travers la colonie une conjoncture ascendante qui se poursuivait jusqu'à l'apparition des phénomènes de surproduction.

La période de haute conjoncture qui suivit la première guerre mondiale dura jusqu'en 1930 et fut caractérisée par un équilibre dynamique entre l'ensemble de la production métropole-Algérie et des besoins eux-mêmes en croissance. Celle qui suivit 1940-45 fut plus courte et dès sa naissance déjà hypothéquée par le déséquilibre de la production et des besoins que tout le monde savait inévitable. La manifestation de surproduction la plus grave et la plus difficile à résorber a incontestablement été cette crise viticole des années 1930 qui a coïncidé avec la crise économique mondiale et a doté la viticulture de son statut.

La surchauffe est perceptible à partir de 1924 où la production algérienne croît à un rythme intensif. Dix ans après, la production et les superficies avaient doublé, et le marché s'était définitivement installé dans une surproduction importante. La surproduction de vin en cumulant ses effets avec la crise économique générale va en Algérie, plus encore qu'en métropole bloquer le sensible essor économique des années 20 et même entraîner de fortes régressions. Les statistiques font néanmoins ressortir que le recul agricole a été moins net que la régression industrielle.

A partir de 1931-32, seule, la production viticole continue quantitativement sa montée en raison des plantations jeunes qui entrent en plein rendement alors que les autres productions s'effondrent, notamment les cultures industrielles (coton et tabac). C'est surtout la chute des prix qui touche l'agriculture, chute dont la gravité transparaît à travers les chiffres que voici: de 1930 à 1935, les prix baissent de 53 % pour le vin, 50 % pour le blé, 66 % pour l'orge, 65 % pour l'huile d'olive etc... (1).

Quelles ont été les manifestations les plus apparentes de cette crise et comment s'est elle propagée ?

A. Déroulement de la crise (2)

De 1930 à 1933, les exportations viticoles ont continué à accroître leur importance dans les exportations totales de la colonie (43 % en 1930, 65,6 % en 1933) en raison surtout du recul en importance des autres postes.

Malgré des plus-values viticoles notables en 1931 (+ 254 millions) et en 1932 (+ 77 millions) et malgré une importante réduction des importations, le déficit de la balance commerciale monte à 20 % de la valeur des échanges en 1931 contre 14,4 % en 1930.

A partir de 1933 se déclenche une crise sévère de révente générale qui s'aggrave en 1934 et continue en 1935 mais qui n'a de répercussions importantes dans la colonie que sur les prix, les quantités exportées variant peu. En 1936, s'ajoute une régression quantitative avec une compression des exportations de plus de 1 million d'hl (10.787.000 hl en 1936 contre 11.962.000 hl en 1935), la moins-value sur les vins et les alcools se monte à 294 millions et le d'écit de la balance commerciale s'élargit. Mais le fond de la crise est atteint et l'on note dès 1937 une plus-value importante sur les vins de 460 millions (12.133.000 hl) compensée en partie par une sévère réduction des ventes d'alcool (- 108 millions).

(1) Plan de Constantine, Rapport général op. cité

(2) " Exposé de la situation générale de l'Algérie " publié chaque année et utilisé de 1930 à 1938
Gouvernement Général de l'Algérie.

B. effets hors du vignoble

La conséquence la plus apparente a été le ralentissement notable du soutien accordé par les caisses de crédit agricole qui, dès 1932, restreignent leurs interventions notamment pour les prêts à court terme (alors que de 1920 à 1932 les prêts de cette catégorie étaient passés de 10 millions à 617 millions, ils ne montent qu'à 678 millions en 1934). Par contre, les prêts à long terme sur garantie hypothécaire, plus sûrs s'accroissent. En 1935, le gouvernement est obligé d'intervenir pour soutenir des opérations de consolidation des prêts aux petits agriculteurs par la constitution d'un organisme nouveau, la Caisse des prêts agricoles. A cette date aussi, est créé un organisme central de compensation des Caisses régionales la C.A.C.A.M. (Caisse algérienne de Crédit agricole mutuel).

Deuxième conséquence, le chômage s'étend à partir de 1934 et justifie l'intervention des pouvoirs publics dès 1935 par l'ouverture de chantiers de travaux. Les régions les plus atteintes par la diminution des effectifs sont évidemment celles où l'activité liée à la viticulture est la plus importante, on a : Oran -26,12 % des effectifs, Constantine-14,70 %, Alger -6,88 %. Mais ce chômage est curieusement moins apparent dans le secteur agricole lui-même que dans une partie du secteur industriel. Il affecte principalement l'industrie du bâtiment et des travaux publics. La localisation dans ces deux secteurs s'explique comme le souligne la " Situation générale de l'Algérie" surtout par la réduction des capitaux investis dans les constructions privées d'origine essentiellement agricole.

Troisième conséquence, le trafic portuaire est touché lui aussi.

Trafic en millions de tonnes des ports algériens

1935	1936	1937
46.320.864	44.490.182	46.142.565

Le gouvernement tente de sauver ce qu'il peut en intervenant sur les marchés des produits agricoles, par des mesures de plus en plus contraignantes. Cette intervention s'est manifestée sur le marché des deux principales branches de la production agricole comme soutien des cours d'une production déficitaire, par la réglementation des pourcentages d'incorporation en mouture des blés exotiques, et comme tentative de soutien des cours d'une production excédentaire, par les dispositions de la première loi sur le marché des vins, loi du 4 juillet 1931(1). En matière de vin la politique d'intervention va osciller entre deux attitudes, tantôt alternatives, tantôt simultanées: mise en réserve de marchandises, mise définitive hors marché. Ces mesures s'appliquaient en principe indifféramment à l'Algérie comme à la métropole mais en fait, la résorption des excédents a frappé plus lourdement la production algérienne davantage concentrée. L'intervention a contribué, du moins dans l'immédiat, à bloquer l'expansion du secteur viticole vital pour l'agriculture spéculative, et a eu pour effet de la réorienter en partie vers des spéculations parfois moins riches mais de débouchés moins élastiques.

De 1950 à 1956, le développement de la production agricole est difficile à saisir en raison de l'irrégularité des récoltes. Les prix du vin connaissent des fluctuations moyennes, heureusement limitées par l'efficacité des mesures d'intervention. En 1957 et 1958, l'ensemble de la production agricole algérienne est en baisse mais cette réduction quantitative est compensée largement par les hauts prix du vin.

De toute façon les récessions viticoles ne peuvent plus affecter d'une manière aussi radicale l'activité économique de l'Algérie. Bien que le revenu de la vigne conserve encore une place écrasante dans le revenu agricole 48 % en 1959/60 (voir page 119), la diminution de la part de ce dernier dans la production intérieure brute (1/3 environ contre la moitié en 1930) freine considérablement l'extension de toute crise même si les proportions sont artificielles.

(1) " De l'intervention de l'Etat sur le marché des produits agricoles" F. LEMOINE opusculé Imp. La Typo-Litho 1935

Il est aisé d'assimiler le comportement des flux liés à la viticulture à un exemple des effets d'entraînement et de stoppage qu'exerce une économie dominante sur une économie dominée(1). L'entraînement se manifeste par des ouvertures de marchés et des hausses de prix périodiques, le stoppage par les phénomènes inverses. L'épicentre conjoncturel viticole est situé au sein même de l'économie dominante (importance écrasante de l'offre et de la demande métropolitaine) sans que les forces propres du marché du vin de la colonie puissent y influencer. Seul le reflux des revenus, diffusés d'abord dans la colonie, revient peser sur la conjoncture métropolitaine "les placements nets à l'extérieur représentent en 1954 plus du quart de l'épargne privée" (2).

Chapitre 2 - La DEPENDANCE STRUCTURELLE

" La France a exporté dans les trois départements algériens ses tares économiques les plus spectaculaires en particulier des productions agricoles dont les débouchés se ferment (vin, alfa, agrumes)" (3).

La sélection des productions agricoles comme industrielles s'est faite sous la pression des impératifs du marché français. Pour les premières c'est ce que nous avons essayé de démontrer dans notre étude sur les marchés. L'aboutissement logique a été l'abandon des cultures vivrières ou d'utilité locale (matières premières pour les industries de transformation) au profit des cultures spéculatives d'exportation. Dès lors l'économie algérienne ne pouvait qu'être gravement déséquilibrée tant du point de vue de son commerce extérieur que de sa structure interne.

(1) PERROUX F. "Economie du XX^e siècle" PUF Paris 1961

(2) " Rapport du groupe d'étude des relations financières entre la France et l'Algérie " op. cité

(3) " Rapport du groupe d'étude..." op. cité , voir aussi DRESCH dans " Industrialisation au Maghreb" Maspéro 1963

§ 1 - Le commerce extérieur.....

L'analyse du commerce extérieur de l'Algérie nous permet de retrouver les caractéristiques essentielles du commerce de " type colonial "(1), à la fois déséquilibré sur le plan global et dans ses composantes (par poste et par destination).

Avant l'Indépendance, la balance commerciale de la colonie s'installait de plus en plus dans le déficit. Entre 1958 et 1961, les exportations restent comprises entre 1,5 et 2 milliards de NF tandis que les importations, comprises entre 2 et 3 milliards de NF de 1951 à 1956, ont crû brusquement à partir de 1957 pour atteindre 6,2 milliards en 1960. A l'actif, ce commerce repose essentiellement sur l'exportation de produits agricoles, alimentaires ou miniers destinés à la métropole.

Pour l'agriculture algérienne, ce commerce est fondamental; en effet, en 1960 sur 319 milliards de revenu agricole brut 154,9, c'est-à-dire la moitié provenait de la commercialisation à l'extérieur. En 1959, les trois rubriques alimentation, énergie, et produits bruts font 94,5 % des exportations (2).

Aux importations, les demi-produits, les produits finis d'équipement et produits finis de consommation font 67,5 % du total. Dans ces importations, il faut souligner l'importance, comme critère du sous-développement économique et comme facteur de sa perpétuation, du poste alimentaire qui fait 22,4 % et surtout des produits finis de consommation, 33,1 % .

La subordination extérieure est accentuée par la disparité des prix entre les produits exportés et les produits importés " ainsi, en 1955, le prix moyen de la tonne exportée d'Algérie était de 21.000 AF contre 76.000 AF pour la tonne importée "(3).

(1) LACOSTE Y. " Les pays sous-développés " PUF Que sais je?

(2) Ces statistiques sont tirées des "Tableaux de l'économie algérienne " 1960

(3) LACOSTE Y. " Les pays sous-développés " op. cité

A un moindre degré, on relève aussi un des aspects classiques du sous-développement en ce que les exportations sont relativement concentrées sur un seul produit. Les produits viticoles font, entre 1956 et 1960 pour 38 % minimum et 55 % maximum de la valeur des exportations (voir tableau n°17).

Enfin, ce commerce est orienté dans une proportion écrasante vers la métropole et les autres pays de la zone franc. En 1959, la France reçoit 82,2 % des exportations et la zone franc dans son entier 86,8 %. C'est évidemment vrai pour le poste prépondérant que constituent les produits de la vigne (1). Toujours pour cette année 1959, les importations proviennent à 78,3 % de la France et 83,9 % de la zone franc.

Comment s'organisent, à l'intérieur de l'économie coloniale, les transferts d'origine viticole ?

Nous avons tenté à ce propos un calcul très approximatif pour l'année 1959/60. Les bases chiffrées nous sont fournies par le rapport de la Banque de France (2). Cette année là, les professionnels évaluent à 3.346 Fr les frais d'entretien d'un hectare de vigne. Si nous admettons momentanément ce chiffre pour un vignoble à vin d'environ 360.000 hectares la recette brute est estimée à 1.300 millions de francs. Cette masse peut être ventilée ainsi:

		<u>en millions Fr</u>
- frais cultureux proprement dits		
(50 % du prix de revient)		
. matières et fournitures	30%	180,6
. travaux	70%	421,4
Total		602

(1) Selon les douanes algériennes la part de la France dans les exportations algériennes est de:

1956	1957	1958	1960
96,3 %	96,8 %	98 %	97,7 %

(2) Banque de France, fiche de documentation "viticulture de juillet 1962 op. cité page 24 & 29

EXPORTATION des PRODUITS de la VIGNE et DESTINATIONS

(en milliers de NF)

SOURCE : ANNUAIRE STATISTIQUE de l'ALGERIE

PRODUITS VITICOLES	1956	1957	1958	1959	1960
(MouÛts de raisins, mistelles Direction : France	(2) 8 904 : total :	(2) 5 375 : total :	(2) 4 709 : total :	2 013 : total :	(2) 1 824 : total :
(Vins ordinaires Direction : France	561 672 : 545 : reste :	829 274 : 809 : reste :	1 111 407 : 1 089 : reste :	893 289 : 875 : reste :	1 039 706 : reste :
(A. O. F., Suisse, Madagascar, Belgique)					
(Vins de liqueur, apéritifs Direction : France	3 470 : total :	2 520 : total :	2 131 : total :	1 245 : total :	719 : total :
(Vins vinés Direction : Madagascar	4 019 : total :	6 562 : total :	5 263 : total :	2 423 : total :	2 205 : total :
(Raisins frais Direction : France	4 771 : total :	6 588 : total :	8 171 : total :	4 895 : total :	2 949 : total :
(Alcool �thylique, Direction : France)	(1) NEANT	(1) NEANT	(1) NEANT	NEANT	(1) 6 104
(TOTAL sur exportations totales	522 836 : 38,82 : 1 501 140 :	850 319 : 49,5 : 1 717 490 :	1 131 681 : 55,16 : 2 051 504 :	903 865 : 50,08 : 1 804 605 :	1 053 507 : 54,17 : 1 946 539 :
(EXPORTATIONS TOTALES					
(1) Les statistiques des douanes algériennes relèvent, quant à elles, les exportations d'alcool éthylique suivantes sur la France (en valeur)	1956	1957	1958	1959	1960
	33 362	12 706	5 436	72,1	
(2) Les mêmes douanes relèvent, sur la France, pour les mouÛts et mistelles	1 022	1 469	1 427	151	

Tableau n  17

- revenu net	
. amortissements	210,6
. impôts, assurances, divers	46,8
. autres revenus	440,6
	Total 698
- recettes brutes	1.300 millions

Dans la réalité, les frais d'entretien de l'hectare de vigne sont bien moins élevés. Ainsi sur la base des frais supportés par les deux exploitations que nous avons étudiées et que nous étendons après pondération à l'ensemble du vignoble et en gardant la même distribution en pourcentages pour les postes composants, on obtient la répartition plus vraisemblable que voici (1):

- frais cultureux	
. matières premières et fournitures	113,53
. travaux	264,92
	Total 378,45
- revenu net	
. amortissements	57,96
. impôts, assurances, divers	199,27
. autres revenus	664,32
	Total 921,55
- recettes brutes	1.300 millions

Le profit des exploitants s'élève ici à 50 % environ du total des recettes brutes.

§ 2 - La structure interne

L'économie algérienne a été qualifiée d'asymétrique (2), expression qui désigne une catégorie spéciale dans le vaste ensemble des économies sous-développées.

(1) Ces frais relevés en 1956 n'ont guère varié en 1959/60

(2) DUMOULIN " La structure asymétrique de l'économie algérienne " d'après une analyse de la région de Bône.

Cette économie asymétrique se définit comme suit :

- Une économie à double secteur correspondant à deux systèmes économiques, l'un moderne, parfaite projection du système métropolitain, l'autre archaïque.

- Une économie à deux catégories de population, l'une à niveau de vie élevé, l'autre très bas.

- Une économie où toutes les ressources naturelles sont en général exploitées mais où l'intégration des processus de production n'est pas poussée très loin.

- Une économie où les capitaux qu'ils soient d'origine extérieure ou intérieure ne manquent pas mais qui ne s'investissent que dans les activités primaires ou tertiaires.

Dans quelle mesure la vigne a-t-elle accentué, pour sa part, cette asymétrie de l'économie algérienne ?

L'on sait, en premier lieu, que ce dualisme est avant tout la résultante des conditions physiques et notamment de l'importance de la pluviométrie. La vigne, plante rustique en principe, occupe néanmoins une large part des terres agricoles recevant le plus de précipitations. On compte environ 63.000 ha de vignoble dans les zones bénéficiant de plus de 700 mm de pluie en incluant les périmètres d'irrigation ainsi que 170.000 ha dans les terres recevant de 500 à 700 mm de précipitations annuelles.

En second lieu, nous l'avons vu, elle a contribué à élargir le déséquilibre économique et social. Le revenu brut viticole (le tiers et plus du revenu agricole) est partagé entre 33.000 exploitants et environ 190.000 ouvriers (si l'on compte un poste de travail pour 2 ha, en fait le phénomène du travail saisonnier multiplie le nombre d'ouvriers intéressés) pour une population rurale estimée en 1954 à 2.600.000 personnes actives. De plus, 85 % du revenu net viticole bénéficie à seulement 25 % des viticulteurs exploitants.

Enfin, les liaisons de la viticulture avec le secteur retardataire sont extrêmement ténues, ce secteur n'ouvre pour elle ni un marché pour ses produits ni aucun moyen de culture si ce n'est un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché dans lequel, au total, elle puise très peu.

Nous avons signalé dans le paragraphe consacré à l'industrialisation que la vigne détermine une demande de biens capitalistiques d'origine extérieure et qu'elle n'induit aucun investissement d'envergure sur le territoire colonial.

Même l'intégration des processus productifs propres aux activités viticoles est peu poussée, les stades les plus intéressants étant aux mains des grands groupes métropolitains (conditionnement définitif et mise en bouteilles, fabriques d'apéritifs etc..).

Enfin, la vigne vérifie dans sa technique dernière les conclusions mises en évidence par le célèbre "paradoxe de Léontieff" (1), l'Algérie, pays pauvre, exportant non pas les productions incluant le plus du facteur dont elle est excédentaire (le travail) mais les productions les plus capitalistiques (2). Pour la vigne ce phénomène ne tient pas aux exigences absolues de son système de culture qui a pu longtemps apparaître comme absorbant beaucoup de travail mais aux méthodes de production algériennes (30 jours à l'ha dans les domaines fortement mécanisés de l'Oranais).

CONCLUSION de la 2^e partie

Nous avons vu comment les déterminations propres au marché élargi et notamment le degré de soutien différent des produits agricoles, expliquaient les choix des spéculations, choix qui n'eussent point été semblables dans la perspective d'une autonomie économique de l'Algérie ni même dans l'hypothèse d'une autre hiérarchie des prix (3).

(1) précis " Relations économiques internationales " BYE, Dalloz

(2) en Algérie cette tendance a été renforcée par l'application d'une législation fiscale et sociale comparable à un pays industriel qui a abaissé le seuil de substitution des moyens mécaniques; voir GENDARME "l'économie de l'Algérie" A Colin 1959

Au départ, sans que l'on puisse en faire un facteur prédominant, l'orientation viticole fut grandement facilitée par le milieu physique extrêmement favorable à cette culture. L'on sait qu'une vocation agricole n'est jamais unique en raison des possibilités d'action concrète d'aménagement de l'homme sur le terrain (assainissement, drainage, amendement, irrigation etc...). Mais, en Algérie, ce modelage du milieu n'a pas pris une ampleur suffisante, la pénétration coloniale s'étant traduite par l'appropriation de terres nouvelles mises en culture aussitôt, après un rapide défrichement. Dans ce contexte, la vigne et les céréales restèrent longtemps, du point de vue technique, les seules cultures praticables à large échelle parce que justement elles pouvaient se contenter d'un aménagement sommaire du terrain. L'appât du gain immédiat et la sollicitude prononcée des gouvernants se conjuguèrent aussi pour orienter les premières tentatives culturelles. L'organisation économique (liberté des échanges, systèmes de culture, structures agraires) et sociale qui en découla, figea définitivement l'agriculture coloniale dans l'impasse de la quasi monoculture viticole.

On perçoit ainsi la dualité du processus de conquête agricole et de l'expansion du vignoble, processus humain et technique à base d'efforts individuels et isolés et processus sociaux d'organisation économique complémentaire impliquant l'adaptation des formes institutionnelles et commerciales.

La première partie de ce travail nous a permis de mettre en évidence les conséquences néfastes de l'expansion et de l'orientation de la viticulture algérienne au niveau de la nation. La vigne de ce point de vue ne bénéficie pas du préjugé favorable dont on l'a longtemps créditée. Il semble, même dans la perspective d'une intégration des marchés franco-algériens, qu'elle ait épuisé ses effets bénéfiques vers les débuts des années 1930, époque où la conjoncture viticole entre dans un marasme indéfini.

rappel de la page 172

- (3) " Toute spécialisation régionale suppose un double mécanisme privilégiant le revenu tiré de la terre et un cadre économique et social favorable " GEORGE P. " Géographie agricole du monde " Que sais-je ? PUF Paris

Les techniques modernes de commercialisation qui prennent alors le relais s'avèrent impuissantes à assurer une stabilisation des marchés viticoles sans l'imposition d'un appareil de contrôle de plus en plus complexe.

Que dire alors des incidences du vignoble sur l'équilibre économique de la colonie ?

Les exigences du développement régional relèvent d'une analyse spécifique dont nous avons recensé les éléments dans la deuxième partie de ce travail. L'idée force qui en ressort est qu'aussi exceptionnelle soit la réussite d'une activité et d'une spécialisation, seul son pouvoir d'entraînement sur les autres secteurs composants de l'économie régionale compte en définitive. Or ce pouvoir d'entraînement est lié à deux caractéristiques fondamentales: la parfaite intégration de l'activité motrice dans l'ensemble de l'économie et son développement uniforme sans récessions graves. De ces points de vue, la viticulture algérienne s'est révélée impuissante à jouer le rôle moteur que l'on attendait d'elle. Examinée sous tous les angles possibles (emploi-salaires, effets industrialisants, revenus et partage de ces revenus) elle offre l'exemple type d'un développement autonome fortement intégré au secteur moderne mais sans liaison étroite avec le secteur traditionnel. Encore ses liaisons avec le secteur moderne ne sont-elles fondées que sur des transferts d'épargne vers le tertiaire improductif. De même, la fréquence des crises due au caractère capricieux de la conjoncture viticole et à la rigidité des charges a conduit maintes fois la colonie ou du moins le secteur moderne au bord de la faillite et bloqué le mouvement d'expansion.

Il est cependant difficile de savoir si ces faits sont à mettre directement au passif de la vigne ou si les méthodes culturales en vigueur dans la colonie et le mode général d'exploitation ne suffisent pas à les expliquer.

Il est troublant de constater que nombre de ces effets de freinage aient pu se répéter dans d'autres régions de monoculture viticole comme le Midi français, bien que les structures agricoles soient fondamentalement différentes de celles de l'Algérie. Ici et là, la vigne débouche rarement sur une mise en valeur complexe des terres, en rapport avec les possibilités naturelles et les perspectives de débouchés et l'on constate des deux côtés que même désavantagée sur le plan des profits, la vigne garde souvent sa suprématie. Plus que d'une simple activité économique, on peut donc parler à son propos d'une véritable civilisation viticole.

A la veille de l'Indépendance, on avait déjà perçu les dangers de ces mécanismes, menace contre le vignoble national, dépendance et stagnation de l'agriculture coloniale. Il existait un problème du vignoble algérien quant à la place qui devait lui revenir dans l'ensemble français et quant à son rôle à l'intérieur de l'économie coloniale. Mais dans la perspective d'une intégration de plus en plus poussée à la métropole, les fondements économiques de la colonisation ne pouvaient guère être remis en question sérieusement, les impératifs politiques ayant relégué au second plan la recherche des solutions à apporter à ce problème.

Ainsi le Plan de Constantine qui s'efforçait, en principe, d'accentuer les complémentarités internes et les effets multiplicateurs locaux se situait expressément pour l'agriculture " dans le contexte actuel des structures agraires, des habitudes de travail, de l'orientation des cultures, de l'état du marché "(1). Les critères de sélection des priorités retenues, dans le cadre quasi statique fixé à l'avance, étaient par ordre d'importance décroissante, la création d'emplois, la maximation de la valeur ajoutée, les incidences sur la balance commerciale.

(1) Plan de Constantine. Rapport général. Imp. off. du GG
1959 page 395

Cette optique entraînait logiquement le maintien d'une viticulture florissante comme meilleur moyen de soudure entre les deux territoires (1).

Actuellement, il reste à savoir si l'ordre des priorités défini plus haut est valable pour le déclenchement et l'entretien d'un processus de croissance, l'affermissement de l'Indépendance par l'indépendance économique et quelle serait alors la place de l'activité viticole.

Affermir cette Indépendance et assurer les bases du développement, dans les conditions algériennes, c'est avant tout s'appuyer sur l'agriculture, ce qui implique au moins la recherche préliminaire d'un nouvel équilibre des activités agricoles.

(1) rappelons que déjà en 1898-1900 l'économie viticole et le souci d'écouler cette production fut l'obstacle principal à la revendication d'Indépendance immédiate et totale. Voir CH. R. AGERON "Histoire de l'Algérie contemporaine" Que sais-je ? PUF Paris page 56

Troisième partie

RECHERCHE d'un NOUVEL EQUILIBRE

"L'indépendance économique n'est pas seulement l'autonomie de décision par rapport à l'extérieur, c'est aussi l'homogénéité de l'économie nationale. Or, l'agriculture de notre pays n'est pas nationale, ni dans un sens ni dans l'autre. Une partie trop importante de ses marchés et de ses sources d'approvisionnement est à l'étranger et l'orientation de ses spéculations est plus dépendante des marchés extérieurs que d'une politique nationale." (1)

Par ses besoins comme par ses marchés, l'agriculture riche de l'Algérie est étroitement dépendante de l'extérieur. Elle souffre d'un isolement interne manifeste vis-à-vis des marchés locaux, vis-à-vis de l'industrie et vis-à-vis des masses déshéritées du secteur traditionnel, caractéristiques qui sont autant d'obstacles au développement de l'ensemble de l'économie.

Or les tâches de l'agriculture sont immenses dans la phase de démarrage. Tout d'abord elle doit dégager le complément d'épargne nécessaire à l'accumulation qu'il serait peu réaliste d'attendre en totalité de l'aide extérieure. Elle doit conserver au pays un courant important de devises indispensables à l'acquisition des biens d'équipement. Elle

(1) Document interne du PLAN, sans titre, non publié, op. cité, p. 19.

doit être à même de prendre en charge un large éventail d'industries rurales en créant les opportunités d'investissement correspondantes et le marché intérieur qui appellera de lui-même le développement industriel. Elle doit enfin nourrir et fournir du travail à la plus grande masse d'hommes.

Ces tâches ne seront menées à bien que par l'intégration poussée de l'agriculture riche à l'économie nationale. Cette intégration présente des aspects commerciaux (il faut tenir compte de l'évolution récente des marchés), des aspects juridiques et enfin des aspects techniques et économiques.

La solution du problème viticole qui a pris à l'Indépendance un caractère aigu peut, à cet égard, fournir un test.

Première sous-partie

Les DONNEES RECENTES et les PERSPECTIVES
du MARCHE des VINS

ou

Les Aspects Commerciaux de l'intégration

L'analyse des données et des perspectives du marché des vins doit déboucher sur la formulation d'une politique commerciale. Cette dernière implique la clarification et le recensement des contraintes immédiates et futures qui pèsent sur les exportations, contraintes qui résultent à la fois des caractéristiques de la production du système de marché (nature, degré et forme de dirigisme) et de l'évolution actuelle et prévisible de la demande.

Chapitre 1er - Le MARCHE INTERNATIONAL du VIN

Les grands courants du commerce mondial du vin sont la résultante d'une lente évolution historique et présentent une stabilité telle qu'ils ne peuvent être infléchis que très lentement : les transactions internationales portent sur 26 millions d'hectolitres et ne représentent qu'un peu moins de 10 % du volume mondial (1). Les vins algériens ne figurent que depuis peu dans les statistiques des échanges internationaux. L'Algérie, avec ses 7 à 8 millions d'hectolitres exportés, assure à elle seule le quart du volume des transactions internationales, ce qui lui confère le privilège dangereux d'être le plus gros exportateur du monde.

(1) Statistiques de l'Office International de la Vigne et du Vin.

Les pays de l'Europe du nord-ouest importent environ 9 millions d'hectolitres de vin de provenance des grands pays exportateurs ou redistributeurs méditerranéens, la Communauté Européenne, plus de 10 millions d'hectolitres, le reste ne concernant que des volumes réduits. Ainsi, on note un courant intérieur au bloc socialiste ne dépassant pas 2 millions d'hectolitres et 2 autres millions importés par les pays d'Afrique noire.

Importations en 1964

	Millions d'hl -----
1 . France, Italie	11,78
2 . Allemagne (R. F. A.), Autriche, Suisse, Royaume-Uni, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Danemark, Norvège et Finlande	8,56
3 . U. R. S. S., Hongrie, Tchécoslovaquie, Allemagne (R. D. A.), Pologne	2,42
4 . Etats-Unis, Canada, Afrique du Sud	0,63
5 . Afrique noire	2,45
6 . Divers	0,31

Ces transactions internationales intéressent généralement des produits diversifiés qui atteignent le consommateur beaucoup plus souvent par leur originalité que par leur valeur gustative intrinsèque.

Les vins algériens accèdent au marché international (en dehors de la France) soit par leur redistribution après coupage par les négociants français, soit par l'exportation directe. Dans le premier cas, ces vins perdent par le coupage leurs caractéristiques et sont proposés toujours sous une forme anonyme à la consommation de type courant, ce qui contribue à les déprécier. L'exportation directe est peu importante en raison tout d'abord de la rigidité des circuits

d'écoulement traditionnels mais aussi parce que le vin algérien ne possède pas généralement les caractères prisés par le commerce international. Ainsi, par exemple, l'un des obstacles à la pénétration des marchés de l'Europe de l'Est est le manque de vins rosés ou blancs à fort pourcentage de sucre résiduaire. Par contre, à l'ouest, le véritable frein au développement des exportations se situe dans la concurrence des autres pays méditerranéens implantés de longue date sur le marché.

Exportations hors Zone Franc (1 000 hl)

Source : Douanes algériennes

<u>1956</u>	<u>1957</u>	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>
508	529	249	280	344	366	350	408	352	440

A moyen terme, l'intérêt se porte naturellement vers le marché traditionnel français et le marché des Six.

Chapitre 2 - Le CADRE JURIDIQUE et ECONOMIQUE
des EXPORTATIONS ALGERIENNES

L'exportation du vin s'inscrit dans un cadre juridique et économique forcément étranger, en constante évolution, cadre auquel le commerce et la production algériens doivent s'adapter. Les deux systèmes majeurs pour l'avenir des exportations de vin sont les systèmes français et communautaire.

§ 1 - Etat actuel de la législation française
en matière
d'organisation du marché des vins
.....

Le système découlant des décrets du 16 mai 1959 et du 21 juillet 1962, basé essentiellement sur la détermination d'un quantum annuel correspondant aux besoins estimés du mar-

ché n'a pas donné les résultats attendus, puisqu'aussi bien la totalité des disponibilités pesait directement ou indirectement sur le marché.

Les représentants de la viticulture ont donc demandé que les quantités de vins considérées comme excédant l'ensemble des besoins d'une campagne soient intégralement bloquées et ne puissent en aucun cas revenir sur le marché au cours de la campagne en cause (suppression du hors quantum et du volant compensateur).

Le décret du 31 août 1964 bouleverse sensiblement le cadre juridique du marché, sans qu'il soit pour cela question d'abandonner le principe de l'organisation et de revenir à la liberté totale. Simplement, l'on tente à la faveur de la diminution des arrivages algériens, d'instituer un système ayant pour but de pousser à l'amélioration qualitative du vignoble. On substitue à la distinction quantitative jusque là en vigueur une distinction qualitative entre bons et mauvais vins, les premiers seuls étant reconnus "propres à la consommation". Voyons plus en détail les caractères de cette réforme.

En ce qui concerne les conditions d'établissement du prix du vin, rien n'est changé ; il est fixé avant le début de la campagne un prix du vin ainsi qu'une fourchette dans laquelle le prix réel devra se maintenir. Pour la commercialisation, le volant compensateur et le hors quantum étant supprimés, le respect du prix est assuré par deux mécanismes.

D'une part, un décret pris avant le 1er janvier suivant la récolte prononce le blocage et le report jusqu'au 31 décembre suivant d'une partie de la récolte. Pour l'appréciation globale des quantités à reporter, il est tenu compte "de l'importance de la récolte précédente, des quantités reportées et des importations prévisibles en fonction des engagements internationaux" (texte du décret), enfin, des besoins français et des exportations prévisibles.

D'autre part, les vins non bloqués, "vins libres", sont commercialisés comme l'ancien quantum et soumis à un mécanisme d'échelonnement.

Il reste à savoir quelle est la nature des vins qui auront droit à la qualification de "vins propres à la consommation" et qui seront librement commercialisables. Le but de la manoeuvre étant de favoriser la production des vins titrant un degré raisonnable, c'est-à-dire ceux du Midi et de la Corse ; le mode de classement en détermine évidemment la réussite ou l'échec. Trois critères dits "analytiques" ont été retenus : le degré, l'acidité volatile et la teneur en anhydride sulfureux.

En fait, le décret lui-même se montre extrêmement large. Les degrés minima exigés sont de 10° pour les vins de Corse, de 9° pour ceux des départements gros producteurs du Midi et seulement de 8,5° pour les vins du reste du territoire. L'on pouvait craindre, si le principe avait été appliqué avec sévérité, que les vins des régions dites "périphériques" soient éliminés à brève échéance et qu'ainsi la production algérienne dont la fonction principale est de les rendre propres à la consommation, devienne inutile en grande partie.

§ 2 - La réglementation vinicole du Marché Commun

Jusqu'à ce jour, l'existence du Marché Commun n'a eu aucune influence propre sur l'écoulement du vin algérien. Il est bon toutefois de rappeler pour le présent et l'avenir les dispositions qui réglementent le marché vinicole dans cet ensemble.

L'Algérie n'a pas encore défini sa position par rapport au bloc des Six ; des négociations sont en cours sur le point de savoir si elle acceptera ou non le statut de membre associé. Dans le premier cas, elle s'engagera à appliquer

les dispositions viti-vinicoles en vigueur entre les membres. Dans le deuxième cas, et bien qu'elle n'y soit pas juridiquement obligée, elle devra tout de même les appliquer si elle veut maintenir et élargir ses débouchés sur le marché européen.

Les accords communautaires prévoient l'établissement d'un cadastre viticole, les déclarations de récolte et des stocks (propriété et commercial), la publication des bilans nationaux et surtout l'adoption d'une réglementation européenne des vins de qualité produits dans des régions déterminées.

Avant l'Indépendance, la viticulture algérienne, au même titre que la métropolitaine, semblait à l'abri d'une commercialisation anarchique (Italie). Des perspectives intéressantes étaient ouvertes sur l'Allemagne et le Bénélux (Allemagne : consommation, 12 litres par an et par habitant, Bénélux : moins encore, contre 130 en France et 120 en Italie). A long terme cependant, une redoutable concurrente se profilait à l'horizon, l'Italie.

Avec l'Indépendance, les difficultés risquent de devenir rapidement insurmontables. Si l'Algérie s'associe au Marché Commun dans des conditions raisonnables, elle peut trouver en Europe, malgré la concurrence italienne et celle d'autres membres associés (Grèce, Espagne), un écoulement non négligeable de sa production de vin. Dans le cas contraire, il est à craindre que même son débouché traditionnel français soit condamné à disparaître (le marché français étant contraint de s'ouvrir à la production italienne et, à l'inverse, de s'abriter derrière le tarif extérieur commun vis-à-vis des importations d'Algérie).

Le Marché Commun a pour but final la constitution d'un marché unique tant en ce qui concerne les produits industriels qu'agricoles. Pour les produits agricoles, il a été précisé que des contingents seraient élargis chaque année

entre les membres jusqu'à la disparition complète des barrières douanières. Cette disposition n'est momentanément pas applicable aux produits qui bénéficient dans l'un quelconque des six pays d'une organisation de marché tant qu'une organisation communautaire ne sera pas créée.

A l'intérieur, c'est jusqu'à ce jour le cloisonnement qui continue pour les vins, à l'exception d'un petit contingent bilatéral entre la France et l'Italie, qui n'est même pas honoré.

A l'extérieur, le Tarif extérieur commun est applicable, et la France, de ce point de vue, se trouve soumise à la pression de ses partenaires et notamment de l'Italie pour les franchises qu'elle accorde aux vins maghrébins.

Jusqu'à quand cette situation pourra-t-elle se maintenir ? Tout dépend de la vitesse à laquelle pourra être réalisée l'intégration vinicole, et de l'attitude qu'adopteront les trois pays du Maghreb face aux propositions d'association.

Notons que les viticulteurs français ne sont pas les derniers à réclamer l'application du droit commun à leurs exportations. (1)

Chapitre 3 - Les DEBOUCHES du VIN

Les quelques considérations qui vont suivre concernent surtout le marché français qui présente le plus d'intérêt.

§ 1 - Le bilan du vin en France

Selon les tableaux n° 18 et 19 qui tirent des moyennes quinquennales sur la période 1959-1963, on constate

(1) voir "Le Monde" du 2 juillet 1966.

que :

- le marché français absorbe annuellement un peu plus de 68 millions d'hectolitres.;
- en face, la production nationale représente :

Moyenne quinquennale	59 148 000 hl
Moyenne décennale	54 373 000 hl
- le déficit moyen s'établit à

pour les 5 dernières années	9 489 000 hl
pour les 10 dernières années	14 265 000 hl
- ce déficit a été comblé par des apports extérieurs

Moyenne décennale	15 970 000 hl
Moyenne quinquennale	15 182 000 hl

A l'avenir, ce déficit pourra être comblé
soit par le maintien de l'apport algérien à un niveau élevé,
soit par la réduction des besoins,
soit par l'accroissement de la production nationale (accroissement des rendements ou extension du vignoble).

Une base d'appréciation pour l'avenir nous est fournie par l'examen de l'évolution récente des postes d'utilisation, des groupes d'intérêts en présence et de l'accroissement spontané de la production française.

A . L'évolution récente des divers postes d'utilisation

Cette évolution est retracée dans le tableau n° 18. L'ensemble des utilisations est en hausse de 1 million d'hectolitres de la moyenne quinquennale 1959-1963 sur la moyenne décennale 1954-1963.

a) La consommation taxée

La consommation de vin totale est en baisse de près de 600 000 hectolitres, avec une chute des V. C. C. de 700 000 hl environ, et une hausse des A. G. C. de 100 000 hl.

TABLERAU n° 18

Besoins moyens des divers Postes du Marché du Vin Français
d'après les moyennes quinquennales 1959-1963

Source : I. V. C. C.

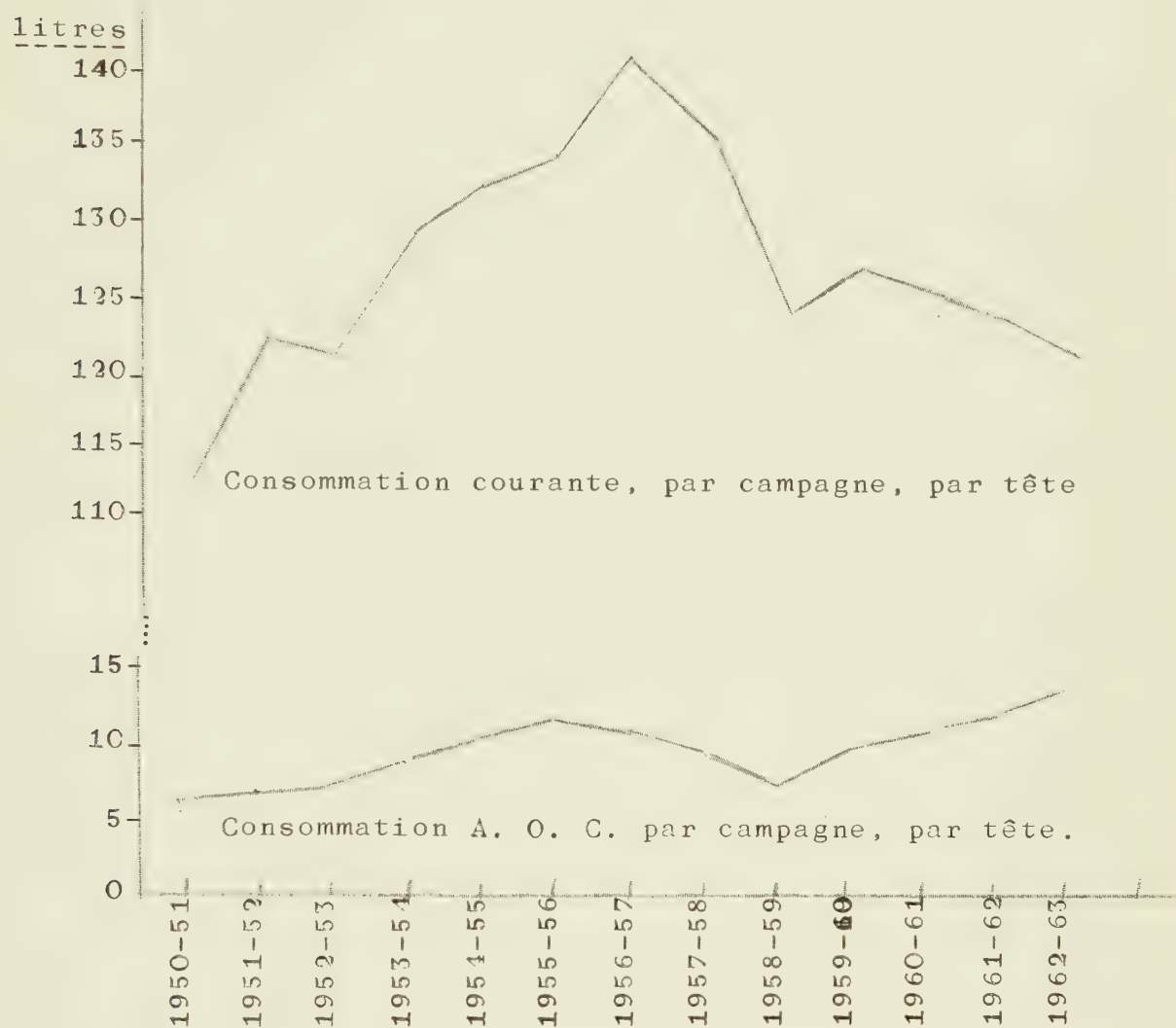
Hausse = +
Baisse = -

POSTES d'UTILISATION	VOLUMES en 1 000 hl	TENDANCE
Consommation taxée : A. O. C.	3 768	+
V. C. C.	42 480	-
Consommation familiale	11 788	-
Distillation eaux de vie A. O. C.	2 618	+
Apéritifs, mistelles	321	-
Jus de raisins	443	+
Moûts concentrés	199	+
Vinaigreries	242	+
Congélations	243	+
Exportations	3 162	+
Distillations diverses	3 373	+
Utilisations totales	68 637	+

En moyenne, pour les dix années, la consommation taxée tourne autour de 46 800 000 hectolitres avec des écarts très importants en moins dans les années 1953/54 et 1958/59, en plus en 1956/57 et 1957/58 (voir Tableau n° 19)

La consommation des vins courants stagne aux environs de 42 millions d'hectolitres malgré l'augmentation de la population et des niveaux de vie. Ce phénomène peut apparaître comme l'expression d'une tendance de longue durée.

Cependant cette hypothèse de la quasi-stagnation de la consommation n'est peut-être pas incontestable surtout si l'on étudie l'évolution de la consommation par tête.



SOURCE : J. DUBOS, "L'articulation et la mesure des variables qui influencent le marché vinicole et leur utilisation à la prévision."

Revue GESTION, Septembre 1966, éd. DUNOD.

Ce graphique montre une chute assez rapide de la consommation par tête de vins courants, non compensée quantitativement par l'accroissement de la consommation par tête de

vins à A. O. C. qui paraît suivre assez fidèlement l'évolution de leurs disponibilités annuelles (souvent insuffisantes).

La production et la consommation de vins A. O. C. et V. D. Q. S. tendent à augmenter. Les A. O. C. gagnent 100 000 hectolitres entre la moyenne quinquennale 1959-1963. Si l'on considère le pourcentage des A. O. C. sur les autres vins consommés, on voit (Tableau n° 19) que l'année 1962/63 enregistre pour la première fois une consommation d'A. O. C. représentant 10 % de la consommation des autres vins alors qu'elle n'en faisait que 7 % en 1953/54.

Pour les V. D. Q. S., nous ne possédons pas les chiffres sur l'évolution comparée de leur consommation. Néanmoins, on peut supposer sur la base des observations précédentes qu'ils connaissent eux aussi un surcroît de faveur.

b) L'exportation

Dans l'ensemble, les exportations françaises de vins sont en hausse d'environ 700 000 hectolitres de la moyenne quinquennale sur la moyenne décennale.

Ces exportations sont le fait de quelques maisons spécialisées sans qu'aucune grande marque de la région parisienne paraisse y participer.

Ce courant, bien qu'important, est dans une large mesure artificiel parce que les prix consentis à l'extérieur n'ont aucun rapport avec les prix intérieurs français, ce qui correspond à un véritable dumping des marchés étrangers. Cette pratique française a fortement contribué à l'écrasement des prix internationaux. Le mécanisme du dumping comportait jusqu'en 1964 une ristourne au profit de l'exportateur sous forme de droit de transfert cessible correspondant à la totalité du sacrifice financier consenti à l'extérieur.

La diminution des apports algériens a coïncidé avec une forte baisse en volume de ces exportations (ainsi, juste avec la diminution des arrivages algériens, on relevait

TABLEAU n° 19

Evolution de la Consommation taxée
des vins A. O. C. et autres vins
(en milliers d'hectolitres)

Source : I. V. C. C.

=====					
(	:	CONSOMMATION TAXEE		:	)
(	:			:	)
(	CAMPAGNE	:	:	:	A. O. C./AUTRES VINS)
(	:	Total	A. O. C.	Autres vins	:
(	:	:	:	:	)
(	-----	-----	-----	-----	-----
(	:	:	:	:	)
(	1953/54	: 45 140	: 3 096	: 42 044	: 7,3 %
(	1954/55	: 45 503	: 3 465	: 43 228	: 8 %
(	1955/56	: 47 784	: 3 809	: 43 975	: 8,6 %
(	1956/57	: 49 817	: 3 764	: 46 053	: 8,1 %
(	1957/58	: 48 309	: 3 203	: 45 106	: 7,1 %
(	1958/59	: 44 857	: 3 013	: 41 844	: 7,2 %
(	1959/60	: 46 418	: 3 527	: 42 891	: 8,2 %
(	1960/61	: 45 983	: 3 756	: 42 227	: 8,8 %
(	1961/62	: 46 730	: 3 875	: 42 755	: 9,2 %
(	1962/63	: 47 256	: 4 564	: 42 692	: 10,6 %
(	:	:	:	:	)
(	:	:	:	:	)
(	:	468 987	: 36 172	: 432 815	:
(	:	:	:	:	)
(	Moy. 53/63	: 46 898	: 3 617	: 43 281	: 8,4 %
(	:	:	:	:	)
=====					

21 % d'exportations en moins entre les chiffres du premier trimestre 1964 et ceux du premier trimestre 1963).

Mais à notre avis, il s'agit plus là d'une coïncidence, surtout si l'on considère que, dans le même temps, les exportations espagnoles de vins vers les Six ont augmenté sensiblement. Le marché européen supporte au même titre que la France un déficit en matière de vins de forts degrés après la réduction des arrivages algériens. La place prédominante de la France dans les exportations mondiales s'explique surtout en raison du rôle privilégié qu'elle joue dans le circuit des vins maghrébins dont elle assure après coupage la redistribution.

On peut en conclure, certes, que les exportations algériennes directes vers les pays européens ont des perspectives de développement importantes, mais encore faudrait-il que l'Algérie reprenne à son compte cette fonction de conditionnement du vin, ce qui suppose l'installation d'une véritable industrie de conditionnement pratiquement inexistante à l'heure actuelle, et la production des matières premières nécessaires (vins de petits degrés). Nous aurons à tenir compte de ce point lorsque nous étudierons les orientations générales de la reconversion du vignoble. (1)

B . Les groupes d'intérêts en présence

A long terme, la bataille pour l'écoulement du vin algérien en France dépend de la force respective des protagonistes en présence aux intérêts divergents, les viticulteurs méridionaux et les négociants.

(1) voir 3e sous-partie, "L'orientation à donner au vignoble de cuve."

Les premiers sont extrêmement sensibilisés à cette question. Les souvenirs des crises viticoles dont ils ont rendu responsables les arrivages algériens sont encore très vivaces. Il est de fait que la production totale France-Algérie surpassait largement les besoins français, cette situation se traduisant dans la pratique par un volume important de vins laissés pour compte à la propriété, dans la plupart des fins de campagnes viticoles.

Si l'on considère que 14 millions d'hectolitres constituent le plafond absolu de ce que les viticulteurs français estiment normal de détenir dans les caves en fin de campagne, on relève six années de dépassement en dix ans, de 1953/54 à 1962/63, le maximum étant atteint en 1962/63, avec près de 27 millions d'hectolitres.

Les quatre départements gros producteurs du Midi sont évidemment ceux qui, chaque fois, gardent les stocks les plus élevés. La répétition de ces faits explique aisément leur amertume et leur méfiance permanente à l'encontre de toutes les importations concurrentes.

Leurs syndicats prennent alors des positions en flèche, en demandant la suppression pure et simple des importations algériennes ou autres, ou tout au moins qu'on leur applique intégralement la législation prévue pour les vins étrangers. (1)

(1) Voir dans "Le Monde" du 2 juillet 1966 déjà cité, les conclusions du Congrès des Associations viticoles :

- Opposition au maintien des privilèges accordés aux pays du Maghreb ;
- Préférence communautaire par application immédiate du T. E. C. (Tarif extérieur commun) ;
- interdiction des coupages des vins français avec les vins importés ;
- Accroissement de la production nationale.

Il est à noter que le représentant du Gouvernement a assuré aux congressistes que le coupage ferait l'objet d'une nouvelle réglementation.

Il est évident qu'avec 13 millions d'hectolitres en moyenne, les importations algériennes pouvaient présenter des aspects concurrentiels certains. La thèse de la complémentarité absolue des deux vignobles n'est pas soutenable. Si l'on sait que les vins algériens venaient faciliter l'écoulement des vins médiocres du Centre et de l'Ouest et eux seuls presque uniquement, on voit très bien quel était le tort subi par le Midi viticole. Par contre, avec des arrivages diminués de la moitié, le problème change complètement d'aspect, c'est ce que nous verrons plus loin. Les viticulteurs n'en ont pas pour autant assoupli leurs positions : il demeure toujours risqué de faire séjourner du vin algérien dans un chai du Midi. Il faut d'ailleurs noter que la profession locale (courtiers, expéditeurs) se joint généralement à eux pour les soutenir dans leurs revendications ainsi que les rapatriés d'Afrique du Nord quelles que soient leurs professions.

Les arguments que les uns et les autres avancent sont évidemment très fragiles d'un point de vue technique mais puissants sur le plan politique. En premier lieu, il serait anormal que du vin "français" soit mis hors marché par quelque moyen que ce soit, simplement parce que l'on importe du vin étranger. Deuxièmement, les viticulteurs n'ont pas à supporter, même indirectement, la charge de la politique de coopération.

Les négociants, en principe, souhaitent le maintien d'une importation algérienne continue et importante. Ils s'appuient sur les viticulteurs du Centre et de l'Ouest. Aux utilisateurs proprement dits, il faut adjoindre le négociant importateur, les éleveurs de vins "nobles" qui couvrent leur production avec les vins médécins, l'armement spécialisé, les ^Cconniers, les transitaires, les assureurs maritimes, les camionneurs portuaires, les péniches citernes à vin et leur personnel, dockers et ouvriers.

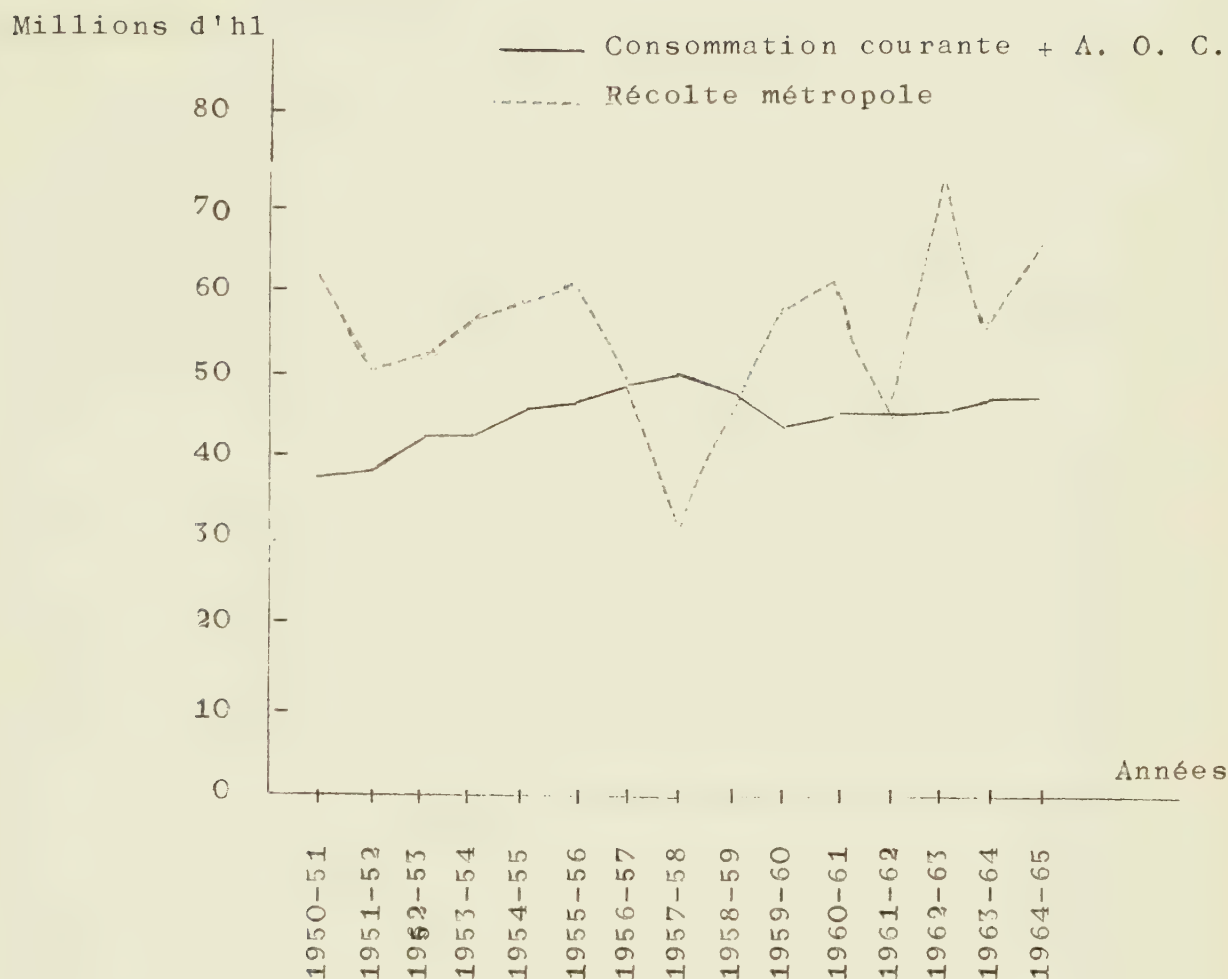
A côté de ces professionnels du vin, des intérêts absolument étrangers à ce commerce appuient l'importation. Ce sont les industriels français, ceux qui exportent en Algérie leurs produits manufacturés et qui trouvent normal que ce pays équilibre sa balance commerciale en vendant du vin à la France, ceux qui ont part au pétrole saharien et qui tiennent au maintien de bonnes relations.

De ces deux tendances, laquelle l'emportera ?

Les partisans de l'importation se fondent sur une analyse technique des besoins prévisibles du marché français, dont nous aurons l'occasion de reparler plus loin. Pour eux, le marché est déficitaire d'au moins 8 à 9 millions d'hectolitres en quantité et de 7 millions d'hectolitres en qualité. S'il est évident que le déficit quantitatif peut toujours être résorbé, il n'en est pas de même pour le déficit qualitatif. Les négociants se fondent sur le raisonnement suivant pour l'estimation de ce dernier :

les apports algériens qui rentrent dans les 40 millions environ de consommation française en V. C. C. sont concurrencés à l'heure actuelle par les importations tunisiennes et marocaines et la production des nouvelles plantations du Sud-ouest et de la Corse, soit un chiffre approximatif de 3 millions d'hectolitres. Ces 3 millions permettent de couper environ 12 millions de vins français (dans la proportion de $1/4$). La part restant à couper avec le vin algérien est de $40 - 12 = 28$ millions hl. Ce coupage nécessite donc, dans la même proportion, 7 millions d'hectolitres de vins algériens. Ce raisonnement, qui n'est guère réfutable dans la mesure où le vignoble national est dans l'impossibilité de produire ses propres vins de coupage, a obligé les syndicats viticoles à déporter leurs revendications sur un autre plan, celui des prix.

A l'image de la Bourse, en effet, le marché des



On pense qu'à l'heure actuelle, compte tenu des autorisations d'irrigation qui pourront être accordées, dans des cas bien définis, le potentiel du vignoble est d'environ 60 millions d'hectolitres au minimum.

Une certaine libéralisation de la réglementation des plantations, des irrigations et des possibilités de transfert de droits, prévue dans un décret de 1964 et adoptée dans le cadre d'une politique de résorption du déficit quantitatif et qualitatif, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, peut à l'avenir accentuer ce développement de la production.

§ 2 - Les solutions offertes à la France
.....

Le retour à l'équilibre du marché français exige deux genres d'action, une politique d'adaptation au déficit qualitatif et une politique d'adaptation au déficit quantitatif. Des dispositions réglementaires préliminaires ont été prises mais qui, à l'heure actuelle, sont mises en sommeil en raison d'un excédent temporaire de disponibilités qui pèsent sur les cours.

A . L'adaptation au déficit qualitatif

Bien qu'insuffisante dans ce domaine, on ne doit pas négliger l'adaptation quasi-spontanée tant au stade de la demande (les utilisateurs), qu'au stade final de la consommation qui s'est réalisée en face d'un courant d'importation en constante diminution.

a) réorientation de la demande

Le commerce a dû faire face à une perte de 6 à 7 millions d'hectolitres de vins médécins. Cette nécessité de réorientation est apparue dès la campagne 1962/63 où l'on enregistrait déjà un peu plus de 3 millions d'hectolitres de réduction sur les quantités habituellement importées. Les nouvelles sources d'approvisionnement ne pouvaient être que les régions du Midi viticole. Malheureusement, le Midi ne produira jamais les vins médécins, types algériens, indispensables au commerce utilisateur dans ses anciennes combinaisons de coupages. Cependant, en raison de l'effort intense de ces dernières années, entrepris dans la recherche de la qualité par l'élimination des mauvais cépages et l'amélioration des vinifications, le commerce a trouvé de très honorables vins de pays grâce à une recherche systématique des bonnes caves.

La conception du coupage, l'élaboration du produit

final de ce fait changeaient du tout au tout. Il ne s'agissait plus de couvrir une quantité déterminée de vins "de petits degrés" quelconques par incorporation de vins lourds de manière uniforme, mais de procéder à des coupages harmonieux, de mélanger des vins organiquement très différents pour obtenir un produit standard reproductible à l'infini. La technique du conditionnement, on le voit, devenait plus complexe. A l'inverse, les besoins se sont extrêmement diversifiés, poussant à une sélection plus stricte des achats du commerce, l'incitant à rechercher des vins fins de terroirs précis, des qualités spéciales qui peuvent lui être momentanément nécessaires.

Cette nouvelle orientation peut à la/longue avoir des répercussions sur la nature des approvisionnements collectés en Algérie même. En effet, l'ancienne méthode des utilisateurs les portant à acquérir de grosses quantités de vins très typés (les vins médecins d'Oranie ou les V. C. C. de l'Algérois) risque de ne plus être possible. Elle ne sera plus possible parce que précisément le contingentement les empêche d'acquérir des quantités suffisantes de vins traditionnels pour maintenir les anciens schémas de conditionnement. La politique de sauvegarde ou de réanimation des terroirs viticoles pourrait donc être payante à long terme en Algérie.

b) Réorientation de la consommation

Comme les anciennes proportions de mélanges ne pouvaient être maintenues, les professionnels ont prudemment mais d'une manière systématique réduit le pourcentage habituel de vin algérien dans leurs produits. Dans les régions où l'on consommait un vin à pourcentage d'algérien important, l'on a procédé avec plus de prudence qu'ailleurs. En règle générale, les utilisateurs constataient dès la fin de 1964 que leurs

chiffres d'affaires ne s'en ressentaient pas et qu'il n'en résultait aucune désaffection notable des consommateurs pour le vin. Dans la région parisienne, le pourcentage serait descendu de plus de 50 % avant 1962 à 33 % dès 1964.

Cette apparente facilité avec laquelle le négoce a infléchi les goûts des consommateurs vieux d'un quart de siècle est inquiétante pour l'avenir des vins nord-africains, elle permet de craindre que la suppression éventuelle de ces importations apparaisse techniquement possible sans qu'il en résulte un malaise important.

En réalité, les transformations internes d'une consommation vinicole, même en baisse globalement, avec le déplacement de la demande vers les vins de qualité que nous avons noté, complique^{nt} le problème de l'ajustement qualitatif des ressources et des emplois dans le long terme. La production nationale de vins A. O. C. et V. D. Q. S. s'essouffant devant les tendances de la demande, certaines exportations algériennes pourraient conserver leurs chances.

B . L'adaptation au déficit quantitatif
et la politique gouvernementale française

Le commerce, devant la baisse de ses approvisionnements en vins algériens, a amorcé une reconversion prudente de ses achats sur la production nationale. Le fait que ce changement révolutionnaire ait pu avoir lieu sans que la consommation totale en souffrît, facilite en partie le problème de l'adaptation qui semblait devoir se poser dans toute sa rigueur aux pouvoirs publics. Dans les cinq années de l'accord contingentaire franco-algérien, le volume est dégressif, passant de 8,75 millions d'hectolitres en 1963 pour se limiter à 7 millions en 1967, dernière année de validité de l'accord.

Ce contingent équilibre, à peu près pour la période avec les autres apports maghrébins, les besoins français estimés à 69,5 millions d'hectolitres.

Ainsi, en 1964/65, le bilan définitif s'établit :

- Production nationale	60,8 millions hl
- Maroc et autres	1,5 " "
- Algérie	8,2 " "
Total	70,5 millions hl
- Besoins	69,5 millions hl

Pour l'avenir, on fait démarrer une grande politique de reconversion qui aura pour but essentiel de parer à la réduction des apports algériens tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il s'agit dans l'esprit de ses promoteurs, de faire produire par le vignoble national ces vins médecins réclamés par le commerce mais surtout d'accroître d'un certain montant la production globale. Comme nous le verrons, l'hypothèse d'une rupture totale des approvisionnements algériens n'est pas rejetée.

Quel que soit l'avenir, l'ancien statut viticole est profondément remanié dans ce qu'il avait de malthusien. Désormais, d'après le décret du 26 mai 1964, les droits de replantation qui étaient figés entre les mains de celui qui les faisait naître par arrachage, deviennent cessibles. Sont permis, non seulement les transferts de droits à l'intérieur d'un même terroir et d'une même région, mais la possibilité est étendue au territoire national tout entier avec pour seules réserves que ces transferts soient effectués d'un mauvais terroir vers le bon, d'un cépage prohibé ou toléré vers un cépage recommandé. Le gouvernement se réserve, en outre, pour la première fois, la possibilité d'octroyer des droits de plantation nouveaux.

Cette politique prendra plus ou moins d'ampleur suivant que l'on compte sur la permanence des apports, algériens ou non.

a) Hypothèse optimiste

Si l'accord avec l'Algérie est renouvelé, on peut penser que, compte tenu de l'apport tuniso-marocain et du potentiel actuel de production (60 millions d'hectolitres), une extension du vignoble de 50 000 hectares sera suffisante (on compte 60 hl/ha) pour couvrir un déficit de 3 millions d'hectolitres environ.

En effet, le potentiel de production = 60 millions
d'hl

les apports algériens = 7 "

les apports Maroc-Tunisie = 2,5 "

69,5 "

pour les besoins qui atteindraient alors 72 à 73 millions d'hectolitres.

En dehors des autorisations de plantations nouvelles, le gouvernement compte sur une augmentation des rendements pour combler ce déficit, augmentation des rendements qui résulterait des transferts de plantations des régions périphériques, Vendée et Centre, vers le Midi et la Corse ainsi que sur les effets des autorisations d'irrigation qu'il pourrait accorder.

Pour l'amélioration des qualités, il est fondé de grands espoirs sur les plantations corses et sur le mouvement d'amélioration des vinifications dans le Midi. Il est prévu aussi une certaine extension des superficies consacrées à la production des A. O. C. et des eaux de vie.

Le groupe vin de la commission de l'agriculture prévoit, à l'occasion du Ve plan, pour la période 1965-1970, un programme de productivité et d'équipement ainsi orienté :

Production intéressée -----	Superficie à planter -----	Récoltes moyennes -----
Vins A. O. C.	20 000 ha	800 000 hl
Eaux de vie A. O. C.	7 000 ha	490 000 hl
V. D. Q. S.	15 000 ha	750 000 hl
V. C. C.	50 000 ha	3 000 000 hl
Total	92 000 ha	5 040 000 hl

Dans le cas où l'ensemble de ces mesures seraient insuffisantes, les pouvoirs publics n'hésiteraient pas à autoriser la chaptalisation (addition du sucre aux moûts) dans les régions où elle est interdite en principe.

b) Hypothèse pessimiste

Si l'accord avec l'Algérie n'est pas renouvelé, il faudrait alors prévoir un accroissement plus considérable du vignoble.

Bien que non immédiat, ce risque est soigneusement pesé dès maintenant car l'établissement d'un plan viticole à longue échéance demande du temps à démarrer et à produire ses effets.

Dès à présent, le gouvernement s'est donné les moyens d'accorder pour 80 000 hectares de plantations nouvelles en faisant procéder à des études d'implantation. Ces 80 000 ha à 60 hl/ha correspondent à 5 millions d'hectolitres supplémentaires, ce qui sera peut-être suffisant si les autres facteurs d'accroissement de la production jouent simultanément. Remarquons que le problème du déficit qualitatif n'est pas résolu pour autant.

Au total, dans cette deuxième hypothèse, et si l'on considère le seul aspect quantitatif, on chiffre à un minimum de 130 000 hectares ou de 150 000 hectares, l'extension viticole qui sera nécessaire pour couper la source algérienne. On peut estimer qu'un tel développement des superficies est dif-

ficilement réalisable, surtout si l'on met en avant, comme il se doit, les critères de qualité et de rentabilité. Les premières études prospectives sur les possibilités d'implantation de nouveaux vignobles sur des terres en friches ont fait apparaître qu'il en restait peu.

Les experts viticoles s'accordent à situer le seuil de rentabilité de l'accroissement des superficies aux environs de 50 000 à 60 000 hectares, ce qui correspond approximativement aux exigences de la première hypothèse (avec maintien de l'importation algérienne à 7 millions d'hectolitres). Les bonnes aires de production sont très encombrées, notamment dans les départements gros producteurs (Hérault, Gard, Pyrénées Orientales, Aude, Var). Sauf peut-être en Corse, il faudrait se rabattre sur des terres de deuxième et troisième catégories. (1)

Ces terres de deuxième et troisième catégories risqueraient de ne plus fournir une production correspondant aux normes du plan de reconversion, c'est-à-dire ayant un rendement d'au moins 60 hl/ha avec un degré minimum de 10,5°, dans ce cas, la reconversion perdrait toute raison d'être.

Il semblerait en définitive que, du seul point de vue de la rentabilité, il serait plus rationnel que la France oriente sa politique dans le sens défini par la première hypothèse et qu'elle conserve un minimum d'importation algérienne.

(1) La Corse a connu depuis trois ou quatre ans une extension importante de son vignoble (5 700 ha en 1957 et 20 000 ha en 1964 avec une récolte de 600 000 hl) et ce développement n'est pas tout à fait fini. La législation française qui ne prévoyait pas d'extension des plantations a été prise en défaut. Ceci tient au fait que, par une exemption qui remonte à Napoléon 1er, la Corse est dispensée d'impôts indirects la privant ainsi de l'armature fiscale de contrôle, la Régie. Les colons rapatriés d'Algérie ont accéléré ces dernières années les plantations avec des cépages types d'Afrique du Nord.

C . Le retard dans le démarrage de la reconversion française

En août 1966, les effets pratiques de la nouvelle politique et des mesures prises dans son cadre restent difficiles à saisir en raison de l'absence totale de toute publication. Il semblerait :

. que l'autorisation des transferts de droits a été seule appliquée à ce jour et encore dans des cas peu intéressants pour notre propos. Ces transferts n'ont joué qu'à l'intérieur des limites communales et les plus caractéristiques, de régions septentrionales vers le Midi, n'ont pas été accordés. Aucun chiffre global n'a été publié concernant l'ampleur de ces tendances et les résultats que l'on peut en attendre ;

. que des autorisations de plantations nouvelles ont été accordées dans des cas extrêmement restreints et qui intéressent ce que l'on appelle des V. D. Q. S. de masse". Cette catégorie qui doit pratiquement répondre aux critères appliqués aux V. D. Q. S. s'est dans la pratique considérablement éloignée de ces derniers. Il s'agit de vignobles situés dans des zones de faible fertilité où l'on compte obtenir des vins de degré/élevé ;

. qu'aucune autorisation d'irrigation répondant aux désirs du décret n'a été accordée.

Au total, les dispositions de ce décret n'ont guère eu d'application jusqu'à maintenant en raison surtout de la dégradation de la conjoncture viticole manifeste depuis le début de 1965. Les disponibilités à la propriété s'élevaient en début de campagne 1965/66 à 88,7 millions d'hectolitres contre 81,9 millions en 1964/65.

Les prévisions d'écoulement pour la campagne 1965/66 ont été évaluées à 72,5 millions d'hectolitres pour 69,5 millions effectivement utilisés pendant la campagne pré-

cédente. Pour la campagne 1965/66 avec les importations, les disponibilités sont passées à 97,7 millions d'hectolitres laissant escompter un stock à la propriété, au 31 août 1966, de 25,2 millions.

De ce fait, et malgré les divers mécanismes d'intervention, ces disponibilités importantes en vins libres ont abouti à ce que les cours restent nettement inférieurs au prix d'intervention de 5,25 Francs le degré-hecto. Il est compréhensible que, dans ces conditions, une suite immédiate n'ait pas été donnée aux mesures d'assouplissement du décret.

§ 3 - Le bilan du vin en Algérie
depuis l'Indépendance
.....

L'Algérie ne disposant pas, à l'heure actuelle, de sources statistiques sûres, les chiffres que nous allons avancer n'ont pas la prétention de recouvrir exactement la réalité, mais ils en constituent certainement la meilleure approche.

A . Le bilan matière

Nous avons essayé d'estimer à partir de diverses sources de renseignements les bilans (ressources et emplois) du vin des campagnes 1960/61 à 1964/65 (Tableau n° 20).

Ces renseignements proviennent, soit du Ministère de l'Agriculture, soit du Ministère des Finances. Quelques postes ont pu nous être donnés avec un maximum d'exactitude ou de vraisemblance (les récoltes, les exportations, les importations), d'autres, sont approximatifs, d'autres enfin sont les résultats de l'équilibre nécessaire des bilans.

Ainsi, le stock initial au 31 août est fourni par le bilan 1959/60, le stock au 31 août 1965 par le Ministère des Finances. Les autres stocks sont obtenus par déduction.

Tableau n° 20

Bilan des vins depuis 1960/61
- Campagne débutant le 1er septembre -
(en 1 000 hl)

RESSOURCES	60/61	61/62	62/63	63/64	64/65	65/66
Stock initial	4 190	3 866	3 105	1 741	3 018	6 348
Récolte	15 881	15 632	12 279	12 575	10 910	16 268
Importations	635	575	113	250	300	
Total	20 706	20 073	15 497	14 566	14 128	
EMPLOIS						
Consommation	1 453	1 100	380	219	179	
Transformation industrielle	1 200	1 061	926	895	880	
Exportations	13 887	13 811	12 250	10 334	6 621	
Divers	300	300	200	100	100	
Stock final	3 866	3 105	1 741	3 018	6 348	
		+ 696 (1)				
Total	20 706	20 073	15 497	14 566	14 128	

(1) On a dû ajouter 696 000 hectolitres pour équilibrer le bilan de 1961/62, quantité qui s'est évanouie dans la confusion de l'Indépendance.

Pour les emplois et la ventilation entre consommation intérieure taxée, transformation industrielle et exportation, on a comme chiffres la quantité sortie des chais qui est fournie mois par mois dans le "Bulletin de Statistique générale". Cette quantité sortie des chais a été estimée équivalente à la quantité commercialisée (on néglige les variations des stocks commerciaux), soit consommation intérieure taxée plus transformation industrielle plus exportations. Les exportations dans le Tableau n° 20 sont estimées à partir des statistiques douanières algériennes, consommation intérieure et transformations industrielles sont simplement évaluées à partir de déclarations de responsables de l'O. N. R. A.

B . Le bilan devises

Après l'Indépendance, les échanges extérieurs de la jeune République ont subi des modifications importantes quant à leur montant global et aussi en ce qui concerne le poids relatif de chacun des postes.

En 1963, l'équilibre est atteint au niveau de 3,5 milliards de francs, contre un déficit de 4,3 milliards en 1960. Cet équilibre est évidemment dû en priorité à l'effondrement des importations (en provenance de France, ces importations passent de 5 milliards en 1960 à 2,7 milliards en 1963). Il est dû aussi au développement des exportations pétrolières qui couvrent maintenant des 2/3 des exportations totales. Le vin y a peu de part puisqu'il ne fait que 15 % (547 millions de francs) contre une moyenne se situant entre 38 et 55 % avant l'Indépendance. (1)

En 1964, les exportations, avec 3,7 milliards de francs marquent une augmentation de 7 % imputable essentiellement aux produits viticoles. (2) Les sorties de vins, avec

(1) Revue Economique du 3 mai 1964 - Alger

(2) "Rapport du Secrétariat du Comité monétaire de la Zone Franc" - 1964 - Imprimerie Nationale, Paris.

9,4 millions d'hectolitres ont rapporté 780 millions de francs représentant 1/5 des ventes alors que le pétrole régresse à 53,1 %.

L'Algérie retire-t-elle toujours proportionnellement autant d'avantages de ses exportations viticoles ?

Un calcul rapide basé sur les quantités et les valeurs de ses exportations sur la France pour les années 1956 à 1965 montre que les termes d'échanges se sont gravement détériorés depuis 1958 qui, il faut le reconnaître, était une année exceptionnelle. Dans le tableau n° 21, nous avons retenu les chiffres fournis par les Douanes françaises plus sûrs pour toutes les années de l'Indépendance. Les valeurs ont été recalculées en francs constants 1956 à l'aide de l'indice des prix de gros français. C'est, en effet, aux prix de gros français que l'Algérie exporte ses produits, comme c'est à ces mêmes prix de gros qu'elle importe. Il apparaît qu'en 1965 avec 67 % du litrage exporté de 1958, l'Algérie n'a reçu en contrepartie que 52 % des devises de cette même année de référence (en francs constants).

Tableau n° 21

Valeur des exportations sur la France
(en francs courants et constants)

Années	Quantités exportées 1 000 hl	Valeur C. A. F.: F. O. B. 1 000 F	Indice: Prix de gros	Valeur F Constants 1 000 F.	Prix hl F. Constants
1956	13 253,8	592 407	100	592 407	44,69
1957	15 840,8	829 463	123	674 360	42,57
1958	12 131,3	1 101 108	129	853 565	70,36
1960	14 348,9	1 029 347	133	773 945	53,93
1961	12 790,6	918 799	136	675 587	52,81
1962	14 630	1 167 661	142	821 429	56,14
1963	6 833,4	570 046	148	384 750	53,37
1964	9 044,15	809 088	150	538 849	59,57
1965	8 181,15	682 495	153	445 539	54,45

Les valeurs C. A. F. ont été transformées en valeurs F. O. B. , en appliquant un montant de 9 francs par hectolitre (frêt, assurances, divers) pour les années 1962 à 1964 et un montant de 10 francs par hectolitre pour l'année 1965.

Chapitre 4 - La POLITIQUE COMMERCIALE VINICOLE

La politique commerciale à l'échelle d'un pays se traduit toujours par une intervention de l'Etat sur les courants d'échange. Elle se définit par les buts qu'elle s'assigne et les moyens qu'elle peut mettre en oeuvre pour la réalisation de ses objectifs.

En matière vinicole, pour l'Algérie, on peut dégager deux objectifs principaux pour cette politique commerciale, l'un prioritaire et qui est de nature monétaire, l'acquisition du maximum de devises, l'autre secondaire et qui est politique, la diversification des débouchés.

Un troisième objectif qui est imposé par l'évolution générale est de limiter une régression qui s'avère inéluctable.

C'est donc, en définitive pour ce cas particulier moins la diversification des marchés comme on l'entend dire que la continuité de l'écoulement en France et la conquête de débouchés nouveaux, limités en tout état de cause, que l'on doit rechercher.

La poursuite de ces objectifs exige un éclaircissement préalable des principes possibles d'une politique commerciale vinicole algérienne et des moyens concrets d'application grâce notamment à des structures commerciales refondues.

§ 1 - Les fondements de la politique commerciale vinicole

.....

Si nous raisonnons d'un point de vue global, l'écoulement du vin en Europe est en butte aux difficultés posées par l'accroissement de la capacité concurrentielle de vignobles européens, jeunes ou anciens d'une part, et à plus long terme, par l'évolution défavorable des goûts et de la demande du marché traditionnel français.

Les formes de concurrence peuvent elles-mêmes se subdiviser en deux groupes, les vignobles qui tendent à se substituer au vignoble algérien dans sa fonction traditionnelle de complémentarité (vins de coupage typiques), c'est le cas des vignobles italiens, espagnols et corses, et enfin les vignobles qui profitent de l'évolution nouvelle de la demande (vins de pays).

On peut trouver dans les premiers des produits approximativement similaires à ceux de l'Algérie que cela corresponde à une production déjà ancienne (Italie, Espagne) ou récente (Corse). Ils représentent le danger le plus immédiat pour l'Algérie. La réalisation intégrale du marché commun agricole (dernier délai 1970) avec association de l'Espagne et l'établissement parallèle du tarif extérieur commun auquel la France ne pourra longtemps se soustraire leur réserveront la totalité du marché. Il est fort possible qu'à ce moment la France, ou l'organisme supranational compétent, lève l'interdiction de mélange entre les vins de nationalité différente.

L'association de l'Algérie au Marché Commun a-t-elle des chances de compenser la perte des droits acquis sur le marché français ?

La réponse est difficile parce que l'on ne peut prévoir à l'avance si ce pays arrivera à tirer partie des avantages commerciaux attendus normalement d'un tel élargissement du marché. Il ne faut pas oublier, en effet, que les relations "spéciales" franco-algériennes englobent la totalité des produits agricoles et que même de ce point de vue, les produits autres que le vin bénéficient eux d'un écoulement libre sur le marché français. Tout dépendra du dynamisme manifesté par les exportateurs algériens. Quoiqu'il en soit, la C. E. E. voudra imposer la suppression des mécanismes contingentaires et tarifaires préférentiels en prenant pour prétexte les inévitables "détournements de trafic". Le problème

de l'association risque donc de se poser avec acuité à bref délai dès l'unification des marchés agricoles des Six.

On peut néanmoins devant ce dilemne, abandon des avantages antérieurs pour d'autres très aléatoires, envisager un compromis. Les relations "spéciales" pourraient se perpétuer en ce qui concerne l'écoulement du vin et être abandonnées pour les autres produits représentant un bien moindre intérêt. La seule question difficile à régler serait celle du contrôle des réexportations de vins algériens ou de vins mélangés. Il s'agit là d'un problème technique dont on peut trouver la solution dans des analyses oenologiques contradictoires aux frontières communautaires. Il est vraisemblable que la France consentirait et imposerait ce compromis si les Algériens, de leur côté, adoptaient une position claire sur ce sujet.

A long terme, pour le marché traditionnel, le danger réside dans cette évolution des goûts des consommateurs et dans cette maîtrise du marché par les grandes maisons de conditionnement que nous avons signalée. Elles permettront d'organiser sur de nouvelles bases les techniques de mélanges, mélanges qui feront de moins en moins appel à des vins types algériens actuels.

En définitive, pour parer à ces difficultés, il nous semble que cette politique commerciale devrait agir dans deux directions, s'assurer de la continuité du débouché français et prévoir la relève des qualités actuelles par une nouvelle orientation du vignoble.

La continuité de l'écoulement en France dépend d'abord du maintien en sa faveur d'une préférence ou tout au moins d'une égalité de traitement avec les productions concurrentes. La négociation qui devra s'engager sur ce point est d'abord politique et les Algériens ne manquent pas d'arguments. Ils peuvent faire ressortir que le dossier vin n'est pas

séparable de l'ensemble des relations économiques entre les deux pays et que la coopération et l'assistance seraient inefficaces si sur ce point particulier ils n'obtenaient pas satisfaction. D'autre part, ils peuvent demander à la France, responsable d'un vignoble conçu par et pour elle et qui s'avère un héritage très lourd, qu'un délai raisonnable leur soit octroyé pour leur permettre de réorienter leur agriculture.

Pratiquement, deux démarches peuvent être menées simultanément, la négociation avec la France qui se trouve liée par les engagements communautaires et la négociation avec les Six sur l'établissement d'un statut d'association particulier. Les surpris obtenus, soit dans le cadre de l'organisation de marché français, soit dans la future organisation européenne, seraient compris comme une aide directe au développement, et intégrés dans l'ensemble de l'assistance financière.

Ces attitudes impliquent que l'Algérie, dans un premier temps, calque sa réglementation interne sur l'organisation du marché français en substituant à la distinction quantitative, quantum et hors quantum, qui n'a plus guère de sens, une distinction qualitative entre vins propres à la consommation et autres, ainsi qu'une réglementation négociée des prix départ Algérie pour parer aux accusations de dumping (avec contrôle des degrés aux frontières). Dans un deuxième temps, il faudra qu'elle assimile entièrement les dispositions réglementaires communautaires viti-vinicoles (appellations d'origine, analyses oenologiques, etc...)

La relève des qualités actuelles par une nouvelle orientation du vignoble que nous avons appelée plus haut politique des terroirs, s'impose à terme pour la sauvegarde du marché français et la conquête de nouveaux débouchés.

§ 2 - La refonte de l'appareil commercial
.....

A . Désagrégation du système antérieur

Cette désagrégation s'est produite à deux niveaux, au niveau de l'information comme au niveau des relations commerciales.

a) Sur le plan de l'information

Nous avons vu que les importateurs français se tenaient constamment au courant des caractéristiques de la campagne, du succès des vinifications et des tendances du marché local grâce à l'utilisation quotidienne des moyens de communications les plus modernes.

Les représentants des exportateurs, installés en métropole, les contactaient par téléphone, tenaient à leur disposition des lots d'échantillons et les relançaient chez eux pour la conclusion des contrats.

De la même manière, l'exportateur algérien, par ses représentants, connaissait les besoins de sa clientèle et s'efforçait de les satisfaire au mieux ; par les courtiers de la place, il orientait ses achats en fonction des besoins exprimés.

A l'heure actuelle, les cotations locales ayant disparu, comme toute source objective et impartiale de renseignements sur le déroulement des campagnes, l'information ne passe plus que par des canaux empiriques et se réduit à quelques bulletins officiels et à ce que veulent bien donner les professionnels demeurés dans le pays.

b) Sur le plan des relations commerciales

Par la force des habitudes des relations suivies s'étaient établies entre négociants Algériens et importateurs. Un capital de confiance s'était constitué qui assouplissait

et accélérerait énormément les mécanismes toujours complexes du trafic des vins.

Aujourd'hui, ce capital a disparu avec le départ d'un grand nombre de maisons. A la place de l'expéditeur bien connu, aux qualités professionnelles appréciées, l'importateur risque de trouver à bref délai un organisme administratif unique, en lequel il n'a que modérément confiance parce qu'il n'a ni prise ni garantie.

Le problème est donc d'assouplir la phase de transition en conservant certaines structures anciennes qui ont fait leurs preuves et aussi d'imaginer pour plus tard un cadre vivant entièrement original, permettant de reconstituer un circuit efficace.

Peut-on entrevoir à travers les formes actuelles de commercialisation les lignes d'un futur équilibre ?

Aujourd'hui encore, une importante proportion d'anciennes maisons est restée en place malgré les conditions d'existence qui leur sont faites (menace périodique de nationalisation) et malgré la réduction de leurs activités à la portion congrue. Une tentative de création de société mixte où les négociants auraient apporté leurs organisations et leurs représentants a échoué. Le partenaire administratif aurait refusé de participer au financement du fonds de roulement. Certaines maisons abandonnées ont été regroupées en un complexe nationalisé de conditionnement et de commercialisation qui n'a eu, jusqu'à présent qu'une activité limitée (CERCOVINS).

Il semblerait, à l'examen de ces deux dernières tentatives, que le secteur socialiste ne peut pas prendre en charge la commercialisation externe directe, du moins dans l'immédiat, tant qu'il ne disposera pas de cadres commerciaux Algériens valables.

Au stade antérieur du circuit, la disparition de la totalité des courtiers qui reliaient les producteurs aux négociants et les négociants entre eux a fait perdre beaucoup de sa plasticité au marché des vins. A l'achat à la "propriété", l'O. N. R. A. fait bien parvenir des échantillons aux négociants, mais ceci d'une manière trop irrégulière et surtout ne leur consent pas les crédits de financement à l'achat qu'ils obtenaient autrefois de la part des courtiers. De plus, ils doivent se livrer à une analyse de laboratoire plus serrée pour remplacer celle que les courtiers effectuaient naguère.

B . La reconstitution du circuit commercial

-- -----

Cette reconstitution comprend deux volants qui se complètent, un effort de concrétisation du marché et un effort de promotion commerciale.

a) La concrétisation du marché

- 1/ Rôle et définition de l'organisme algérien chargé de la commercialisation des vins "à la propriété". - - - - -

/ l'heure actuelle, l'O. N. R. A., par sa représentation centrale, chargé de la gestion du secteur socialiste (et aussi du financement) assume le monopole de la fonction commerciale interne et externe. (1)

(1) Des décisions récentes viennent d'arracher à l'O. N. R. A. la commercialisation de toutes les denrées d'exportation sans que l'on sache encore si elle va revenir à l'ONACO ou à d'autres organismes publics plus ou moins autonomes. Voir "Le Monde" du 18 octobre 1955.

Tous les contrats doivent passer entre ses mains, qu'ils concernent les vins d'origine privée (coopératives) ou les vins d'origine socialiste. Dans le premier cas, il donne simplement son accord sur pièces, après vérification des prix. Dans le deuxième cas, il dispose en propriétaire de la récolte et sa politique commerciale s'ordonne autour de trois préoccupations fondamentales :

- fixation des prix par agrément en commission centrale (1) ;
- vérification de la matérialité des opérations (origine, volume et degré) ;
- péréquation entre les sorties des différentes zones viticoles.

Outre que la confusion entre les problèmes de gestion et de commercialisation risque d'entraîner à la longue un repliement du secteur socialiste sur lui-même (la fonction commerciale dévore généralement les autres), la rigidité du système a entraîné de nombreux déboires, notamment :

- . des retards dans la conclusion des contrats et les livraisons, suscitant le mécontentement des acheteurs ;
- . des refus de propositions pourtant intéressantes en raison de la rigidité de la politique des prix (hors zone franc, par exemple) et plus généralement d'un déphasage entre les prix exigés et l'évolution des cours européens ;
- . des impossibilités de contrôle effectif des livraisons permettant de nombreuses fraudes sur les quantités ou les degrés, etc...

(1) La marge de liberté est en fait très faible. Les prix s'alignent sur le cours minimum pratiqué en France. La réglementation en vigueur du côté français tendant, par des mesures directes ou sournoises à le comprimer au plus bas. Pour ces dernières, citons comme exemple la réglementation qui exige que les bons de déblocage délivrés par l'IVCC soient honorés dans un délai très court sous peine d'être *ipso facto* déduits du contingent. Dans la précipitation qui s'ensuit, l'ONRA ne peut plus favoriser l'écoulement des vins qui l'intéresseraient et les cours décrochent.

A ces difficultés, il n'existe qu'une solution, c'est celle de la déconcentration des pouvoirs de décision et de contrôle au niveau des unions de coopératives, à l'échelon arrondissement ou département.

2/ Relations entre ces organismes et les négociants

.. Le contrat

Il serait souhaitable de mettre sur pied un contrat type entre les unions de coopératives et les acheteurs. Ce contrat pourrait être un système de référence établi par une commission mixte de professionnels et de fonctionnaires de l'O. N. R. A.

Les unions de coopératives viticoles auraient la responsabilité totale de l'écoulement de la récolte des domaines adhérents et de la gestion des stocks dans le cadre d'une politique souple des prix, définie au sommet.

.. Les interlocuteurs

Pendant un certain temps, ces derniers seraient de trois types :

- les professionnels établis en Algérie ;
- les utilisateurs européens ;
- les établissements nationalisés de conditionnement et de commercialisation.

Pour les utilisateurs européens, s'il s'agit de grandes marques, elles délègueront une personnalité de leur état-major commercial, si au contraire il s'agit de petites et moyennes entreprises, deux solutions s'offrent à elles, soit mandater un commerçant qui fera les formalités auprès des administrations et des coopératives, soit constituer en Europe des groupements d'achats privés qui enverront comme les grandes marques, leur délégué en Algérie.

Les établissements nationalisés de conditionnement ayant une représentation permanente sur les marchés européens seraient, en droit socialiste, la meilleure solution. A ce jour nous l'avons vu, il n'en existe qu'un seul à Alger qui jouit de l'autonomie financière vis-à-vis de l'O. N. R. A. et qui a l'ambition de calquer ses activités sur celle des professionnels. En fait, les contrats les plus importants de cet organisme ont été réalisés avec des pays hors zone franc et plus précisément socialistes (Cuba) et, d'autre part, cet organisme enregistre des difficultés pour s'implanter sur le marché français en raison des réticences des utilisateurs. La généralisation de ce système ne serait possible qu'avec la suppression des exportateurs privés et la multiplication de ces établissements nationalisés. Cette révolution ne pourrait se faire sans des répercussions graves sur le volume vendu.

.. Les modalités de réalisation
== ===== == =====

La livraison pose des problèmes complexes au moment de "l'agrément". Ainsi le négociant importateur ne peut se contenter de connaître l'origine et la qualité des vins pour donner son agrément définitif.

Les vins voyageant sur mer à ses risques et frais, il exige que l'agrément soit donné "quai départ". Nous avons vu aussi que les désirs du commerce avaient changé, qu'ils se retournaient actuellement, et de plus en plus, vers les vins de pays et négligeaient les vins dits "de grosse cavalerie", ce qui vient renforcer les exigences de contrôle. Dans le cas de relations directes entre importateurs et unions de coopératives, la seule solution serait que les premiers désignent un prestataire de services, une sorte de commissionnaire qui serait un homme de métier, chargé de la livraison. Ce commissionnaire, qui pourrait être un ancien chef du négoce algérien, ou un particulier librement désigné par l'importateur, aurait

pour tâche de collecter dans les différentes caves, de convoier jusqu'aux quais et d'agréer au nom de l'utilisateur en étant responsable vis-à-vis de lui.

.. Les modalités de paiement

Nous avons étudié les modalités de financement du commerce d'importation (1) ; certaines pratiques peuvent être abandonnées, mais d'autres doivent être maintenues, tout dépend si l'on a affaire à un négociant classique ou à un distributeur.

Le commerce traditionnel, situé en France, qui revend à des grossistes ou des grossistes distributeurs, considère comme vital l'obtention de crédits dans ses approvisionnements en Algérie (crédits de 30 à 90 jours). Ce commerce, bien qu'il ne puisse avoir recours aux facilités des obligations cautionnées (ne payant pas de taxes), a une position dans le circuit du vin qui lui permet d'obtenir largement du crédit bancaire, par l'escompte des effets tirés sur sa clientèle. Il nous semble, en conséquence, que ses exigences sont en partie mal fondées et rien ne le prouve mieux que, vis-à-vis de ses approvisionnements en France, c'est lui, au contraire, qui verse des acomptes importants aux producteurs.

Il n'en est pas de même pour les distributeurs, qu'ils soient moyens ou gros et à plus forte raison s'ils sont gros, le financement de leur activité repose traditionnellement à 70 % au moins sur le crédit des fournisseurs. Ils ont bien recours aux obligations cautionnées, mais d'un autre côté, la nature de leur clientèle de détaillants les empêche le plus souvent d'escompter leur portefeuille de créances commerciales alors que les stocks qu'ils sont obligés d'entretenir représentent plus de trois mois de ventes. Le crédit à

(1) Voir les modalités économiques et juridiques, 1ère partie, 2e sous-partie.

l'approvisionnement en vins est donc fondamental pour ces maisons.

De la même manière, ce crédit est fondamental pour les négociants restés en Algérie, ceux-ci n'obtenant pas auprès de la Banque Centrale des escomptes aussi libéraux qu'autrefois. A l'heure actuelle, ils sont obligés, paradoxalement, de verser un acompte à la signature du contrat et de payer la totalité du reste à la livraison.

L'installation d'organismes de commercialisation efficaces exige donc l'adjonction d'un système de financement à la vente.

b) La promotion commerciale

Tous les efforts de restructuration du marché seraient vains sans une action continue dans les domaines de la promotion commerciale et de la pénétration des marchés extérieurs.

Cette action présente un aspect interne de sauvegarde de la qualité et un aspect externe de publicité et de pénétration commerciale.

1/ La sauvegarde de la qualité

Ce point suppose que l'on mette en oeuvre la politique des terroirs précédemment citée et qui se définit par la mise en valeur des qualités spécifiques des divers vignobles algériens, qualités qui tiennent aussi bien aux facteurs physiques de la production qu'aux interventions des hommes avec leurs traditions. A ce sujet, il faut absolument renverser la tendance actuelle consistant à faire de grandes cuvées destructives des diverses qualités organiques.

Elle suppose aussi le rétablissement d'une infrastructure administrative de contrôle dont nous parlerons plus

loin (1) et de commissions de dégustation pour l'attribution d'étiquettes sélectionnées.

2/ La publicité externe
et la pénétration des marchés

La confiance ne se gagne pas que par l'information objective. Dans ce but, on pourrait prévoir périodiquement l'invitation de journalistes étrangers de la presse viticole, l'organisation de véritables caravanes de visites et de dégustation à travers les meilleures caves du pays. Tout au long de l'année, un service de presse du Ministère de l'Agriculture devrait maintenir le contact en envoyant des dépêches et des informations sur le déroulement des campagnes, leurs incidences sur la qualité et la quantité des récoltes, les résultats des campagnes vendanges-vinification, etc...

Enfin, en envoyant sur les principales places de consommation des individus très qualifiés, connaissant les divers terroirs et disposant d'une documentation détaillée, ces correspondants rassureraient, par leur présence, et seconderaient activement les antennes déjà existantes de l'O. N. R. A.

(1) voir Institut des vins algériens, 2e sous-partie, chapitre 2.

Deuxième sous-partie

Les NOUVELLES STRUCTURES de PRODUCTION
dans l' AGRICULTURE ALGERIENNE

ou

Les Aspects Juridiques de l'intégration

La planification agricole ne saurait être plus séparée des considérations du commerce extérieur que de celles des structures de production. Ces considérations s'inscrivent dans le cadre d'une remise en route d'une gestion efficace, étape préliminaire avant la préoccupation de développement véritable.(1)

C'est ainsi que les conditions qui ont caractérisé l'accès de l'Algérie à l'Indépendance, lèguent à ce pays une situation difficile que le planificateur ne saurait ignorer dans les domaines du fonctionnement de l'autogestion en général et des possibilités d'appliquer une planification poussée ainsi que, pour notre objet particulier, dans les structures de la production viticole qui posent des problèmes spécifiques.

Chapitre 1er - Le FONCTIONNEMENT de l'AUTOGESTION
et la PLANIFICATION AGRICOLE

Il est vain de vouloir juger une réforme agraire sur les points suivants : dans quelle mesure a-t-elle permis de redistribuer une partie de la terre ? dans quelle mesure satisfait-elle au slogan communiste "la terre à ceux qui la travaillent" ?

(1) SAMIR AMIN "L'Economie du Maghreb", coll. Grands documents éditions de Minuit, Tome 2, 1966, Paris

C'est, en termes de développement, uniquement les effets attendus sur le niveau global de la production et le rendement qui importent. Le problème se complique, en Algérie, du fait que le rétablissement du niveau antérieur de la production n'a pas de sens dans beaucoup de secteurs, compte tenu de l'exode des Européens. Très souvent, le rétablissement du niveau antérieur, qui est le premier objectif qui vient à l'esprit, exige des reconversions délicates (c'est le cas du vignoble). Ces reconversions ne se feront pas sans idée directrice d'ensemble et sans encadrement.

Il est donc important de savoir si l'autogestion, telle qu'elle est conçue, est suffisamment malléable à une entreprise de planification poussée qui s'avère nécessaire dans la période de démarrage.

§ 1 - Qu'est-ce que l'autogestion ? (1)
.....

Nous schématiserons à grands traits les principales caractéristiques du système, son origine d'abord, son fonctionnement ensuite.

A . L'origine du secteur socialiste

"Toutes les entreprises à caractère industriel, commercial, artisanal et minier, toutes les exploitations agricoles..... qui, à la date du 22 mars 1963 ont fait l'objet d'une constatation de vacance sont, une fois pour toutes, définitivement "biens vacants" et de ce fait leur gestion relève une fois pour toutes, définitivement, des travailleurs Algériens". (Discours du Président BEN BELLA le 29 mars 1963 présentant les décrets portant réglementation des "biens

(1) Voir Annie KRIEGER "Les prémices d'une réforme agraire en Algérie", dans "Essais sur l'économie de l'Algérie nouvelle", P. U. F., 1965, Paris.

vacants"). (1)

Cette décision, qui n'était que la légalisation d'une situation de fait engendrée par le départ des anciens propriétaires s'accompagnait de deux autres textes fondamentaux, les décrets du 22 mars et du 28 mars 1963 portant organisation et gestion des entreprises industrielles et artisanales ainsi que des exploitations agricoles vacantes et déterminant les règles de répartition des revenus de celles-ci. Ces textes définissaient des formes de gestion collectives absolument incompatibles avec le maintien du régime de propriété et d'exploitation individuelles. Les structures agraires subirent de ce fait une véritable révolution qui débuta par la nationalisation des grands domaines comme celui de BORGEAUD et engloba ensuite la totalité des exploitations coloniales. Les surfaces socialisées s'élevèrent à plus de 2,7 millions d'hectares, soit près de 40 % des terres effectivement productives, donnant environ 60 % de la production agricole totale. Des nationalisations complémentaires visant certains Algériens ont porté l'ensemble des terres socialisées à plus de 3 millions d'hectares.

B . Le fonctionnement de l'autogestion

Au niveau de l'exploitation, l'adoption des plans de développement, des programmes annuels de production et d'équipement sont, d'après les textes, de la compétence de l'assemblée générale des travailleurs qui élit un Conseil, lui-même désignant en son sein un Comité de gestion proprement dit et un Président.

(1) Revue "MAGHREB" n° 7 - Janvier-février 1965.
Documentation Française, Paris, Ed. du Secrétariat
Général du Gouvernement.

Ce conseil est assisté d'un chargé de gestion ou directeur nommé par l'autorité de tutelle, qui réalise les plans en étant chargé de faire prévaloir l'intérêt général et qui prend les décisions nécessaires à la marche de l'exploitation. Ceci en théorie, dans la pratique, l'imbrication des responsabilités et l'incompréhension des textes à la base ont entraîné des conflits de compétence qui aboutissent soit à vider l'autogestion de tout contenu, si le directeur l'emporte, soit à un repliement égoïste de l'exploitation sur elle-même dans le cas contraire.

Dans les organismes de tutelle, on retrouve la dualité de principe existant à la base. Il y a, d'une part une armature administrative classique héritée de l'ancienne administration française, d'autre part, une structure révolutionnaire nouvelle (O. N. R. A., Office National de la Réforme Agraire). En théorie la première supervise tout le domaine agricole, en pratique, elle se trouve complètement écartée ou presque des problèmes intéressant le secteur socialiste.

L'O. N. R. A. assure la véritable tutelle financière, technique et commerciale de ce dernier secteur. L'Office a dû prendre en charge (par manque de gestionnaires instruits et qualifiés) la fourniture des crédits de campagne (1), le renouvellement du matériel, les approvisionnements, la conduite technique et la comptabilité des domaines.

(1) C'est par le financement que l'O. N. R. A. manifeste le plus son emprise. "L'Office emprunte à la Banque Centrale et distribue les fonds aux comités de gestion par l'intermédiaire de la Caisse centrale des S. A. P. Ce mécanisme suppose que l'O. N. R. A., par l'intermédiaire des S. A. P., tient toute la comptabilité des exploitations". Algérie Agricole, n° 8, Ministère de l'Agriculture, Alger.

Comme on le voit, cette révolution agraire, socialiste dans son esprit est en fait et surtout, une réforme à caractère étatique, par la mise en tutelle étroite des exploitations, leur contrôle par des "gestionnaires" représentant l'Etat et où les travailleurs ne disposent réellement ni des moyens financiers, ni de la responsabilité de l'organisation du travail et de l'orientation des moyens matériels. (1)

Des difficultés multiples et complexes, qu'il n'est pas de notre propos d'étudier en détail, ont pesé dès le départ sur le système autogéré, problème de l'équilibre financier des exploitations, problèmes des liaisons des unités de production avec les mécanismes d'approvisionnement et de commercialisation, avec le crédit, etc...

Nous signalerons uniquement celle qui a trait à l'inflation des effectifs de main d'oeuvre. Pour l'ensemble du secteur autogéré, on évaluait, en 1964, le nombre des permanents aux environs de 150 000 (à comparer avec les 120 000 permanents des anciennes exploitations coloniales), la pression des travailleurs saisonniers ayant abouti à l'intégration d'une minorité d'entre eux dans les unités d'exploitation au titre de permanents. Cette pression n'est pas uniquement le fait de la base, en effet, les autorités ont souvent trouvé là un moyen commode de reclassement pour d'anciens militants révolutionnaires. (2) Il semble, d'une manière générale, que

-
- (1) "L'autogestion est mise en vasselage par des organes de tutelle qui, sous couleur de lui fournir une assistance technique et comptable désintéressée, ont tendance à se substituer à elle et à devenir eux-mêmes gestionnaires". Daniel GUERIN, "L'Anarchisme", coll. Idées, Gallimard.
- (2) Un moyen plus direct et qui s'est développé en 1966 a consisté à remettre directement des exploitations à des groupes d'anciens combattants sous forme de coopératives qui deviennent alors parfaitement autonomes.

le jeu des solidarités familiales et politiques ait contribué à accroître dans des proportions inquiétantes le nombre de journées de travaux nécessaires, surtout dans les régions surpeuplées du Centre et de l'Est sans qu'il en résulte une augmentation conséquente de la productivité.

§ 2 - La programmation en
économie agricole socialiste
.....

Disons tout d'abord qu'il apparaît indispensable que l'Etat, dans la période de démarrage, supporte le maximum de responsabilités à la production aussi bien en amont qu'en aval de cette production. Ce qui implique la possibilité effective :

- d'orienter les productions en fonction des besoins de la consommation nationale et de l'industrialisation ;
- d'agir sur la valeur ajoutée de façon à la porter à son maximum par le contrôle des techniques, du crédit, des rendements, des prix, la maîtrise de l'emploi et de l'autoconsommation ;
- d'affecter ce surplus en conformité avec l'échelle des priorités nationales, fonds national d'investissement et notamment péréquation avec le secteur traditionnel, autofinancement obligatoire des exploitations.

Mais les contradictions qui apparaissent sur le terrain comme au niveau des organes de tutelle ne rendent-elles pas illusoire, à l'heure actuelle, toute tentative de planification cohérente ?

Au niveau de l'exploitation, le problème non résolu est celui de l'équilibre entre une direction efficace et une démocratie réelle. Il n'y a pas de direction efficace sans chargé de gestion expérimenté (politiquement et techniquement formé) capable d'imposer l'insertion des activités de l'ex-

exploitation dans le contexte économique national. Il n'y a pas de démocratie réelle sans représentants de travailleurs ayant une claire conscience de leurs responsabilités. Le "pouvoir démocratique" ne peut consister seulement à être le gardien jaloux des privilèges d'une minorité mais à se sentir dépositaire d'une parcelle de l'intérêt national.

C'est dire que tout ceci est une affaire de travail politique, d'éducation, d'explication des principes de l'autogestion. Dans la phase actuelle, il est normal d'accorder la responsabilité première au chargé de gestion en principe plus informé.

S'il faut exclure la voie autoritaire comme moyen d'imposer les objectifs du plan aux comités de gestion, il reste cependant qu'un certain nombre de moyens de pression peuvent être employés comme un approfondissement de la surveillance technique, le crédit, les prix, l'approvisionnement ou la commercialisation. Il faut, de plus, éviter que la programmation agricole apparaisse comme la seule émanation du sommet, ainsi qu'il a été le cas pour le plan culturel de la campagne 1965/66.

A l'échelon supérieur, la nécessaire unification des fonctions de tutelle qui s'est réalisée au profit de l'O. N. R.A. permet en principe d'exprimer une politique unifiée à l'égard du secteur autogéré. Mais on ne peut concevoir une stratégie du développement sans qu'une politique agricole unique et intégrée corresponde à l'ensemble des objectifs agricoles. La dualité, et donc l'antagonisme, entre les services agricoles traditionnels et l'O. N. R. A. bloque toute perspective d'ensemble.

Chapitre 2 - La SPECIFICITE de la PRODUCTION VITICOLE

Diverses considérations poussent à faire de la viticulture un secteur original, bien que non homogène, dans l'ensemble des activités agricoles.

On relève, au niveau des exploitations les traits distinctifs suivants qui sont valables pour tout vignoble :

- la tendance générale à la monoculture. Cette tendance s'explique par le particularisme des techniques. Ces dernières comprennent d'abord un assemblage d'activités purement agricoles (travaux de culture et de cueillette) et d'activités de type industriel (oenologie). Les travaux culturels, eux-mêmes, demandent un appareillage porté ou tracté spécial. Enfin, toute production viticole suppose une infrastructure en bâtiments, caves et appareils, importante dont l'utilisation rentable implique le traitement d'un volume élevé.
- la rigidité du processus de production. Cette rigidité résulte de la pérennité de la vigne dont la vie productive s'étend sur une trentaine d'années et plus, et du poids des investissements engagés (frais de plantation et autres).
- l'importance et la complexité des besoins de financement. Ces besoins s'expriment et se diversifient en trois grandes catégories, les besoins financiers à long terme pour l'implantation de la vigne et l'infrastructure, les besoins à court terme pour les avances en frais culturels et les besoins à court terme aussi pour le stockage des vins dont l'échelonnement à la vente s'étend en principe sur une année.

En tant que secteur enfin, la viticulture connaît un statut original caractérisé par un dirigisme contraignant qui s'immisce dans toutes les phases de la production et de la commercialisation.

Une proposition de réorganisation du secteur viticole suppose que l'on tienne compte à la fois de tous ces aspects, impératifs techniques et économiques au niveau de l'unité de production, impératifs de contrôle auxquels il faut ajouter les impératifs d'orientation.

§ 1 - Impératifs techniques et économiques
au niveau de l'exploitation
.....

Nous soulignerons les inconvénients des structures actuelles et indiquerons rapidement les formes possibles que pourrait prendre une organisation rationnelle.

A . Les inconvénients des structures actuelles

En l'état actuel, les domaines autogérés ont fait l'objet d'un regroupement très empirique (à partir des anciennes exploitations) à l'initiative de responsables locaux du Parti, sans qu'aucune étude ait été faite sur les tailles optimales et les regroupements rationnels des spéculations au sein des unités culturelles.

On recense une grande majorité d'exploitations de taille respectable (jusqu'à 3 000 ha) et de polyculture, handicapées par la multitude des problèmes cultureux qui leur sont posés et par l'impossibilité d'utiliser à plein les moyens que la technique moderne met à leur disposition.

Dans le secteur viticole nous ne connaissons pas exactement le nombre des exploitations autogérées et privées. Il ne suffit pas, pour connaître les premières de rappeler l'effectif des anciennes exploitations européennes (12 000) puisque de nombreux regroupements ont été effectués, quant aux secondes, qui correspondraient aux anciennes exploitations musulmanes (19 500), d'importantes autorisations de plantations

nouvelles attribuées entre 1958 et 1962 sont venues fausser toute évaluation. En 1964, la superficie viticole socialisée s'élèverait à 317 730 hectares et la superficie privée à 45 530 hectares. (1)

Les contributions respectives des deux secteurs à la production vinicole nationale peuvent être saisies dans le tableau n° 22, pour la récolte 1965.

Le secteur privé, qui couvre environ 12,6 % des superficies viticoles intervient pour 10,6 % dans la production.

On peut avoir une représentation partielle de la distribution des superficies viticoles en secteur socialiste grâce à une enquête sur questionnaire du Ministère de l'Agriculture auprès de ses services locaux. (2)

C'est sur Oran (voir Tableau n° 23) et dans l'arrondissement d'Aïn Témouchent notamment, que l'on recense les plus gros domaines, avec pour ce dernier, 94 comités ayant plus de 100 ha dont 44 plus de 500 ha et 7 plus de 1 000 ha. Une estimation basée sur cette enquête nous donne environ 1 500 domaines autogérés viticoles au total.

(1) Source : "Renseignements statistiques agricoles",
Série B, 1964, Ministère de l'Agriculture, ALGER

(2) Celle-ci n'a donc pas la rigueur d'un recensement statistique.

TABLEAU n° 22

Contribution des secteurs

Récolte 1965

(en hectolitres)

Source : Ministère de l'Agriculture

S E C T E U R			
DEPARTEMENTS	Socialiste	Privé	TOTAL
Alger	3 743 581	112 331	3 855 912
El Asnam	469 127	7 625	476 752
Médéa (Orléansville)	157 949	7 517	165 466
Tizi-Ouzou	313 461	4 018	317 479
Algérois	4 684 118	131 491	4 815 609
Oran	6 187 581	580 242	6 767 823
Mostaganem	1 852 001	966 464	2 818 465
Tlemcen	892 443	55 978	948 421
Tiaret	98 405	2 066	100 471
Saïda	21 018	948	21 966
Oranie	9 051 448	1 605 698	10 657 146
Constantine	173 336	1 614	174 980
Annaba (Bône)	502 028	néant	502 028
Sétif	117 253	447	117 700
Constantinois	792 647	2 061	794 708
ALGERIE	14 528 213	1 739 250	16 267 463

Tableau n° 23

=====

Distribution des exploitations viticoles autogérées

Source : DPV Ministère de l'Agriculture

(	:	:	:	:	:	)
(	:	0 à	10 à	50 à	100 à	+ de)
(	Départements	10 ha	50 ha	100 ha	1 000 ha	1 000)
(	-----	-----	-----	-----	-----	-----)
(	Alger	14	21	22	182	1)
(	El Asnam (Orléansville)	10	15	20	30	1)
(	Médéa	1	6	2	19	0)
(	Grande Kabylie	5	11	5	15	0)
(	Oran	50	36	21	251	10)
(	Mostaganem (estim.)	4	12	7	148	1)
(	Tlemcen	5	6	11	70	0)
(	Tiaret	11	22	9	8	0)
(	Saïda (900 ha)	-	-	-	-	-)
(	Constantine	0	7	8	14	0)
(	Annaba (9 000 ha)	-	-	-	-	-)
(	(Bône)	:	:	:	:	:
(	Sétif	1	2	7	7	0)
(	:	:	:	:	:	)
(	:	:	:	:	:	)

=====

Parmi les difficultés principales auxquelles se heurtent ces exploitations, on peut citer :

- 1/ l'impossibilité d'utilisation dans le domaine des cadres hautement qualifiés et spécialisés. Ces cadres n'existent qu'en très petit nombre à l'heure actuelle et particulièrement en viticulture. Ceux qui sont disponibles et qui se trouvent maintenant dans les antennes administratives locales n'ont pu à ce jour aider les domaines en temps voulu, tant pour les travaux agricoles que pour l'organisation du travail. Signalons incidemment un problème général posé par l'intervention de ces cadres, qu'ils ne sont guère intéressés par la réussite de la production, car en définitive, leurs traitements ne dépendent pas du succès ou de l'insuccès de la campagne agricole ;
- 2/ La surface agricole totale de ces domaines, bien que dépassant souvent le millier d'hectares, divisée par assolements en diverses cultures, a représenté une base insuffisante pour l'utilisation optimale de la mécanisation spécialisée et de grande puissance ;
- 3/ lorsque le cadre est trop petit, il apparaît impossible de former un service propre au domaine pour l'entretien et la réparation du parc tractant, service dont l'utilité première est d'éviter le recours à tout propos aux ateliers de réparation privés très onéreux ;
- 4/ La motorisation trop intensive par rapport au niveau technique, aux possibilités financières et surtout aux besoins non satisfaits d'emploi dans le secteur rural ;
- 5/ la non rentabilité en deçà d'une certaine superficie viticole des moyens de transformation propres au domaine (cuveries, matériel de conditionnement) ;
- 6/ l'impossibilité de former dans les domaines trop petits le groupe de gestion et d'administration actuellement insuffisamment qualifié à des techniques très spéciales. Ainsi, l'élaboration et la conservation des vins se font de manière particu-

lièrement anarchique. L'encadrement permanent est réduit à un caviste sous-qualifié durant toute la période d'élaboration-conservation, période pendant laquelle, compte tenu de la dispersion des caves, le vinificateur et les chefs de secteur se trouvent dans l'impossibilité matérielle d'exercer un contrôle permanent. De multiples carences sont observées tant dans les soins à donner au vin dans le cours de sa conservation (soutirages, ouillages, surveillance, etc...) que dans la répartition des produits oenologiques.

B . Les formes possibles d'une réorganisation rationnelle

Une refonte des structures foncières serait souhaitable dans le sens d'une spécialisation des unités de production par grandes spéculations même si cela doit conduire au sectionnement de certains domaines trop vastes et vers une coordination organique et permanente de leurs activités sur une base territoriale.

La spécialisation permet de parer à certaines difficultés soulevées dans les points précédents (notamment le problème posé par l'utilisation de rares techniciens très spécialisés, des moyens mécaniques et des infrastructures). Il faut aussi que chaque unité dispose d'une superficie suffisamment importante. On estime à 100 hectares en zone humide et à 150 à 200 hectares en zone sèche l'étendue minimum pour que soit assurée la viabilité d'un vignoble (soit une cave de 6 000 hectolitres) (1). La spécialisation faciliterait en outre le contrôle, l'impulsion et l'orientation par les organes de tutelle financiers ou administratifs : ainsi pourrait être appliquée avec le maximum d'efficacité la complexe législation viticole (choix des terres, modalités de plantation, catégories

(1) estimations de l'O. N. R. A.

de cépages, arrachages, manipulations).

Des liaisons horizontales permanentes entre unités viticoles permettraient une utilisation plus économique des infrastructures et du gros équipement de culture spécialisé. On pourrait concevoir une organisation pyramidale avec, à la base, les terroirs viticoles qui regrouperaient autour d'une cave importante les vignobles produisant des qualités de vins similaires, terroirs qui se grouperaient, eux-mêmes, en complexes ou régions à base plus économique (centres de conditionnement et d'embouteillage, centres de regroupements ou d'embarquement). A chaque étage correspondraient des services communs. (1)

Ainsi, il serait possible d'opérer, suivant ce schéma des regroupements de base de 5 à 10 exploitations viticoles autour de caves d'une capacité traitante de 50 000 hl. Dans l'immédiat, même s'il est difficile de réaliser des transformations de structures trop brutales, ces normes pourraient servir aux remaniements progressifs qui seraient envisagés dans l'avenir. L'avantage d'un tel remaniement serait de concilier l'existence de petites unités de 100 à 200 hectares correspondant aux possibilités actuelles de gestion financière et technique avec celle de groupements plus étendus.

§ 2 - Les Impératifs de contrôle
et d'orientation
.....

Les structures d'encadrement purement viticoles (organisations professionnelles - I. V. C. C.) ayant disparu avec l'Indépendance, il est indispensable que l'Algérie se dote d'un organisme susceptible de définir et d'appliquer une

(1) On trouvera dans le travail de G. KUHNOLTZ-LORDAT, "La genèse des appellations d'origine des vins", Mâcon, 1963, un exposé exhaustif de la méthodologie retenue en pareil cas pour la délimitation de terroirs viticoles.

politique viti-vinicole en conformité avec les objectifs du plan.

Le rôle qui était dévolu à l'ancien Institut des Vins de Consommation courante, protection des vins de qualité, orientation et assainissement du marché vinicole, contrôle de l'encépagement et des pépinières, ne peut pratiquement plus être rempli à l'heure actuelle. Les tâches du nouvel organisme ne peuvent d'ailleurs pas se limiter là, car si le contrôle technique reste indispensable, il est devenu pour ainsi dire secondaire par rapport aux nécessités de l'heure.

En effet, il s'agit moins de relancer un appareillage administratif qui est loin d'avoir donné toute satisfaction, même en France, que de créer de toute pièce un organisme original adapté aux nouvelles structures de production et de commercialisation et apte à mener de front les tâches urgentes de la reconversion et de la reconstitution du vignoble.

L'Algérie, actuellement, supporte, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, le poids d'une armature administrative et réglementaire dépassée qu'il nous faut brièvement décrire avant de formuler des hypothèses quant à son rajeunissement pour la solution de problèmes qui ont changé de nature et d'ampleur.

A . Le complexe administratif viti-vinicole hérité de la France

L'historique du statut de la viticulture est très étroitement lié aux crises vinicoles, crises de surproduction dans un pays libéral où les particuliers et groupes de pression imposent la recherche d'un compromis permanent. Le législateur a été contraint d'intervenir dans le but d'assurer une commercialisation équilibrée et rentable des vins sans qu'il se soit donné la peine de mettre sur pied une politique d'équilibre à long terme. C'est donc une action de type désordonné qui est à la base des mesures pratiques prises pour l'assai-

nisement du marché des vins (interdiction de plantations nouvelles, de certaines catégories de cépages, blocages, échelonnement des ventes, distillations, etc...). L'organisme choisi pour l'application de ces mesures fut l'Administration de la Régie parce qu'elle disposait d'une forte infrastructure de contrôle. D'organisme financier, chargé à l'origine de la simple collecte d'un droit, on fit une institution s'assujettissant tout le domaine viticole. En 1953, la réglementation se compliqua avec le dessein nouveau de réduire la superficie du vignoble et d'améliorer sa qualité à travers une politique à longue échéance et l'on créa l'I. V. C. C., établissement public.

On comptait avec ce nouvel organisme se donner l'appareillage de contrôle et d'impulsion nécessaire à la nouvelle politique viticole. Mais en fait, l'I. V. C. C. ne pourrait guère être plus qu'un organisme de contrôle technique sans pouvoir réel de décision. La Régie gardait la responsabilité dans les matières les plus importantes comme les arrachages et les plantations. C'est cette dualité, si néfaste à la viticulture française, que l'Algérie doit résoudre en se donnant une nouvelle réglementation et une nouvelle organisation administrative faisant prévaloir "l'économique" sur le "fiscal".

B . Un statut et une organisation administrative adaptés

Pour que le secteur viticole puisse mener à bien les tâches que l'on attend de lui, réadaptation de l'offre à la demande, amélioration de la qualité, expansion commerciale, défense des crus, etc.. il faut lui donner les moyens réglementaires et institutionnels nécessaires.

Cela implique tout d'abord un nouveau statut viticole que nous ne pouvons étudier en détail, débarrassé de la plupart des mesures traditionnelles de soutien des marchés rendues

caduques par les nationalisations, et orienté exclusivement vers des préoccupations économiques de rendement et de qualité (c'est dire que l'Algérie peut aisément faire l'économie d'un grand nombre de dispositions désuètes encore en vigueur et des services destinés à les appliquer). Cela implique enfin la création d'un nouvel Institut de la vigne et du vin qui concentrerait l'ensemble des pouvoirs de contrôle et d'impulsion(1). En pratique, bénéficiant d'une large autonomie et en reprenant la terminologie classique, en ce domaine, cet Institut aurait pour mission :

- 1/ d'étudier et de suggérer des propositions de réglementation en vue d'adapter la législation viti-vinicole, en matière technique, économique et fiscale aux exigences actuelles et futures de la viticulture algérienne ;
- 2/ de reprendre à son compte les tâches de contrôle et de rassemblement des données statistiques (déclarations de récoltes, déclarations de stocks, etc...) jusque là confiées aux services de la Régie des Finances (à ce titre tout l'appareillage administratif spécialisé de ce service devrait lui être intégré) ;
- 3/ de constituer et de gérer les pépinières viticoles ainsi que les champs de pieds-mères (et ceci en régie directe), d'organiser et de contrôler la distribution et le commerce des bois et plants de vigne ;
- 4/ d'étudier et de suggérer toute mesure d'ordre économique et technique sur l'orientation générale de la production viticole et du commerce des produits viti-vinicoles ;

(1) Un projet d'ordonnance portant création d'un Institut des vins algériens, moins ambitieux que celui que nous proposons a été présenté par le Ministère de l'Agriculture et a été rejeté par les Finances qui craignent de perdre l'une de leurs attributions traditionnelles.

- 5/ de défendre la production et d'organiser la propagande pour la consommation des raisins de table, des jus de raisin et des vins.;
- 6/ d'étudier et de contrôler les aires de production, d'instruire les demandes d'arrachages et de replantations et de constater les infractions aux dispositions législatives et réglementaires en matière de plantation et d'arrachage ;
- 7/ de tenir à jour pour chaque terroir une fiche d'identité viticole (superficie et encépagement) ;
- 8/ de déterminer les conditions de production auxquelles doit satisfaire le vin de chacune des appellations d'origine contrôlée ;
- 9/ d'assurer à l'intérieur comme à l'extérieur la protection des appellations d'origine contrôlée ;
- 10/ de représenter l'Algérie devant les instances internationales spécialisées (Office International de la vigne et du vin).

Il serait vain d'entreprendre une réorganisation des structures viticoles comme celle qui est proposée dans la partie suivante si celle-ci n'était sûre de trouver un prolongement et des résonnances auprès d'un organisme administratif chargé d'en surveiller le déroulement. Le contrôle des appellations, le contrôle des arrachages, le contrôle des pépinières, le contrôle des replantations, le contrôle de l'encépagement, la promotion d'une agro-technique moderne, la refonte de la législation viticole sont autant d'activités qui ne peuvent être menées à bien en dehors d'un cadre administratif spécialisé disposant d'un corps de contrôleurs et pouvant fournir à tout moment les éléments nécessaires à une planification viticole.

Troisième sous-partie

La POLITIQUE AGRICOLE et la RECONVERSION de la VIGNE

ou

Les Aspects Techniques et économiques de l'intégration

Par reconversion, nous entendons toutes les mesures d'ordre technique et économique ayant pour objet le remodelage du vignoble en fonction des objectifs de la politique agricole et des contraintes qui s'exercent sur lui. De ces contraintes, la plus essentielle, la plus impérative, c'est évidemment la diminution rapide des débouchés que nous avons étudiée en détail. Le souci d'ajuster la programmation viticole à l'évolution du commerce extérieur et à l'ensemble des autres contraintes spécifiques du secteur débouche nécessairement sur une politique de substitution de culture et de mise en valeur.

Nous l'avons dit en introduction, l'aboutissement de ce travail est moins de formuler des propositions chiffrées que de définir une méthode d'approche et des paramètres de décision. La mise en place de cette méthode et de ces paramètres supposerait en logique que nous connaissions les objectifs généraux assignés à l'agriculture et à la reconversion du vignoble. Si nous ne les connaissons pas de façon précise (obscurité des choix nationaux, insuffisance des données de base), du moins pouvons-nous formuler des hypothèses de travail qui seront provisoires et que l'on pourra modifier dans le déroulement de l'action.

Chapitre 1 - La DOCTRINE AGRICOLE

Trois options fondamentales peuvent être mises successivement en avant dans l'élaboration d'une doctrine agri-

cole nationale, l'emploi, le produit, le revenu disponible.

§ 1 - Le critère de l'emploi
.....

L'éventuelle libération par la vigne d'une certaine quantité de terres s'accompagnera d'une perte du potentiel d'emploi de l'agriculture. Doit-on ou non, lorsque l'on songera à l'utilisation de ces terres, orienter les choix vers les cultures ouvrant les meilleures perspectives d'emploi tout en sachant que la récupération intégrale des journées perdues sera difficile, voire impossible ?

En fait, en ce qui concerne la perte du potentiel d'emploi agricole, compte tenu des caractéristiques traditionnelles de l'agriculture algérienne (importance des saisonniers) et des éléments nouveaux venus renforcer sa rigidité (auto-gestion comprise comme une fonctionnarisation), il est vraisemblable qu'elle ne connaîtra qu'une manifestation officielle et statistique.

Le bouleversement envisagé ne peut être compris que comme un effort pour s'approcher des chiffres optima sans espoir de les atteindre compte tenu du sous-emploi réel de la population rurale. La perte de quelques centaines de milliers de journées, ou leur gain, ne change rien à l'affaire.

Dans un pays sous-développé, surpeuplé, le rôle de l'agriculture est de maintenir dans les meilleures conditions économiques et sociales le maximum d'hommes possible à la terre tout en préparant des structures nouvelles. En Algérie, le problème s'aggrave par le fait que la modernisation et l'intensification agricole doivent se faire non seulement sans exode rural mais selon la philosophie actuelle en multipliant les postes de travail, ce qui s'est révélé contradictoire partout ailleurs dans le monde.

La recherche d'un emploi maximum ne pourrait se faire

qu'en choisissant les cultures de remplacement parmi celles qui exigent le plus de main-d'oeuvre à l'hectare, au besoin en maintenant des techniques archaïques, soit dans des postes directement productifs, soit en multipliant abusivement les postes improductifs (gardiennage, par exemple). Cette politique aurait l'avantage d'assurer la distribution la plus large possible, c'est-à-dire entre les mains du plus grand nombre d'ayant-droits du revenu obtenu. Elle aurait comme inconvénient le fait que cette masse de revenus serait au demeurant faible dans la mesure où seraient négligés les problèmes de rentabilité et notamment la vabrisation maximale des facteurs rares, terre et eau.

§ 2 - Le critère du produit

-,.....

L'agriculture peut être considérée comme un moyen de ravitaillement national soit directement en produisant sur place les calories bon marché destinées à la consommation locale, soit indirectement par l'intermédiaire de l'échange extérieur. Comme il est illusoire de penser que l'Algérie pourra couvrir l'intégralité de ses besoins un jour, il peut être envisagé d'accroître son caractère d'économie d'échange de telle façon à obtenir le produit brut maximum. Cette optique peut entraîner des choix très différents selon que l'on recherche la plus grande quantité par homme au travail, par hectare de terre utilisé ou par unité de capital. Le choix entre ces trois options est théoriquement facile.

Il peut être admis que la terre étant le facteur le plus rare en Algérie, c'est donc l'efficacité de cette dernière qu'il convient de rechercher sans tenir compte de ses incidences sur l'emploi mais tout en gardant à l'esprit le phénomène des rendements décroissants qui joue comme facteur limitatif.

L'addition d'une dose de travail marginale au-delà de l'optimum risque de diminuer l'efficacité du facteur rare,

phénomène que l'on a pu vérifier dans les exploitations qui souffrent d'un excès de main-d'oeuvre. Seule une mécanisation poussée, ou l'amélioration de l'infrastructure (aménagement de périmètre d'irrigation, défense et restauration des sols, ...) peut relever ce seuil.

§ 3 - Le critère du revenu disponible
.....

Si l'Algérie veut s'inspirer de l'expérience socialiste, elle doit tenir compte du fait que pendant la période de croissance seule est recherchée la satisfaction des besoins fondamentaux des consommateurs. La production agricole doit se situer dans le grand mouvement d'industrialisation, soit en fournissant par ses produits exportables les devises nécessaires à l'achat à l'extérieur des équipements, soit en se voulant pourvoyeuse de matières premières pour les industries de transformation.

Dans la pratique, il est nécessaire d'axer toute l'oeuvre d'intensification agricole sur la recherche des cultures et des modes de production (combinaison optimale des facteurs de production) qui procurent le revenu total le plus élevé à l'hectare, en exigeant la plus grande quantité d'heures de travail et permettant d'accroître au maximum (ou simplement de diffuser le plus largement) les ressources de la population agricole et l'accumulation d'un surplus investissable. En Algérie, ces actions se manifesteront paradoxalement par une augmentation du revenu agricole dans le produit national contrairement aux tendances inverses, artificielles qui prédominaient jusqu'à présent. (1)

En théorie économique, seule la maximisation du "revenu disponible" par unité de surface permet d'obtenir ces résul-

(1) Voir Tableau n° 8 et commentaires.

tats. (1)

Revenu disponible = Salaires + profits + intérêts
+ impôts + loyer du sol.

Revenu disponible = Recettes brutes - dépenses autres que
main d'oeuvre, intérêts, loyer, impôts.

Le revenu disponible est par définition la partie du revenu global qui reste sur le territoire et qui est distribuée entre tous les participants à la production (principalement exploitants, salariés, Etat). Cette notion permet de conceptualiser la remarque du plan de Constantine "la distinction entre produit net et produit brut ou entre chiffre d'affaires et valeur ajoutée, ne doit pas seulement être faite au niveau de l'exploitation agricole. Dans un pays à structure économique incomplète comme l'Algérie, il faut tenir compte du fait qu'en l'état actuel une forte partie des moyens de production ou des produits intermédiaires est importée (ainsi presque toutes les machines, les engrais azotés et potassiques, les demi-produits)". (2)

Ici, contrairement à l'optique du produit, ce qui importe c'est moins la masse des denrées disponibles à des prix faibles pour la collectivité, que le revenu net des salariés et exploitants (base de leur niveau de vie et de leur possibilité d'épargne) et de l'Etat qui y trouve la source de financement de ses investissements.

Cette politique est surtout valable si l'on tient compte des prix internationaux. Dans le cadre de l'échange

(1) Sur la notion de "revenu disponible", A. CAMBIERE
"Quelques observations au service du plan d'expansion
économique et social de l'agriculture algérienne"
Laboratoire de recherche économique appliquée à l'Agriculture algérienne, Tome 1, 1958.

(2) Plan de Constantine, Rapport général, page 390.

international, la recherche du revenu net agricole maximum ne peut résulter que d'une politique de "production forcée" (et d'exportation) associée à la gestion la meilleure de moyens utilisés (autant que possible rémunérés sur la base des prix internationaux et donc de leur productivité marginale réelle).

C'est dans cette optique et seulement dans celle-là que agriculteurs, agriculture et économie nationale auront des espérances communes. Il faut ici demander à chaque hectare de produire le "pouvoir d'achat extérieur" le plus élevé possible.

La planification agricole doit donc distinguer explicitement deux démarches, celle tendant à maximiser le profit et celle tendant à maximiser le revenu disponible. En pratique, devrait être choisie la culture donnant le meilleur revenu disponible même si le taux de profit qu'elle dégage est moins élevé que celui des autres cultures possibles.

En effet, de deux productions, 1 et 2 (voir graphique) celle ayant le taux de profit le plus élevé n'est pas nécessairement celle où le revenu disponible est le plus important.

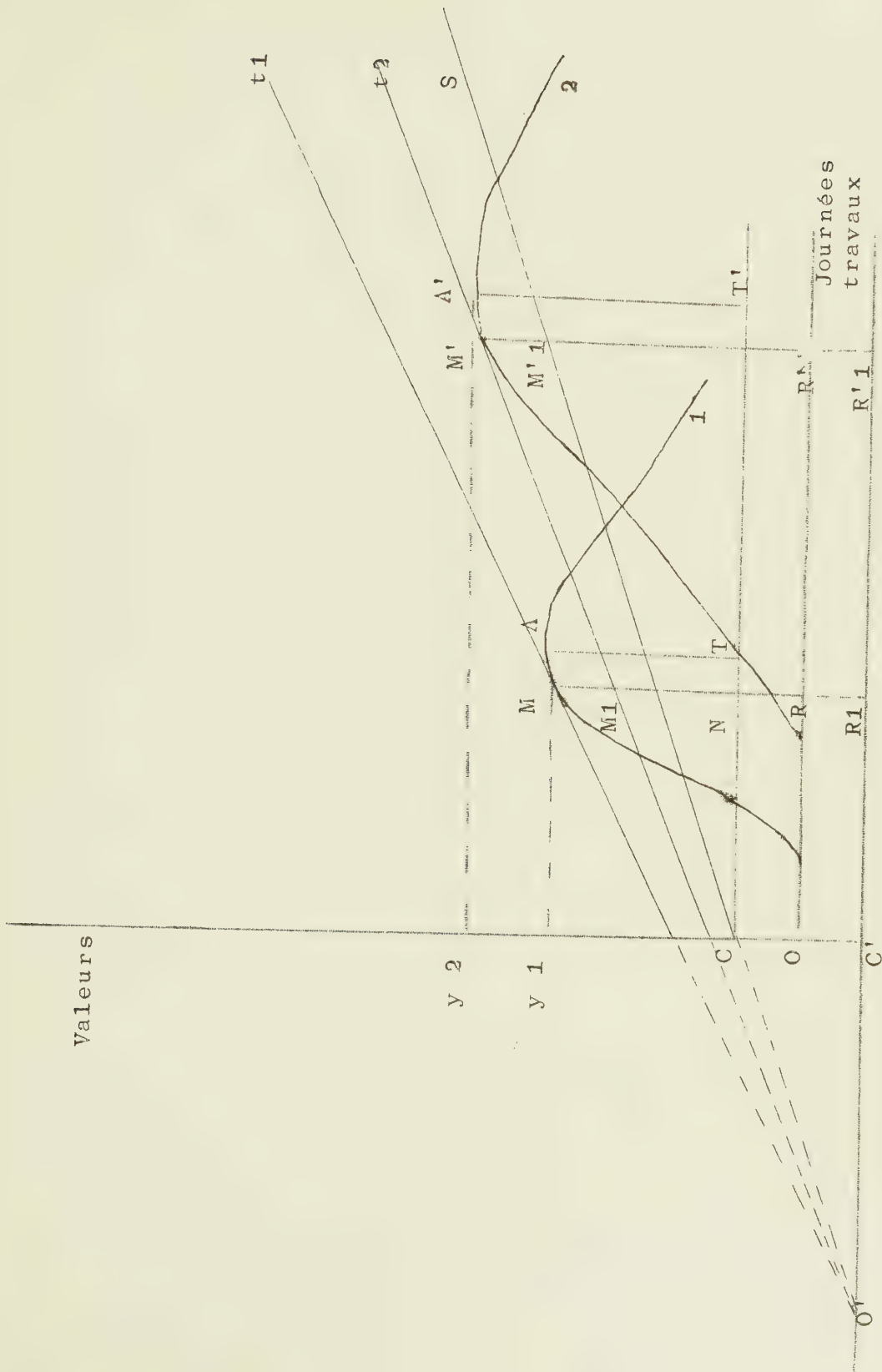
Sur graphique, sont portées deux fonctions de production que l'on s'est donné arbitrairement 1 et 2.

Les deux productions ont, par hypothèse, des charges égales à CC', ces charges ont un coefficient de rotation égal à 1/2 (récupération de la moitié des charges fixes à la récolte) et des salaires représentés par la droite S ayant un coefficient de rotation de 1 (récupération de la totalité des salaires à la récolte).

Par construction :

- les taux de profit, $\frac{\text{Profit}}{\text{Salaires} + \text{charges}}$ sont maxima aux points de tangence M et M' des courbes avec les droites t1 et t2, issues de l'origine O'.

Ils égalent, pour 1 $\frac{MM1}{M1 R1}$ et pour 2 $\frac{M' M' 1}{M' 1 R' 1}$



- les revenus disponibles maxima correspondent aux limites techniques de production (point où la pente de la tangente est nulle). Ces limites donnent aussi les recettes brutes maximales y_1 et y_2 .

Le revenu disponible pour 1 = $A \quad T$ (salaires+ profit)

Le revenu disponible pour 2 = $A' \quad T'$ (" ")

On constate que :

$$\frac{M \quad M1}{M1R1} \quad \text{est plus grand que} \quad \frac{M' \quad M'1}{M'1R'1}$$

et $A \quad T$ est plus petit que $A' \quad T'$.

Remarques -
.....

En supposant que les charges fixes sont les mêmes pour les deux productions, on a trois cas ("at" représentant la pente des tangentes et "rd" le revenu disponible) :

1er cas

$$\begin{array}{ll} \text{at } 1 > \text{at } 2 & y \quad 1 < y \quad 2 \\ \text{On a} \quad \text{taux de profit } 1 > \text{taux de profit } 2 & \\ & \text{rd } 1 < \text{rd } 2 \end{array}$$

2e cas

$$\begin{array}{ll} \text{at } 1 < \text{at } 2 & y \quad 1 < y \quad 2 \\ \text{On a} \quad \text{taux de profit } 1 < \text{taux de profit } 2 & \\ & \text{rd } 1 < \text{rd } 2 \end{array}$$

3e cas

$$\begin{array}{ll} \text{at } 1 > \text{at } 2 & y \quad 1 > y \quad 2 \\ \text{On a} \quad \text{taux de profit } 1 > \text{taux de profit } 2 & \\ & \text{rd } 1 > \text{rd } 2 \end{array}$$

Si l'on suppose que les charges fixes sont différentes pour les deux productions :

a) charges fixes de 1 > charges fixes de 2

Le premier cas reste vrai jusqu'au moment où la pente de la tangente issue de la nouvelle origine O'' à la courbe 1 devient parallèle à t_2

b) charges fixes de 1 < charges fixes de 2

Le premier cas reste vrai jusqu'au moment où rd 2 (A'T') égale rd 1 (A T) même si le profit devient négatif (S passant au-dessus de la courbe 2 sans la couper).

En définitive, pour une production donnée, on peut définir deux méthodes pour obtenir le revenu disponible maximum, deux sortes de combinaisons des facteurs de la production :

- .. La combinaison qui néglige le profit,
- .. La combinaison qui met en avant le profit.

Dans la pratique, on cherchera simplement à maximiser le revenu disponible à l'hectare en définissant pour les deux alternatives les correctifs indispensables qui devront être apportés pour une répartition plus large des revenus dans un cas et pour une affectation plus rationnelle de ce revenu entre la consommation et l'épargne dans l'autre cas (impôts, contribution obligatoire à un fonds d'investissement).

Les objectifs généraux de l'agriculture algérienne nous paraissent pouvoir être définis en trois points d'importance décroissante (on notera à ce sujet les différences avec les priorités proposées par le plan de Constantine).

1° Favoriser l'industrialisation

- . Par un effort financier important qui suppose la recherche de la valeur ajoutée maximale à l'unité de surface (valeur ajoutée calculée à l'échelle nationale), l'accumulation de devises et donc un choix prioritaire sur les cultures d'exportation ;
- . Par la fourniture de produits à utilisation industrielle ;
- . Par les besoins, notamment consommation de produits intermédiaires d'origine nationale et élargissement du marché intérieur, ce qui implique l'accentuation ou le maintien de la capacité d'emploi.

- 2° Le maintien ou l'accentuation de la capacité d'emploi
suppose à son tour qu'à valeur ajoutée égale, la
culture et les méthodes culturales réclamant le plus
de travail seront choisies.
- 3° Nourrir et stabiliser la population.

Ainsi sont dégagés les fondements d'une planification agricole intégrée au mouvement d'industrialisation et de croissance.

Il reste à présenter sur la base des éléments disponibles à l'heure actuelle les hypothèses majeures que l'on peut formuler sur les perspectives d'évolution du secteur viticole.

Chapitre 2 - Les PERSPECTIVES d'ÉVOLUTION du SECTEUR VITICOLE

Au stade d'élaboration d'une programmation viticole provisoire où l'on est parvenu, ce qui est en cause, c'est la détermination des moyens les meilleurs en vue d'atteindre les objectifs qui sont fixés par le projet de planification agricole.

Ce programme provisoire doit d'abord intégrer les contraintes spécifiques de la branche, du moins celles qui peuvent être connues à l'heure actuelle et se développer avec le maximum de cohérence interne.

§ 1 - Les contraintes qui pèsent sur le vignoble

Les difficultés immédiates qui pèsent sur le vignoble sont de trois sortes, le vieillissement excessif, la mauvaise rentabilité et l'insuffisance de logement pour les vins.

A . Le vieillissement

Comme il n'a pas été mené d'enquête sur l'âge du vignoble, nous ne pouvons que faire une approximation à partir

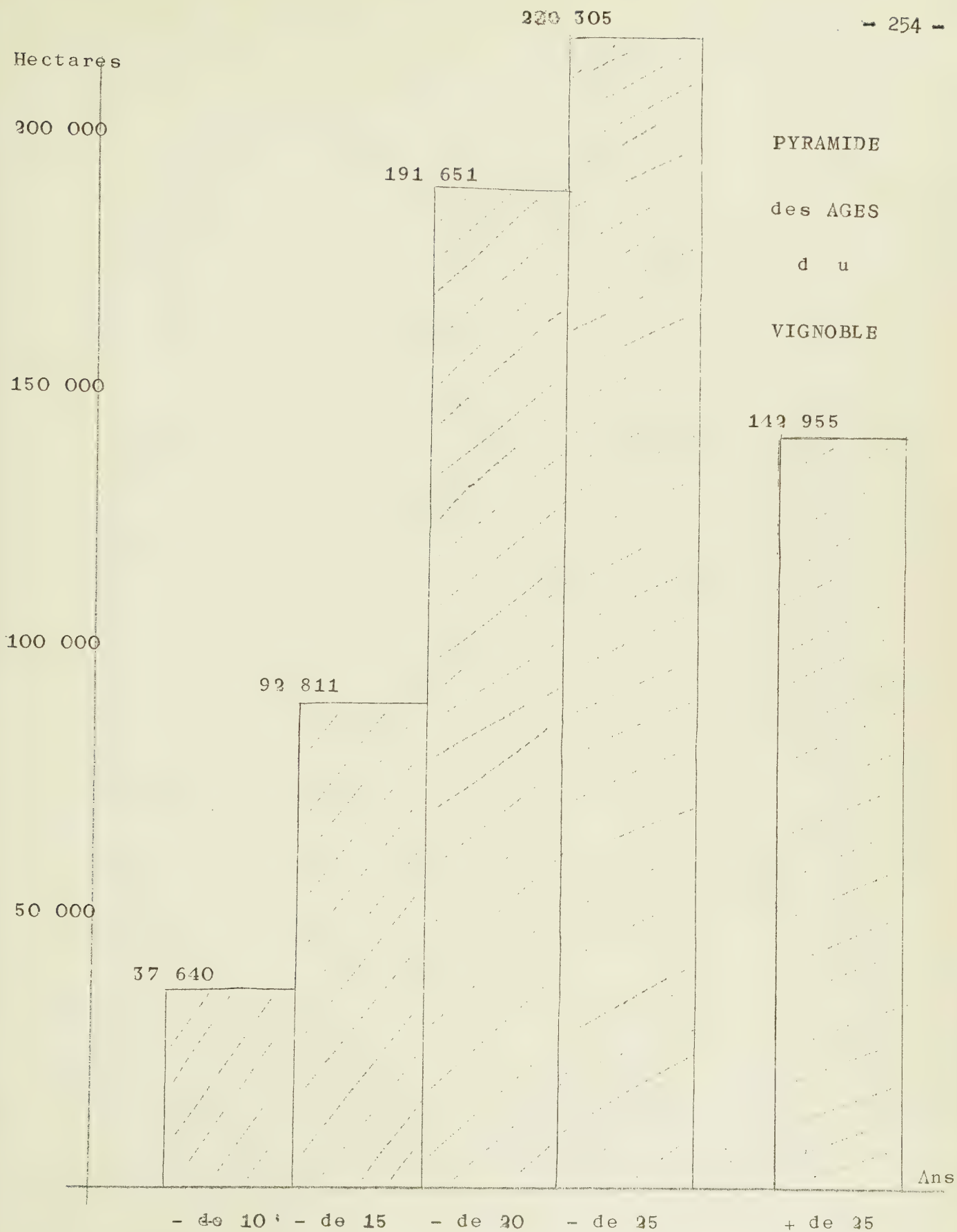
des séries officielles de plantations en remontant dans le temps. La plupart de ces chiffres figurent dans les documents officiels de l'I. V. C. C., d'autres sont estimés à partir de statistiques du Ministère de l'Agriculture, qui donnent chaque année les superficies des vignes non en rapport correspondant à des vignes de moins de trois ans. On obtient entre 1940 et 1965 un chiffre de plantations de renouvellement de 220 305 hectares qui correspondent aux vignes de moins de 25 ans d'âge. La superficie globale étant estimée en 1964 à 363 260 hectares, la différence doit mathématiquement nous donner les vignes de plus de 25 ans, soit 142 955 hectares. La pyramide des âges par tranches cumulées de cinq années est donnée en graphique. Nous ne pouvons évidemment descendre dans le détail et donner les âges par grandes régions malgré tout l'intérêt de cette précision pour une éventuelle reconstitution.

L'importance de la superficie viticole ayant dépassé l'âge de 25 années s'explique par le ralentissement des opérations de renouvellement entre 1955 et 1960 et leur absence totale depuis 1962.

Théoriquement, pour maintenir son potentiel productif actuel, l'Algérie devrait reconstituer en 5 ans ces 142 955 hectares, soit environ 28 500 hectares par an environ. Ensuite, la cadence pourrait se ralentir considérablement car la tranche d'âge comprise entre 20 et 25 ans d'âge (plantations 1940 à 1945) est peu importante (18 381 hectares).

En pratique, l'objectif peut être ramené sur 10 ans aux environs de 16 000 hectares (y compris le renouvellement de la tranche entre 20 et 25 ans), supérieur de 4 000 hectares à l'annuité de renouvellement normale (12 000 hectares).

Ce vieillissement relatif est accentué par les carences physiologiques et l'état pathologique de nombreuses plantations. Le potentiel de production et les rendements s'en



sont ressentis :

<u>Années</u>	<u>Superficies</u>	<u>Production</u>	<u>Rendements</u>
1961	355 000 ha	16 631 945	44
1962	355 000	12 278 684	34,5
1963	355 000	12 575 261	35,4
1964	354 500	10 910 162	30,7
1965	354 500	16 267 904	45,8
1966 (est.)	---	6 500 000	

Le rendement moyen des cinq années 1961 à 1965 est tombé à 38 hl/ha contre 46,1 hl/ha dans les cinq années précédentes.

De même, on constate que les années de bonnes récoltes donnent des productions de plus en plus basses (1954, plus de 19 millions, 1956, 18 millions ; 1959, 18 millions ; 1965, 16 millions).

On peut donc estimer que le potentiel productif du vignoble a baissé nettement et se situe sur la base des cinq dernières années autour de 13,3 millions d'hectolitres (à 38 hl/ha).

B . La mauvaise rentabilité du vignoble

La notion de rendement est ici extrêmement importante, ce rendement qui évolue, nous l'avons dit, d'une façon particulièrement aléatoire. Dans le détail des exploitations, on enregistre des variations très amples.

Selon M. LEVADOUX (1), ces variations de rendements dans la viticulture actuelle n'ont que peu de rapport avec

(1) "Rapport préliminaire sur une mission viticole effectuée dans le périmètre de l'Oued Bou-Namoussa". LEVADOUX, 1965, document non publié, Ministère de l'Agriculture.

l'encépagement ainsi qu'avec la texture du sol. Un examen attentif permettrait de reconnaître que ce sont les anciennes grandes exploitations qui produisent et que les petits bouts de vigne sont généralement infertiles. Selon ce même auteur, cette constatation faite à propos du vignoble bônois peut être généralisée à tout le vignoble algérien. "Le rendement des vignes est en relation directe avec la taille des propriétés viticoles dont elles proviennent, toutes conditions étant égales par ailleurs". Les apparentes exceptions seraient dues aux âges moyens différents des vignobles, aux maladies ou aux imperfections techniques. Il s'agit là d'une considération d'ensemble.

D'autre part, nous avons vu (1) combien il était malaisé de se faire une idée des charges réelles supportées par le viticulteur même dans des conditions d'exploitation normales. On ne peut donc songer évaluer d'une manière précise la rentabilité du vignoble, après les bouleversements récents, sinon par l'intermédiaire de moyennes et d'estimations largement contestables.

A l'échelle du pays, nous pouvons approcher ce problème de la rentabilité de deux manières, la première globalement en prenant pour base le potentiel théorique que nous avons dégagé, les normes de frais servant de bases aux organismes de financement et les cours pratiqués à une date déterminée, en décembre 1965, par exemple ; la deuxième en sériant pour les deux situations les plus importantes du vignoble (zone humide et zone sèche) les charges diverses d'exploitation et en les confrontant aux produits bruts espérés.

a) La marge globale de la viticulture

Les frais cultureux engagés sur un hectare de vigne ont été estimés à 1 500 francs pour tout le territoire, par

(1) Deuxième partie, 1ère sous-partie, Incitation des profits.

les organismes de financement (Banque Centrale, O. N. R. A.)
Avec ce chiffre, il est possible de faire une première approximation de rentabilité qui n'est évidemment pas la même suivant la destination finale du produit.

1° Si la totalité de la récolte était vendue
aux cours français

Pour un degré moyen de 12° et un prix de 4,80 le
degré-hecto, la recette brute à l'hectare s'élèverait à :

$$12 \times 4,80 \times 38 \text{ hl/ha} = 2\,188,80 \text{ francs.}$$

Les charges culturales plus la vinification font environ 1 700 francs.

La marge serait donc de $2\,188,80 - 1\,700 = 488,80 \text{ F}$
de laquelle, il faudrait déduire les frais généraux, les amortissements, les impôts etc....

2° Si la totalité de la récolte était vendue
aux cours mondiaux

Sur le marché international, le 12° est coté environ 3,25 le degré toujours en décembre 1965.

La recette brute à l'hectare serait alors de

$$12 \times 3,25 \times 38 \text{ hl/ha} = 1\,482 \text{ francs.}$$

On enregistrerait donc une perte de 218 francs par hectare.

3° Si l'on tient compte des perspectives
de débouchés

Il y aurait environ 7 millions d'hectolitres sur la France auxquels nous ajoutons 500 000 hectolitres vendus en Algérie aux mêmes cours. Le reste doit être estimé aux cours mondiaux.

- Pour la partie vendue aux cours français, on a :

. Le prix moyen de vente de 1'hl de 12°

$$4,80 \times 12 = 57,60 \text{ F}$$

. Les charges à 1'hl

$$1\,700 : 38 = 44,73 \text{ F}$$

. la marge à l'hectolitre est de :

$$57,60 - 44,73 = 12,87 \text{ francs,}$$

ce qui représente une marge, pour cette partie de la production de :

$$12,87 \times 7\,500\,000 = 96\,525\,000 \text{ francs.}$$

- Pour la partie estimée aux cours internationaux,

. Le reste, soit 5,8 millions d'hectolitres est compté aux prix mondiaux ;

. Le prix de vente de l'hectolitre est de :

$$3,25 \times 12 = 39 \text{ francs}$$

. La perte par hectolitre :

$$14,73 - 39 = 5,73 \text{ francs}$$

L'ensemble des ventes aux prix mondiaux représente une perte de $5,73 \times 5\,800\,000 = 33\,234\,000$ francs.

La marge totale pour la viticulture algérienne s'élève à :

$$96\,525\,000 - 33\,234\,000 = 63\,291\,000 \text{ francs,}$$

soit, à l'hectare, 180,83 francs environ.

Cette marge infime ne peut couvrir les amortissements et les frais généraux qui n'ont pas été jusqu'ici pris en compte.

Ce calcul, dont la seule ambition est d'approcher le problème de la rentabilité fait apparaître déjà que, du point de vue du profit pur, la viticulture est/déficitaire dans son ensemble.

b) La rentabilité des trois types de vignoble

Les tableaux n° 24, 25 et 26 essaient d'estimer les dépenses engagées sur des vignobles situés respectivement en zone humide, zone sèche, et en coteaux ou montagnes.

Les journées de travaux de main d'oeuvre et les quantités de produits consommés ont été empruntées à des normes établies par les services spécialisés de l'O. N. R. A. Les temps de travaux de tracteurs ainsi que la valeur des bâtiments

Tableau n° 24

=====

Prévisions de dépenses pour un vignoble
de 100 hectares en zone humide

PERSONNEL				
Main.d'oeuvre	à	8 F	=	72 000 F
Encadrement et spécialistes		30 %	=	21 600
Charges sociales et assurances		10 %	=	9 360
Total				102 960 F
APPROVISIONNEMENTS				
Engrais 600 q 8,5/6/11 à	38,21 le q	=	22 926 F	
Sulfate de cuivre 80 q à	156 F le q	=	12 480	
Chaux viticole 40 q à	170 le q	=	6 800	
Soufre mouillable 40 q à	127 le q	=	5 080	
Soufre sublimé 100 q à	40 le q	=	4 000	
D. D. T. à 10 % 90 q à	77 le q	=	6 930	
Total				58 216 F
MATERIEL				
3 000 heures tracteur à roue à	10 F	=	30 000 F	
1 300 " chenillars à	25 F	=	32 500	
Total				62 500 F
CAPITAL FIXE				
Amortissements (bâtiments, cuves) 100 ans		3 000 F		
" plantations 30 "		20 000		
Total				23 000 F
FRAIS GENERAUX (20 %)				49 335 F
TOTAL GENERAL				296 011 F

Tableau n° 25

Prévisions de dépenses pour un vignoble
de 100 hectares en zone sèche

PERSONNEL			
Main d'oeuvre	6 000 j à 8 F	=	48 000 F
Encadrement et spécialistes	30 %	=	14 400
Charges sociales et assurances	10 %	=	6 240
Total			68 640 F
APPROVISIONNEMENTS			
Engrais 300 q 8,5/6/11 à 38,21 F le q		=	11 463 F
Sulfate de cuivre 40 q à 156 "		=	6 240
Chaux viticole 20 q à 170 "		=	3 400
Soufre sublimé 50 q à 40 "		=	2 000
Total			23 103 F
MATERIEL			
2 000 heures tracteur à roue à 10 F		=	20 000 F
866 " chenillard à 25 F		=	21 650
Total			41 650 F
CAPITAL FIXE			
Amortissements (bâtiments, cuves) 100 ans	3 000 F		
" plantations	30 "		20 000
Total			23 000 F
FRAIS GENERAUX (20 %)			31 278 F
TOTAL GENERAL			187 671 F

Tableau n° 26

=====

Prévisions de dépenses pour une vigne
de 1 hectare en coteaux ou montagnes

=====			
(			)
(	PERSONNEL		)
(			)
(	Main d'oeuvre 180 jours à 8	= 1 440	F
(			)
(	Encadrement et spécialistes 30 %	= 432	
(			)
(	Charges sociales et assurances 10 %	= 144	
(			)
(	Total	2 016	F
(			)
(	APPROVISIONNEMENTS		)
(			)
(	Engrais 3 quintaux à 38,21 le q	= 114,63	F
(			)
(	Sulfate de cuivre 0,3 q à 156 F le q	= 46,8	
(			)
(	Chaux viticole 0,15 q à 170 F le q	= 25,5	
(			)
(	Soufre mouillable 0,8 q à 127 F le q	= 101,6	
(			)
(	Total	288,53	F
(			)
(	CAPITAL FIXE		)
(			)
(	Amortissements (bâtiments, cuves et plantations)	230	
(			)
(	FRAIS GÉNÉRAUX (20 %)	506,9	
(			)
(			)
(			)
(	TOTAL GENERAL	3 041,43	F
(			)
(			)
=====			

cuveries et du matériel de vinification ont fait l'objet d'une estimation à partir des enquêtes effectuées par l'I. V. C. C. sur des vignobles de situation comparable. Les prix sont ceux qui sont payés par l'O. N. R. A. (pour les salaires on a fait une moyenne).

On totalise par hectare, en zone humide, un chiffre élevé de dépenses de 2 960,11 francs, ce qui fixe à 53 hl/ha le rendement marginal couvrant les frais pour un prix de vente à l'hectolitre de 55 francs (prix sur la France uniquement). Pour la zone sèche, on relève une dépense de 1 876,71 francs à l'hectare correspondant à un rendement marginal de 28 hl/ha pour un prix de vente à l'hectolitre de 65 francs.

En coteaux, on relève des chiffres encore plus forts 3 041,43 francs à l'hectare de frais.

En pratique, la réalité des coûts est assez différente. Un certain nombre de postes de frais ne sont pas couverts, pas plus qu'il n'était le cas avec les anciens propriétaires. Mais ces négligences se sont renforcées, ainsi il n'y a dans les domaines actuels ni encadrement ni spécialistes, et plus grave encore, l'épandage des produits absolument nécessaires est souvent négligé. A ce sujet, on a relevé dans beaucoup d'exploitations des utilisations de produits inférieures de moitié aux normes théoriques. Dans certaines, même la fourniture d'engrais est complètement abandonnée.

A l'inverse, les journées de travaux de main d'oeuvre effectives sont, d'après certains sondages, bien plus nombreuses que ne l'exigerait le respect des normes. Autre élément qui vient souvent renforcer les coûts, on relève aussi des tendances au gaspillage des produits de traitements (choisis régulièrement dans les catégories les plus chères) notamment en zone humide.

Au total, les deux tendances existent sans que l'on puisse déterminer exactement leur importance relative.

On doit remarquer aussi que les tableaux de frais que nous reprenons sont certainement tout théoriques car l'O. N. R. A. dans l'établissement de ces normes s'est contenté de transposer aux prix actuels les postes de coûts tels qu'on pouvait les établir avant la nationalisation des vignobles.

Une enquête réalisée par la Chaire d'Economie Rurale de l'Institut Agricole d'Algérie auprès de domaines autogérés des régions d'Aïn Témouchent et de Mitidja, nous fournit des renseignements beaucoup plus intéressants. (1)

L'enquête conduite à Aïn Témouchent portait sur six domaines. Les frais culturaux à l'hectare de vigne s'élevaient selon les domaines de 710 à 1 300 francs, moyenne, 900 francs. Ce chiffre doit être majoré pour tenir compte de l'amortissement des plantations et des dépenses normalement prévues (engrais) qui, pour diverses raisons, n'ont pu être effectuées au cours de la campagne étudiée (1964-65). On obtient alors un total de 1 580 francs, qui peut être considéré comme le coût de production à l'hectare sur les six domaines étudiés. La culture d'un hectare demande 65 journées d'homme. Le rendement hl/ha des exploitations variant entre 40 et 52, moyenne 45 hl/ha. Le taux d'efficiencce des capitaux en prenant comme base le prix de 42 francs l'hectolitre, était de 4,2. Il s'agissait ici de domaines où la vigne occupe de 95 à 99 % de la surface agricole utile.

Les chiffres relevés en Mitidja ont un degré de précision moindre en raison de la complexité du plan cultural. Le coût de production variait sur les quatre domaines enquêtés de 1 800 à 2 500 francs, moyenne 2 100 francs. Les journées

(1) Documents pour servir à l'étude de la planification de la viticulture algérienne : "Mémoire de la Commission d'étude de l'intégration de la viticulture dans le Plan triennal," non publié, Ministère de l'Agriculture, 1966, ALGER

de travail sont anormalement élevées, 120. Le rendement moyen était de 70 hl/ha et le taux d'efficacité des capitaux 1,3. Il s'agit de domaines où la vigne occupe de 40 à 65 % de la surface agricole utile. La culture de la vigne y est plus rentable que celle des agrumes.

Quoiqu'il en soit, la notion de rentabilité nous paraît, en économie socialiste, tout à fait imprécise et insuffisante, ne pouvant constituer en aucun cas un critère fondamental d'appréciation sur l'utilité ou le maintien de telle ou telle zone viticole.

Ces réserves faites, combien le vignoble coûte-t-il approximativement à l'Algérie ?

Les 354 574 hectares de vigne à vin recensés en 1964 se répartissent ainsi :

- vignoble de plaine sèche et de plateau	170 196 ha
- " " fraîche, ou irrigué	63 823 ha
- " coteaux	99 281 ha
- " montagne	21 274 ha.

Les dépenses totales théoriques engagées sur ce vignoble (y compris les frais généraux, assurances contre les calamités agricoles, impôts et service des capitaux) se montent à :

1 876	x	170 196	=	319 287 696 F
2 960	x	63 823	=	188 916 080 F
3 041	x	120 555	=	366 607 756 F
Total				874 811 532 F.

Face à ce montant, les recettes annuelles (et non par campagne) s'élèvent sur la France uniquement, selon le Tableau n° 21, à :

1963		569 431 000 F
1964		808 274 000 F
1965		681 676 000 F.

Globalement, le vignoble n'est donc pas rentable. Encore faut-il faire une distinction entre les zones viticoles; les exploitations de zone sèche, même si parfois elles sont en deçà du seuil de rentabilité, peuvent parfaitement devenir rentables. Dans les zones humides, les exploitations viticoles rentables sont moins fréquentes, mais de toute façon, elles présentent moins d'intérêt, car elles peuvent le plus souvent orienter leurs activités vers d'autres spéculations.

C . L'insuffisance de logement pour les vins

Après l'Indépendance, le déséquilibre de plus en plus accentué entre la production et les sorties de vins ne pouvait manquer à la longue de poser un problème de logement. La crise, latente jusqu'ici, est apparue dans toute son ampleur avec la récolte exceptionnelle de 1965 (16 millions d'hectolitres). Cette crise n'a pas peu contribué à poser enfin le problème de l'excédent de superficie viticole que l'on se refusait à envisager au niveau des responsables algériens.

Les disponibilités, en septembre 1965, s'élevaient à 19 millions d'hectolitres et suffisaient à remplir la totalité des capacités disponibles (les vendanges se sont poursuivies, dans certaines régions -notamment à Médéa-, jusqu'en janvier par manque de logement).

En 1961, la capacité totale était estimée à 24 millions d'hectolitres, dont : (1)

- cuveries privées des producteurs	15 millions hl		
- cuveries des coopératives	5	"	"
- cuveries du commerce	4	"	"

Les destructions pour faits de guerre auraient donc ramené cette capacité aux environs de 19 millions d'hectolitres auxquels on peut ajouter 2 millions d'hectolitres récupé-

(1) Fiche de documentation, Banque de France, op. cité.

rables après quelques travaux de faible importance (estimation de l'O. N. R. A.), soit un total de 21 millions d'hectolitres.

Au moment où nous écrivons, le stock en fin de campagne est évalué par anticipation à environ 12 millions d'hectolitres, compte tenu des prévisions normales de sorties. On pouvait donc estimer que pour septembre 1966, seule une faible récolte de l'ordre de 9 millions d'hectolitres pourrait être logée. Tout ce qui dépasserait cette quantité ne devrait pas être vendangé (rappelons que le potentiel normal du vignoble est de 13 millions d'hectolitres). Mais il s'avère, aux dernières estimations, que la récolte de cette année ne dépassera pas 7 millions d'hectolitres et que la crise du logement des vins serait par le fait même résorbée. D'après ces estimations, il semblerait que le potentiel du vignoble que nous avons établi devrait être rapidement révisé en baisse.

§ 2 - Les lignes de force de la politique viticole
.....

Quoiqu'on ait pu dire ici et là, le problème viticole algérien n'est pas principalement, ou ne sera bientôt plus, un problème de surproduction (1). S'il est exact que la potentialité actuelle située entre 10 et 13 millions d'hectolitres est largement excédentaire par rapport aux possibilités d'écoulement, la rapide décadence de ce vignoble par le vieillissement et le mauvais entretien fait augurer, à bref délai, non pas un excédent de production, mais un déficit. Par contre, il existe un problème de productivité et de rentabilité, eu égard

(1) LEVADOUX - "La restauration du vignoble algérien est possible à condition de ne jamais perdre de vue l'ensemble des problèmes qui doivent être résolus. Le premier problème, et le plus évident, est naturellement de prévoir et de rétablir un équilibre progressif entre l'offre et la demande. Le second consiste à établir un équilibre qualitatif entre

....

aux énormes superficies agricoles occupées par la vigne pour la production d'une si faible quantité de vins. Cela dit, on peut toujours à longue échéance raisonner en terme d'équilibre du marché en envisageant ce que pourrait être la production dans le cas d'un vignoble normal et la comparer aux débouchés.

Si une politique de rénovation et d'amélioration des techniques était poursuivie sans qu'il soit procédé parallèlement à l'abandon d'une partie de la surface viticole, on se retrouverait au bout du compte en face d'une production excédentaire. De même, et à l'inverse, si l'on se préoccupait uniquement de suivre l'évolution de l'écoulement dans le souci de maintenir sa continuité comme nous en ferons l'hypothèse plus loin, on serait amené à ne rien entreprendre pendant longtemps touchant à la superficie et au renouvellement. Dans ce cas, le vignoble deviendrait rapidement une charge écrasante que ne compenserait pas la perspective d'avoir sauvegardé une clientèle traditionnelle. Enfin, si l'on ne voyait le problème de la reconversion que sous l'angle alléchant de la récupération de terres sans prendre conscience de toutes les incidences d'une telle action sur les équilibres généraux et sectoriels de l'économie ainsi que sur l'équilibre propre du secteur viticole, on chuterait nécessairement dans des incohérences et des incompatibilités qui amèneraient le blocage définitif de toute possibilité de croissance.

Dans la pratique, on cherchera une combinaison de ces différents objectifs, qui pourrait s'exprimer de la façon

(suite de la page précédente)

la nature de la demande et la nature des produits obtenus. Le troisième est de remplacer un vignoble décadent non rentable par un vignoble jeune. C'est-à-dire que l'on doit mener simultanément une oeuvre d'assainissement et une oeuvre de reconstitution." Algérie agricole n° 8, ALGER

suivante : la politique agricole doit s'efforcer de résoudre au moindre coût pour le pays le problème de l'excédent des superficies en vignes dans le cadre d'une projection à long terme de l'équilibre quantitatif et qualitatif de l'offre et de la demande des vins, tout en s'efforçant d'assurer la continuité de l'écoulement.

La seule possibilité d'assurer la réalisation concrète de cette volonté réside dans l'établissement à l'échelon central d'un programme coordonné. Le risque est grand, en effet, de voir sous la pression des événements et l'engouement passager, les arrachages et les substitutions de cultures réalisés anarchiquement à la base. Par son effet déstabilisant, une reconversion de trop grande ampleur bouleverserait de proche en proche des domaines aussi variés que l'emploi agricole, les équilibres régionaux, les structures foncières, la balance commerciale, les ressources en devises.

La difficulté ne réside pas dans la mise en route de la reconversion mais dans sa maîtrise de telle façon qu'elle ne concerne que les superficies strictement nécessaires. Sa conception et sa mise en oeuvre relèvent donc de l'Etat et d'une programmation prospective globale à caractère autoritaire.

L'importance, la nouveauté et la complexité de cette reconversion empêchent que son efficacité puisse être calculée comme une opération d'investissement ordinaire. Une part de pari reste inéliminable, notamment :

1 - Le coût pour la collectivité

- . de la réalisation du programme, - on ne peut connaître tous les frais indirects, administratifs, sociaux ;
- . de l'absence de programme - comment évaluer la perte de l'économie et du budget pour le soutien d'une production rapidement déclinante ?

2 - Les possibilités futures d'écoulement des produits du vignoble

- 3 - L'assiette définitive du vignoble et l'importance des diverses cultures de substitution ;
- 4 - Les "effets d'entraînement" possibles de ce rééquilibrage des productions.

A ce stade de notre travail, nous allons formuler des hypothèses quant à l'ampleur, la nature, l'échelonnement et le coût de la reconversion et de la reconstitution ainsi que leurs incidences éventuelles sur l'économie nationale.

A . La reconstitution

Pourquoi met-on la reconstitution en premier lieu ?

C'est simplement parce que la suite de nos observations nous permettra de mettre en évidence, en quelque sorte, que pendant les premières années à venir le problème de la reconstitution supprime celui de l'arrachage des vignes en excédent.

Le problème viticole algérien ne se ramène donc pas à une simple question d'arrachage et s'il y a des vignes en trop, l'établissement de nouvelles vignes (vignobles spéciaux pour l'exportation hors zone franc), l'orientation et surtout la reconstitution du vignoble de cuve nécessaire à l'alimentation des exportations présentent un caractère de priorité absolue. Ce n'est pas l'étendue de la reconversion qui fixe le périmètre viticole mais les nécessités de la reconstitution qui dégageront les superficies excédentaires.

A-t-on le droit de poser le problème en ces termes ? Oui, si l'on considère que la substitution de culture ne doit intervenir que dans les cas où le vignoble est peu intéressant et que cette opération doit concerner autant de superficie qu'il est nécessaire mais pas plus qu'il n'en faut. Ce choix préliminaire résulte de la conviction profonde que la vigne, dans les meilleures conditions de productivité et d'écoulement, est encore la spéculation la plus adaptée au pays et la plus

avantageuse. Il serait étonnant que les calculs économiques démontrent le contraire.

a) Principes directeurs

Ainsi dégagés, le caractère prioritaire et les limites théoriques de la reconstitution, encore faut-il plus concrètement fixer la superficie approximative que l'on se donne pour objectif et la nature du vignoble que l'on considère comme souhaitable.

1° Quelle superficie ?
.....

L'assiette finale du vignoble comme les superficies abandonnées aux autres spéculations ne peuvent résulter scientifiquement que d'un calcul d'avantage comparé mené région par région. C'est ce que nous exposerons plus loin. Dans l'étape actuelle, il s'agit néanmoins de se fixer un objectif provisoire. La seule référence approximative que nous ayons concerne la production que l'on désire obtenir. Nous avons estimé que la France avait un intérêt économique personnel à conserver l'importation de 7 millions d'hectolitres algériens. On pense que l'exportation sur les autres pays atteindra et dépassera peut-être 1 million d'hectolitres. Si bien que l'on peut chiffrer à environ 9 millions d'hectolitres le potentiel moyen nécessaire, compte tenu de la consommation taxée interne (200 à 300 000 hl) et des utilisations industrielles (8 à 10 % de prestations viniques). La production réelle variera évidemment autour de ce chiffre avec autant de chances de se trouver inférieure que supérieure puisque l'on estime que les productions suivent en longue période une distribution "normale". (1)

(1) LEVADOUX - "Etude sur la reconversion du vignoble algérien" 1964, non publié à ce jour, document interne, M A R A.

Pour passer à la superficie, il nous faut maintenant convenir d'un rendement souhaitable. Le rendement atteint avant l'Indépendance était de 46 hl/ha environ. Comme il sera opéré à la faveur de la reconversion un déplacement du vignoble des régions humides du Centre et de l'Est vers les régions sèches de l'Ouest, il faut prévoir une certaine réduction de ce rendement, soit par exemple, 42 hl/ha ; ceci correspond à une superficie viticole en rapport d'environ 215 000 hectares à laquelle il nous faut ajouter les vignes non en rapport, nécessaires au renouvellement, soit environ 25 000 hectares, ce qui fait un total de 240 000 hectares de superficie viticole de cuve. Il faudrait donc, sur la base de 345 000 hectares de vignoble de cuve qui correspondent aux dernières estimations du Ministère de l'Agriculture, libérer un peu plus de 100 000 hectares. (1)

Remarquons que nous ne pouvons fixer dès ce stade, impérativement, l'époque où l'on pourra avoir ce vignoble, celle-ci dépendant du rythme de la reconstitution, rythme qui lui-même est soumis à de nombreuses contraintes.

2° Quelle sorte de vignoble ?

En ce qui concerne l'orientation générale à donner au vignoble de cuve, l'Algérie doit se proposer à long terme de sortir de l'impasse du coupage. Ce système a représenté, pendant bien des années, une véritable solution de facilité, les vins correspondants étant ceux qui permettaient d'obtenir le nombre de degrés alcooliques le plus élevé par unité de sur-

(1) "Enquête sur la structure des exploitations viticoles" donne 300 000 ha en secteur socialiste auxquels nous ajoutons les 45 000 ha du secteur privé tirés des renseignements statistiques agricoles - 1964 - Série B.

face (le commerce payant au degré), sans que cette recherche corresponde à la meilleure valorisation du potentiel héliothermique algérien.

L'orientation devrait se faire à notre sens dans trois directions principales :

- + Vers la production intensive de vins de qualité (vins généreux, corsés et secs qui sont le plus en harmonie avec les conditions du milieu) essentiellement de coteaux et de montagnes, qui permettront à l'Algérie de conquérir de nouveaux débouchés extérieurs, le marché mondial étant saturé de vins anonymes. On peut faire jouer à ces vins nobles le rôle de véritables ambassadeurs de l'ensemble de la production algérienne. C'est à cette technique de pénétration que les pays viticoles ont dû leurs succès dans le commerce international. La relance et l'expansion de cette production au-delà des problèmes techniques supposent la mise en place d'un appareil administratif de contrôle et d'orientation dont nous avons eu l'occasion de parler ;
- + Vers la production de vins de coupage classiques dans le but de satisfaire la demande des utilisateurs français, mais en préparant progressivement leur relève par des vins aux caractères distinctifs de plus en plus marqués, ceci en liaison avec l'évolution de la demande de ces mêmes utilisateurs et de la formation d'un corps de vinificateurs compétents. Il faudrait, pour prévenir cette évolution, mettre en place le plus tôt possible une véritable politique des terroirs par la classification des régions viticoles naturelles, l'amélioration des assiettes locales d'encépagement, le retour aux techniques classiques de vinification et de manipulation, la réorganisation enfin du réseau des caves vinificatrices. Dans la mesure où l'on voudrait installer une industrie de conditionnement nationale, il faudrait aussi sauvegarder une certaine masse de petits degrés à forte acidité qui sont condamnés en principe.

+ Vers la production de vins de consommation courante que nous différencierons des précédents en disant qu'ils sont consommables en l'état. Cette production actuellement minime en Algérie doit être développée en particulier pour l'écoulement dans les pays européens autres que la France. Elle peut se diversifier en une large gamme de produits qui, en apportant la qualité, soient susceptibles d'entrer dans une consommation non pas accidentelle mais d'habitude, en raison de leur degré alcoolique raisonnable.

Ces objectifs impliquent :

.. Du point de vue de l'assiette, une certaine redistribution du vignoble sur le territoire, avec l'accentuation de la prédominance de l'Oranais. (1) On relèvera à ce propos que les exigences techniques propres au vignoble rejoignent les exigences de la reconversion qui se présentent bien plus favorablement dans l'Est et le Centre du pays ;

.. Du point de vue des techniques, le renversement de tendances plus ou moins anciennes. Par exemple, depuis 1940, le vignoble s'était engagé sur la voie de la surexploitation avec l'abandon des cépages recommandés comme le grenache et le mourvèdre au bénéfice de cépages plus productifs comme l'alicante bouschet ou les hybrides producteurs directs qui ont fait l'objet de plantations étendues (11 000 ha avoués avant l'Indépendance). D'autre part, une abusive généralisation de la motoculture a contribué à la destruction des sols, phénomène qui a été accentué par les effets de l'érosion naturelle dans beaucoup de vignobles, notamment ceux du Mostaganemois, de Mascara et des Sahels. Enfin, des maladies envahissantes, comme la dégénérescence infectieuse n'ont guère été

(1) H. ISNARD, dans "Le Maghreb", coll. Magellan, P. U. F. 1966, donne la répartition suivante :

Constantinois	Algérois	Oranais
5 %	25 %	70 %

combattues (1)

Le déplacement d'un certain nombre de vignes doit donc s'accompagner sûrement d'une modification de l'importance relative des cépages et d'une mise en défense des sols viticoles.

Il est enfin un point qu'il convient de ne pas oublier ici car il peut avoir des incidences sur la nature de la production viticole, c'est celui de l'étendue que devra prendre à l'avenir la motorisation du vignoble. Deux solutions peuvent être envisagées, soit un retour à une viticulture extensive, source d'emploi pour la main d'oeuvre, peu coûteuse et sûre, soit le renforcement de cette motorisation en vue d'une mécanisation poussée. Si la motorisation est une démarche naturelle difficile à éliminer, on a intérêt à la freiner tant que le problème de l'industrialisation ne sera pas résolu.

Nous ne parlerons pas, à ce stade, des possibilités offertes aux autres types de production viticoles, considérant qu'elles peuvent plus aisément être assimilées à une reconversion qu'à une reconstitution (raisins de table, raisins secs, vignes à jus de raisins, vignes à eaux de vie).

Ces considérations, tant sur la superficie que sur la nature du vignoble, n'ont pas la prétention d'être parfaitement exactes, elles peuvent être rendues rapidement caduques par le bouleversement des hypothèses de départ (notamment en matière de superficies où les abandons de plantations ne sont pas connus, en matière de débouchés, avec la signature d'un nouvel accord avec la France, etc...)

Si nous nous en tenons aux propositions formulées, la reconstitution, elle-même, se trouve bloquée par l'absence

(1) LEVADOUX "Note complémentaire adressée à M. le Ministre de l'Agriculture sur une nouvelle orientation du vignoble algérien" - non publié - 1964

quasi totale de bois et plants. La réalisation des objectifs et le rythme de renouvellement dépendront d'abord de la vitesse avec laquelle sera réduit ce goulot.

b) Réduction du goulot des bois et plants de vignes

1° Les disponibilités actuelles
et les perspectives d'évolution
.....

L'Algérie, en principe, ne doit compter que sur elle-même pour la production de son matériel végétal (greffés et greffés-soudés), les deux autres pays producteurs de bois pouvant difficilement la satisfaire, l'un, l'Italie ne présentant pas suffisamment de garantie quant à la qualité, l'autre, la France, étant déficitaire.

En début 1966, la superficie des champs de pieds-mères existant en Algérie a été estimée à environ 500 hectares qui pourraient théoriquement permettre de procéder à la plantation immédiate de 5 000 hectares de vignoble. Contre un renouvellement souhaitable de 16 000 hectares, ces possibilités sont insuffisantes. D'autre part, ces vignes-mères sont très vieilles ou dans un état végétatif et sanitaire déficient, si bien que sur les 500 hectares disponibles, on devra très rapidement^{en}/arracher 400.

L'extension des champs de pieds-mères peut néanmoins se faire à partir de la production actuelle de bois.

La programmation de la création de ces nouveaux champs de pieds-mères dépend de la superficie de vigne de cuve ou de table que l'on décide de renouveler annuellement, tout en tenant compte des points suivants :

⊗ Un hectare de vigne de pieds-mères permet de reconstituer annuellement 10 hectares de vigne pendant 12 années consécutives, et cela à partir de la 3e feuille.

⊗ Les bois bruts récoltés dans les vignes-mères doivent séjourner un an en pépinière avant de pouvoir être utili-

sés par la viticulture.

⊗ Un hectare de pépinière produit annuellement 120 000 plants de vigne environ, soit de quoi reconstituer 30 hectares de vignoble.

⊗ Les pépinières d'Algérie ont connu leur maximum d'extension durant la campagne 1959/1960 sur la période 1952-1962 (1). L'Algérie possédait alors 715 hectares de champs de pieds-mères en production et a importé de France l'équivalent de la production de 250 hectares de champs de pieds-mères. Les disponibilités utilisées réellement pendant cette campagne s'élevaient donc à 1 000 hectares environ. Parallèlement, le nombre de plants de vigne mis en pépinières cette année-là s'élevait à 82 millions, correspondant à une superficie de 330 hectares de pépinières. Dans la limite de ce plafond, les investissements concernant la relance des pépinières seraient limités aux seuls frais de remise en état du matériel et des locaux de greffage existants en Algérie. Au-delà, il faudra soit créer de toute pièce de nouveaux établissements, soit importer des plants. Le Tableau n° 27 retrace les perspectives d'évolution de ce secteur.

2° Coût prévisionnel d'un hectare de pépinière
..... ..

° Dans la limite de 300 ha environ

D'après un document du Ministère de l'Agriculture, 1'hectare de pépinière en frais culturaux revient : (2)

- en production de greffés soudés	41 430 F
- en production de racines	19 450 F.

(1) Rapport général d'activité de l'I. V. C. C.
Campagne 1959/60.

(2) Etude intitulée "Présentation de la demande de prêts d'équipement et de campagne pour la production de plants de vigne"
Ministère de l'Agriculture, document interne.
Septembre 1966.

Tableau n° 27

ANNEES GRICOLES	PLANTATIONS de PIEDS-MERE:				PEPINIERES:	POSSIBILITES de PLANTATIONS NOUVELLES		PIEDS-MERES ARRACHES
	Non en rapport		En rapport					
	Année	Année	de 3 à 15					
		précédente	ans d'âge					
1964/65	0	0	500	166	500			
1965/66	0	0	300	100	5 000	200		
1966/67	200	0	200	66	2 000	100		
1967/68	300	200	200	66	2 000	-		
1968/69	300	300	300	100	2 000	100		
1969/70	300	300	600	200	3 000			
1970/71	900	300	900	300	6 000			
1971/72	0	900	1 200	400	9 000			
1972/73	0	0	2 100	700	12 000			
1973/74	-	-	-	-	21 000			

Toutes les valeurs sont exprimées en hectares.

Dans le premier cas on obtient un produit fini, dans le deuxième cas, il faut encore prévoir la greffe soudure sur table.

A ces frais, viennent s'ajouter les dépenses pour les salaires des employés permanents de l'établissement de greffage et les dépenses pour le chauffage des chambres chaudes et de fournitures diverses.

Sur une première estimation faite aux grandes pépinières d'El Ha^rrach (Maison Carrée), les dépenses totales de fonctionnement s'élevaient pour la production de 44 hectares, dont 20 hectares en greffés soudés, et 24 hectares de boutures, à 1 348 100 francs, soit, par hectare, 30 638,63 francs.

Les dépenses d'équipement montent à 302 000 francs à amortir sur 10 années, soit 686,36 francs l'hectare.

Le débours total annuel est donc, par hectare, de 31 325 francs.

a Au-delà de 300 ha

Il n'est plus suffisant de relancer des établissements déjà existants, mais d'en créer de toute pièce.

Nous ne connaissons pas le prix de revient d'un hectare de pépinière entièrement nouveau en Algérie. Pour pallier cette insuffisance, nous aurons recours aux prix d'importation des plants :

- le greffé soudé importé revient à 1,40 franc pièce,
- le raciné importé à 0,50 franc pièce.

Si nous gardons l'hypothèse de ventilation de la production des établissements étudiés, il nous faut la moitié environ en greffés soudés et la moitié en racinés, soit un prix de revient moyen de 0,95 franc le plant et l'équivalent d'un hectare de pépinière (120 000 plants) revient à 114 000 F.

Remarquons que la production d'établissements nouveaux montés en Algérie reviendrait certainement beaucoup moins

cher si on comptait les amortir sur une période normale (50 ans) mais leurs capacités de production ne seraient en fait pleinement utilisées que pendant six années, de 1971/72 à 1977/78. Au-delà, il faudrait les fermer, ou envisager l'exportation de leurs productions.

Notons aussi que l'installation d'un hectare de champ de pieds-mères revient à peu près comme un hectare de vigne, soit 6 000 francs jusqu'à sa production.

Le rythme de reconstitution de la vigne que nous allons proposer maintenant doit être calqué sur le rythme propre d'extension des pieds-mères avec un décalage de trois ans représentant la période de repos indispensable des terres entre deux vignes. Remarquons que le délai entre le début du cycle (plantation des bois en pépinière) et sa fin (vigne en production) est au total de sept ans.

c) Programmation de la reconstitution et coût global

Sur la base des éléments précédents, on peut établir un plan de reconstitution qui se donnerait comme objectif la constitution la plus rapide possible d'un vignoble rentable, ce qui suppose l'élimination, dans les meilleurs délais, des vignes ayant dépassé la trentaine.

1° Plan viticole
.....

Nous avons estimé, compte tenu du vieillissement actuel, à 16 000 hectares environ le montant de l'annuité de renouvellement nécessaire pour les 10 prochaines années. Cette cadence ne pourrait, même dans les meilleures conditions, être atteinte immédiatement, en raison :

- .. du nécessaire synchronisme qui doit exister entre les plantations et les disponibilités en bois ;
- .. des arrachages sans contrepartie décidés en 1965/66 (17 000 ha) et des décisions tenues pour acquises sur le terrain pour la

- campagne suivante qui entament fortement le potentiel de production (d'autant plus qu'il a été arraché des hybrides producteurs directs, certainement à forts rendements) ;
- .. des possibilités pratiques d'utiliser au démarrage de nouvelles terres libres pour éviter les délais de repos après arrachage ;
 - .. des rendements et de leur évolution, en effet, en ce qui concerne ce dernier point, l'on devrait s'efforcer de maintenir le potentiel aux alentours de l'objectif décidé pour le moyen terme, soit 9 millions d'hectolitres.

Un tableau (N° 28) est présenté, tenant compte des impératifs précités, et qui fait en outre une double distinction, d'une part entre les vignes non en rapport, (vignes de moins de 3 ans), et les vignes en rapport, d'autre part en ce qui concerne ces dernières, les jeunes vignes dont le rendement est estimé à 45 hl/ha et les vieilles vignes ayant un rendement de 30 hl/ha. Dans un but de précision, il a été introduit une colonne supplémentaire qui reprend les vignes à leur 25e année.

On s'aperçoit que, dans les faits, la programmation s'avère très complexe et que, par exemple, pour éviter toute chute catastrophique du potentiel de production, il a fallu ajuster les arrachages et les replantations d'une manière particulièrement étroite.

A partir de 1978, la superficie viticole globale (vigne de cuve) est stabilisée à 242 500 hectares, mais les grandes proportions entre les vignes non en rapport et les deux catégories d'âges évoluent fortement jusqu'en 1982.

A cette dernière date :

- le vignoble non en rapport se fixe pour un temps à 30 000 ha
- le vignoble de moins de 25 ans tourne autour de 180 000 ha
- le vignoble de plus de 25 ans " " 30 000 ha.

Le potentiel de production est de 9 millions d'hectolitres environ, celui que nous nous étions fixé comme objectif, pour un rendement de 42 à 43 hl/ha. La superficie libérée

RECONSTITUTION du VIGNOBLE

Tableau n° 28

ANNEES	ARRACHAGES	PLANTATIONS	Jeune Vigne	VIGNOBLE en PLEIN RAPPORT	SUPERFICIE	POTENTIEL
	(ha)	(ha)	Non en : Rapport : (ha)	Moins de : 25 ans : 45 hl/ha : 25 ans : 45 hl/ha : 30 hl/ha :	LIBEREE (ha)	(hl)
1965	17 000			195 000	-	13 275 000
1966	20 500	3 000	2 000	192 087	2 913	17 000
1967	15 000	2 000	4 000	185 520	6 567	35 500
1968	15 000	3 000	7 000	185 520	-	48 500
1969	15 000	6 000	11 000	176 893	8 627	60 500
1970	15 000	9 000	18 000	178 599	294	69 500
1971	15 000	12 000	27 000	170 346	10 253	75 500
1972	25 000	21 000	42 000	161 611	11 735	78 500
1973	25 000	21 000	54 000	146 814	20 797	82 500
1974	25 000	21 000	63 000	131 738	24 086	86 500
1975	25 000	21 000	63 000	118 856	24 872	90 500
1976	25 000	21 000	63 000	122 506	17 350	94 500
1977	25 000	21 000	63 000	130 269	13 237	98 500
1978	25 000	21 000	63 000	140 297	10 972	102 500
1979	10 000	10 000	52 000	149 882	11 415	102 500
1980	10 000	10 000	41 000	160 628	10 254	102 500
1981	10 000	10 000	30 000	172 333	9 295	102 500
1982	10 000	10 000	30 000	178 863	3 470	102 500

=====

ressort à 102 500 hectares, mais les 4 000 hectares des plantations 1966 et 1967 ont dû s'effectuer sur des terres nouvelles, en conséquence, elles ne doivent pas être déduites du montant total arraché, si bien que la superficie réelle libérée se monte à 106 500 hectares.

Remarquons qu'il a fallu attendre 1982 pour équilibrer le vignoble à 9 millions d'hectolitres et enregistrer 4 années où le potentiel est inférieur à 8 millions d'hectolitres.

Dans la réalité, au vu des estimations de récolte pour 1966, le potentiel pourrait baisser plus rapidement que prévu, mais comme les hypothèses de replantations que nous avons adopt^{es}es, peuvent être considérées comme des maxima impossibles à dépasser, cette baisse se traduira nécessairement par l'approfondissement et la multiplication des années de déficit.

2° Coût de l'ensemble du programme

Un tableau (n° 29) donne l'échéancier des débours annuels prévisibles pour l'application du programme.

Les arrachages ont été estimés à 500 francs l'hectare, et les frais annuels de plantation des vignes et des pied-mères à 2 000 francs.

Le gros de l'opération revient à 1,408 milliard de dinars (1 dinar = 1 franc) sur une période de 14 ans.

d) En l'absence de programme de reconstitution

Supposons maintenant que, rebutée par l'effort financier que représente ce programme, l'Algérie limite ses ambitions à maintenir un potentiel de production approximativement suffisant pour satisfaire la demande, et accepte l'hypothèse d'un vieillissement de ses vignes au-delà de 40 ans.

On peut parfaitement dire que si, dans un vignoble bien entretenu et suivi dans sa reconstitution, une vigne ne doit pas dépasser 30 ans, en pratique, de nombreuses vignes

E C H E A N C I E R d e s C H A R G E S

ANNEES	PEPINIERES			ARRACHAGES			PLANTATIONS VIGNES et PIEDS-MERES						TOTAL COUT
	ha	Coût 10 ³ DA		ha	Coût 10 ³ DA		1ère année	2e année	3e année	ha	Coût 10 ³ DA	ha	Coût 10 ³ DA
1966/67	66	2 067,45	30	500	10 260		200	40					12 357,45
1967/68	66	2 067,45	15	000	7 500		2 300	4 600					14 207,45
1968/69	100	3 132,50	15	000	7 500		2 300	4 600					19 872,50
1969/70	200	6 265	15	000	7 500		3 300	6 600					29 565
1970/71	300	9 397	15	000	7 500		6 900	13 800					41 897
1971/72	400	20 797	15	000	7 500		9 000	18 000					66 697
1972/73	700	50 997	25	000	12 500		12 000	24 000					119 297
1973/74	700	50 997	25	000	12 500		12 000	24 000					147 497
1974/75	700	50 997	25	000	12 500		12 000	24 000					171 497
1975/76	700	50 997	25	000	12 500		12 000	24 000					189 497
1976/77	700	50 997	25	000	12 500		12 000	24 000					189 497
1977/78	700	50 997	25	000	12 500		12 000	24 000					189 497
1978/79	330	10 336	10	000	5 000		10 000	20 000					119 336
1979/80	330	10 336	10	000	5 000		10 000	20 000					97 336
Total													1 408 050,40

Tableau n° 29

demeurent productives au delà de cet âge, jusqu'à 50 ans et plus.

En cas de force majeure (guerre, difficultés financières, crise viticole), le viticulteur peut toujours mettre en pratique cette possibilité de survieillissement du vignoble et le garder productif au-delà de l'âge limite. Certes, il se produit après 25 ans une baisse sensible du rendement qui passe de 40 ou 50 hl/ha avant 25 ans à 30 hl/ha après cet âge, mais cette baisse peut être atténuée grâce à certains soins culturaux peu coûteux.

Suivant ces principes, on peut faire une prévision des récoltes jusqu'en 1990 par exemple.

En arrondissant les chiffres, on peut estimer que la vieille vigne (de plus de 25 ans) couvre 150 000 hectares et produit de 30 à 35 hl/ha, la jeune vigne (entre 5 et 25 ans) s'étend sur 200 000 hectares et produit de 40 à 50 hl/ha.

Dans les vingt ans à venir, la masse représentée par les 200 000 hectares de jeune vigne aura disparu (en tant que jeune vigne), puisque tous les ans une tranche de 10 000 ha en moyenne passe dans l'autre catégorie.

Aujourd'hui, cette jeune vigne produit :

- au plus 50 x 200 000 = 10 000 000 hl
- au moins 40 x 200 000 = 8 000 000 hl.

C'est ce que nous avons traduit en graphique par la courbe hachurée.

Par ailleurs, les 150 000 ha de vieille vigne produisent aujourd'hui :

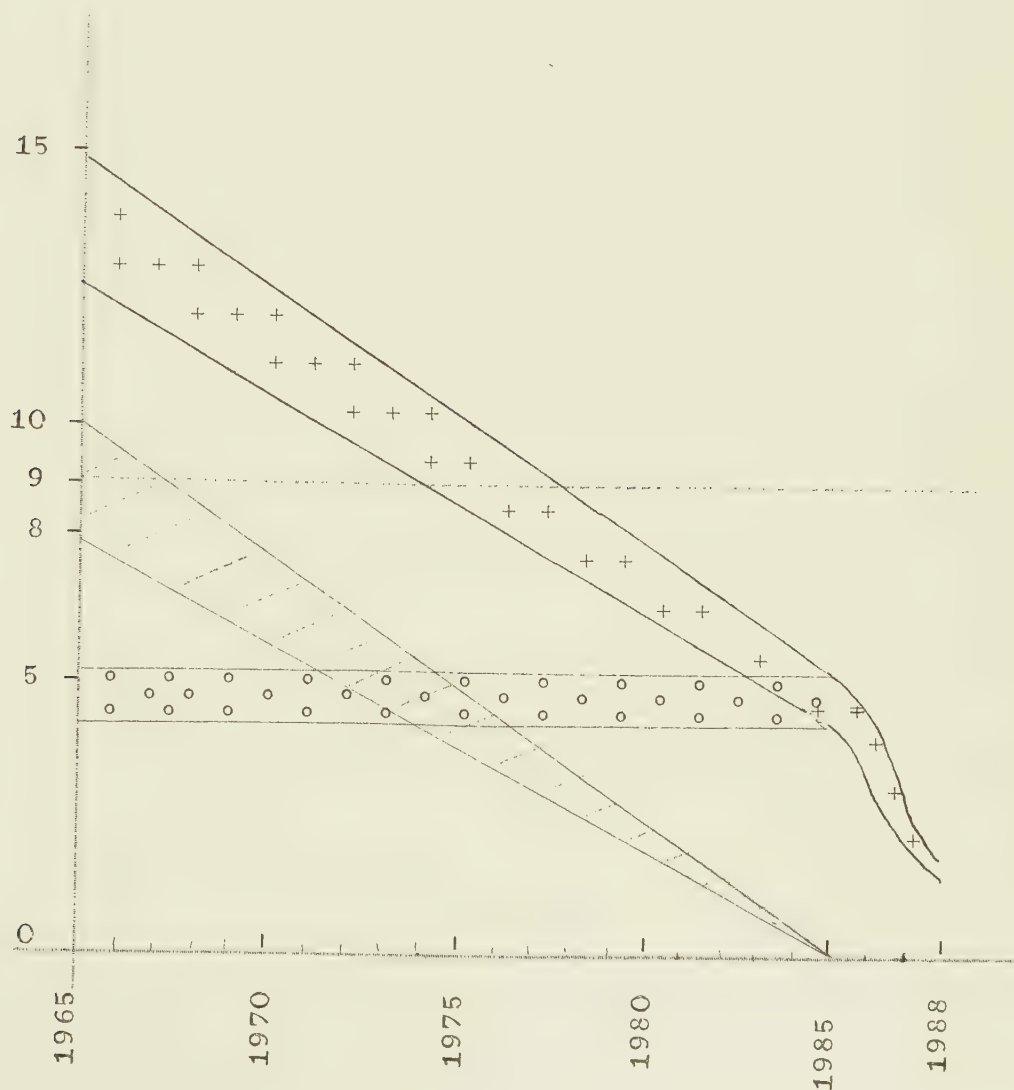
- au plus 35 x 150 000 = 5 250 000 hl
- au moins 30 x 150 000 = 4 500 000 hl.

Or, tous les ans, même si l'on arrache 10 000 hectares de cette vieille vigne devenue absolument improductive, ils sont remplacés automatiquement par les 10 000 hectares de l'autre catégorie ayant dépassé 25 ans, de sorte que la production correspondant à ces vieilles vignes ne va pas varier

EVOLUTION NATURELLE

du POTENTIEL de PRODUCTION

Millions
d' hl



jusqu'en 1985. C'est ce que nous avons traduit sur le graphique par le fuseau à petits cercles (°).

Si l'on additionne ces deux courbes, on obtient le potentiel de production de 1965 à 1985. Ce potentiel est représenté sur le graphique par la courbe à petites croix extrapolée jusqu'en 1990, date à laquelle toute la vigne plantée aujourd'hui serait arrachée.

Il apparaît, en définitive, que dans cette hypothèse, pour conserver un potentiel de 9 millions d'hectolitres, il suffirait, à partir de 1973 ou 1974 de reconstituer 10 000 ha par an, ce qui représente un effort financier bien plus léger que dans la programmation proposée. Cette attitude sera peut-être la seule possible dans le cas où l'incertitude sur les débouchés demeurerait. Elle n'est juste que si la dégradation physiologique du vignoble n'entraîne pas une chute trop rapide du potentiel. Mais même dans les conditions les meilleures, elle présente des inconvénients d'ordre économique. En effet, si la jeune vigne couvre à cette date (1985), 120 000 hectares et la vieille encore 150 000 hectares, le rendement moyen n'est que de 33 hl/ha et baisserait brutalement par la suite. On se dirigerait rapidement vers une politique de soutien artificiel trop lourde pour les épaules de l'Algérie.

B.. La reconversion

Au sens où nous la prenons ici, la reconversion est l'utilisation des anciennes terres à vigne de cuve par d'autres spéculations.

a) Principes directeurs

1° Quelle superficie et à quelle date ?
.....

Dans le tableau n° 28, il est question de libérer 106 500 hectares, mais cela ne correspond pas aux superficies que l'on peut considérer comme définitivement acquises à d'au-

tres cultures comme d'ailleurs ne correspondent pas non plus l'échelonnement des possibilités de reconversion et le calendrier des libérations de terres.

Ainsi, par exemple, en 1966 on a une superficie libérée de 17 000 hectares, mais si les plantations de l'année et celles de 1967 doivent se faire sur des terres nouvelles, les plantations de 1969 se feront sur ces premiers arrachages, en conséquence, la reconversion ne peut porter que sur 14 000 ha et non 17 000 hectares. En faisant la même correction pour toutes les années qui suivent, on a établi un nouveau tableau (n° 30) qui donne pour chacune d'entre elles les possibilités effectives de reconversion. Ce tableau appelle plusieurs remarques :

-- Les superficies dites à reconvertir concernent uniquement celles qui peuvent faire l'objet immédiatement à l'année considérée d'une substitution définitive de culture. Pour retrouver nos 106 500 hectares de superficies libérées, il suffit d'ajouter aux 76 500 reconvertis les quantités de terres nécessaires au renouvellement de la vigne (elles comprennent trois annuités de plantations) soit pour les années de stabilisation du vignoble à partir de 1979, 30 000 hectares. Ces derniers font intégralement partie du périmètre viticole mais peuvent être temporairement utilisés par des cultures annuelles, spécialement conçues pour le repos et la régénérescence des terres à vignes.

-- De même, les décalages entre arrachages et replantations mettent en disponibilité par rotation des quantités importantes de terres dont il faut aussi prévoir l'utilisation temporaire.

-- La véritable reconversion est reportée à une date éloignée (si l'on excepte le contingent de 1966), elle ne débutera réellement qu'en 1975 et ne concerne en définitive qu'un chiffre bien éloigné des estimations les plus courantes (100 à 150 000 hectares).

DISPONIBILITES des TERRAINS
POUR la RECONVERSION DEFINITIVE

Arrachages	69	79	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	Superficie à reconvertir
1966	170	30														140
1967	205		60	90	55											0
1968	150				65											0
1969	150				85											0
1970	150				65	85										0
1971	150				60	90										0
1972	150					35	115									0
1973	250						95	55								0
1974	250						155	95								0
1975	250							115	135							0
1976	250								75							175
1977	250									100						150
1978	250										100					150
1979	100											100				150
1980	100												100			0
Plantations de l'année	30	60	90	120	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	210	100
																765

-- Enfin, notons que tous ces arrachages ne peuvent concerner que le secteur socialiste le plus malléable et le plus connu et certainement celui qui bénéficie aussi des meilleures possibilités de reconversion.

En définitive, on devra expressément distinguer les actions visant à utiliser temporairement des terres faisant normalement partie du cycle viticole, des actions visant à substituer d'une manière définitive d'autres cultures à la vigne de cuve.

2° Les cultures temporaires

Trois principes peuvent guider les choix en matière de culture temporaire. Il faut produire quelque chose :

- .. Pour ne pas donner l'impression de coupure dans le rythme du travail (aspect psychologique) ;
- .. Qui ne fatigue pas trop la terre, ou mieux la régénère ;
- .. Qui soit intéressant sur le plan économique et évidemment tienne compte des conditions naturelles.

De ce triple point de vue, les cultures les^{plus} intéressantes sont :

- + Les céréales de printemps (maïs grain) dont l'Algérie est gravement déficitaire (importations permanentes du Maroc). Elles permettraient notamment l'extension industrielle de l'élevage avicole. Bien que le maïs soit ici à la périphérie de sa production, il peut donner de bons rendements dans certaines régions (vallée du Chéliff 40 q/ha). Mais cette culture demandant beaucoup d'eau, elle ne peut être envisagée dans les régions sèches et là où l'eau est chère (Oran : 42 F le m³) ;
- + La betterave sucrière concerne aussi les régions disposant de beaucoup d'eau (4 000 m³ par an et par hectare). Dans la vallée du Chéliff on en compte déjà 4 700 hectares et son extension permettrait de stopper l'importation de pulpes et d'alimenter la sucrerie algérienne.

+ Les cultures fourragères (vesces-avoine, trèfle, sorgho four) peuvent, en sec, être pratiquées presque partout où il y a de la vigne et en dehors de leur intérêt pour l'élevage, leur emploi non négligeable, elles peuvent être retournées dans le sol par un labour pour le régénérer.

3° Les cultures définitives

Si nous nous référons aux potentialités naturelles, il est possible de distinguer dans l'aire actuelle de la vigne de cuve des zones facilement reconvertibles et des zones difficilement reconvertibles. Les premières correspondant à des sols frais, profonds et riches (parfois irrigués), les seconds comprennent les vignes de coteaux, de plaines sèches ou de plateaux dont les sols sont pauvres et perméables.

On peut relever, cependant des exceptions à cette règle : certains coteaux de l'Est algérien reçoivent une pluviométrie suffisante pour que de nombreuses spéculations fruitières soient possibles, ainsi par exemple, la bordure maritime du Sahel est apte à la culture des primeurs. (1)

Eliminons tout d'abord la reconversion en vignes de table et autres vignes comme n'étant qu'une substitution facile de vigne à vigne sans grande conséquence.

La consommation actuelle de raisins de table est évaluée en Algérie à environ 3 kg par habitant contre 21 kg en Turquie et 33 kg en Jordanie, deux autres pays musulmans. En raison de l'importance de l'apport nutritif que constitue la consommation des raisins de table, il serait intéressant de porter la consommation interne à 10 kg par habitant/an, ce qui représenterait, avec un rendement de 100 quintaux/ha, environ 12 000 hectares (les rendements italiens sont de 150 quintaux à l'hectare). Nous ajouterons un minimum de 3 000 hectares pour l'exportation, soit un total de vignes de

(1) LEVADOUX, "Etude de la reconversion du vignoble algérien" op. cité.

table de 15 000 hectares. Ces 15 000 ha peuvent prendre place dans les Sahels, les raisins primeurs et les saisons en milieu frais ou irrigué, les tardifs, en montagne. (1)

La consommation annuelle moyenne de raisins secs est évaluée à 0,14 kg/habitant/an en Algérie contre 2,4 kg en Syrie ; on peut donc facilement penser que celle-ci pourrait être augmentée jusqu'à près de 3 kg/habitant/an. (2) Cette production prendrait place dans les périmètres irrigués de l'Ouest et dans les plaines du Cheliff, de la Sébaou, de la Soummam, de la Seybouse ; elle concernerait au total dans les 2 000 hectares.

Les vignes à jus de raisins dont la production pose encore des problèmes techniques et économiques pourraient couvrir 1 000 hectares.

Avec les vignes à eaux de vie de bouche, 2 000 hectares, la reconversion en vigne atteindrait au total 25 000 hectares.

Il n'y a pas de difficultés majeures pour l'installation de ce nouveau vignoble ni sociale ni économique, parfois seulement quelques inconnues techniques subsistent-elles encore.

Les autres opérations de reconversion, en principe faciles en d'autres cultures aussi riches que la vigne concerneraient les plaines profondes où d'ailleurs la viticulture présente des aspects peu satisfaisants, à savoir :

- des rendements trop élevés, et donc un degré faible;
- des maladies cryptogamiques fréquentes, renchéris-

(1) L'Algérie n'exporte actuellement que 2 000 à 4 000 tonnes de raisins de table, et importe pour 1 640 tonnes de raisins secs - 1964

(2) Bulletin des Industries Agricoles et Alimentaires n° 7 Ministère de l'Agriculture (1966) consacré au raisin sec et à ses possibilités en Algérie.

sant les coûts ;

- un mode de conduite compliqué (palissage) qui grève lui aussi les frais culturaux.

Dans la mesure où les prévisions de reconversion ne dépasseraient pas ces superficies, le problème serait assez simple. Elle toucherait aisément les vignobles irrigués et ceux des plaines littorales et sublittorales, recevant 700 mm de pluies annuellement, c'est-à-dire les plaines de Bône à la Mitidja, alors que dans le Tell occidental, seule l'irrigation généralisée pourrait permettre des cultures de remplacement aussi rentables que la vigne. (1)

Sans prétendre faire un examen approfondi des problèmes posés par cette reconversion, nous allons voir les traits essentiels qu'elle pourrait prendre selon les situation géographiques, les conditions naturelles et le milieu en général.

. La reconversion des vignes en périmètre irrigué - - -

La superficie des terres viticoles situées en périmètre irrigué s'élève croit-on, à 27 590 hectares. (2)

Nous donnons, dans le Tableau n° 31, les localisations de ces vignes pour quelques périmètres.

Ces superficies dites irriguées, qui ne couvrent pas la totalité des vignes effectivement arrosées, ne disposent pas toutes d'eau, il suffit pour s'en convaincre d'examiner le tableau. Ainsi, dans le Hamiz, on trouve 3 776 hectares de vignes qui, bien qu'équipés en canalisations, ne bénéficient pas d'eau, tout simplement parce qu'il n'y en a pas assez pour tout le périmètre, le Hamiz étant fortement envasé. Planter des

(1) ISNARD "Le Maghreb", op. cité, page 185

(2) Les Statistiques Agricoles, Série B, 1964, donnent 21 090 hectares et omettent le périmètre de la Bou Namoussa (Bône), 6 500 hectares

Tableau n° 31
=====

Source : ENERGOPROJEKT 1965 (1)

PERIMETRE	SURFACE EQUIPEE		SURFACE non EQUIPEE		TOTAL
	Irrig.	non irrig.	Irrig.	non irrig.	
Sig	-	-	-	-	0
Mina	-	-	-	-	0
Habra	3 000	-	-	-	3 000
Bas Cheliff	46	-	-	-	46
Moyen Chélif	260	-	-	-	260
Haut Chélif	225	602	-	50	877
Hamiz	-	3 776	-	-	3 776
Bou Namoussa	-	-	6 500	-	6 500

cultures supposant une forte irrigation dans ce cas, c'est automatiquement enlever l'eau nécessaire aux autres spéculations notamment ici, aux agrumes. Ce qui ne veut pas dire que l'arrachage n'est pas souhaitable, car on peut concevoir que ces surfaces entreraient en assolement avec leurs voisines.

D'une manière générale, ces superficies peuvent être reconverties en agrumes, cultures maraîchères, cultures industrielles (tomates, artichauts, tabac, coton) et cultures fourragères praticables en sec. Mais, même si les conditions naturelles sont parfaites, on se doit de tenir

compte de certaines contraintes et ménager des transitions.(1)

On pourrait, en effet, conclure que, puisque la reconversion est facile, l'arrachage devrait se faire rapidement, en prenant toute la superficie viticole du périmètre concerné. Cette façon d'agir ne tiendrait pas compte de trois facteurs :

- °° l'homogénéité nécessaire de la zone mise à l'irrigation au moins dans un certain délai. Or, en pratique, la valeur des vignes n'est pas uniformément comparable sur toute la superficie du périmètre, ni même à l'intérieur d'une seule exploitation. Ainsi, on a pu constater qu'il existe dans certaines unités, entourées de parcelles infertiles ou de valeur viticole nulle, des noyaux très prospères. Si l'arrachage et la reconversion doivent globalement être étalés dans le temps en fonction des arrivées d'eau effectives, la même prudence est de rigueur au niveau des exploitations. Pareillement, il peut exister des exploitations viticoles très prospères sur des terres riches et bien drainées, facilement reconvertibles. Dans la mesure du possible, le plan de pose des canalisations doit coïncider avec l'échelonnement des reconversions, parfois, c'est le programme de mise en eau qui guidera la reconversion, parfois, ce sera le contraire ;
- °° la valeur différente des terres du point de vue de la reconversion ;
- °° Le parallélisme qui doit s'instaurer entre l'installation des infrastructures techniques et matérielles nécessaires aux nouvelles cultures et le rythme de la reconversion.

(1) LEVADOUX, "Rapport préliminaire sur une mission viticole dans le périmètre de l'oued Bou Namoussa", 1965
Document M A R A, non publié.

. La reconversion des vignes
en plaines fraîches. _ _ _

Ces dernières reçoivent environ 700 mm de précipitations annuelles, elles s'appellent Mitidja, basses vallées de l'oued Saf-Saf, Soummam, Isser et représentent environ 18 % de la superficie viticole totale, et ont fourni, en 1964, 24 % de la production algérienne des vins. Si l'on soustrait le vignoble irrigué, déjà cité, elles couvrent environ 36 000 à 40 000 hectares où la vigne produit généralement un vin médiocre (9 à 11°, avec une acidité totale de 3 à 4,2 grammes/litre), vin qui a d'énormes difficultés à s'écouler depuis l'Indépendance.

La densité viticole diffère suivant les régions. Ainsi, l'ouest mitidjien a une densité plus forte en vignes que l'Est. Dans l'ensemble, la monoculture intégrale est exceptionnelle, la densité de la vigne augmentant avec l'altitude (plus forte dans les Piedmonts). En plaine proprement dite, la vigne est combinée soit avec les agrumes, les cultures maraîchères ou les fourrages irrigués, soit avec les céréales, plantes industrielles (tabac, etc...) et les fourrages cultivés.

Techniquement, ces surfaces viticoles sont, après les surfaces irriguées, les plus aisées à reconvertir. On connaît déjà parfaitement les spéculations qui pourraient se substituer à la vigne de cuve, notamment celles qui se trouvent actuellement en association dans les domaines avec la vigne. Encore faut-il définir, entre autres exigences, un certain nombre de critères d'application concrète permettant les choix sur le terrain, prévoir un programme de substitution échelonné et peser les répercussions de ces actions sur l'équilibre de l'ensemble du vignoble.

Si d'un point de vue économique, la substitution ne peut résulter que d'un calcul d'avantage comparé mené

font un total de 82 600 hectares qui dépasse nettement les besoins prévisibles de la reconversion en cultures définitives (75 500 ha). On peut donc se dispenser de toucher au vignoble de cuve qui reste. Ce reste, situé en plaines sèches, coteaux ou montagnes du centre et de l'ouest, n'a pas de possibilité de substitution, sauf parfois en quelques cultures très pauvres (céréales à faibles rendements, cultures fourragères). Le seul problème qui s'y pose est celui du rajeunissement, de la réorientation et de la valorisation du vignoble.

b) Projection d'ensemble du programme

Le problème qui se pose à nous maintenant est de répartir entre les diverses spéculations les superficies libérées par la vigne de cuve à l'année terminale du programme. Nous savons, tout ce que peut avoir d'artificiel et de gratuit une projection à long terme de ce type, trop de données fondamentales nous échappant complètement encore à l'heure actuelle, données qui évolueront d'ailleurs fortement elles-mêmes avec le temps. Loin de nous, donc, l'illusion que ce premier exercice de planification constitue le terme ultime des travaux à entreprendre dans le cadre de la reconversion, il n'en constitue qu'une première ébauche qu'il s'agira ensuite d'approfondir domaine par domaine pour aboutir à des programmes d'action précis et concrets, allant dans le sens général proposé.

La répartition des cultures doit au moins tenir compte de l'ensemble des éléments connus à présent :

- d'abord, il est indispensable de mettre à part les superficies destinées à une reconversion temporaire (30 000 ha) qui ne peuvent être utilisées que par certaines catégories de cultures dont nous avons donné les principales caractéristiques ;

- ensuite et d'une manière générale, il faut tenir

compte évidemment des possibilités naturelles. Les superficies irriguées, par exemple, sont susceptibles d'accueillir toutes sortes de cultures, mais il est préférable de les réserver aux plus riches et aux plus exigeantes en eau ;

- enfin et surtout, il faut tenir compte des préoccupations économiques générales suivantes :

- .. Amorcer l'industrialisation rurale,
- .. Satisfaire les besoins des marchés extérieurs et intérieurs,
- .. Répondre aux besoins majeurs de l'emploi.

Le Tableau n° 32 qui suit donne en synthèse la comparaison entre l'utilisation des superficies en 1965 (secteur socialiste) et les hypothèses d'utilisation en 1980 après l'achèvement du programme.

. Les utilisations temporaires

Touchant par rotation l'ensemble des unités viticoles les 30 000 hectares en disponibilité temporaire nous ont semblé pouvoir être répartis pour 20 000 hectares au moins au bénéfice des cultures fourragères pour permettre le développement en secteur socialiste d'un élevage important dans des conditions de sécurité suffisantes.

Dans les zones de plus de 600 mm d'eau, on retiendra spécialement le Bersim, la betterave fourragère et la luzerne. Il est difficile d'évaluer, dès maintenant, les unités fourragères pouvant être dégagées par hectare et donc de déterminer la charge supplémentaire en bovins.

Dans les zones de moins de 600 mm d'eau, l'extension des spéculations fourragères aura pour mérite principal de permettre l'utilisation plus rationnelle de la vaine pâture. Un seul hectare de fourrage assolé à 1 600 unités fourragères étant suffisant pour équilibrer un hectare de parcours à 400 U. F. et permettre l'entretien en ferme, 9 mois sur 12, de

5 moutons (400 U. F./an).

Les 10 000 hectares restants sont affectés aux céréales.

. Les utilisations définitives

Nous nous sommes inspirés pour la répartition des superficies libérées définitivement par la vigne de cuve d'un certain nombre d'éléments. Il était évident, tout d'abord, que les 27 600 hectares compris dans les périmètres classés feraient l'objet des premières mesures (c'est dans ce sens que se sont dirigés en partie les premiers arrachages de 1966 avec Bône 1 100 ha ; Cheliff 1 600 ha). L'affectation de cultures types à ces superficies ne posait pas de difficultés majeures, les études entreprises sur ces périmètres étant déjà nombreuses.

Il a fallu néanmoins à un certain niveau faire des hypothèses personnelles, c'est ainsi que 2 800 hectares de vignes irriguées ont été affectés aux cultures industrielles, 5 000 hectares aux agrumes et le reste aux cultures maraîchères (19 800 ha), ce dernier point intervenant parce que les contraintes d'emploi et de consommation restent fondamentales. On peut évidemment concevoir une tout autre répartition.

Pour les 48 900 hectares qui restent, nous avons déjà admis la récupération de 20 000 hectares au profit de la viticulture de table, de raisins secs, etc... seuls donc, 28 900 hectares ne sont pas encore affectés. Ces derniers ont été répartis assez arbitrairement pour 15 000 hectares aux céréales, 4 500 hectares aux légumes secs, 9 200 hectares à l'arboriculture et 200 hectares aux cultures maraîchères en sec. L'ensemble de ces répartitions répond aux préoccupations fondamentales citées plus haut.

✦ Pour amorcer l'industrialisation rurale,

. les cultures industrielles sont en augmentation de 11,2 % avec, par priorité, les bet-

- teraves sucrières, le coton, les tomates, le tabac, le tournesol ;
- . les vignes à jus de raisins, plus 1 000 ha
- + Pour satisfaire les besoins du marché intérieur et extérieur ,
 - . Accroissement des cultures maraîchères de 49,25 % avec par priorité pommes de terre, tomates primeurs et divers autres primeurs spécialement pour le marché extérieur, pommes de terre et tomates saisons pour le marché intérieur,
 - . Légumes secs, + 11,25 %,
 - . Plantations fruitières, + 14,71 %, avec agrumes et autres fruits et surtout oliviers pour les besoins accrus d'huile,
 - . Vignes de table, avec primeurs et tardifs pour l'exportation, 3 000 hectares, et saisons pour le marché interne, 12 000 hectares.
 - . Vignes à eaux de vie pour l'exportation, 1000 ha
 - . Vignes à raisins secs pour la consommation interne, 2 000 hectares,
 - . Céréales qui gagnent en comptant les utilisations temporaires, 3,16 % avec par priorité une augmentation du blé tendre pour les besoins croissants de la panification.
- + Pour répondre aux besoins majeurs de l'emploi,
 - . Cultures maraîchères, 250 j/an + 49,25 %
 - . " industrielles 160 j/an + 11,2 %
 - . Arboriculture 110 j/an + 14,71 %
 - . Vignes autres que cuve 110 j/an + 20 000 ha
 - . Légumes secs 35 j/an + 11,25 %
 - . Céréales 18 j/an + 3,16 %.

Tableau n° 32

=====

Plan schématique de la reconversion de l'agriculture

(Secteur socialiste)

PROJECTION 1960 - Source de départ : Plan cultural O. N. R. A.

(	:	:	:	:	:	:	)
(	:	SUPERFICIES CULTIVABLES en ha				:	SITUATION
(	SPECULATION	:	:	:	:	:	)
(	:	1965	:	1985	:	Différence	:
(	:	:	:	:	:	%	:
(	:	:	:	:	:	:	GENERALE
(	-----	:	:	:	:	:	-----
(	:	:	:	:	:	:	)
(	Céréales	:789 200:	814 200:	+	25 000:	+ 3,16:	sec
(	Légumes secs	: 40 000:	44 500:	+	4 500:	+ 11,25:	sec
(	Cult. Ind.	: 25 000:	27 800:	+	2 800:	+ 11,2 :	)
(	Bet. suc.	:	:	:	1 000:	:	)
(	Coton	:	:	:	500:	:	)
(	Tomate	:	:	:	500:	:	irrigué
(	Tabac	:	:	:	500:	:	)
(	Tournesol	:	:	:	500:	:	)
(	Cult. Maraîc.	: 40 600:	60 600:	+	20 000:	+ 49,25:	200 ha en sec
(	Arboriculture	: 97 000:	111 200:	+	14 200:	+ 14,71:	)
(	Agrumes	:	:	:	5 000:	:	irrigué
(	Autres fr.	:	:	:	5 000:	:	sec
(	Oliviers	:	:	:	4 200:	:	sec
(	Vigne de cuve	:300 000:	193 500:	-	106 500:	- 35,5 :	)
(	" " table	: 3 670:	18 670:	+	15 000:	+400 :	sec
(	Autre vigne	: 0:	5 000:	+	5 000:	:	sec
(	Cult. fourr.	: 79 300:	99 300:	+	20 000:	+ 25 :	sec
(	:	-----	-----	:	:	:	)
(	:	:	:	:	:	:	)
(	:	:	:	:	:	:	)
(	1374 770	:	1374770:	:	:	:	)
(	=====	:	:	:	:	:	=====

C . Incidences sur l'économie nationale

Les objectifs fondamentaux du programme de reconstitution-reconversion ayant été fixés, il ne reste plus qu'à procéder à l'évaluation même grossière de ses incidences sur les facteurs généraux de croissance, production et revenu agricole, emploi, effets industrialisants.

a) sur la production et le revenu agricole global

Le Tableau n° 33 dégage les perspectives de production et de revenu tirées des orientations culturelles définies dans le Tableau n° 32. Pour la construction de ce tableau, nous nous sommes référés à différentes sources et nous avons aussi hasarde quelques estimations personnelles (1). Il ne tient pas compte, dans la plupart des cas, des possibles améliorations techniques et se réfère aux rendements et produits actuels. Les prix retenus sont aussi ceux de 1966.

Si, d'une manière générale, l'objectif fondamental dans ce domaine est de compenser la perte en revenu imputable aux arrachages de vignes, on voit que l'opération est positive puisqu'elle dégage un surcroît de revenu de l'ordre d'une centaine de millions de francs. Encore faut-il remarquer que la régression de 180 millions attribuée à la réduction du vignoble est artificielle puisque déjà, à l'heure actuelle, l'excédent de

-
- (1) - Pour les rendements : céréales, légumes secs, maraîchage, arboriculture : "L'Algérie Agricole", numéro spécial de la Statistique Agricole, année 1966
- Cultures industrielles : "Projet d'aménagement du périmètre de la Bou Namoussa" - Documents centralisés par le Secrétariat permanent de la Commission d'Aménagement des la plaine d'Annaba.
 - Rendements autres vignes : Direction "Production végétale, cultures fourragères" - Estimations.

production de 4 millions d'hectolitres ne s'écoule plus et a donc une valeur réelle nulle. Sous cet angle, l'agriculture algérienne gagnerait non pas 94 millions, mais bien 274 millions.

b) sur l'emploi

Nous avons déjà souligné à propos de l'importance que devait revêtir le critère de l'emploi dans la doctrine agricole, que la recherche de son maximum poussée trop à fond entraînerait nécessairement en contradiction avec le souci de valorisation maximale des facteurs rares.

Au niveau des techniques de production, la contradiction peut être en partie levée par la remontée du seuil de substitution des moyens mécaniques à la main d'oeuvre, actuellement freinée par le niveau comparativement haut des salaires agricoles. Dans la mesure où cette action n'a pas de conséquence sur le niveau du produit brut, on a intérêt à remplacer le tracteur par le travail humain, peu importe le niveau des coûts absolus qui, dans une économie socialiste, n'a que peu de signification. C'est ainsi que dans les travaux viticoles on peut porter le nombre de journées de travail à 110 jours à l'hectare et même plus sans qu'il en résulte de conséquence sur le rendement. On peut, dans une mesure variable, en faire autant pour toutes les autres cultures.

Pour l'établissement du Tableau qui suit (n° 34) nous avons systématiquement tenu compte de cette possibilité. Il est à noter que la vigne est justement l'une des cultures où cet accroissement de l'emploi est le plus facile (de 50 à 100 % selon les régions).

La perte du potentiel d'emploi de la viticulture se chiffre à 11 715 000 journées qui ne sont pas récupérées en totalité par les autres cultures (10 417 000), d'où un déficit global de plus de 1 million qui ne peut être qualifié de bien sévère.

Tableau n° 34

=====

Perspectives de variations de l'emploi

(Secteur socialiste)

=====				
(	:	:	:	)
(	Spéculation	Différences	Nombre	Nombre
(	:	:	:	)
(	:	de superficies	Jour/hectare	de jours
(	:	:	:	)
(	-----	-----	-----	-----
(	:	:	:	)
(	Céréales	+ 25 000	18	+ 450 000
(	:	:	:	)
(	Légumes secs	+ 4 500	35	+ 157 500
(	:	:	:	)
(	Cult. Ind.	+ 2 800	160	+ 448 000
(	:	:	:	)
(	Cult. Maraî.	+ 20 000	250	+ 5 000 000
(	:	:	:	)
(	Arboricult.	+ 14 200	110	+ 1 562 000
(	:	:	:	)
(	Vigne de cuvée	- 106 500	110	- 11 715 000
(	:	:	:	)
(	" table	+ 15 000	110	+ 2 200 000
(	:	:	:	)
(	Autre vigne	+ 5 000	110	:
(	:	:	:	)
(	Cult. Fourr.	+ 20 000	30	+ 600 000
(	:	:	:	)
(	:	:	:	-----
(	:	:	:	)
(	:	:	:	- 1 298 000
(	:	:	:	)
=====				

c) Effets industrialisants

Ces effets peuvent provenir à la fois des dépenses d'exploitation du secteur agricole et du jeu des fournitures de matières premières aux industries agricoles et alimentaires, l'agriculture étant à la fois cliente et fournisseur de l'industrie nationale. A ce double titre, la reconversion du vignoble ouvre d'intéressantes perspectives.

Tout d'abord, sur la base d'une extrapolation des tendances passées, il a été établi qu'environ 1/10 de tout accroissement du revenu brut agricole en secteur moderne est consacré à l'achat de produits non agricoles. (1) Sur la centaine de millions de plus-value de revenu, une dizaine au moins bénéficiera en dernier lieu aux fabriques d'engrais, de produits de traitement, de mécanique agricole, etc... Cette action sur le marché intérieur sera complétée par une commercialisation accentuée des produits agricoles. La reconversion, en effet, affaiblira l'importance des débouchés traditionnels extérieurs au profit de la commercialisation interne. Encore faudra-t-il éviter que l'autoconsommation rurale se renforce par l'abandon d'un produit non recherché comme le vin au profit de produits très désirés ou même simplement se perpétue à son niveau actuel (22 % de la production en comptant le vin).

Alors que la régression viticole risque de désaffecter une importante partie de ses propres industries dérivées, on peut attendre de l'accroissement des fournitures de l'agriculture aux autres industries agricoles et alimentaires une relance certaine de ces activités.

1° Industries dérivant de la vigne

Le souci de valoriser au maximum la production viticole doit s'accompagner de l'adaptation simultanée aux opéra-

(1) Document interne du Plan - non publié - op. cité.

tions de reconversion des capacités de traitement des produits et sous-produits. Dans cette optique, on doit se soucier de maintenir en fonctionnement le plus petit nombre d'unités de capacité globale juste suffisante pour traiter économiquement le volume de vin et les sous-produits correspondants aux prestations futures du vignoble.

Oenologie ~~~~~

La régression progressive du vignoble amènera nécessairement la désaffectation parallèle d'un grand nombre de caves vinificatrices (actuellement, capacité de 19 millions d'hectolitres). On peut estimer la capacité future nécessaire à 12 millions d'hectolitres environ, ce qui correspond, sur la base de 6 000 hectolitres (capacité moyenne de l'unité de production) à l'abandon de 1 166 caves réparties en majorité sur l'Algérois. Il est vraisemblable que les cuves libérées pourraient être utilisées comme silos à grains et que les caves, elle-mêmes, puissent être récupérées et transformées en étables ou écuries d'engraissement.

A l'inverse, dans l'Oranais, la recherche de la qualité et du moindre coût suppose que la construction des nouvelles unités réalisées au fur et à mesure de la désaffectation des caves trop vieilles, s'opère sur la base d'une capacité moyenne d'au moins 50 000 hectolitres.

Distilleries ~~~~~

Une enquête menée en 1964 (1) a fait ressortir l'inadaptation des capacités de production actuelles, 412 300 hectolitres d'alcool contre 90 à 95 000 hl effectivement produits ainsi que dans la production des essorés. Le

(1) "Etude du secteur des Industries Agricoles et Alimentaires - Distilleries vinicoles" - 4 tomes - SERMI
Direction générale du Plan et des Etudes Economiques
1964.

marché de l'alcool est très réduit et ne justifie plus, dès maintenant, l'équipement actuel de l'Algérie, à plus forte raison est-il inadapté aux perspectives futures. Les capacités de traitement des produits du vignoble devront donc être fortement revisées en baisse.

Pour les alcools, on peut estimer la capacité nécessaire à 94 500 hectolitres (sur la base d'une prestation vinique de 1,05 %), les pépins secs à 14 400 tonnes et les essorés à 2 160 tonnes (1)

2° Autres industries agricoles
et alimentaires - - - - -

L'activité des I. A. A. peut être rapidement affectée par l'accroissement des fournitures du secteur agricole.

Ainsi, la note dominante de cet ensemble est une surcapacité de production par rapport aux possibilités de fournitures du secteur agricole, c'est le cas des sucreries, des usines de teillage, des fabriques de concentrés de tomate. Si les cultures industrielles doivent connaître un développement plus considérable que celui que nous avons prévu, au détriment d'autres cultures que la vigne, on peut dire cependant que l'opération reconversion elle-même dégage des possibilités non négligeables. D'ailleurs, rien n'interdit d'étendre ces cultures au détriment des cultures maraîchères, notre répartition n'étant qu'une parmi beaucoup d'autres possibles.

Si nous gardons nos hypothèses, les 1 000 hectares irrigués de betteraves sucrières localisés soit dans le Cheliff, soit dans la plaine de Bône, permettraient de produire 350 000 quintaux de racines, soit 1 400 tonnes de sucre environ, les betteraves étant traitées dans les deux sucreries algériennes qui sont loin d'atteindre leur pleine capacité.

(1) Estimations sur la base des éléments de l'enquête 1964

Les 500 hectares de coton produiraient 350 000 kg de fibres, 90 000 kg d'huile alimentaire et 225 000 kg de tourteaux. La COTCCOOP de Bône qui, à l'heure actuelle, ne travaille pas à plein rendement (capacité 40 000 à 50 000 quintaux de coton brut, en 1964 elle n'a traité que 10 260 quintaux) pourrait traiter aisément les 10 000 quintaux de coton brut fournis par ces 500 hectares. La mise en service d'une filature algérienne (qui était prévue pour 1966) accroîtrait la valeur ajoutée globale tirée de cette production.

La production supplémentaire de tomates qui atteindra 150 000 quintaux pourra en partie être traitée dans les deux unités de production qui existent déjà à Bône, la TOMACCOOP et l'usine "EL BARRAKA" dont les capacités s'élèvent à 150 000 et 60 000 quintaux. La première ne travaillant encore qu'à la moitié de ses possibilités et l'autre au tiers. Il sera néanmoins nécessaire à brève échéance de prévoir l'extension des capacités de ces établissements par l'adjonction d'installations nouvelles.

§ 3 - REGIONALISATION de la RECONVERSION

Parmi les nombreux problèmes que pose une reconversion agricole, nous nous arrêterons aux trois principaux qui sont : le choix des productions à retenir pour la nation, le choix des productions à retenir pour la zone et l'importance que doit prendre chacune des productions retenues dans la zone. Seul, le premier problème a été traité jusqu'ici et encore ne l'a-t-il été qu'en fonction d'hypothèses simplificatrices. Ainsi, il a été admis que l'équilibre du secteur viticole commandait l'étendue, la localisation et le rythme des superficies reconverties. On pourrait, au contraire, mettre la vigne sur le même plan que les autres

spéculations et user simplement d'une méthode de comparaison qui se répèterait d'autant plus de fois que la régionalisation serait poussée, sans définir à l'avance des objectifs nationaux quantitatifs.

On voit que même si, au niveau national, les objectifs avancés par spéculation présentent un caractère de vraisemblance, le problème de la répartition de ces productions sur une surface donnée n'est certainement pas résolu. Pour que cette répartition ne soit pas une question de hasard ou de préférence subjective, compte tenu des données existantes, encore faut-il agencer ces données de telle façon que la répartition ne comporte qu'une solution optimale en fonction de l'objectif choisi. Il s'agit ici à l'occasion des opérations d'assainissement et de reconversion du vignoble, de maximiser l'avantage économique par unité de surface. Il se pose ainsi deux problèmes, l'un qui a trait aux possibilités de comparer les avantages respectifs de deux spéculations, l'autre à la méthode d'agencement et d'organisation de ces données pour aboutir à une solution optimale unique.

A . La comparaison des avantages respectifs

Dans le choix entre plusieurs spéculations, il entre des éléments qui sont comptabilisables et d'autres qui le sont moins. Les premiers concernent ceux qui interviennent dans la formation du revenu monétaire, les autres permettent de corriger à posteriori par des appréciations mi-chiffrées, mi-qualitatives, les résultats obtenus. On pense ici à toutes les contraintes sociales, psychologiques et même politiques qui peuvent limiter très étroitement la marge des choix. Il ne faut pas les sous-estimer, même dans un pays socialiste qui n'en a pas pour autant perdu son caractère d'économie sous-développée avec ce que cela implique d'inertie et d'hostilité à toute nouveauté. Seuls les éléments comptabilisa-

bles nous intéresseront ici, mais, avant de passer directement à leur étude, il nous faut faire quelques remarques générales sur les problèmes posés par toute étude de localisation de culture. Il nous paraît utile de souligner l'importance de quatre types de problèmes.

1. Pour choisir, il faut rendre comparable, cela doit nécessiter une analyse délicate devant permettre la comparaison d'éléments très différents (cultures perennes, cultures annuelles, assolement) ;

2. Les études de localisation font en général l'hypothèse que le territoire est vierge. Dans notre cas particulier, s'il faut au moins tenir compte des coûts de reconversion, il convient de ne jamais omettre que partout s'est développé un petit artisanat lié à la vigne.

3. Il est important de faire le point des techniques acquises ainsi que de l'orientation actuelle des recherches afin de se faire une idée aussi précise que possible de l'état des techniques au bout d'une assez longue période. Cela parce qu'il peut paraître préférable d'annoncer une spécialisation régionale en fonction des techniques futures (10 à 15 ans) plutôt qu'en fonction des techniques actuelles qui seront dépassées lorsque la reconversion véritable interviendra ;

4. Enfin, il est nécessaire, dans l'étude de la localisation des cultures, de tenir compte de l'industrialisation du pays, au moins sous le double aspect de la création des emplois futurs et de la livraison de fournitures agricoles à l'industrie.

a) Quels revenus comparer ?

Il a été vu plus haut que le revenu disponible compris comme la somme des salaires, du profit, du loyer du sol et des impôts, était la grandeur qui, portée à son

maximum, donnait la meilleure utilisation des ressources nationales dans un système d'économie ouverte.

Deux cultures peuvent induire des revenus disponibles globaux relativement équivalents, mais avec de grandes différences dans les proportions des catégories, profits et masse salariale par exemple. D₁ point de vue du développement, il est peu intéressant, en théorie, de juger en fonction de ces caractéristiques, car on est libre d'appliquer comme correctif soit une politique "d'épargne forcée", soit une redistribution autoritaire des profits.

Lorsqu'il s'agit de cultures perennes, c'est non seulement les revenus actuels qu'il faut comparer, mais aussi les revenus futurs attendus. Cette précaution nous permettra d'intégrer un nouvel élément du coût de remplacement, constitué par l'abandon d'une certaine potentialité de richesse qui viendra en déduction des espérances de la nouvelle. Comment estimer ce dernier coût ? En économie libérale, il est fait le plus souvent état de la valeur vénale actuelle de l'investissement abandonné, calculée sur la période d'amortissement restant à courir. En économie socialiste, il semble préférable de prendre en compte non pas la valeur vénale actuelle qui a peu de signification, mais les rapports nets à venir actualisés.

D'une manière générale, le critère de choix entre les coûts peut être posé d'une façon relativement simple. Nous conserverons comme éléments des prix de revient pour les deux spéculations en balance, les coûts spécifiques seulement, les autres pouvant être négligés puisqu'ils ne modifient pas les résultats.

Ceux qui peuvent être retenus sont :

- les frais culturels autres que la main d'oeuvre,
- les amortissements,

- les impôts et taxes spécifiques compensant une charge particulière de la spéculation,
- le coût de substitution consacré par la perte des revenus à attendre de la spéculation ancienne.

Le loyer du sol nu ainsi que les impôts généraux sont négligés car équivalents dans les deux cultures, les charges salariales et les intérêts des emprunts aussi, car ils ne sont pas compris comme des charges dans notre définition du revenu.

b) Le calcul des revenus

1° Les revenus escomptés de la vigne

L'établissement d'un hectare de vigne n'est pas inférieur actuellement à 6 600 francs en Algérie, à répartir sur 30 ans. Dans cette hypothèse, on aurait, en défalquant les annuités d'amortissement, les valeurs suivantes :

Première année	6 600 francs
Vigne de 5 ans	5 500
" 10 ans	4 400
" 15 ans	3 300
" 20 ans	2 200
" 25 ans	1 100
" 30 ans	valeur nulle

Mais nous avons admis qu'en économie socialiste, la valeur d'une vigne doit être considérée comme le montant net qu'elle peut produire dans les années à venir. Ainsi, on peut considérer qu'une vigne de 9 ans est à son maximum de production (100 hl/ha) et qu'une vigne de 30 ans est à son étiage et produit toujours dans le même contexte 30 hl/ha. Très généralement, la diminution de la fertilité peut être assimilée à une droite et correspond environ sur 20 ans à

3,5 hl/ha par an (1). Après 30 ans, la vigne peut continuer longtemps à survivre, comme nous l'avons vu, mais son produit brut annuel s'effondre.

Si on la reporte sur graphique, cette évaluation linéaire de la décroissance des rendements peut être exploitée de deux manières pour le calcul de la valeur d'une parcelle de vigne.

- .. La première méthode consiste à déterminer son âge physiologique d'après son rendement. une vigne qui produit 44 hl/ha est représentée sur le graphique qui suit par le point V, elle sera donc théoriquement dans sa 25e année et aura devant elle 5 années de production au cours desquelles la récolte totale sera jusqu'à sa 29e année :

$$44 \text{ hl} + 40,5 \text{ hl} + 37 \text{ hl} + 33,5 \text{ hl} + 30 \text{ hl} = 185 \text{ hl}.$$

Les recettes brutes seraient, pour un degré moyen de 12° et aux prix déjà utilisés :

$$185 \times 12 \times 5 = 11\ 100 \text{ francs}.$$

Il reste à calculer la valeur de cette parcelle par l'intermédiaire du revenu disponible ou "partageable".

$$\begin{aligned} \text{Revenu disponible} &= \text{Recettes brutes} - \text{Charges autres que} \\ &\quad \text{. salaires, impôts} \\ &\quad \text{. et intérêts.} \end{aligned}$$

Les amortissements restant à courir sont de 1 100 francs. Pour les autres charges déductibles, on connaît globalement le montant des frais culturaux qui sont estimés à 1 700 francs l'hectare en incluant les frais de vinification. Mais les charges qui nous intéressent ici ne doivent pas intégrer les salaires. Il faut donc déduire des

(1) Les méthodes d'estimation linéaires que nous utilisons sont empruntées à M. LEVADOUX dans son rapport sur "Une mission viticole dans le périmètre de l'Oued Bou Namoussa" - 1965.

frais cultureux calculés sur 5 ans tout ce qui est rémunération directe ou indirecte du travail (y compris les charges sociales et, si possible, une estimation de l'autoconsommation). Si nous comptons le nombre de journées de travaux sur 1'hectare de vigne à 120 pour tenir compte de la forte diminution de la productivité du travail, la masse salariale versée (8 francs par jour) est de 4 800 francs pendant cinq ans. Les charges déductibles du revenu brut sont donc : les frais cultureux, amputés de la part salariale, auxquels on ajoute les amortissements restant à courir, soit, en définitive, 4 800 francs. Le revenu disponible égalerait donc :

. sur 5 ans $11\ 100 - 4\ 800 = 6\ 300$ francs

. sur 1 an $6\ 300/5 = 1\ 260$ francs.

En pratique, on n'a pas un revenu équivalent sur les 5 années, il va décroître au fur et à mesure de la baisse des rendements. On obtient une série de revenus décroissants qui, actualisés, seront comparés aux revenus escomptés pour les autres cultures (on verra plus loin pourquoi et comment pratiquer cette actualisation).

Contre cette méthode, on peut objecter qu'il n'est nullement tenu compte de l'âge réel de la vigne qui peut être en réalité plus jeune que son âge théorique et permet donc d'espérer une productivité plus longue.

.. La deuxième méthode tient compte de cette objection. On construit sur le graphique le point A compte tenu de l'âge réel (18 ans par exemple). Si on trace le segment AV, on constate que, dans cette hypothèse, la vigne prolongera sa production pendant 11 années (29 - 18), avec des rendements dégressifs passant de 43,6 hl/ha à 30 hl/ha, soit au total 418 hectolitres. Les mêmes calculs que précédemment nous permettent de chiffrer le revenu disponible soit, sur 5 ans, 14 740 francs, et par an, 1 340 francs. On peut constater que les résultats

Rendement hl/ha
100 -

90 -

80 -

70 -

60 -

50 -

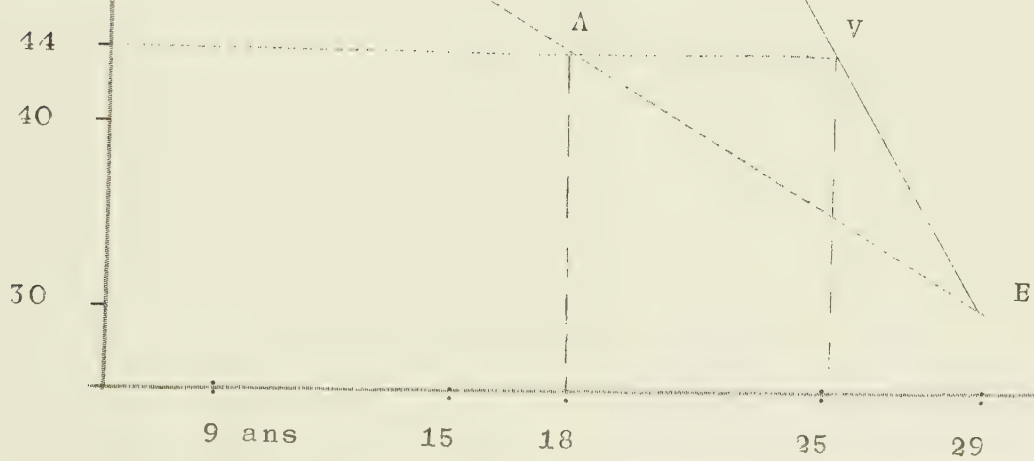
44 -

40 -

30 -

Graphique

des Rendements décroissants



annuels sont sentiblement égaux à ceux de la méthode précédente.

2° Les revenus escomptés
de la culture de remplacement

Comme on ne peut comparer que des choses comparables, il est indispensable de s'en tenir au même mode de calcul pour l'évaluation du revenu disponible distribuable par les autres cultures. Celle qui donnera le plus gros revenu annuel sera préférée en théorie. En pratique, on l'a déjà signalé, il est possible que l'on recherche une répartition mécanique de ce revenu (plus d'emploi par exemple) estimée préférable mais il est important de souligner que cela ne correspondra pas nécessairement avec le plus grand bénéfice pour la société.

Ici, comme pour la vigne, la méthode consiste à actualiser les revenus disponibles escomptés de la nouvelle culture en prenant en compte tous les coûts (amortissements, fais culturaux, etc...) autres que les charges de main d'oeuvre, les impôts et les intérêts.

c) Méthode d'actualisation et de comparaison

Un certain nombre de problèmes doivent être résolus, qui tiennent à ce que les productions ont des caractéristiques différentes ; les délais (plante annuelle et arbre ou vigne, plantes assolées) sont très différents, certains nécessitent la constitution d'un stock préalable (investissement), alors que d'autres n'exigent que des flux, etc...

Les deux productions (vigne et tomates par exemple) ne sont pas directement comparables. On peut établir pour ces deux productions deux échéanciers de résultats qui ne peuvent pas pour autant être mis en parallèle pour deux raisons principales : la première tient au fait qu'un franc

disponible aujourd'hui et un franc disponible dans N années n'ont pas la même valeur, la seconde, à ce que les échéanciers s'étendent sur des périodes différentes. Nous devons ramener les échéanciers à la même période (en envisageant par exemple trente récoltes de tomates) et comparer ensuite des masses monétaires disponibles à des moments différents. Pour comparer des masses monétaires disponibles à des moments différents, il nous faut faire appel à un prix qui est le taux d'intérêt ou taux d'actualisation. Ce taux d'actualisation, on peut le considérer comme équivalent, en première approximation, pour toutes les productions. (1) Grâce à ce taux, on peut ramener chaque suite de revenus à une valeur unique exprimée en francs 1966 par exemple. Chaque échéancier étant remplacé par la valeur

$$R = \sum_{i=1}^n \frac{R_i}{(1+t)^{i-1}}$$

B . Schéma et systématisation

Le critère général adopté, théoriquement jusqu'ici, peut être formulé maintenant de la façon suivante : l'adaptation doit se faire au meilleur coût pour la nation, ce qui, en termes économiques, peut se traduire par "la minimisation de la diminution des revenus disponibles dégagés par les zones viticoles et consécutives aux opérations d'adaptation de l'offre à la demande des vins" ou d'une manière équivalente par "la maximisation des revenus disponibles

(1) On peut aussi appliquer des taux d'actualisation différents, sachant que les cultures perennes ne permettent pas l'utilisation des améliorations techniques ultérieures et donc qu'à l'allongement de la période, doit être attaché un coût.

dégagés par les zones actuellement consacrées à la vigne". C'est seulement de cette hypothèse que pourra résulter la meilleure affectation des ressources rares du pays (bonnes terres). La potentialité de chaque unité de superficie étudiée doit être exprimée non en rendements physiques mais en revenus dégagés dans les différentes productions possibles(1)

Ainsi la valeur viticole comparée d'une unité de terrain ne peut être appréciée que si l'on connaît :

- pour toutes les zones et toutes les productions possibles le revenu disponible moyen à l'hectare,
- les quantités écoulables dans chaque catégorie de spéculations pour laquelle il y a risque de surproduction.

En principe, on retiendra la culture qui donnera le plus gros revenu dans chaque zone, mais un raisonnement mathématique simple montre que la maximisation du revenu disponible global n'équivaut pas en raison de la loi ricardienne des avantages comparatifs à la somme des meilleures potentialités de chaque unité. Soit deux zones 1 et 2 produisant du vin de consommation courante et ayant toutes deux comme substitution possible l'élevage. La matrice des revenus zonaux dégagés s'établissant ainsi :

	<u>Produit V. C. C.</u>	<u>Produit élevage</u>
Zone 1	1 400	700
Zone 2	1 800	1 600

s'il y a excédent de production de vin, c'est-à-dire si
Prod. vin zone 1 + Prod. vin zone 2 > débouchés,
où faut-il arracher ?

(1) Il est admis que le revenu dégagé par unité de superficie dans une production excédentaire et inécoulable est nul.

La logique montre qu'il est préférable d'arracher en zone 2 où par la reconversion la perte n'est que de 200 contre 700 en zone 1. Cet exemple seul a suffi à démontrer que les objectifs ne peuvent être définis au niveau de la zone elle-même.

La somme des programmes zonaux serait certainement incompatible avec les objectifs nationaux résultant des contraintes du marché. Les objectifs nationaux en volume peuvent être transformés en un objectif général en valeur de la production agricole (1).

Le but étant défini, il faut trouver une méthode pour répartir ces objectifs entre les diverses zones viticoles tout en portant le revenu disponible global à son maximum et en égalisant les productivités zonales du capital nouveau investi. En effet, même si l'on estime dans un premier temps qu'il n'y a pas de limitation de ce dernier facteur de production, il apparaît au moins rationnel d'égaliser les conditions de son emploi.

Ainsi posé avec un objectif national correspondant à la maximisation du revenu disponible global et plusieurs contraintes dont l'égalisation de la productivité du capital investi, le problème se présente sous la forme d'un programme linéaire. Mais ce programme serait gigantesque par le nombre d'inconnues qu'il comporterait. On pourra donc avoir recours à une méthode simplifiée de planification interrégionale, notamment à celle présentée par le professeur KLATZMANN (2), que nous exposons schématiquement ici après

(1) Pour les productions dont la demande paraît indéfiniment extensible (céréales, maraîchage, etc..) on pourra se donner comme objectif quantitatif la suppression des importations.

(2) "La planification interrégionale dans l'agriculture, un modèle simplifié" - Cahiers de l'I. S. E. A. - Progrès et Agriculture, série AG, 2 - mars 1963.

l'avoir adaptée quelque peu à notre propos.

a) Description sommaire d'un modèle simplifié

"La simplification essentielle de la méthode proposée consiste à ne représenter que certains facteurs, dans un espace à deux dimensions..... mais la relation entre les facteurs considérés

$$y = f(x)$$

dépend de l'action de tous les autres facteurs qui ne sont donc pas négligés pour autant ... d'autre part, on parle dans un premier temps du volume de la production et non des différents produits".

(KLATZMANN)

Supposons que pour chaque zone viticole on puisse établir une courbe du produit brut ainsi qu'une courbe de la valeur ajoutée globale en fonction du capital nouveau investi dans chaque zone.

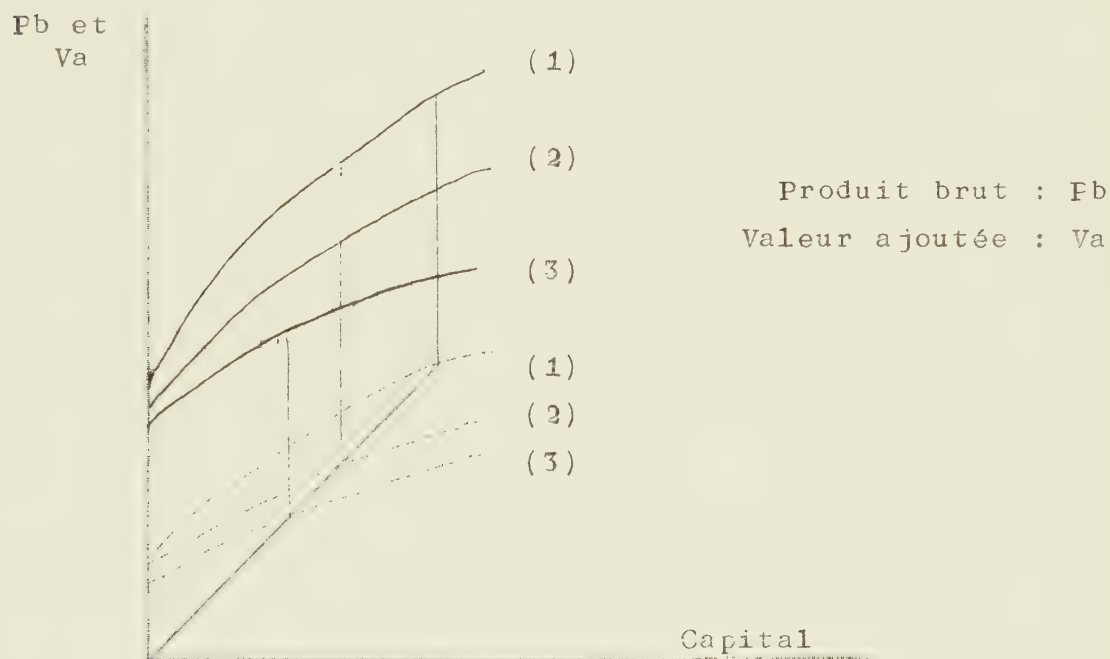
Le tracé de telles courbes soulèverait de nombreuses difficultés. Il exigerait principalement :

- que l'on prenne une zone parfaitement homogène du point de vue des conditions naturelles, de la densité de la population rurale et de la structure des exploitations (superficiés moyennes et systèmes de production) ;
- que l'on définisse préalablement les structures de production correspondant aux répartitions optimales des potentialités culturales de cette zone en fonction des investissements consentis (petite et grande hydraulique, mécanisation, etc...) ;
- que l'on chiffre les valeurs ajoutées globales correspondant à chaque type de structure productive (différente suivant le niveau des investissements).

La détermination des différents points de chaque courbe se faisant de la même façon, à chaque dose de capital correspond un revenu global, une valeur ajoutée et, évidem-

ment, une répartition des productions, la méthode de programmation linéaire pouvant d'ailleurs intervenir à ce stade pour fournir toute la précision souhaitée.

Prenons trois régions et portons sur graphique les deux courbes définies plus haut.



Tous les points, sur une droite quelconque issue de l'origine, correspondent à la même efficacité du capital ($Va/\text{capital}$). A chaque point, on peut faire correspondre un second qui montre, pour le même investissement, le montant du produit brut réalisé par zone. Comme dans une première étape on a pu se fixer un objectif national de la production agricole (en valeur), si l'on additionne les produits bruts zonaux, le total sera supérieur ou inférieur à l'objectif national. En procédant par approximations successives, on trouvera très rapidement la position de la droite qui coïncide avec la réalisation de l'objectif national agricole. De même, il peut se faire que l'on soit limité par les disponi-

bilités en capital, une modification de la position de la droite permettra d'en tenir compte.

b) détermination des objectifs par produit

Nous avons jusqu'à maintenant raisonné en volume de production au lieu des produits eux-mêmes, par simple souci de simplification. Mais le but de l'opération est de définir des objectifs par produit pour chaque zone (toujours par l'intermédiaire de la valeur).

Pratiquement, on peut porter sur un tableau à double entrée les zones en colonnes et les produits en lignes. On connaît les totaux des lignes (objectifs nationaux de productions). La méthode exposée ici a fourni les totaux des colonnes. On peut alors remplir les différentes cases de manière à assurer la compatibilité avec les totaux des lignes et les totaux des colonnes.

Si, par exemple, le total de la ligne vigne dépasse le produit brut viticole écoulable, comme dans la matrice qui suit,

	Z1	Z2	Z3	Objectifs nationaux
Céréales	50	100	25	200
vignes	200	150	200	500
fruitiers	50	150	75	300
Objectifs zonaux	300	400	300	1 000

on voit qu'on peut reporter une partie du produit brut sur les céréales (25) et une partie sur les fruitiers (25). La structure productive de la zone 2 est modifiée et ne correspond plus à l'optimisation de sa valeur ajoutée.

Cette méthode, comme le souligne le professeur KLATZMANN, montre qu'il est possible de procéder à une répartition régionale des objectifs de production sans passer

par la formulation de programmes complexes, toutefois, le peu d'application qui en a été fait jusqu'ici interdit un jugement définitif.

oOo

CONCLUSION de la TROISIEME PARTIE

Une économie désarticulée de type algérien, si elle veut s'assurer la maîtrise de toutes ses potentialités propres de croissance, doit tendre à satisfaire les préoccupations d'équilibre, d'autonomie et d'homogénéité qui ont constitué la trame de ce travail. Ces préoccupations ne seront satisfaites que si, dans une étape préliminaire, on songe à réintégrer dans le contexte économique national les activités ayant vécu jusque là comme "corps étranger". S'il est difficile de donner une définition exhaustive de cette notion complexe d'intégration, trop peu explicitée par la recherche économique contemporaine, on en a, du moins en ce qui concerne la viticulture algérienne, recensé les aspects fondamentaux : commercial, juridique, technique et économique.

Sous l'aspect commercial, la démarche naturelle qui tend à mettre en premier objectif la diversification des débouchés se trouve dans la pratique reléguée au second plan, au moins dans une étape transitoire, de par la rigidité des courants commerciaux internationaux et l'absolue nécessité de sauvegarder un apport substantiel de devises. A moyen terme, une certaine réorientation vers les marchés européens, surtout les Six, est concevable, encore faudra-t-il que l'Algérie calque sa législation viticole sur celle des Six et se donne les moyens de lutter contre la concurrence italienne et française, Cette dernière s'appuyant, comme

on le sait, sur une redistribution après coupage des vins algériens doublée d'un fort dumping. En France, même l'avenir des exportations maghrébines est assez sombre si l'on considère les transformations récentes des goûts des consommateurs, de la demande des utilisateurs, et aussi la croissance tendancielle de la production nationale et la recrudescence de l'opposition de la viticulture méridionale. Il n'est cependant pas certain que la France puisse combler le déficit quantitatif et qualitatif qui résulterait de la suppression des importations, et assurer un équilibre stable de ses ressources et emplois. En tout état de cause, la politique d'autosuffisance, qui n'a pour ainsi dire pas débuté, sera longue à produire ses effets. On peut donc espérer, du côté algérien, que la France résistera aux sollicitations conjointes des viticulteurs et de ses partenaires de la Communauté. La continuation de l'écoulement au niveau souhaitable (7 millions d'hectolitres) implique le maintien du statut préférentiel qui, même sous une forme atténuée, doit être l'exigence première de la diplomatie commerciale algérienne tant à Paris qu'à Bruxelles. A long terme, seul un inflexionnement de la production vers les vins de qualité et même "exotiques" permettra à la fois la sauvegarde du marché traditionnel et l'ouverture de débouchés nouveaux. A ce sujet, disons qu'une plus grande liberté de manoeuvre à l'extérieur récompensera la constitution d'un vignoble autonome et original. Dans l'immédiat, la réorganisation et l'adaptation des structures commerciales s'imposent après la rupture des anciens schémas de commercialisation. La nationalisation intégrale n'est guère possible tant que l'Algérie ne disposera pas des cadres commerciaux nécessaires. On verra donc, dans le pays même, se perpétuer la double structure socialiste et privée actuellement en place, et correspondant à deux stades distincts de la commercialisation. Encore est-il néces-

saire d'accroître le pouvoir de négociation du secteur socialiste, propriétaire de la récolte, par la déconcentration des responsabilités ainsi que la simplification des transactions et des modalités de paiement.

Sous l'aspect juridique, il s'agit d'abord d'organiser les structures de production et de gestion de telle manière qu'une programmation agricole voulue et orientée au sommet ne soit pas en contradiction avec les principes mêmes de l'autogestion. Nous ne pensons pas que cette contradiction puisse être résolue dans la phase de démarrage tellement il paraît essentiel que l'Etat conserve la responsabilité majeure de direction dans le choix des spéculations, tout au moins pour les plus importantes, la répartition des revenus et les structures agraires. Cette prépondérance durera tant que ne sera pas assuré un équilibre viable des formes et des activités agricoles. C'est ainsi que la viticulture connaîtra d'amples et brutales transformations (déplacement, regroupement et spécialisation des unités exploitantes, etc..) qui ne peuvent être efficacement conduites que par un appareil administratif spécialisé concentrant entre ses mains l'ensemble des pouvoirs de contrôle et d'orientation technique.

Sous l'angle économique, la recherche d'un nouvel équilibre et d'une homogénéité des activités agricoles n'implique pas nécessairement une uniformisation des secteurs. Si la viticulture doit connaître une régression, elle n'en abandonnera pas pour autant sa place prédominante qui lui reste acquise de par l'importance de ses recettes extérieures et les revenus qu'elle est susceptible de dégager pour une industrialisation rapide. Pour qu'elle puisse jouer ce rôle bénéfique, il faut résoudre les contraintes actuelles, le vieillissement exagéré, la mauvaise rentabilité, la mauvaise orientation qualitative et surtout, l'effondrement

trop rapide du potentiel de production. On voit donc la nécessité d'une reconstitution rapide du vignoble qui se trouve malheureusement bloquée à l'heure actuelle par l'absence totale de matière première végétale. Cette reconstitution s'étalera nécessairement sur une longue période et dégagera dans le cours de son développement, les superficies viticoles excédentaires que l'on pourra consacrer à d'autres cultures. La planification viticole doit tendre à résoudre le problème de l'excédent des superficies viticoles dans le cadre d'une projection à long terme de l'équilibre qualitatif et quantitatif de l'offre et de la demande de vins, tout en s'efforçant d'assurer la continuité de l'écoulement. C'est dans ces termes que nous avons proposé un rythme de renouvellement qui peut évidemment s'infléchir quelque peu si les hypothèses et données de départ venaient à être contredites ou à se modifier. Quoiqu'il en soit, le plan proposé fait ressortir la difficulté et l'urgence de la tâche, sa longueur, son coût et surtout le fait, non évident à priori, que la reconversion proprement dite est un problème subsidiaire qui ne devrait pas se poser dans l'immédiat. Cette reconversion, nous l'avons envisagée, en l'absence actuelle d'études d'implantation, d'une façon très générale et schématique. Il va sans dire que les opérations elles-mêmes demanderont entre autre, le lancement d'importants programmes de mise en valeur, d'aménagement hydraulique et de restructuration foncière. Nos estimations quant à l'incidence de ces opérations sur l'économie nationale sont donc contestables. Elles permettent néanmoins de dégager des incidences bénéfiques sur le revenu agricole, l'industrie rurale et l'emploi compensant largement les pertes que l'on enregistrera du fait de la régression viticole.

Nous avons tenu, enfin, à exposer d'une manière plus schématique encore les problèmes posés par la régionalisation d'une programmation agricole. Même dans ce domaine; les études scientifiques sont rares, et nous ne sommes pas sûrs d'en avoir cerné efficacement toutes les implications théoriques.

C O N C L U S I O N G E N E R A L E

L'agriculture algérienne est déséquilibrée à ses divers niveaux, dans l'orientation excessive vers une culture hautement spéculative, la vigne, et dans la dichotomie entre un secteur traditionnel et archaïque et un secteur moderne orienté exclusivement vers l'exportation. La recherche du rééquilibre supposerait que l'on renverse ces deux tendances fondamentales. Mais cette action trouve rapidement ses limites parce qu'il n'est pas possible, à court terme, de lutter contre les conditions naturelles du milieu ni d'effacer d'un trait de plume une vocation centenaire.

Ceci dit, une politique responsable de développement agricole doit s'efforcer de valoriser au maximum, dans l'immédiat, cet héritage tout en préparant pour l'avenir les bases renouvelées d'un futur auto-développement.

Valoriser, dans l'immédiat, l'héritage, c'est maintenir la continuité des 600 ou 700 millions de francs que le vignoble peut rapporter bon an mal an tout en réduisant au minimum les coûts de production pour le pays. Ceci rend nécessaire d'une part, de garder un potentiel de production suffisant pour satisfaire la demande actuelle, d'autre part d'obtenir des rendements élevés même si le prix de revient est supérieur à ceux du marché mondial. Cette action permettrait accessoirement d'orienter les techniques culturales dans le sens d'un accroissement de l'absorption de main d'oeuvre, et par conséquent de limiter la motorisation.

Mais le maintien d'une exportation massive sur la France n'est pas du seul ressort de l'Algérie, encore faut-il que la première s'y prête. On a vu que cela correspondait à un intérêt réel et économique bien compris de la France. Si ce pays ne veut pas que l'Algérie fonde toute sa politique commerciale et sa diplomatie sur une série de chantages, il est nécessaire qu'il se prête à un aménagement de longue durée qui, au demeurant, représente la meilleure forme de coopération et d'aide (par le commerce).

A long terme, la nécessaire régression viticole prendra des formes plus ou moins aiguës selon le niveau où pourront être stabilisés les débouchés. Là, de nombreuses incertitudes obscurcissent l'appréciation que l'on peut porter sur l'avenir. Ainsi l'attitude de la France et surtout l'évolution des exigences du négoce français s'inscrivent en point d'interrogation. Verra-t-on les goûts des consommateurs et les techniques de coupage évoluer dans un sens défavorable aux productions algériennes ou verra-t-on ces dernières se transformer parallèlement d'un pas rapide et suivre la cadence d'évolution de ses clients traditionnels ? Beaucoup dépend de la faculté d'adaptation de la viticulture algérienne mais beaucoup aussi des politiques française et européenne. Si celles-ci rejetaient enfin leur protectionnisme fondamental et abandonnaient aux pays pauvres les productions pour lesquelles ceux-ci sont comparativement mieux placés, un bel avenir viticole serait encore possible pour le Maghreb. Dans la négative, l'Algérie peut tout au moins espérer qu'une longue période de faveur lui sera octroyée pour lui permettre d'organiser dans l'ordre et non dans la débâcle la réorientation de sa viticulture. C'est l'hypothèse dans laquelle nous nous sommes délibérément placés dans ce travail. Car espère-t-on sérieusement, du côté européen, que l'abandon brutal de

la vigne puisse se faire ici sans remous sociaux graves ?

Même dans les conditions les plus favorables, l'intégration du secteur viticole à l'économie nationale, deuxième terme de la politique de développement, après la valorisation de l'existant, implique que soit substitué au vignoble de conformation coloniale un vignoble plus petit et mieux situé, original dans ses produits et compétitif dans ses prix. On sait quels étaient les traits principaux du vignoble colonial, complémentarité avec le vignoble de la métropole, bon dispensateur d'emploi mais mauvais générateur d'industrialisation rurale, source importante de revenus, mais qui ne participait guère au développement local. Le vignoble futur doit résoudre ces handicaps, acquérir une autonomie qualitative, accroître sa capacité d'absorption d'emploi, diffuser largement son produit à l'intérieur en vue de participer à la constitution du marché. C'est le déplacement des points de densité viticole vers les terres les plus pauvres qui permettra de résoudre la plupart de ces problèmes (amélioration qualitative, accroissement des besoins de main d'oeuvre, rentabilité du conditionnement sur place). Dans son infortune, l'Algérie a la chance de voir coïncider approximativement le vignoble condamné et les terres les plus aptes à recevoir d'autres cultures. On sait que la reconversion n'est pas urgente et qu'elle devrait être précédée dans le temps d'un renouvellement méthodique du vignoble. Il était néanmoins nécessaire de présenter, comme nous l'avons fait, les quelques traits fondamentaux qu'elle pourrait prendre selon les facilités offertes par les diverses catégories de terres viticoles. Il était surtout nécessaire d'explorer dès maintenant les problèmes théoriques posés par tout choix et toute substitution de culture.

Dans cet effort d'intégration d'une monoculture à l'économie nationale, on mesurera la capacité des nouveaux

responsables à se plier aux lois économiques les plus élémentaires même si elles amènent à des conclusions douloureuses pour la réalisation des premiers vœux de l'Indépendance, ainsi que la volonté des pays industrialisés à s'ouvrir réellement aux productions des pays sous-développés.

P L A N

Pages

Introduction

Première partie - Historique sur le vignoble algérien et la commercialisation de ses vins	4
--	---

Première sous-partie : Historique de la production viticole algérienne	7
---	---

Chapitre 1 - de 1830 à 1877 : les tâtonnements	7
--	---

§ 1 - le cadre	8
----------------	---

§ 2 - le sens des tentatives culturelles	9
--	---

§ 3 - les causes de ces échecs	9
--------------------------------	---

Chapitre 2 - de 1877 à 1907 : l'implantation du vignoble.	15
--	----

§ 1 - le bouleversement des ressorts économiques	16
--	----

A . L'ouverture du marché métropolitain

B . Le renouvellement des techniques du
crédit agricole.

§ 2 - Les difficultés techniques demeurent	19
--	----

A . Les attaques parasitaires en Algérie

B . La technique de vinification inadaptée

§ 3 - L'implantation du vignoble s'accroît et se diversifie	20
--	----

§ 4 - Les résultats	22
---------------------	----

A . L'équilibre économique

B . Le commerce des vins

C . La viticulture et la colonisation

D . La viticulture et les Musulmans

Chapitre 3 - de 1907 à 1935 : consolidation et extension	24
---	----

§ 1 - la reconstitution après les ravages phylloxériques	24
---	----

§ 2 - les plantations nouvelles d'après-guerre précisent les caractères du vignoble	26
§ 3 - le flot vinicole	27
A . La production et les rendements	
B . L'écoulement	
§ 4 - bilan de la période	29
A . Le commerce viticole domine les échanges de la colonie	
B . La viticulture fonde la grande colonisation	
C . La viticulture et les Musulmans	
Chapitre 4 - de 1935 à 1955 : la stabilisation	31
§ 1 - Le statut viticole et ses conséquences en Algérie	31
A . La marche au statut	
B . Le statut et ses aspects algériens	
C . Les conséquences sur le vignoble algérien	
§ 2 - L'après-guerre et le problème de la reconstitution	34
Chapitre 5 - de 1955 à nos jours : la régression	35
Deuxième sous-partie : La commercialisation des vins Algériens en France	39
Chapitre 1 - Les circuits physiques	39
§ 1 - Le circuit traditionnel	40
A . Le négoce expéditeur	41
a) motivations	
b) rôle technique	
c) rôle économique	
B . Le négoce utilisateur	45
a) rôle technique	
b) rôle économique	
C . Les auxiliaires du commerce	45
a) le courtier	
b) le commissionnaire	
c) le représentant	

§ 2 - les plantations nouvelles d'après-guerre précisent les caractères du vignoble	26
§ 3 - le flot vinicole	27
A . La production et les rendements	
B . L'écoulement	
§ 4 - bilan de la période	29
A . Le commerce viticole domine les échanges de la colonie	
B . La viticulture fonde la grande colonisation	
C . La viticulture et les Musulmans	
Chapitre 4 - de 1935 à 1955 : la stabilisation	31
§ 1 - Le statut viticole et ses conséquences en Algérie	31
A . La marche au statut	
B . Le statut et ses aspects algériens	
C . Les conséquences sur le vignoble algérien	
§ 2 - L'après-guerre et le problème de la reconstitution	34
Chapitre 5 - de 1955 à nos jours : la régression	35
Deuxième sous-partie : La commercialisation des vins Algériens en France	39
Chapitre 1 - Les circuits physiques	39
§ 1 - Le circuit traditionnel	40
A . Le négoce expéditeur	41
a) motivations	
b) rôle technique	
c) rôle économique	
B . Le négoce utilisateur	45
a) rôle technique	
b) rôle économique	
C . Les auxiliaires du commerce	45
a) le courtier	
b) le commissionnaire	
c) le représentant	

§ 2 - Le circuit moderne	46
A . Les raisons de la croissance de ce circuit	48
a) révolution dans les moyens techniques	
1/ le transport	
2/ le conditionnement	
3/ l'information	
b) l'intensification de la concurrence	
1/ le processus de concentration	
2/ le processus de "désécialisation"	
B . Les caractéristiques générales	52
a) la concentration et l'émergence de quelques grosses maisons	
1/ l'intégration horizontale	
2/ l'intégration verticale	
b) le commerce exportateur algérien	
c) les intermédiaires	
Chapitre 2 - Les modalités économiques et juridiques	58
§ 1 - Les modalités économiques	58
A . Le problème du financement	58
a) le besoin général de fonds	
1/ le poids financier des stocks	
2/ Autres charges commerciales	
b) modalités de financement	
1/ le financement extra-bancaire	
2/ le financement bancaire	
B . Les éléments du prix de revient	64
a) les frais du négoce importateur	
b) les frais de l'utilisateur	
C . Le comportement du marché	69
a) les conditions générales dans le déroulement d'une campagne	
b) les conditions spécifiques du marché des vins algériens	

c) le négoce peut contribuer à amplifier les variations des cours	
§ 2 - Les modalités juridiques	71
A . Les cadres généraux	72
a) l'organisation de marché	
b) les négociations entre la France et l'Algérie	
B . Organisation juridique des importations	77
C . La fraude à laquelle donnent lieu ces importations	79
a) le détournement de provenance	
b) manipulation artificielle des cours.	
Chapitre 3 - Place du vin algérien sur le marché français.	81
§ 1 - Bilan quantitatif	81
A . Productions française et algérienne	82
B . Apports extérieurs sur le territoire français	82
§ 2 - Bilan qualitatif	83
A . Caractéristiques de la production française	83
a) la production des vins A. O. C.	
b) la production des vins V. D. Q. S.	
c) les V. C. C.	
B . Les besoins du marché français	85
a) la consommation taxée	
b) l'exportation	
CONCLUSION de la Première partie	86

<u>Deuxième Partie</u> - Poids du vignoble dans l'économie algérienne	91
Première sous-partie : le déséquilibre structurel	92
Chapitre 1 - Raisons de la prédominance viticole	92
§ 1 - L'incitation du marché	92
A . L'espace économique franco-algérien	93
B . Limites et champ de forces du marché du vin	95
a) les limites géographiques	
b) l'offre et la demande	
c) liberté ou taxation	
d) le mécanisme de la formation des prix	
1/ Les réactions des prix à l'offre	
2/ Les réactions de l'offre aux prix	
3/ Les effets de la réglementation de marché sur ces mécanismes	
C . Les marchés des autres produits	100
a) la culture du cotonnier	
b) la culture des céréales	
§ 2 - L'incitation des profits	105
A . L'influence des charges sur les revenus viticoles	106
a) L'entretien du vignoble	
b) les frais de plantation	
B . L'influence des prix sur les revenus viticoles	113
C . Synthèse sur les revenus viticoles	114
Chapitre 2 - Les conséquences	118
§ 1 - Sur la structure du revenu agricole	118
A . Importance du revenu agricole dans la production intérieure brute totale	118
B . Composition de ce revenu agricole	119

§ 2 - Sur les moteurs de la croissance	120
A . L'emploi et les revenus viticoles	121
a) le sous-emploi agricole	
b) l'emploi viticole	
c) les salaires viticoles	
d) autres revenus distribués par la vigne	
B . L'industrialisation	123
a) effet industrialisant en amont	
b) " " " aval	
1/ Les industries dérivant de la vigne	
Industries utilisant les mûts	
" de la concentration	
des mûts	
" utilisant les dérivés	
et sous-produits	
2/ Situation de ces industries	
dans l'ensemble des industries	
agricoles et alimentaires	
C . L'équilibre alimentaire	132
D . La viticulture, erreur économique ?	137
a) la dissociation selon les parties prenantes du revenu brut viticole	
b) l'utilisation des profits	
c) l'extension de l'économie monétaire	
d) l'instabilité de la conjoncture viticole	
§ 3 - Sur les structures foncières et sociales	143
A . Les structures foncières coloniales	144
a) structures foncières et mode d'utilisation des sols	
b) structure des exploitations et le mode d'insertion de la vigne dans leurs activités	
1/ le grand domaine	
2/ l'exploitation moyenne	
3/ la petite exploitation	

B . Les structures sociales	155
Deuxième sous-partie : L'enchaînement à l'économie ----- dominante	159
Chapitre 1 - La dépendance conjoncturelle	159
§ 1 - Le rôle prédominant du crédit dans certaines crises antérieures à 1914	160
A . La crise de 1879 - 1887	
B . La crise de 1893 - 1894	
C . La crise de 1900 - 1901	
D . La crise de 1904 - 1907	
§ 2 - Le rôle de la surproduction et des guerres dans les autres effondrements	161
- déroulement de la crise de 1950 à 1955	
- effets de cette crise hors du vignoble	
Chapitre 2 - La dépendance structurelle	166
§ 1 - Le commerce extérieur	167
§ 2 - La structure interne	170
CONCLUSION de la Deuxième partie	172
Troisième partie - Recherche d'un nouvel équilibre	177
Première sous-partie : Les données récentes et les ----- perspectives du marché des vins	180
Chapitre 1 - Le marché international du vin	180
Chapitre 2 - Le cadre juridique et économique des exportations algériennes	182
§ 1 - Etat actuel de la législation française en matière d'organisation du marché des vins	182
§ 2 - La réglementation vinicole du Marché Commun	184

Chapitre 3 - Les débouchés du vin	186
§ 1 - Le bilan du vin en France	186
A . L'évolution des divers postes d'utilisation	187
a) la consommation taxée	
b) l'exportation	
B . Les groupes d'intérêts en présence	192
C . L'accroissement spontané de la production française	196
§ 2 - Les solutions offertes à la France	198
A . L'adaptation au déficit qualitatif	198
a) réorientation de la demande	
b) réorientation de la consommation	
B . L'adaptation au déficit quantitatif	200
C . Le retard dans le démarrage de la reconversion française	205
§ 3 - Le bilan du vin en Algérie depuis l'Indépendance	206
A . Le bilan matière	206
B . Le bilan devises	208
Chapitre 4 - La politique commerciale vinicole	211
§ 1 - Les fondements de la politique commerciale vinicole	
§ 2 - La refonte de l'appareil commercial	215
A . Désagrégation du système antérieur	215
a) sur le plan de l'information	
b) sur le plan des relations commerciales	
B . La reconstitution du circuit commercial	217
a) la concrétisation du marché	
1/ Rôle et définition de l'organisme algérien chargé de la commercialisation des vins à la propriété	

2/ la publicité externe et la
pénétration des marchés

Deuxième sous-partie : Les nouvelles structures de ----- production dans l'agriculture algérienne	224
Chapitre 1 - Le fonctionnement de l'autogestion et la planification agricole	224
§ 1 - Qu'est-ce que l'autogestion ?	225
A . L'origine du secteur socialiste	225
B . Le fonctionnement de l'autogestion	226
§ 2 - La programmation en économie agricole socialiste	229
Chapitre 2 - La spécificité de la production viticole	231
§ 1 - Impératifs techniques et économiques au niveau de l'exploitation	232
A . Les inconvénients des structures actuelles	232
B . Les formes possibles d'une réorga- nisation rationnelle	237
§ 2 - Les impératifs de contrôle et d'orien- tation au niveau du secteur	238
A . Le complexe administratif viti- vinicole hérité de la France	239
B . Un statut et une organisation administrative adaptée	240
Troisième sous-partie : La politique agricole et la ----- reconversion de la vigne	243
Chapitre 1 - La doctrine agricole	243
§ 1 - Le critère de l'emploi	244
§ 2 - Le critère du produit	245
§ 3 - Le critère du revenu disponible	246

Chapitre 2 - Les perspectives d'évolution du secteur viticole	252
§ 1 - Les contraintes qui pès ^{nt} sur le vignoble	252
A . Le vieillissement	252
B . La mauvaise rentabilité du vignoble	255
a) la marge globale de la viticulture	
1/ Si la totalité était vendue aux cours français,	
2/ Si la totalité était vendue aux cours mondiaux,	
3/ si l'on tient compte des perspectives de débouchés	
b) la rentabilité des trois types de vignoble	
C . L'insuffisance de logement pour les vins	265
§ 2 - Les lignes de force de la politique viticole	266
A . La reconstitution	269
a) Principes directeurs	270
1/ quelle superficie ?	
2/ quelle sorte de vignoble ?	
b) Réduction du goulot des bois et plants	270
1/ Les disponibilités actuelles et les perspectives d'évolution	
2/ Coût prévisionnel d'un hectare de pépinière	
. dans la limite de 300 ha	
. au-delà de 300 ha	
c) Programmation de la reconstitution et coût global	279
1/ Plan viticole	
2/ Coût de l'ensemble du programme	
d) En l'absence de programme de reconstitution	282

B . Le reconversion	286
a) Principes directeurs	286
1/ Quelle superficie et à quelle date ?	
2/ Les cultures temporaires	
3/ Les cultures définitives	
. la reconversion en périmètre irrigué,	
. La reconversion en plaines fraîches	
b) Projection d'ensemble du programme	297
C. Incidences sur l'économie nationale	302
a) sur la production et le revenu agricole global	302
b) sur l'emploi	304
c) effets industrialisants	306
1/ industries dérivées de la vigne	
. oenologie	
. distilleries	
2/ autres industries agricoles et alimentaires	
§ 3 - Régionalisation de la reconversion	309
A.. La comparaison des avantages respectifs	310
a) quels revenus comparer ?	312
b) le calcul des revenus	313
1/ Les revenus escomptés de la vigne	
2/ Les revenus escomptés de la culture de remplacement	
c) méthode d'actualisation et de comparaison	317
B . Schéma et systématisation	318
a) description sommaire d'un modèle simplifié	321
b) détermination des objectifs par produit	323
CONCLUSION de la Troisième partie	324
CONCLUSION GENERALE	329

B I B L I O G R A P H I E

OUVRAGES

=====

- AGERON Ch. Robert "Histoire de l'Algérie contemporaine"
P. U. F. "Que sais-je?" 1964, Paris.
- BABILLOT Jeanine "Essai d'analyse des phénomènes de consommation dans les sociétés en voie de développement"
Thèse - 1965, Alger.
- BADOUIN R "Agriculture et équilibre économique"
S. E. D. E. S. - 1961, Paris.
- BARTHE R. "L'organisation du marché viticole en France"
E. N. S. A., Montpellier - 1962
"L'écoulement de la production de vin sur le marché français"
I. N. R. A., Montpellier - 1962
- BERTRAND J "La viticulture algérienne" - 1889, Alger.
- BOURDIEU P "Sociologie de l'Algérie"
P. U. F. "Que sais-je ?" 1963, Paris
- BOURDIEU et autres "Travail et travailleurs en Algérie"
édit. Mouton - 1963, Paris.
- BYE M. "Relations économiques internationales"
Précis DALLOZ - 1958, Paris
"Les fondements de l'économie internationale"
Cours de D. E. S. de Sciences économiques
1960/61, Paris.
- DEMONTES V. "L'Algérie économique"
Un siècle de colonisation, Tome 6
Imprimerie algérienne, 1930, Alger.
- DESPOIS J. "L'Afrique du Nord"
Outremer P. U. F. - 1963, Paris.
- DRESCH J. "Industrialisation au Maghreb"
Contribution - Colloque de janvier 1963
Maspéro - Paris.

- DRESCH J. "L'agriculture de l'Afrique du Nord"
C. D. U. - 1965, Paris.
- DUMOULIN R. "La structure asymétrique de l'économie
algérienne d'après une analyse de la
région de Bône".
Editions Genin - 1959, Paris
- DUMONT R. "L'Afrique noire est mal partie"
Editions du Seuil - 1962, Paris
"Cuba, socialisme et développement"
Editions du Seuil - 1963, Paris
- ESTIER C. "Pour l'Algérie"
Cahiers libres - n° 52,
Maspéro - 1964, Paris
- FIRECELLI J. "Le revenu des agriculteurs"
Matériaux pour une Théorie de la
Répartition.
Editions Genin Médicis - 1960, Paris
- GALTIER G. "Le vignoble du Languedoc et du
Roussillon"
Trois volumes, dont un traitant du vigno-
ble algérien.
Causse, Graille et Castelnau
1960, Montpellier
- GALLISSOT R. "L'économie de l'Afrique du Nord"
P. U. F. "Que sais-je ?" 1961, Paris
- GENDARME R. "L'économie de l'Algérie"
Armand Colin - 1959, Paris
- GEORGE P. "Géographie agricole du Monde"
P. U. F. "Que sais-je ?" 1961, Paris
- GUERIN D. "L'Anarchisme"
Coll. Idées - Gallimard - 1965, Paris
- ISNARD H. "La vigne en Algérie"
Etude géographique jusqu'en 1914
Deux tomes, OPHRYS 1951-1954, Gap.
"Le Maghreb"
Coll. Magellan, P. U. F. - 1966, Paris
- KRIEGER Annie,
FRançois d'ARCY et
Alain MARILL "Essais sur l'économie de l'Algérie
nouvelle"
Série Afrique, P. U. F. - 1965, Paris.

- KUHNHOLTZ-LORDAT G. "La genèse des appellations d'origine"
Mâcon - 1963
- LACOSTE Y. "Les pays sous-développés"
P. U. F. "Que sais-je ?" - Paris
- LAUNAY M. "Paysans algériens"
Editions du Seuil - 1963, Paris
- LEBBEAU "Agriculture algérienne"
Bacconnier - 1954, Alger
- LETOURNEAU R. "Evolution politique de l'Afrique du
Nord musulmane"
Armand Colin - 1962, Paris
- LEVADOUX L. "La vigne et sa culture"
P. U. F. "Que sais-je ?" - 1961, Paris
- MEISTER A. "Socialisme et autogestion"
Coll. Esprit - Frontière ouverte
Edition du Seuil - 1964
- MILHAU J. "Traité d'Economie rurale" - 2 Tomes
P. U. F. - 1954, Paris
- "L'étude économétrique du prix du vin
en France"
Causse, Graille et Castelnau
1936 - Montpellier
- "Le pouvoir d'achat des viticulteurs"
Causse, Graille et Castelnau,
1945 - Montpellier
- MANDEL E. "Traité d'économie marxiste" - 2 Tomes
Editions Julliard - 1964, Paris
- MOLLARD G. "L'évolution de la culture et de la
production du blé en Algérie de
1830 à 1939"
Editions Larose - 1950, Paris
- ORSAT Ch. "La viticulture algérienne et
le Marché commun"
Maison-Carrée, 1959
- ORIZET L. "Les vins de France"
P. U. F. "Que sais-je ?" - 1964, Paris
- PERRIN A. "La civilisation de la vigne"
Gallimard - 1938, Paris

- PERROUX F. "La coexistence pacifique"
P. U. F. - 1961, Paris
"L'économie du XXe siècle"
P. U. F. - 1961, Paris
"Problèmes de l'Algérie indépendante"
P. U. F. - 1963, Paris
"L'économie des jeunes nations"
P. U. F. - 1963, Paris
- PEYRONNET "Le vignoble nord-africain"
J. Peyronnet et Cie éditeurs, 1950, Paris
- RULLIERE G. "Localisation de l'activité agricole"
Armand Colin - 1956, Paris
- SAMIR AMIN "L'économie du Maghreb" - 2 Tomes
Editions de Minuit - Grands documents,
1966, Paris
- SAINT-GERMES "L'économie algérienne"
La Maison des Livres - 1955, Alger
- VOLCKE A. "Le problème viticole franco-algérien"
Thèse - Editions Domat-Montchrestien
1934, Paris.

ETUDES, DOCUMENTS et ARTICLES de DETAIL

=====

Archives de l'I. V. C. C. à Alger - Direction de la production
végétale, notamment l'enquête sur les
prix de revient du vin en 1956.
Etude C. A. F. E. R. 1956/57

Archives du Laboratoire de Viticulture de l'Institut Agricole
d'Algérie :

- casiers vinicoles,
- rapports d'élèves.

ALDEBERT Société des Agriculteurs d'Algérie
N° Spécial de "La journée de l'Agriculture
Nord-Africaine" - 1947, Alger

BADCUIN R. "Analyse économique et détermination du
prix du vin"
Bulletin du Centre Régional d'Etudes
Economiques, 3e trimestre 1963, Montpellier

BANQUE de FRANCE Direction Générale des Etudes et du Crédit
Fiche de documentation - deux brochures
de juillet 1962 sur
"Le Négoce" et
"La Viticulture"

- BLANC G. "Les circuits de commercialisation des vins algériens en France" dans la Revue Algérienne des Sciences Juridiques, Politiques et Economiques de mars 1965.
- BYE et WERTHEIMER "Le développement agricole en Algérie" Coll. Tiers-Monde, P. U. F. - 1962, Paris
- CAMBIERE A. "Quelques observations au service du Plan d'expansion économique et sociale de l'agriculture algérienne" Laboratoire de Recherches Economiques appliquées à l'agriculture algérienne Deux tomes - Maison-Carrée - 1958
- CHALIAND G. "L'Algérie est-elle socialiste ?" Cahiers libres n° 56, Maspéro, 1964, Paris
- COMBES D. "La fraude et le prix du vin" Brochure extraite du Bulletin trimestriel du Centre Régional de la Productivité et des Etudes économiques - 1955, Montpellier
- Confédération Générale des Vignerons Algériens
Publiait chaque année les déclarations de récolte, le calcul des frais nécessités pour la culture d'un hectare de vigne, le rapport général sur l'année viticole.
- Documents centralisés par le Secrétariat permanent de la Commission d'Aménagement de la plaine d'Annaba - 1965 et 1966.
Ministère de l'Agriculture - Alger
- Documents et renseignements agricoles
"Le cotonnier en Algérie"
Bulletin 171 - 1955, Alger
- Document sans titre et interne de la Direction du Plan et des Etudes Economiques - 1964 - traitant des problèmes de développement agricole et de rénovation rurale - Alger
- Documentation française
"Evolution économique de l'Algérie de 1945 à 1954." - 1954, Paris
- Documents algériens "Le déséquilibre de la balance commerciale et ses causes"
Avril 1957, Paris

DUBOS J.

"L'évolution récente de la viticulture et du marché viticole, les perspectives au seuil de 1963"

Revue de l'Economie Méridionale,
4e trimestre 1962

"La situation de la viticulture à l'automne 1965"

Revue de l'Economie Méridionale
3e trimestre 1965

"L'articulation et la mesure des variables qui influencent le marché vinicole et leur utilisation à la prévision"

Revue Gestion - Dunod édit. Sept. 1966

DUMONT R.

"La réforme agraire dans l'Algérie indépendante"

Les Temps Modernes - Février 1963

Etudes et Conjonctures

"L'Economie algérienne"

I. N. S. E. E. - 1956, Paris

"L'espace économique français"

I. N. S. E. E. - 1955, Paris

GUERIN D.

"L'Algérie caporalisée"

Centre d'Etudes socialistes, 1965, Paris

ISNARD H.

"La viticulture algérienne, erreur économique ?"

revue agricole de l'Afrique du Nord,
n° 446-449 - 1956

"Exploitations agricoles européennes en Algérie"

Revue Méditerranée - Janvier-mars 1961

"Les caractères originaux du vignoble oranais"

Cahiers d'Outre-mer, Tome X - 1957

KLATZMANN J.

"La situation du marché du vin"

Etudes et Conjonctures n° 4, avril 1959

"Etudes régionales à l'échelle de la Communauté Economique Européenne"

Synthèse et résultats d'études monographiques.

C. E. E. Direction générale de l'Agriculture - 1962

- KLATZMANN J. "La planification interrégionale dans l'agriculture - un modèle simplifié" Cahiers de l'I. S. E. A., série AG 2, mars 1963
- LEVADOUX L. "Note complémentaire adressée à M. le Ministre de l'Agriculture sur une nouvelle orientation du vignoble algérien" Non publié - 1964
- "Etude de la reconversion du vignoble Algérien" Note au Ministre de l'Agriculture Non publié, 1964
- "Rapport préliminaire sur une mission viticole dans le périmètre de l'Oued Bou Namoussa " Non publié - 1965
- "L'Algérie agricole" n° 8 Revue du Ministère de l'Agriculture 1965, Alger
- MILHAU J. "La régulation du marché du vin en France" Revue de l'Economie Méridionale 3e trimestre 1958
- Ministère de l'Algérie "Rapport sur les perspectives décennales de développement de l'Algérie" Imprimerie Officielle du Gouvernement Général - mars 1958, Alger
- Ministère de l'Economie Nationale - Direction Générale du Plan et des Etudes économiques "La viticulture algérienne et ses perspectives" Non publié - 1963
- MONTIGAUD J. C. "Les répercussions sur les marchés viticoles de l'évolution en cours dans le secteur commercial" Economie Rurale n° 63, Janvier-mars 1965
- NICOLAI A. "Approche structurelle et effet de domination" Revue Economique, septembre 1956
- O. N. A. Office des Nouvelles Algériennes Juillet 1964

- PARODI "Pour une réforme efficace de l'agriculture algérienne"
Développement et Civilisations - Paris
- PERRIN Cahiers Méditerranée Janvier-mars 1961
sur le blé
- PERROUX F. "Les relations du secteur moderne et du
secteur traditionnel dans le développement
réciproque"
Cahiers de l'I. S. E. A. n° 94, série F
n° 12, novembre 1959
"L'Algérie de demain"
Coll. Tiers-Monde, P. U. F. - 1962, Paris
- PLAN de CONSTANTINE Rapport général
Imprimerie Officielle du Gouvernement
Général - 1959
- Rapport du Groupe d'Etudes des Relations financières entre
la France et l'Algérie.
Imprimerie officielle du Gouvernement
Général, 1955
- Rapport du Secrétariat Monétaire de la Zone Franc - Paris, 1964
- Recensement de l'Agriculture algérienne à la demande de la
F. A. O. en 1955 - Les documents sur les
départements d'Alger, Constantine et
Oran sont de 1955.
- Revue Economique Mai 1964 - Alger
- Revue "Economie et Politique" - Paris
"Situation économique de l'Algérie" 1954
"L'Algérie, un an après. Vers une nou-
velle étape" - n° 114, Janvier 1964.
"L'Algérie en marche vers le socialisme"
n° 130, Mai 1965
- Revue de la Région Economique d'Algér - 1956
Publication de la Chambre de Commerce.
- Revue Agricole de l'Afrique du Nord
"Le rôle bienfaisant de la vigne en
Algérie" - Janvier 1948
"Etudes sur les prix de revient agricoles"
1947 et 1948 - Alger
- Revue "Maghreb" de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
N° 7 janvier-février 1965
Documentation française, Paris.

Situation Générale de l'Algérie

Publication annuelle du Gouvernement
Général avant la seconde guerre mondiale
Alger, 1930-1938

TROUVE J.

"Agriculture algérienne et Marché Commun"
dans le Bulletin Economique et Juridique
n° 251 de janvier 1962 - Alger

S. E. D. I. A.

Institut pour l'Etude et le Développement
de l'industrie en Algérie
"Etude du développement économique de
l'Ouest algérien" - 1958, Paris,

"Etude sur les industries agricoles et
alimentaires" - 1960, Paris.

S. E. R. M. I.

Société d'Etudes et de Réalisations
Minières et Industrielles
"Distilleries vinicoles"
Enquête, mai 1964 - Alger

STATISTIQUES

=====

Annuaire statistique de l'Algérie - 1953 - 1960

I. V. C. C.

Renseignements statistiques fournis par
l'Institut des Vins de Consommation
Courante - Paris

Renseignements statistiques agricoles - Année 1964, série B
Ministère de l'Agriculture et de la
Réforme Agraire - Alger

La Statistique agricole, numéro spécial de "l'Algérie Agricole";
Revue du Ministère de l'Agriculture et
de la Réforme agraire, 1966, Alger

Tableaux de l'économie algérienne - 1960

Statistique Générale de l'Algérie

Plan de Constantine

Rapport Général, Imprimerie Officielle
du Gouvernement Général,

Un grand nombre de renseignements chiffrés nous ont été fournis
par les services du Ministère de l'Agricul-
ture et ceux du Ministère des Finances

CARTOGRAPHIE

=====

Cartes au 1/50 000 de l'Institut Géographique National - Paris
où les vignes sont reportées de façon
apparente, mise à jour partielle de 1961
à l'aide de photographies aériennes de
1959.

Photographies aériennes au 1/10 000 recouvrant l'ensemble du
vignoble, celles qui sont disponibles
dans les archives de l'I. V. C. C. portent
la distribution parcellaire. Ces photo-
graphies ont été réalisées à l'occasion
du cadastre viticole par des missions
aériennes débutant en 1953.

Carte de l'Algérie Viticole de LARMAT

Carte des Rendements en Vins de ISNARD "La vigne en Algérie" I

Carte au 1/1 000 000 du Gouvernement Général, juin 1949,
Inspection générale de l'Agriculture
Baconnier, Alger

Carte au 1/400 000 dressée par George MARTIN, avec coloriage
par qualité des vins

Carte au 1/1 000 000 du Gouvernement Général, de 1959.

